

ŒUVRES

Octobre 1935

Décembre 1935

Léon Trotsky
ŒUVRES

Octobre 1935
Décembre 1935

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ et Michel DREYFUS

Publication de l'Institut Léon Trotsky

Paris EDI 1980

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> , Marguerite BONNET	11
<i>RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION</i> <i>INTERNATIONALE</i> , l'équipe de présentation	13
<i>LISTE DES SIGLES</i>	15
<i>REPÈRES CHRONOLOGIQUES</i>	17
<i>INTRODUCTION</i> , Pierre BROUÉ, Michel DREYFUS	19

Certains textes, lettres ou autres, n'ont pas de titre d'origine. Pour faciliter la lecture, nous avons pensé qu'il était utile de leur en donner. Dans ce cas, dans le sommaire et dans l'ouvrage, ces titres sont entre crochets [...].

[Pas d'Equivoque vis-à-vis du front populaire] (3 octobre 1935)	25
[Des initiatives pratiques pour le rapprochement en Belgique] (11 octobre 1935)	31
[L'enjeu d'une scission] (16 octobre 1935)	32
[Le P. O. U. M. et la IV ^e Internationale] (18 octobre 1935)	33
Sectarisme, Centrisme et la IV ^e Internationale 22 octobre 1935	35
[Cela frise la persécution] (24 octobre 1935)	47
[Des auxiliaires de troisième ordre de l'impérialisme] (26 octobre 1935)	48
Romain Rolland remplit sa mission (31 octobre 1935)	52
[Pour les comités d'action] (4 novembre 1935)	60
Leçon d'octobre (4 novembre 1935)	62
[Soutien à la direction du R. S. A. P.] 5 novembre 1935)	68

LEON TROTSKY, ŒUVRES, OCTOBRE-DECEMBRE 1935

Conversation avec Fred Zeller (6 novembre 1935)	70
Edouard Herriot, politicien du juste milieu (7 novembre 1935)	71
La jeunesse socialiste à la croisée des chemins (7 novembre 1935)	89
Pourquoi Staline a vaincu l'opposition (12 novembre 1935)	97
[Remarque sur une publication] (novembre 1935)	108
[Une publication inopportune] (13 novembre 1935)	109
[Problèmes de la réunification en Belgique] (17 novembre 1935)	111
[Questions tactiques et scissions] (18 novembre 1935)	115
[Après le conseil national de la S. F. I. O.] (21 novembre 1935)	120
Un vénérable Smerdiakov (novembre 1935)	121
[Il faut prendre le large] (21 novembre 1935)	124
[Se tourner vers les masses] (25 novembre 1935)	128
[Entretien sur L'I. L. P.] (novembre 1935)	134
[Discussion sur le Canada] (26 novembre 1935)	154
[Vers la guerre mondiale] (novembre 1935)	158
[Les discussions dans le parti] (novembre 1935)	161
[La tactique des ouvriers américains pendant une guerre nippo-soviétique]	163
[A propos de Max Eastman] (novembre 1935)	168
[L'appel de <i>La Commune</i>] (28 novembre 1935)	170
[Il faut gagner les jeunes] (29 novembre 1935)	172
[Qu'est-ce qu'un journal de masse ?] (30 novembre 1935)	173
Pour les comités d'action pas le front populaire (novembre 1935)	181
[Une capitulation devant les centristes] (3 décembre 1935)	189
[Molinier n'a plus sa place au plénum] (3 décembre 1935)	194

[La dernière aventure de Molinier]	
(4 décembre 1935)	195
[Un abandon des principes]	
(4 décembre 1935)	197
[Comité d'action et communes élues]	
(6 décembre 1935)	201
[Remarques incidentes]	
(8 décembre 1935)	202
[Remarques critiques sur évolution]	
(9 décembre 1935)	209
[Un tournant à droite]	
(11 décembre 1935)	213
[L'amalgame de la carte postale]	
(15 décembre 1935)	216
[Des précautions nécessaires]	
(15 décembre 1935)	221
[Contre les faux passeports en politique]	
(16 décembre 1935)	223
[Mise au point]	
(20 décembre 1935)	231
[Pour une organisation de défense des prisonniers politi- ques révolutionnaires en U. R. S. S.]	
(24 décembre 1935)	232
[Pour la défense des révolutionnaires en U. R. S. S.]	
(24 décembre 1935)	233
[Leçons de l'histoire de la carte postale]	
(24 décembre 1935)	234
[La faute la plus grave]	
(26 décembre 1935)	237
[Demande de congé politique]	
(27 décembre 1935)	239
[Pour une explication lucide]	
(30 décembre 1935)	241
[Les leçons de l'entrée dans la S. F. I. O.]	
(30 décembre 1935)	242
[L'information sur l'U. R. S. S.]	
(31 décembre 1935)	246
[Prudence !]	
(31 décembre 1935)	247
<i>ANNEXES</i>	249
<i>OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS</i>	251
<i>INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES</i>	255
<i>INDEX DES NOMS DE PERSONNES</i>	257
<i>INDEX DES ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, INS- TANCES</i>	263
<i>INDEX DES THÈMES ET SUJETS</i>	271

TABLE DES HORS-TEXTES

Planche I. Le local du G. B. L. et de *Révolution*

Planche II. Josef KRUK et Kurt ROSENFELD

Planche III. Joaquim MAURÍN JULLIA et Frans VAN DER GOES

Planche IV. Denzil D. HARBER et Raymond MOLINIER

AVERTISSEMENT

La publication des œuvres de Léon Trotsky dans laquelle s'insère le présent volume répond à un projet d'ensemble qui vise à permettre une connaissance plus large et plus sûre de sa pensée et de son action. Ses livres proprement dits ont connu en France des rééditions successives, souvent dans des collections de poche qui en facilitent la circulation. Mais à quelques exceptions près, les articles et l'énorme correspondance qui forment pourtant l'armature quotidienne de son combat politique ne sont pas aisément accessibles. Pour la période de l'exil, la correspondance, dont de nombreux éléments publiés dans cette collection étaient jusqu'à ce jour inédits, a constitué une part considérable de l'activité de Trotsky : elle était un de ses modes principaux d'intervention dans les luttes. En outre, plus encore que les ouvrages, articles et lettres exigent pour parvenir pleinement au lecteur des annotations précises les replaçant dans les événements, discussions, polémiques de l'époque, éclairant la vie des groupes et des hommes qui se sont rassemblés autour ou dans la mouvance de Trotsky. De nouveaux documents issus d'archives publiques ou privées fournissent aujourd'hui la possibilité de prendre une vue approfondie de tout ce contexte.

Un effort d'édition devait donc être entrepris, se fixant pour premier objectif la constitution de recueils présentés par des introductions historiques solides et accompagnés d'un appareil critique d'une grande rigueur. Ces considérations ont conduit un certain nombre de militants et de chercheurs, conscients de la nécessité d'un tel travail, à créer un Institut Léon Trotsky, grâce auquel puisse être évitée la dispersion des efforts et assurée une collaboration scientifique internationale étendue ; la tâche est trop vaste pour être poursuivie individuellement. L'Institut, fondé à la fin de 1977 à Paris, se fixe un double but :

- 1) assurer l'édition, dans l'esprit ci-dessus défini, des textes de Léon Trotsky de la manière la plus complète

possible dans les conditions actuelles, sans renoncer à l'éventualité plus lointaine d'un regroupement général ;

2) publier des *Cahiers Léon Trotsky*, apportant des études, des documents, des témoignages, et, on le souhaite, les suscitant.

On a préféré, pour cette collection *Œuvres*, l'ordre chronologique à un ordre thématique, toujours quelque peu arbitraire, divers problèmes étant souvent considérés dans un même texte. C'est le parti retenu par les éditeurs américains de Pathfinder Press pour les douze volumes de *Writings* couvrant la période 1929-1940. Nous leur devons beaucoup ; nous espérons leur être utiles à notre tour en leur apportant pour des réimpressions éventuelles les enrichissements et les rectifications que ne manque pas d'entraîner la poursuite de la recherche. Les traductions des textes sont faites dans la mesure du possible à partir de l'original russe.

Nous espérons également que le lecteur trouvera dans ces volumes non seulement multiples éléments de connaissance, mais aussi matière neuve de réflexion.

Marguerite BONNET
présidente de l'Institut Léon Trotsky
29, rue Descartes — 75005 Paris

RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION INTERNATIONALE

Pour la rédaction des introductions et notes du présent volume, nous avons interrogé oralement ou par écrit les personnes suivantes qui ont toutes été à un moment ou à un autre actives dans le mouvement suscité par Trotsky : Erwin H. Ackerknecht (Zürich), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Earle Birney (Toronto), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Reading), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome) Karliafitis Loukas (Athènes), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zürich), Jean Rous (Paris), Jean van Heijenoort (Mexico), Michel Raptis (Paris), Oscar Waiss (Francfort/Main).

Pour l'établissement des liens avec ces précieux témoins, la rédaction des indications d'ordre biographique concernant les personnes disparues, ainsi que pour la documentation générale, nous avons une dette considérable vis-à-vis de la Bibliothèque de Documentation Internationale contemporaine (B. D. I. C.) de Nanterre, et notamment du fonds d'archives déposé par la Ligue communiste depuis 1972 ainsi que du fonds d'archives Lefeuve, de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, de l'Institut Feltrinelli à Milan, du Centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles, du Centre de documentation internationale (C. E. S.-E. D. I.) de Paris, du Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C. E. R. M. T. R. I.) de Paris et du fonds d'archives déposées par l'O. C. I., de la Bibliothèque du Musée social à Paris, du Centre de documentation Benjamin Franklin et de la Bibliothèque Medem de Paris, des Editions ouvrières à Paris, ainsi que de la Haupt-Staat Archiv de Düsseldorf, de l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et de l'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm.

Nous tenons tout particulièrement à remercier dans ces diverses institutions Mlle Campfens et MM. Segall et V. Kahan, d'Amsterdam, M. Luk Kongs de Bruxelles ainsi que Mlle Nadya De Beule et M. Rudi Van Doorslaer, Sammy Ketz, J. M. Brabant et les autres collaborateurs de Jean Maitron pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Dr Ziegahn, de Düsseldorf, le professeur Hermann Weber, de l'Université de Mannheim, Mlle Collette Chambelland, de Paris, Mlle Solveig Halvorsen, d'Oslo, Mme Eva Karlson, de Stockholm. Nous remercions également Georges Scheuer, J. Poulos, Rodolphe Prager, Rudolf Segall, Fritz Keller, Hans Schafranek, militants et chercheurs, Wolfgang Alles,

Willy Buschak, Maurice Stobnicer, étudiants en doctorat, M. Boris Goldenberg, de Cologne, Mme Patricia Francis, du Labour Party, M. K. Veisbrot de Paris, M. Roland Lewin, de Grenoble, le professeur Pelai Pagès de Barcelone, M. Håkon Meyer qui nous a orientés pour tout ce qui concerne le séjour norvégien de Trotsky et M. David Vogelsanger de Zürich, qui tous nous ont fourni une aide personnelle précieuse, ainsi que MM. Pierre Saccoman et Antoine Thivel. Nous remercions également tous ceux qui ont cherché pour nous des renseignements utiles dans les bibliothèques et collections de périodiques.

La base solide sur laquelle a reposé notre travail avait été construite par George Breitman et l'équipe qui édite les Writings pour Pathfinder Press. En outre, c'est non seulement à eux que nous devons d'avoir accédé facilement aux documents capitaux déposés à la Bibliothèque du collège de Harvard [Séries T (Trotsky), V (van Heijenoort) et D (commission Dewey)], mais également ceux de la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York, comprenant notamment, dans les archives de James P. Cannon, de nombreuses copies de lettres de Trotsky, inaccessibles ailleurs. La liaison avec George Breitman a été permanente tout au long du travail. Jean van Heijenoort a été le guide, l'ultime recours, et a permis d'identifier souvent des textes non signés. Louis Sinclair, pas seulement par sa monumentale Trotsky : a Bibliography, mais par son inlassable disponibilité, a été à la fois boussole et carte.

Les traductions ont été faites, mais plus souvent seulement revues, par Pierre et Andrée Broué, Alain Calvié pour les textes allemands inédits et Michel Kehrnon pour le russe. Le manuscrit a été dactylographié par Pierre Broué, avec l'aide de Martine.

Les recherches nécessaires à l'établissement des introductions et notes ont été effectuées par Pierre Broué et Michel Dreyfus.

Les textes de ce volume ont été réunis par Pierre Broué qui a rédigé les notes dans un premier jet. Michel Dreyfus les a enrichies et augmentées. Elles ont été ensuite revues par les deux et par J.-F. Godchau. L'introduction, signée de ses auteurs, a été discutée avec le bureau de l'Institut Léon Trotsky. La mise au point définitive et l'établissement des index ont été réalisés sous la direction de Jean Risacher avec la collaboration des animateurs de l'Institut Léon Trotsky et des E. D. I.

Enfin M. Esteban Volkov, « Seva », le petit-fils de Trotsky, nous a encouragés et a apporté à l'Institut, donc à l'équipe de présentation, une aide matérielle décisive.

L'équipe de présentation

P. S. Ce volume contient deux textes provenant des archives jusqu'à présent fermées de la Bibliothèque du Collège de Harvard, ouvertes le 2 janvier 1980. Ces textes sont indiqués : Documents d'exil.

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	: American Federation of Labor
A.R.A.C.	: Association républicaine des anciens combattants
A.S.R.	: Action socialiste révolutionnaire
A.W.P.	: American Worker's Party
B.I.U.S.R.	: Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire
B.L. ou b.l.	: Bolchevik-léniniste
B.O.	: <i>Biulleten Oppositsii</i>
B.P.	: Bureau politique
B.R.S.	: Bond van Revolutionaire Socialisten
C.A.P.	: Commission administrative permanente
C.C.	: Comité central
C.I.O.	: Committee for Industrial Organization
C.E.	: Comité exécutif ou commission exécutive
C.G.T.	: Confédération général du travail
C.G.T.U.	: Confédération générale du travail unitaire
C.L.A.	: Communist League of America
C.N.T.	: Confederación nacional del trabajo
C.P.A.	: Communist Party of America
C.P.G.B.	: Communist Party of Great Britain
C.P.L.A.	: Committee for Progressive Labor Action
D.N.A.	: Det Norske Arbeiderparti
G.A.R.	: Groupe d'Action révolutionnaire
G.B.L.	: Groupe bolchevique-léniniste
G.P.U.	: Guépéou (Gosoudarstvennoïé Polititcheskoïé Oupravlénié)
G.R.	: Gauche révolutionnaire
I.A.G.	: Internationale Arbeitsgemeinschaft
I.C.	: Internationale communiste
I.C.J.	: Internationale communiste de la jeunesse
I.K.D.	: Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.L.A.	: Independent Labor League of America
I.L.P.	: Independent Labour Party
I.V.K.O.	: Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition
I.W.W.	: Industrial Worker's of the World
J.C.	: Jeunesses communistes
J.G.S.	: Jeunes gardes socialistes
J.S.	: Jeunesses socialistes
J.S.R.	: Jeunesses socialistes révolutionnaires
K.A.P.	: Kommunistische Arbeiter Partei
K.D.	: Konstitutsionniü Demokratitsheskiü

LEON TROTSKY, ŒUVRES, OCTOBRE-DECEMBRE 1935

K.P.D.	: Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.O.	: Kommunistische Partei Opposition
L.C.I.	: Ligue communiste internationaliste (ou internationale)
L.J.G.	: Leninistische Jeugd Garde
L.L.Y.	: Labour League of Youth
L.S.G.	: Left Socialist Group
N.A.S.	: Nationaal Arbeids-Secretariaat
N.K.V.D.	: Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del
N.S.P.P.	: Niezalezna socjalistyczna partia pracy
O.S.P.	: Onafhankelijk socialistische partij
P.C.	: Parti communiste
P.C.I.	: Partito comunista italiano
P.C.U.S.	: Parti communiste d'Union soviétique
P.O.B.	: Parti ouvrier belge
P.O.F.	: Parti ouvrier français
P.O.U.M.	: Partido Obrero de Unificación marxista
P.P.S.	: Polska partia socjalistyczna
P.S.	: Parti socialiste
R.S.A.P.	: Revolutionair socialistische arbeiders partij
R.S.J.V.	: Revolutionair socialisten Jeugd Verbond
R.S.P.	: Revolutionair socialistische partij
S.A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei
S.D.K.P.L.	: Social demokracija Krosletswa Polskiego i Litwy
S.N.D.	: Société des nations
S.F.I.O.	: Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	: Secrétariat international
S.I.P.	: Service information presse
S.P.D.	: Sozialdemokratische Partei Deutschlands
S.R. ou s.r.	: Socialiste-révolutionnaire
T.P.P.S.	: Toujours prêts pour servir
U.C.U.	: Union communiste unifiée
U.S.P.D.	: Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands
W.P.C.	: Workers Party of Canada
W.P.U.S.	: Workers Party of the United States

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Octobre-décembre 1935

OCTOBRE

— Incidents à la frontière du Mandchoukouo et de la Sibérie entre troupes japonaises et soviétiques.

(Début octobre) — Départ de Jan Frankel de la Norvège vers la Tchécoslovaquie.

2 — Déclaration de guerre de l'Italie à l'Abyssinie.

2/3 — Congrès de la jeunesse du R.S.A.P., le R.S.J.V. dont la majorité décide de quitter le parti. La minorité restée fidèle au R.S.A.P. crée la Leninistische Jeugd Garde.

6 — Prise d'Adoua par les Italiens.

9 — La S.D.N. décide de l'application de « sanctions » envers l'Italie, « sanctions » décidées ultérieurement du 11 au 19 octobre.

15 — Réponse du B.P. du G.B.L. « non hostile » aux propositions de fusion faites par la G.R., constituée le 30 septembre précédent.

26/27 — Congrès fédéral de la S.F.I.O. de la Seine qui voit un certain fléchissement de l'influence des b.l.

29 — Plénum du W.P.U.S. : suspension des droits de la fraction Oehler, étape vers la constitution de la Revolutionary Workers League par cette dernière.

(Fin octobre) — Arrivée de Zeller en Norvège venu s'entretenir avec Trotsky.

NOVEMBRE

3 — Plébiscite en Grèce et vote massif en faveur de la restauration de la monarchie.

9 — Fondation du C.I.O. aux Etats-Unis sous la présidence de John Lewis.

(Courant novembre) — Entrée des trotskystes polonais dans le P.P.S. et le Bund.

14 — Elections en Grande-Bretagne ; victoire des conservateurs.

(Courant novembre) — Arrivée de Earle Birney à Honeføss.

15 — Arrivée de Erwin Wolf à Honeføss.

16/17 — Congrès du R.S.A.P. qui décide la rupture avec le bureau de Londres. La minorité scissionne pour former le B.R.S.

17 — Conseil national de la S.F.I.O. Exclusion des militants b.l.

24/28 — Soulèvement militaire appuyé ou organisé par le P.C. au Brésil : répression sanglante.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, OCTOBRE-DECEMBRE 1935

- 25 — Retour au pouvoir de Georges II de Grèce après 12 ans d'exil.
29 — Annonce de la publication de *La Commune*.

DECEMBRE

- 1^{er} — Entrée des forces japonaises à Pékin et à Tien-Tsin.
— Molinier exclu par le S.I.
(Début décembre) — Ciliga venant d'U.R.S.S. arrive à Prague.
Prise de contact avec Jan Frankel.
6 — Parution du 1^{er} n° de *La Commune*.
— Molinier exclu du G.B.L.
9 — Propositions Laval-Hoare : l'Italie recevrait les deux tiers de l'Ethiopie contre la remise d'un corridor vers le port d'Assab.
9 — Début de la conférence navale de Londres (E.U., France, Grande-Bretagne, Japon, Italie) qui se terminera par un échec le 27 mars 1936 et une reprise de la course aux armements.
14 — Changement de président en Tchécoslovaquie ; Masaryk remplacé par Beneš.
18 — Démission de Hoare, remplacé par Eden.
20/22 — Séjour de Trotsky dans la cabane forestière de K. Knudsen.
27 — Rupture des relations diplomatiques entre l'Uruguay et l'U.R.S.S.
27 — Demande de « congé politique » de Trotsky à son fils Léon Sedov.
28 — Signature du contrat concernant les archives de Trotsky avec l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

INTRODUCTION

Expulsé d'Union soviétique en 1929, Trotsky a obtenu ensuite un visa pour la France où il est venu en 1933. Expulsé en avril 1934 de ce dernier pays, il y a été toléré jusqu'au mois de juin 1935 où la victoire des socialistes aux élections norvégiennes lui permet enfin d'obtenir non sans mal un visa pour la Norvège. Instruit par la fâcheuse expérience française, il redouble de précautions dans sa nouvelle résidence pour n'être pas accusé de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays. Il vit presque en reclus dans une maison qui appartient au journaliste Konrad Knudsen, à Wexhall, près de Hønefoss où il n'a reçu que quelques visites pendant l'été. Les seules relations personnelles qu'il ait dans le pays sont de vieux militants qu'il a connus dans les congrès de l'I.C. au début des années vingt, Olav Scheflo, Håkon Meyer, par exemple, et son jeune camarade allemand Walter Held, installé à Oslo depuis 1934.

C'est sur un lit de l'hôpital communal d'Oslo qu'il commence ce mois d'octobre 1935 : les médecins lui ont prescrit une hospitalisation qui durera presque six semaines pour des examens et analyses qui ne semblent pas avoir éclairé son état de santé capricieux. Il profite de ce demi-repos demi-forcé pour entreprendre une tâche qu'il estime devoir être rapidement menée à bien, une substantielle préface que Max Eastman lui a demandé de rédiger pour une réédition américaine de l'Histoire de la Révolution russe, dans laquelle il donnerait un résumé de son analyse de la nature de l'U.R.S.S. En fait le travail avance moins vite qu'il ne l'avait escompté. Quand il quitte l'hôpital, il a pris déjà d'importantes proportions et est bien loin d'être achevé. C'est au cours de ce dernier trimestre que Trotsky va se résigner à ne pas se contenter sur ce thème d'une simple préface même étoffée, mais à rédiger un véritable livre : les neuf mois qui viennent seront pour l'essentiel consacrés par lui à ce nouveau travail qui prendra le titre de La Révolution trahie.

Dès les premiers jours d'octobre, un événement à la fois politique et domestique vient porter un coup à l'organisation de son travail et accroître les inquiétudes sur la sécurité de son asile. La collaboration — évidente déjà au mois de juin — entre la police norvégienne dirigée par un fasciste notoire et les autorités consulaires de Paris permet à la police de découvrir que Jan Frankel, son unique secrétaire, a été expulsé de France en février 1934. Frankel est convoqué par les autorités, qui veulent vérifier s'il s'agit bien d'un « dangereux agitateur ». Or son passeport a été maquillé, précisément pour en faire disparaître la mention de l'expulsion. Il ne saurait résister à un examen sérieux et le jeune Tchecoslovaque préfère quitter le pays sans attendre pour éviter un scandale qui ne manquerait pas de rejaillir sur les Trotsky (1). C'est un signe que les ennemis de l'asile ne désarment pas. C'est surtout pour Trotsky la perte d'un précieux collaborateur.

La situation financière du couple est par ailleurs catastrophique : il a fallu emprunter pour assurer les avances de frais d'hospitalisation. C'est vraisemblablement pourquoi il va être fait appel, pour remplacer Jan Frankel, à un militant disposant de ressources personnelles et qui ne sera pas à la charge du ménage. Le choix se porte sur un jeune Allemand de Tchecoslovaquie, Erwin Wolf, dirigeant de la section allemande en exil. Il n'est sans doute pas le secrétaire idéal, manque aussi d'expérience et peut-être de goût pour ce genre de travail. Mais Trotsky apprécie ses qualités personnelles et son sens politique, et lui accorde très vite une totale confiance. En outre l'idylle qui va se nouer entre lui et la jeune Hjørdis Knudsen va resserrer les liens affectifs entre les habitants de la maison de Wexhall.

L'approche du rigoureux hiver norvégien va contribuer à concentrer les visites entre le mois d'octobre, où Trotsky est encore à l'hôpital, et celui de décembre où la circulation devient très difficile et est fréquemment interrompue. Mais ce sont des visites dont il ne sous-estime pas l'importance. Celle de Fred Zeller, le dirigeant des jeunesses socialistes de la Seine (2)

(1) Ingvar USTVEDT, *Verdensrevolusjonen på Hønefoss*, p. 72-73.

(2) On peut, de façon générale se reporter en ce qui concerne Fred ZELLER à son autobiographie intitulée *Trois points c'est tout* (Paris, Lafont, 1976), avec en sous-titre « Les mémoires de l'ancien Grand Maître du Grand Orient de France ». Militant socialiste, puis trotskyste, Zeller devait devenir plus tard dignitaire de la franc-maçonnerie. Plusieurs chapitres de ses mémoires traitent de son passé « trotskyste » et notamment de sa visite à Hønefoss.

est pour lui une source de joie et un élément important de son optimisme raisonné qui perce dans sa correspondance et la fierté non dissimulée avec laquelle il parle de son hôte, symbole à ses yeux de cette jeunesse qu'il faut gagner à la IV^e Internationale. Il s'emploie activement à achever la conquête de Zeller dont les questions l'amènent à revenir par écrit sur plusieurs problèmes théoriques et historiques de fond, notamment à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Il a également d'importants entretiens avec deux militants canadiens venus de Grande-Bretagne, Earle Birney et Kenneth Johnstone dont il reste de riches procès-verbaux.

Les informations venues du reste du monde ne lui apportent pas immédiatement le soulèvement, entrevu en août, des travailleurs français. Malgré la nouvelle montée révolutionnaire qui se prépare et mûrit dans le monde, la vague de réaction continue à produire ses effets. C'est ainsi qu'au Brésil le coup d'Etat de Getulio Vargas détruit l'une des plus anciennes des sections de l'Opposition de gauche née d'une bataille politique au sein de l'I.C. et de la direction du P.C. de ce pays. Des responsables réussissent à s'échapper — comme Mário Pedrosa —, d'autres passent dans la clandestinité, mais la majorité d'entre eux sont arrêtés, détenus dans les pires conditions et souvent torturés : quelques-uns ne sortiront pas vivants des prisons du nouveau dictateur.

La crise dans l'organisation révolutionnaire de Hollande, conséquence de la signature par la direction du R.S.A.P. de la « Lettre ouverte » pour la construction de la IV^e Internationale, atteint son apogée et se dénoue. L'organisation de jeunesse, sous l'impulsion de Jan Molenaar, décide de rompre avec le R.S.A.P. et celui-ci fonde une nouvelle organisation qu'anime Théo van Driesten, un des espoirs de Sneevliet. Mais, quelques jours après, P. J. Schmidt et Sneevliet remportent sur les adversaires de la « Lettre ouverte » une victoire significative. Les minoritaires, dirigés par Bladergroen, van der Goes et Molenaar, rompent avec le R.S.A.P. et fondent une organisation rivale, le B.R.S., qui jouit du soutien du S.A.P. allemand, et demande aussitôt son affiliation au bureau de Londres. Mais, de toute évidence, ces développements à l'intérieur du R.S.A.P. ont empêché ses dirigeants, qui sont aussi les responsables du bureau de contact des organisations ralliées à la « Lettre ouverte », de poursuivre leur travail à l'échelle internationale, et le regroupement des partisans de la IV^e Internationale marque le pas.

Au mois de décembre, le fidèle Frankel envoie de Prague

une bonne nouvelle : l'arrivée, en provenance d'U.R.S.S., d'un ancien dirigeant du P.C. yougoslave et collaborateur de l'I.C., déporté depuis des années en raison de son appartenance à l'Opposition de gauche. Le fait qu'il soit de nationalité italienne, une grève de la faim conduite au bon moment, lui ont apparemment permis d'arracher sa libération. Le nouveau venu, le Croate Ante Ciliga, confirme les informations récemment apportées par l'Arménien Tarov, apporte des éléments anciens sur les discussions à l'intérieur des camps et l'atmosphère dans le parti et les rangs de l'opposition, donne précisions et nouvelles fraîches sur la répression. Trotsky manifeste évidemment toute la prudence nécessaire devant un nouveau venu, mais il voit en même temps dans les premières lettres de Ciliga confirmations et arguments supplémentaires pour la défense des révolutionnaires russes en même temps que des indications sur la force des partisans qu'il y a gardés malgré une répression sans précédent. Tout cela le confirme d'ailleurs dans son appréhension : le G.P.U. ne peut, selon lui, que se préparer à porter à l'Opposition de gauche, principal danger pour Staline et la bureaucratie, un coup qu'il s'efforcera de rendre mortel.

C'est pourtant une fois de plus à la section française de la L.C.I. — devenue depuis l'été 1934 le « groupe bolchevik-léniniste » (G.B.L.) de la S.F.I.O. — que Trotsky va consacrer dans ce dernier trimestre de 1935 le gros de son attention et de ses efforts. La crise qui y couvait depuis des mois éclate en effet le 23 novembre.

C'est en effet ce jour-là, au cours d'une séance du comité central, que Pierre Frank, chargé par le G.B.L. de préparer pour lui un « organe de masse » destiné à s'adresser directement à la classe ouvrière et à rassembler les révolutionnaires dispersés, présente sur cette question un rapport qui met le feu aux poudres. Pierre Frank et Raymond Molinier, avec leurs proches camarades, ont en effet, au cours des dernières semaines, tout préparé, jusque dans les détails matériels, pour la publication, à partir du début décembre, d'un hebdomadaire qu'ils mettent à la disposition des révolutionnaires prêts à se regrouper sur un programme minimum en trois points : la naissance de La Commune, « organe de masse » ne lui appartenant pas, place le comité central devant le fait accompli.

La rupture est dès lors inévitable entre Trotsky d'un côté et les partisans de Molinier, une importante fraction du C.C. du G.B.L., de l'autre. Rupture d'autant plus grave et lourde de conséquences que le dynamisme — peut-être même parfois l'activisme — de Raymond Molinier, en contraste avec les ater-

moiements et les incertitudes des autres dirigeants du G.B.L., lui valent le soutien, parfois l'adhésion enthousiaste, de nombreux militants que domine le désir de « faire enfin quelque chose » et de « passer aux actes » pour inscrire le parti révolutionnaire en gestation dans le mouvement de la classe qui avance vers l'action. Trotsky sera particulièrement atteint en constatant que Jean van Heijenoort, longtemps son proche collaborateur, s'est rangé dans le camp des partisans de Molinier.

Il a, semble-t-il, deviné, derrière les atermoiements du comité central depuis des mois, la ligne opportuniste de Molinier et son adaptation à l'appareil de la S.F.I.O. Il voit dans l'apparition de La Commune une nouvelle manifestation des « méthodes » et de l'absence de principes de Molinier, si souvent dénoncées par d'autres avant lui et contre lui. Le leitmotiv de ses lettres à Paris est désormais que Frank et Molinier « capitulent devant la vague social-patriotique » tandis que les autres membres du C.C. capitulent devant eux. La scission est consommée après l'exclusion de Molinier du plénum de la L.C.I. et la poursuite de la publication de La Commune devenue organe des « groupes d'action révolutionnaire ». Nécessité absolue aux yeux de Trotsky, elle n'en constitue pas moins un coup très dur : les éléments peu formés récemment gagnés dans les J.S. restent en général avec la direction du G.B.L., mais ce sont d'une certaine manière les forces vives du G.B.L. qui restent avec Molinier ou tout au moins exigent la recherche avec lui d'une « conciliation » dont Trotsky désormais ne veut plus.

Les six semaines d'hospitalisation de Trotsky ont-elles joué un rôle dans le mûrissement souterrain de la crise, donc la violence de son explosion ? On peut le penser sans y attacher cependant d'importance excessive car les désaccords étaient profonds et réels, et la crise pratiquement inévitable.

Mais le travail de Trotsky a été durablement interrompu. Quand il reprend son activité en novembre, les entretiens avec Birney, Johnstone et Zeller lui ont certes donné l'occasion d'écrire des textes d'un grand intérêt politique. Mais les documents dont nous disposons révèlent des lacunes qu'explique peut-être cette maladie : nous n'avons par exemple que des échos lointains et seulement des allusions aux divergences d'interprétation à propos du Front populaire avec Ruth Fischer et Maslow, et d'importants événements comme le congrès du R.S.A.P. ou la constitution du P.O.U.M. en Espagne ne donnent lieu, sous la plume de Trotsky, qu'à des allusions faites en passant alors que s'y trouvent pourtant les germes d'importantes ruptures à venir.

Ce qui est certain, c'est que les luttes fractionnelles — et au premier chef celles de la section française — l'épuisent au point qu'après une vaine tentative de se dépayser en allant vivre quelques jours dans la cabane de Knudsen en forêt, il sollicite — fait sans précédent — un « congé politique ».

On peut le comprendre. Les éléments dont il dispose démontrent en effet que Staline et son appareil international se préparent à porter, à lui-même comme au mouvement international qu'il a rassemblé et organisé, les coups les plus féroces. Le meurtre d'un dirigeant du P.C.I. en émigration par un militant bordiguiste calomnié vient de servir de prétexte à L'Humanité pour qualifier les trotskystes d' « assassins ». Quelques mois plus tard, une carte postale irréfléchie envoyée par Fred Zeller lors de son séjour à Wexhall a été présentée par la presse stalinienne comme la preuve que se tramait en Norvège un complot pour... assassiner Staline. Trotsky sait parfaitement à quel adversaire résolu il a affaire. Ses camarades, de toute évidence, sous-estiment, eux, ce danger mortel, et sans doute la virulence de leurs querelles fractionnelles en constitue-t-elle la plus sûre indication. Qui pourrait les convaincre si Trotsky n'a pu jusqu'à maintenant le faire ?

[PAS D'ÉQUIVOQUE VIS-A-VIS DU FRONT POPULAIRE] (1)

(3 octobre 1935)

Chers Camarades,

De divers côtés me parviennent des informations selon lesquelles, même dans nos rangs, au moins en ce qui concerne des camarades individuels et de petits groupes, il existe des tendances sapistes par rapport au Front populaire (2). Ce fait me semble d'une importance décisive. Admettre sur ce point des ambiguïtés ou des équivoques serait nous exposer à la plus profonde démoralisation politique.

Déjà, lorsque certains camarades se plaignent de la « vivacité du ton » de notre critique du S.A.P., les camarades, les plus âgés du moins, se souviennent sans le vouloir de l'histoire des discussions entre marxistes et révisionnistes (3). On accusait toujours les marxistes de ne pas employer le ton qu'il fallait. Ceux qui portaient cette accusation n'étaient d'ailleurs pas tellement les révisionnistes eux-mêmes que les éléments hésitants, qui cherchaient à feutrer la discussion, arrondir ses angles et éviter que les problèmes ne soient posés de façon précise.

Il va sans dire que le ton d'un article peut parfois être trop coupant, et c'est le droit et le devoir de tous d'attirer là-dessus l'attention de l'auteur et de la rédaction. Mais les gens qui parlent toujours du ton, et presque seulement de lui, prouvent ainsi

(1) *Bulletin intérieur* de la L.C.I. (B.L.), édité par le S.I., n° 4, novembre 1935. Lettre au S.I. en français signée Crux.

(2) Le S.A.P. (Sozialistische Arbeiterpartei), formé en 1931 par une scission à gauche de la social-démocratie, renforcé en 1932 par l'adhésion de la minorité de l'Opposition de droite du K.P.D. dirigée par Walcher, avait signé en 1933 la « déclaration des quatre » en faveur d'une nouvelle Internationale mais avait refusé de donner à ce geste une suite pratique. Trotsky avait déclaré la guerre au S.A.P. qui était en train de se rallier à la politique de Front populaire en saluant les aspects « positifs » du tournant de l'I.C. à son 7^e congrès.

(3) Trotsky fait ici allusion à la discussion du tournant du siècle entre les partisans du « révisionnisme », développé par Bernstein, et les social-démocrates orthodoxes, défenseurs du marxisme.

sans s'en rendre compte et sans vouloir s'en rendre compte que c'est, au fond, le contenu même qui les gêne. Une discussion sur le ton, sur le degré de sévérité admissible, est cependant passablement stérile. La discussion sera beaucoup plus féconde dès qu'elle passera sur le terrain politique, et c'est à ce terrain-là qu'appartient actuellement en tout premier lieu la question du Front populaire et du social-patriotisme.

On peut parfaitement comprendre que, pendant les premières semaines, des oscillations se soient fait jour dans nos propres rangs ; la situation est complexe et, pour beaucoup d'entre nous, le Front populaire était un phénomène nouveau et, par conséquent, un problème nouveau. Mais le fait qu'encore maintenant, après une expérience relativement importante du Front populaire et après les articles importants parus dans notre presse, certains camarades fassent la politique du Front populaire me semble un symptôme extrêmement dangereux. Sur cette question, il faut élever à temps la protestation la plus énergique, car il ne s'agit ni plus ni moins que de la ligne de démarcation entre le bolchevisme et le menchevisme.

On dit que la revendication de l'élimination des radicaux du Front populaire serait fautive, que les masses doivent d'abord faire leur expérience des radicaux, et que c'est pourquoi il vaudrait mieux exiger que le Front populaire prenne le pouvoir, et que seule sa carence inciterait alors les masses à accepter ce que nous leur disons, etc. (4). Cette façon de penser est d'un bout à l'autre menchevique.

1. Les « masses populaires doivent faire leur expérience des radicaux ». Bien. Mais pourquoi les organisations ouvrières devraient-elles y prendre part ? Les radicaux peuvent très bien révéler leur propre carence sans Front populaire. Le Front populaire n'est pas destiné à révéler leur carence, mais à la dissimuler.

2. Pendant des années, les socialistes ont fait, avec les radicaux, un front populaire. Partis de rien, ils ne sont arrivés à rien, en passant par rien. La crise les a obligés à une rupture — loin d'avoir été complète — avec les radicaux. Cette rupture a provoqué une scission à l'intérieur du parti socialiste avec les néo-socialistes (5). Ces faits, nous l'espérons, ont une

(4) Nous savons que ce type d'argument avait été mis en avant notamment par Ruth Fischer, membre du S.I., au cours d'une discussion avec Erwin Wolf. Cependant il semble que Trotsky vise ici des membres du G.B.L. — dont elle n'était pas.

(5) Le courant « néo-socialiste » (« néo ») dirigé par Marcel Déat, Pierre Renaudel, Adrien Marquet, etc. s'était d'abord manifesté à la

certaine importance. Ils sont précisément le résultat de la déception des masses laborieuses par rapport à la collaboration des socialistes avec les radicaux. Cette déception résume toute une période historique. C'est la pression des masses qui a obligé les socialistes à s'allier avec les communistes, mais l'idée du Front populaire, c'est-à-dire du rétablissement de l'alliance avec les radicaux, n'a pas été soulevée par « les masses », mais par Moscou (6). Seule l'autorité des directions socialiste et communiste a permis que les masses acceptent à moitié le renouvellement du cartel avec les radicaux. Si nous, l'aile révolutionnaire, nous disons à la masse ouvrière : « Les radicaux hors du Front populaire ! », nous reflétons le résultat de son expérience historique et l'état d'esprit de son avant-garde.

3. « Les masses doivent se convaincre par elles-mêmes. » Nous ne les en empêchons nullement. Nous voulons seulement que la petite bourgeoisie n'en vienne pas à acquérir sa « conviction » nouvelle sur le dos de la classe ouvrière. Quelle serait-elle ? Si le Front populaire continue à végéter, s'il arrive au gouvernement, puis fait faillite en tant que gouvernement, alors l'expérience des masses les conduira à ce grand et unique enseignement : les radicaux, les socialistes, les communistes, sont tous les mêmes canailles, et qui ne se sont pas unies par hasard pour nous trahir. Il faut leur tourner le dos et chercher justice du côté des fascistes.

4. On oublie que toute la crise du régime parlementaire a son origine dans la crise de confiance des masses à l'égard des radicaux et que les organisations ouvrières, en bons Samaritains, se sont sacrifiées pour tenter de mettre leur propre nez à la place de celui, depuis longtemps pourri, du parti radical. De notre part, ne pas donner les avertissements les plus fermes et ne pas formuler l'exigence, « Les radicaux hors du Front populaire », constituerait une pure trahison.

5. Mais les staliniens ne s'en tiennent pas aux radicaux. Ils ont déjà obtenu l'admission des néo-socialistes. La scission avec les néo-socialistes constituait un pas en avant. Ce pas en avant, ils l'ont effacé. Le parti de Briand, de Paul-Boncour,

tête du groupe parlementaire de la S.F.I.O. par une collaboration et un soutien des radicaux. Le conflit avait été réglé en octobre 1933 par une scission et les « néos » avaient formé le parti socialiste de France.

(6) C'était Maurice Thorez, le jeune secrétaire général du P.C., qui, dans un discours du 24 octobre 1934, avait lancé le mot d'ordre d'un « Front populaire » ouvert aux radicaux. Que l'idée lui en ait été ou non soufflée par son conseiller, le représentant de l'I.C. en France, le Tchèque Eugen FRIED, dit CLÉMENT (1900-1943), il est clair qu'il ne s'agissait ni d'une initiative personnelle, ni de celle du seul parti français.

etc. (7), ils l'ont également accepté dans le Front populaire. Et, comme si ce n'était pas suffisant, ils essaient maintenant d'y gagner le parti de Flandin (8). Il y a certes beaucoup de petits-bourgeois qui votent pour Flandin. Faut-il pour autant faire avec lui une expérience *commune* ? Car ce n'est pas de l'expérience des masses qu'il s'agit, de l'expérience qu'elles font sans nous, contre nous et sous notre critique, mais de l'expérience *commune*, c'est-à-dire de la collaboration politique avec l'ennemi de classe. C'est bien en cela que consistait la politique stalinienne vis-à-vis du Kuomintang en Chine, etc. Ces traîtres essaieront toujours de dissimuler leur propre politique félonne d'aide à la bourgeoisie par la nécessité de l'« expérience des masses », etc.

6. On peut vraiment pousser un soupir de soulagement depuis que le S.A.P. a enfin cessé de reproduire de façon un peu diluée nos propres analyses et mots d'ordre, et qu'il s'efforce de montrer sa propre physionomie politique. Dans la question de la guerre, du 7^e congrès mondial et du Front populaire, ils ont maintenant dévoilé leurs batteries. Qu'ils fassent croire à des âmes naïves que notre « sectarisme » et notre « critique bien trop vive » les rejettent de la IV^e Internationale ! Nous répondrons : « Vous mentez, messieurs ! Vous n'êtes que de vulgaires pacifistes (désarmement), des brandlériens de seconde zone (votre attitude vis-à-vis du 7^e congrès mondial), des mencheviks (votre position sur la fraternisation politique avec la bourgeoisie, le Front populaire (9)). Si, dans nos rangs, tous nos camarades comprennent la profondeur des oppositions, ils devront également comprendre alors que le *ton* de la polémique doit correspondre à l'acuité des oppositions. Sinon, les ouvriers

(7) Le « parti de Briand » est le parti républicain socialiste. Aristide BRIAND (1862-1932) avait débuté à l'extrême gauche, mais, député, avait été exclu du parti socialiste pour avoir accepté un portefeuille dans un cabinet Clemenceau. Il avait fait depuis une belle carrière ministérielle siégeant dans des ministères appuyés sur la droite et avec des ministres réactionnaires. Joseph PAUL-BONCOUR (1873-1972) avait lui aussi préféré les portefeuilles ministériels à la discipline socialiste. Il était venu à la S.F.I.O. en 1916 et l'avait quittée en 1931 : il avait été ministre de la guerre en 1932, président du conseil en 1932-33, ministre des affaires étrangères en 1933-34.

(8) L'avocat Pierre-Etienne FLANDIN (1889-1958), chef de l'Alliance démocratique, avait succédé à Doumergue le 8 novembre 1934, bénéficiant des voix radicales, et avait été renversé le 31 mai 1935.

(9) Le S.A.P. estimait positifs les résultats du 7^e congrès de l'I.C. et voyait dans la politique du Front populaire une rupture du stalinisme avec son « sectarisme » passé. Il semble qu'il avait déjà entamé les négociations qui allaient le conduire au sein du... Front populaire allemand.

penseront qu'il s'agit d'une divergence secondaire au sein de la même famille. Le marxisme, ici, se dresse de façon inconciliable face au centrisme qui va à droite. Il faut mener la lutte sans ménagements, jusqu'au bout.

7. Certains camarades accusent notre section française d'« imprudence » : nous aurions provoqué les réformistes par une critique exagérée ou des mots d'ordre intempestifs, etc. Ces objections fausses sont pourries jusqu'à la moelle et ne font également que refléter les arguties sapistes. Il ne s'agit ni du « ton » ni d'« imprudences » de second ordre, mais de la *défense nationale*. Tout le plan de Léon Blum et compagnie consiste à empêcher que cette question soit mise en discussion, afin de pouvoir, au dernier moment, réaliser un coup de surprise contre son propre parti. La déclaration brutale de Staline à Laval (10) ne faisait pas bon effet dans ce jeu. Le congrès de l'I.C., en utilisant le petit jésuite Ercoli (11), a réussi à cet égard un repli sur la ligne de Léon Blum (12). La résolution ne dit rien aux larges masses, mais laisse aux dirigeants les mains libres pour les tromper. Dans la voie social-patriote, Léon Blum s'est révélé supérieur à Staline. Mais il ne saurait tolérer qu'on marche sur ses plates-bandes, c'est-à-dire que, dans le parti, on continue, encore et toujours, à parler de la question de la défense nationale. Et c'est précisément ce que font les bolcheviks-léninistes. C'est cela qu'ils considèrent — et à juste titre — comme leur tâche essentielle. C'est là leur véritable « imprudence », et leur vrai « manque de tact ». Celui qui n'a pas compris ce point capital peut se laisser égarer par des faits superficiels et des anecdotes de hasard. Au moment où les camarades français reçoivent des réformistes et des staliniens les coups les plus rudes, au moment où ils sont honteusement trahis par les sapistes et les pivertistes, notre devoir est de les aider de toutes nos forces. Ceux qui répètent les arguments des

(10) Il s'agit de la déclaration de Staline de mai 1935 rapportée par Pierre Laval et approuvant la politique de défense nationale du gouvernement Flandin. Pierre LAVAL (1883-1945), ancien socialiste devenu politicien affairiste, était à cette date ministre des affaires étrangères.

(11) Ercole ERCOLI était le pseudonyme de Palmiro TOGLIATTI (1893-1964), dirigeant du P.C.I. depuis 1922, lié à Boukharine qui l'avait porté au secrétariat de l'I.C. en 1926 et qu'il avait renié ensuite. Il passait pour un peu plus subtil que ses collègues du Comintern.

(12) Léon BLUM (1872-1950), chef de cabinet d'un ministre socialiste pendant la guerre, était devenu au moment du congrès de Tours l'âme de la résistance à l'adhésion à l'I.C. et plus tard le maître à penser de la S.F.I.O. Il avait critiqué — tout en nuances — le tournant brutal du P.C. vers le social-patriotisme.

sapistes se rangent, sans l'avoir voulu, dans la longue file des agents du social-patriotisme (13).

Je suppose que certains camarades vont également trouver que le « ton » de cette lettre est beaucoup trop vif, insuffisamment fraternel, etc. J'en ai pris mon parti d'avance. Mais qu'ils ne négligent pas le contenu de mes arguments. Si ces derniers sont mauvais, je les prie de me répondre sur le ton le plus vif et je m'engage à ne jamais me plaindre du ton polémique, car le fond est toujours plus important que la forme.

(13) Trotsky vise de toute évidence un ou plusieurs des dirigeants du G.B.L.

**[DES INITIATIVES PRATIQUES
POUR LE RAPPROCHEMENT EN BELGIQUE](1)**
(11 octobre 1935)

Cher Camarade Vereeken (2),

J'ai reçu vos deux lettres qui parlent de la nécessité d'un travail en commun dans l'éventualité de la guerre. Mais la politique en temps de guerre ne peut être que la continuation de la politique en temps de paix. *Je suis prêt à faire tout ce qu'il est possible de faire pour un rapprochement* mais vos deux lettres ne contiennent aucune suggestion concrète. Vous avez jugé les divergences concernant l'entrée comme suffisamment importantes pour vous séparer de notre tendance. Vous condamnez notre régime interne. En même temps, vous appelez en faveur de la IV^e Internationale.

Telle est la situation réelle. La IV^e Internationale ne sera pas formée seulement de bolcheviks-léninistes. *Pour ma part, je suis entièrement pour accepter votre admission* (3). Mais vous représentez une tendance différente de la nôtre en ce qui concerne la politique et le régime — et en outre votre attitude est incompréhensible. *Quelles initiatives pratiques qui seraient efficaces pouvez-vous me suggérer pour un rapprochement ?*

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre à Vereeken.

(2) Georges VEREEKEN (1898-1978), chauffeur de taxi, ancien membre du C.C. du P.C. belge, avait été jusqu'en 1934 l'un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche, puis de la section belge de la L.C.I. dans ce pays, et même membre du S.I. Adversaire farouche du « tournant français » en 1934, il avait rompu avec la section belge en mars 1935 quand celle-ci avait décidé d'« entrer » dans le P.O.B. Il avait depuis publié son propre organe, *Spartacus*. Son groupe avait demandé à signer la « Lettre ouverte ».

(3) Il s'agit de l'admission du groupe de Vereeken dans le mouvement pour la IV^e Internationale, à la suite de sa signature de la « Lettre ouverte », mais pas de sa réadmission dans la L.C.I.

[L'ENJEU D'UNE SCISSION] (1)
(16 octobre 1935)

Cher Camarade Théo van Driesten (2),

Par votre intermédiaire, j'adresse ces quelques lignes à tous les jeunes amis hollandais qui se sont rassemblés au cours de la crise de l'organisation des jeunes autour du drapeau véritablement révolutionnaire marxiste (3). La violence de la lutte et le fait de la scission provoquée par les opportunistes du S.A.P. témoignent de l'énorme importance des questions placées à l'ordre du jour de l'histoire.

Etre *contre* la IV^e Internationale signifie se faire et répandre, consciemment ou non, des illusions sur la II^e et la III^e Internationales. C'est la voie à suivre pour faire à nouveau de l'avant-garde prolétarienne la chair à canon du patriotisme capitaliste.

Etre *pour* la IV^e Internationale signifie un programme nettement déterminé : lutte de classe révolutionnaire, internationalisme intransigeant, aucune illusion sur les faillis et leurs agents, éduquer et tremper la jeunesse dans l'esprit de la révolution prolétarienne.

Vôtre.

(1) T 3714. *De Rood Gardist*, n° 1. Lettre écrite de l'hôpital communal d'Oslo, signée par Trotsky de son nom et adressée à Théo van Driesten. Retraduite ici du néerlandais.

(2) Théo VAN DRIESTEN (1911-1942), militant du N.A.S. et du R.S.A.P. en provenance du R.S.P., était dans les jeunes l'homme de confiance de Sneevliet.

(3) La crise que secouait le R.S.A.P. depuis la signature de la « Lettre ouverte » passait d'abord à travers son organisation de jeunesse, la R.S.J.V. Lors de son congrès des 2 et 3 octobre, son dirigeant, Johannes dit Jan MOLENAAR (1905-1942), avait fait décider — comme contre-mesure à la suite de cette signature — la rupture des liens avec le R.S.A.P. La minorité des jeunes, liée à la majorité du parti et dirigée par Théo Van Driesten, avait répliqué par la scission et la création d'une nouvelle organisation de jeunesse rattachée au R.S.A.P., la Leninistische Jeugd Garde (L.J.G.).

[LE P. O. U. M. ET LA IV^e INTERNATIONALE](1) (18 octobre 1935)

Camarades,

Le dernier numéro de *La Batalla* contient le manifeste du congrès d'unification du Bloc ouvrier et paysan et de la Gauche communiste (2). J'attire votre attention sur un seul paragraphe, qui parle de l'affiliation internationale. Le nouveau parti se proclame adhérent de l'Unité socialiste révolutionnaire (I.A.G.) (3).

C'est naturel pour l'Espagne, comme ce fut naturel pour la Hollande (4) ; dans les deux cas, la majorité avait appartenu à l'I.A.G. avant la fusion. Mais l'explication de cette adhésion dans le manifeste est des plus malheureuses. Le document affirme que cette organisation internationale (I.A.G.) « travaille objectivement pour la reconstruction de l'unité révolutionnaire sur de nouvelles bases (5) ». Qu'est-ce que cela signifie, « objectivement » ? On peut dire que le prolétariat est « objectivement » forcé de se mettre sur la voie de la révolution : on sous-entend par là les lois du développement capitaliste. Mais comment peut-on parler de la même nécessité « objective » pour de petites organisations de propagande ? Le sens de leur existence est dans leur effort subjectif : quel est leur programme ? quel est leur but ? Ces critères subjectifs déterminent entièrement le rôle qu'ils peuvent jouer dans le mouvement ouvrier.

(1) Archives Jean Rous, Paris. Copie d'une lettre adressée aux dirigeants du R.S.A.P.

(2) Le congrès d'unification du Bloc et de la Gauche communiste avait abouti à la fondation, le 29 septembre précédent, d'un nouveau parti, le P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista). Son manifeste intitulé « Le P.O.U.M. au prolétariat espagnol » était publié dans *La Batalla* du 11 octobre.

(3) L'I.A.G. n'était plus en réalité le nom de l'ancien « bureau de Londres » qui s'était rebaptisé quelques mois plus tôt bureau international d'unité socialiste révolutionnaire. Le Bloc de Maurin en était adhérent.

(4) Le R.S.A.P., formé en mars par la fusion du R.S.P. et de l'O.S.P., avait adhéré au bureau de Londres dont l'O.S.P. avait été l'un des fondateurs.

(5) Il y a là une faute de traduction, car le manifeste porte : « dont l'objectif est de travailler » et non « qui objectivement travaille », etc.

Mais, précisément, ces questions décisives demeurent sans aucune réponse. On nous parle seulement de « l'unité révolutionnaire sur de nouvelles bases ». Mais nous sommes intéressés à savoir quelles sont ces « nouvelles bases ». Celles du S.A.P. ou celles du marxisme révolutionnaire et de la IV^e Internationale ? Dans le parti hollandais, une lutte acharnée se déroule sur cette question. D'autant plus longtemps le parti espagnol aura écarté la discussion des formules exactes, d'autant plus passionné et destructeur sera l'inévitable conflit entre les tendances opposées.

Nous ne pouvons qu'insister amicalement sur la nécessité de la précision théorique et politique dans l'intérêt de l'avenir du nouveau parti espagnol (6).

(6) Contrairement à une légende solidement ancrée, la constitution du P.O.U.M. n'avait pas été l'occasion de la rupture entre Trotsky et ses camarades espagnols.

**SECTARISME, CENTRISME
ET IV^e INTERNATIONALE (1)**
(22 octobre 1935)

Il serait absurde de nier l'existence dans nos rangs de tendances sectaires. Elles se sont manifestées à travers toute une série de discussions et de scissions. Comment n'y aurait-il pu avoir un élément de sectarisme dans un mouvement idéologique qui s'oppose de façon irréductible à toutes les organisations dominantes dans la classe ouvrière et qui est soumis dans le monde entier à de monstrueuses persécutions sans précédent ?

Réformistes et centristes ne perdent pas une occasion de montrer du doigt notre « sectarisme ». La plupart du temps, ce qu'ils visent ce n'est pas notre côté faible, mais notre côté fort : le sérieux de notre attitude à l'égard de la théorie, nos efforts pour analyser à fond toute situation politique et pour avancer des mots d'ordre clairs, notre hostilité à des décisions « faciles » et « commodes », qui nous libèrent de tout souci aujourd'hui, mais préparent des catastrophes pour le lendemain. Venant de la part d'opportunistes, l'accusation de sectarisme est la plupart du temps un compliment.

De façon assez curieuse pourtant, nous sommes souvent accusés de sectarisme, non seulement par réformistes et centristes, mais par nos adversaires « de gauche », les sectaires notoires qu'on pourrait même exposer en tant que tels dans un musée. La base de leur mécontentement à notre égard réside dans notre intransigeance vis-à-vis d'eux, nos efforts pour nous guérir des maladies infantiles du sectarisme et nous élever à un niveau supérieur.

Il peut sembler à un esprit superficiel que des mots comme « sectaire », « centriste », etc., ne constituent que de simples expressions polémiques que des adversaires échangent faute d'injures autres et mieux appropriées. Pourtant le concept de

(1) T 3712, 3713. Archives Vereeken, Bruxelles. Texte en français.

sectarisme, comme le concept de *centrisme*, a dans un dictionnaire marxiste une signification bien précise. Le marxisme a construit un *programme scientifique* à partir des lois qui gouvernent le mouvement de la société capitaliste et qu'il a découvertes. Formidable conquête ! Pourtant il ne suffit pas d'élaborer un programme juste. Encore faut-il qu'il soit adopté par la classe ouvrière. Le sectaire, tout naturellement, s'arrête à la première moitié de la tâche. Il substitue à une intervention active dans la lutte réelle des masses ouvrières les abstractions propagandistes d'un programme marxiste.

Tout parti ouvrier, toute fraction, traverse dans ses phases initiales une période de propagande pure, c'est-à-dire d'éducation de ses cadres. La période pendant laquelle il existe sous forme de cercle marxiste lui inocule inévitablement l'habitude d'aborder de façon abstraite les problèmes du mouvement ouvrier. Quiconque n'est pas capable de sortir à temps du cadre de cette existence confinée se transforme en un sectaire conservateur. Le sectaire considère la vie de la société comme une grande école, dans laquelle il est le professeur. Il pense que la classe ouvrière doit abandonner ses problèmes plus mineurs et s'assembler en rangs solides autour de sa chaire. Alors la tâche sera réalisée.

Le sectaire a beau jurer par le marxisme dans toutes ses phrases, il est la négation directe du matérialisme dialectique, lequel trouve son point de départ dans l'expérience et y revient toujours. Un sectaire ne comprend pas l'action et la réaction dialectiques entre un programme achevé et une lutte de masse vivante, c'est-à-dire imparfaite et inachevée. La méthode de pensée d'un sectaire est celle du rationaliste, du formaliste, du porteur de lumières. A un certain stade du développement, le rationalisme est progressif car il est dirigé de façon critique contre les croyances aveugles et les superstitions (le XVIII^e siècle !). Ce stade progressif du rationalisme se retrouve dans tout grand mouvement d'émancipation. Mais le rationalisme — le propagandisme abstrait — devient un facteur réactionnaire du moment qu'il est dirigé contre la dialectique. Le sectarisme est hostile à la dialectique — non en paroles, mais en fait — en ce sens qu'il tourne le dos au développement réel de la classe ouvrière.

Des formules toutes faites

Le sectaire vit dans la sphère des formules toutes faites. De façon générale, la vie coule à côté de lui sans prendre garde à lui,

mais parfois elle lui donne au passage une telle bourrade qu'il tourne de 180° autour de son axe et... continue d'avancer tout droit, c'est-à-dire dans la direction opposée. Son divorce d'avec la réalité provoque chez le sectaire le besoin de toujours mieux préciser ses formules. Pour un marxiste, la discussion est un outil important, mais fonctionnel, de la lutte de classes. Pour le sectaire, la discussion est un but en soi. Pourtant, plus il discute et plus les tâches réelles lui échappent. Il est comme un homme qui étanche sa soif avec de l'eau salée : plus il boit et plus il a soif. C'est pourquoi le sectaire est en permanence irrité. Qui lui a mis du sel ? Certainement les « capitulards » du secrétariat international. Le sectaire voit un ennemi dans quiconque tente de lui expliquer qu'une participation active au mouvement ouvrier exige une étude permanente des conditions objectives, et pas l'injonction hautaine du haut de sa chaire sectaire. Le sectaire substitue à l'analyse de la réalité l'intrigue, le commérage et l'hystérie.

Jumeaux et antipodes

Le centrisme est dans un certain sens l'antipode du sectarisme : il a horreur des formules précises, cherche en dehors de la théorie des routes vers la réalité. Pourtant, contrairement à la formule célèbre de Staline, les « antipodes » se révèlent souvent... des « jumeaux (2) ». Une formule séparée de la vie est vide. On ne peut pas saisir la réalité vivante en dehors de la théorie. C'est ainsi que tous deux, le sectaire et le centriste, s'en vont en fin de compte les mains vides et se rejoignent... dans une commune hostilité au véritable marxiste.

Combien de fois l'avons-nous rencontré ce centriste content de lui, se prenant pour un « réaliste » seulement parce qu'il se jette à l'eau sans aucun bagage idéologique et se laisse porter par tous les courants de hasard ! Il est incapable de comprendre que les principes ne constituent pas une surcharge morte, mais la ceinture de sauvetage du nageur révolutionnaire. Le sectaire, d'un autre côté, ne se décide en général jamais à nager, pour ne pas mouiller ses principes. Il reste assis sur le rivage et fait des leçons de morale au flot de la lutte de classes. Parfois, pour-

(2) Allusion à la fameuse formule de Staline, au début de la « troisième période », selon laquelle fascisme et social-démocratie étaient jumeaux, et qui fut à l'origine de l'autre formule plus célèbre sur la social-démocratie devenue « social-fascisme ».

tant, un sectaire désespéré pique une tête dans l'eau, s'accroche au centriste et le fait noyer. Il en était et il en sera encore ainsi.

A notre époque de décomposition et de débâcle, on peut découvrir dans divers pays pas mal de cercles qui ont acquis un programme marxiste, en l'empruntant le plus souvent aux bolcheviks, et qui l'ont ensuite soumis à un degré plus ou moins important d'ossification.

Prenons par exemple le meilleur spécimen de ce type, précisément le groupe belge dirigé par le camarade Vereeken. Le 10 août, *Spartacus*, l'organe de ce groupe, a annoncé son adhésion à la IV^e Internationale (3). Il fallait saluer cette nouvelle. Mais il faut en même temps affirmer d'avance que la IV^e Internationale serait perdue si elle faisait des concessions aux tendances sectaires.

Les prophéties de Vereeken

Vereeken a été en son temps un adversaire implacable de l'entrée de la Ligue communiste française dans le parti socialiste (4). Ce n'est pas un crime : le problème était nouveau, le pas risqué, et des divergences tout à fait admissibles. Et dans un certain sens, des exagérations dans le cours de la lutte idéologique étaient également admissibles ou, tout au moins, inévitables. C'est ainsi que Vereeken prédisait la ruine inéluctable de l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes comme résultat de sa « dissolution » dans la II^e Internationale. *Nous conseillerions à Vereeken de reproduire aujourd'hui dans Spartacus ses documents prophétiques de l'année dernière.* Mais ce n'est pas là le pire. Le pire, c'est que, dans sa déclaration actuelle, *Spartacus* se borne à souligner de façon évasive que la section française est restée fidèle à ses principes « dans une

(3) Après la scission de la section belge, consécutive à la décision prise, en mars 1935, par la majorité d'entrer dans le P.O.B., Vereeken, à la tête d'un petit groupe de militants essentiellement bruxellois, avait d'abord tenté de maintenir *La Voix communiste*, puis publié *Spartacus*. Ce groupe venait de décider de signer la « Lettre ouverte » avec quelques remarques : il souhaitait en effet que soit souligné et commenté le paragraphe où il était dit que la construction de la IV^e Internationale dépendait « des victoires et des défaites futures » et affirmait que « le régime intérieur de la L.C.I. ne correspondait pas du tout... au régime intérieur basé sur le principe organisationnel du centralisme démocratique ».

(4) Le débat sur l'entrée des B.L. français dans la S.F.I.O. et l'attitude d'hostilité prise alors par Vereeken avaient déclenché le conflit qui avait mené à la scission de 1935.

mesure considérable, on peut même dire dans une large mesure ». Si Vereeken se comportait comme devrait le faire un politique marxiste, il aurait dit de façon ferme et précise en quoi notre section française s'est écartée de ses principes et il aurait répondu directement et franchement à la question de savoir qui avait raison, des partisans ou des adversaires de l'entrée.

L'attitude de Vereeken est plus fautive encore vis-à-vis de notre section belge, laquelle est entrée dans le parti ouvrier réformiste (5). Au lieu d'étudier les expériences qui résultent de ce travail, mené dans des conditions nouvelles, et de critiquer les initiatives réelles, si elles méritent de l'être, Vereeken continue à se plaindre des conditions de la discussion dans laquelle il a été battu. Cette discussion, voyez-vous, a été incomplète, inadéquate et déloyale : Vereeken n'a pas étanché sa soif avec de l'eau salée. Il n'y a pas de « véritable » centralisme démocratique dans la Ligue communiste internationale ! Vis-à-vis des adversaires de l'entrée, la Ligue a manifesté... du « sectarisme ».

Il est clair que le camarade Vereeken a du sectarisme une conception non pas marxiste, mais libérale, et il est manifestement en cela proche des centristes. Il n'est pas vrai que la discussion ait été insuffisante ; elle a duré plusieurs mois, oralement et dans la presse, et, de plus, à l'échelle internationale. Après que Vereeken n'eut pas réussi à convaincre les autres que la meilleure politique révolutionnaire consistait à piétiner sur place, il a refusé de s'incliner devant les décisions des organisations nationale et internationale. Les représentants de la majorité ont répété plus d'une fois à Vereeken que, si l'expérience prouvait que l'initiative prise avait été fautive, nous rectifierions tous ensemble cette erreur. Est-il vraiment possible qu'après douze années de combat des bolcheviks-léninistes on n'ait pas dans son organisation assez de confiance pour respecter la discipline dans l'action, même en cas de désaccords tactiques ? Vereeken n'a tenu aucun compte des arguments fraternels et conciliants. Après l'entrée de la majorité de la section belge dans le parti ouvrier, le groupe Vereeken s'est naturellement trouvé hors de nos rangs. La faute en est à lui, et à lui seul.

Pour en revenir au fond de la question, le sectarisme de Vereeken apparaît là dans toute sa lourdeur dogmatique. « Comment, s'indignait Vereeken, Lénine parlait de rompre avec les réformistes, mais les bolcheviks-léninistes entrent dans

(5) L'entrée des trotskystes belges dans le P.O.B. avait été décidée le 10 mars 1935 et avait été la cause immédiate de la scission.

un parti réformiste ! » Mais Lénine avait en tête une rupture avec les réformistes, comme conséquence inévitable d'une lutte contre eux, non comme un acte salubre, indépendamment du temps et du lieu. Il exigeait une scission avec les social-patriotes, non pour le salut de son âme, mais pour arracher les masses au social-patriotisme. En Belgique, les syndicats sont fondus avec le parti, le parti belge est par essence la classe ouvrière organisée.

Bien entendu, l'entrée des révolutionnaires dans le parti ouvrier belge n'a pas fait que leur ouvrir des possibilités, elle leur a aussi imposé des restrictions. Dans la propagande pour les idées marxistes, il faut tenir compte non seulement de la légalité de l'Etat bourgeois, mais de celle du parti réformiste (toutes deux, soit dit en passant, coïncidant largement). De façon générale, l'adaptation à une « légalité » étrangère comporte en soi un danger inévitable. Cela n'a pourtant pas empêché les bolcheviks d'utiliser y compris la légalité tsariste ; pendant des années, les bolcheviks ont été obligés de se présenter dans les réunions syndicales et dans la presse légale, non comme social-démocrates, mais comme « démocrates conséquents ». Et cela n'a pas été sans laisser de trace : un nombre important d'éléments qui n'étaient en réalité que des démocrates plus ou moins conséquents et pas du tout des socialistes internationalistes ont rallié le bolchevisme. Pourtant, en complétant ce travail légal par un travail illégal, le bolchevisme a surmonté ces difficultés.

Bien entendu, la « légalité » de Vandervelde, De Man, Spaak (6) et autres laquais de la ploutocratie belge impose aux marxistes de sévères restrictions et crée ainsi des dangers. Mais des marxistes qui ne sont pas encore suffisamment forts pour créer leur propre parti ont leurs méthodes à eux pour lutter contre les dangers de la captivité chez les réformistes : un programme précis, des liens fractionnels permanents, une critique internationale, etc. L'activité d'une aile révolutionnaire à l'intérieur d'un parti réformiste ne peut être jugée correctement qu'en fonction d'une appréciation de la *dynamique du développement*. Vereeken ne le fait ni pour la fraction de l'A.S.R. (7), ni pour

(6) Emile VANDERVELDE (1866-1938), avocat, ancien président de la II^e Internationale et ministre en 1914, était président du P.O.B. Hendrik DE MAN (1885-1953), auteur du Plan du Travail adopté par le P.O.B. en décembre 1933, était son vice-président. Paul-Henri SPAAK (1899-1972), avocat, avait été le leader de la « gauche » du P.O.B. Tous les trois étaient entrés dans le cabinet Van Zeeland d'union nationale le 25 mars 1935.

(7) Les initiales A.S.R. désignent l'Action socialiste révolutionnaire, nom de la tendance de gauche du P.O.B. et de son journal hebdomadaire

le groupe de *La Vérité*. Sinon, il aurait été obligé d'admettre que l'A.S.R. a fait de sérieux progrès dans la dernière période. Ce que sera le bilan final, il est encore impossible de le prévoir. Mais d'ores et déjà, on peut dire que l'expérience a justifié l'entrée dans le P.O.B.

La discussion comme dogme

Elargissant et généralisant son erreur, Vereeken affirme que l'existence de petits groupes isolés qui, à différentes étapes, ont scissionné d'avec notre organisation internationale, constitue la preuve que *nos* méthodes sont sectaires. Ainsi les rapports réels sont-ils renversés, la tête en bas. En fait, dans les premiers temps, il est venu dans les rangs des bolcheviks-léninistes un nombre considérable d'éléments anarchisants et individualistes, incapables, de façon générale, de toute discipline d'organisation, et, parfois, un incapable qui n'arrivait pas à faire carrière dans le Comintern. Ces gens-là comprenaient la lutte contre le « bureaucratisme » à peu près de la façon suivante : il ne faut jamais prendre aucune décision, mais, en revanche, installer la « discussion » en permanence. On peut à bon droit affirmer que les bolcheviks-léninistes ont montré beaucoup — peut-être même trop — de patience vis-à-vis de ce type d'individus et de groupuscules. C'est seulement à partir du moment où s'est consolidé un noyau international, qui a aidé nos sections nationales à nettoyer leurs propres rangs de tout sabotage interne, qu'a commencé la croissance réelle et systématique de notre organisation internationale.

Un exemple curieux

Prenons quelques exemples de groupes qui ont scissionné d'avec notre organisation internationale à différentes étapes de son développement.

La revue française *Que faire?* constitue un spécimen instructif de la combinaison du sectarisme et de l'éclectisme (8).

depuis le mois d'août 1935. La « fraction de l'A.S.R. » est donc l'équivalent belge du G.B.L. français, que Trotsky appelle « le groupe de *La Vérité* ».

(8) *Que faire?* était le nom d'une revue qu'étaient conjointement, depuis 1934, à la fois des opposants clandestins du P.C. comme André Ferrat et le Polonais Georges Kagan et d'anciens militants de l'Opposition de gauche — hostiles à la lutte pour la IV^e Internationale — comme l'Autrichien Kurt Landau et Pierre Rimbart.

Dans les questions les plus importantes, cette revue expose les idées des bolcheviks-léninistes, en déplaçant quelques virgules et en nous adressant de sévères critiques. En même temps, elle se permet de défendre la pourriture social-patriote, sous le couvert de la discussion, et, sous le couvert de la « défense de l'U.R.S.S. », de continuer impunément. Les internationalistes de *Que faire ?* sont eux-mêmes incapables d'expliquer comment et pourquoi, après avoir rompu avec les bolcheviks, ils peuvent cohabiter pacifiquement avec les social-patriotes. Il est clair cependant qu'avec un tel éclectisme *Que faire ?* est moins que personne capable de répliquer à la question : « Que faire ? »

Les « internationalistes » et les social-patriotes ne sont d'accord que sur une seule chose : jamais la IV^e Internationale ! Pourquoi ? On ne doit pas « se couper » des ouvriers communistes. Nous avons entendu ce même argument dans la bouche du S.A.P. : on ne doit pas « se couper » des ouvriers social-démocrates. Là aussi les antipodes se révèlent des jumeaux. Mais le drôle c'est que *Que faire ?* n'a aucun lien, et par sa nature même ne peut en avoir aucun, avec quelque ouvrier que ce soit.

Il y a moins à dire encore des groupes de *L'Internationale* ou du *Prolétaire* (9). Eux aussi tirent leurs idées des derniers numéros de *La Vérité*, avec un assaisonnement d'improvisations critiques. Ils n'ont absolument aucune perspective de croissance révolutionnaire, mais ils arrivent très bien à survivre sans perspectives. Au lieu d'essayer d'apprendre dans le cadre d'une organisation sérieuse — c'est difficile d'apprendre ! —, ces « dirigeants » très prétentieux, qui haïssent la discipline, cherchent à faire la leçon à la classe ouvrière (cela leur semble plus facile). Mais, dans leurs instants de lucidité, ils doivent réaliser que leur existence même en tant qu'organisations « indépendantes » n'est qu'un pur malentendu.

Aux Etats-Unis, on peut citer les groupes de Field et de

(9) *L'Internationale* était le mensuel de l'Union communiste constituée en octobre 1933 à partir d'une scission de la Ligue française centrée autour du « groupe juif », hostile au tournant vers la IV^e Internationale : son gérant était Jean de LASTÉRADE DE CHAVIGNY (né en 1910), étudiant en médecine. *Le Prolétaire d'Avant-Garde* était l'organe du petit groupe des « intransigeants », adversaires de l'entrisme regroupés autour de René Lhuillier (cf. n. 7, p. 113). Il ne paraissait plus à l'époque où le texte ci-dessus fut rédigé. Les deux groupes avaient constitué pendant une brève période une « Union communiste unifiée » (U.C.U.) puis avaient repris leur existence séparée.

Weisbord (10). Field — par l'ensemble de sa formation politique — est un radical bourgeois qui s'est assimilé les conceptions économiques du marxisme. Pour devenir un révolutionnaire, Field aurait dû travailler pendant des années au sein d'une organisation prolétarienne révolutionnaire, en soldat discipliné ; mais il a commencé en décidant de créer un mouvement ouvrier « à lui (11) ». Se situant ainsi à notre « gauche » — où pouvait-il se situer ? — Field a bientôt noué des relations amicales avec le S.A.P. On le voit, ce qui est arrivé à Bauer (12) n'était pas du tout un accident. Le désir de se situer à la *gauche* du marxisme conduit fatalement dans le marais centriste.

Weisbord est incontestablement plus proche que Field d'un type révolutionnaire. Mais en même temps il représente l'exemple le plus pur du sectaire. Il est absolument incapable de garder le sens des proportions soit dans ses idées, soit dans ses actes. Il transforme tous les principes en caricatures sectaires. C'est pourquoi même des idées justes deviennent entre ses mains des instruments pour la désorganisation de ses propres rangs.

Inutile de nous attarder sur des groupes semblables dans d'autres pays. Ils ont scissionné d'avec nous pas parce que nous étions intolérants ou intolérables mais parce qu'eux-mêmes n'ont ni voulu ni pu aller de l'avant. Depuis l'époque où ils ont scissionné, ils n'ont réussi à révéler que leur inconsistance. Leurs tentatives de s'unifier entre eux, à l'échelle nationale ou internationale, n'ont pas une seule fois abouti à un résultat quelconque : c'est la force de répulsion, non la force d'attraction, qui est le propre du sectarisme.

(10) David GOULD, dit B.J. FIELD (1900-1977) était un économiste américain qui avait séjourné à deux reprises auprès de Trotsky en Turquie. Il avait été exclu de la C.L.A. en 1932 et Trotsky avait conseillé sa réintégration. Responsable de la fraction trotskyste dans la grève de l'hôtellerie de New York de 1934, il avait été une seconde fois exclu pour indiscipline. Albert WEISBORD (1900-1977), ancien secrétaire des jeunes socialistes, puis militant du parti communiste, exclu en 1929, avait à deux reprises accepté d'entrer dans la C.L.A. pour la quitter peu après. Il dirigeait sa propre organisation, la Communist League of Struggle. Trotsky avait correspondu avec lui pour le persuader de ne pas faire bande à part.

(11) Trotsky avait eu sur cette question une correspondance avec B.J. Field. Cf. *Œuvres*, 3, p. 279-281.

(12) Erwin H. ACKERKNECHT, dit Eugen BAUER (né en 1906), docteur en médecine, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche allemande, puis des I.K.D., avait été membre du S.I. à Berlin, puis à Paris. Hostile à l'« entrisme » dans la S.F.I.O., il avait rompu avec la L.C.I. sur sa gauche, mais avait peu après sollicité son admission dans le S.A.P. qui était sur sa droite. A l'époque où ce texte était rédigé, il commençait à organiser dans le S.A.P. la résistance à la ligne politique de Walcher qui conduisait le S.A.P. vers le ralliement au Front populaire.

Un maniaque quelconque a fait le compte des « scissions » que nous avons connues et est arrivé, semble-t-il, à plusieurs dizaines (13). Il y a vu une preuve accablante de la mauvaise qualité de notre régime. Le comique c'est qu'à l'intérieur du S.A.P. lui-même, qui a publié ces calculs, il s'est produit, dans les quelques années de son existence, plus de départs et de scissions que dans toutes nos sections réunies. Pourtant ce fait en lui-même est dénué de sens. Il faut prendre en compte non la *statistique sèche des scissions*, mais la *dialectique du développement*. Après toutes ces scissions, le S.A.P. est demeuré une organisation extrêmement hétérogène qui sera incapable de résister au premier assaut de grands événements. C'est encore bien plus vrai du « bureau de Londres de l'unité socialiste révolutionnaire » qui est profondément déchiré par des contradictions internes. Pour lui, demain sera fait, non d'« unité », mais seulement de scissions. Pendant ce temps, l'organisation des bolcheviks-léninistes, après s'être épurée de ses tendances sectaires et centristes, a, non seulement grandi numériquement, non seulement renforcé ses liens internationaux, mais encore trouvé la voie de la fusion avec des organisations proches d'elle (Hollande, Etats-Unis). Les tentatives de faire sauter le parti hollandais — de la droite par Molenaar (14) — et le parti américain — de la gauche par Bauer (15) — n'ont abouti qu'à une consolidation

(13) La réponse du S.A.P. à l'article de Trotsky, « Alchimie centriste ou marxisme » avait été donnée par l'article-brochure *Trotskismus oder Revolutionäre Realpolitik* (Trotskysme ou politique réaliste révolutionnaire) dont l'auteur était Boris Goldenberg. Boris GOLDENBERG (né en 1905), ancien membre du parti social-démocrate, puis du K.P.D., de l'Opposition de droite (K.P.O.) et finalement du S.A.P., avait été longtemps lié à Léon Sedov à Berlin et même considéré comme proche de l'Opposition de gauche. Le tableau qu'il dresse des « scissions » trotskysdes dans son travail est assez fantaisiste.

(14) Les amis du S.A.P. à l'intérieur du R.S.A.P. hollandais avaient engagé une dure bataille contre la signature de la « Lettre ouverte » pour la IV^e Internationale par la direction de ce parti. Après la scission des jeunesses survenue en octobre sous la direction de Molenaar (cf. n. 3, p. 32), elle avait trouvé sa conclusion dans une autre scission à l'issue du congrès du R.S.A.P. tenu les 17 et 18 novembre. Un millier de militants environ, dirigés par Jan Molenaar, le vétéran Frans VAN DER GOES (1859-1939), un pionnier du parti socialiste, et par Hendrik K. BOVENKERK dit BLADERGROEN (1883-1959), en majorité des anciens de l'O.S.P., avaient quitté le R.S.A.P. pour fonder le Bond van Revolutionaire Socialisten (B.R.S.) qui avait aussitôt adhéré au bureau de Londres (ex-I.A.G. devenue B.I.U.S.R.) et publia à partir de décembre 1935 son propre organe, *De Socialist*.

(15) Bauer avait été en contact avec Field et surtout avec la fraction Oehler dans le Workers Party qui faisait, comme lui, de la lutte par principe contre l'« entrisme » son cheval de bataille. Le trait d'union entre les deux groupes était la personnalité très discutée de Paul KIRCH-

interne de ces deux partis. On peut prédire avec assurance que, parallèlement à la désagrégation du bureau de Londres, on assistera à une croissance toujours plus rapide des organisations de la IV^e Internationale.

Comment la nouvelle Internationale prendra forme, par quels stades elle passera, quelle sera sa forme définitive — personne ne peut aujourd'hui le prédire. Et ce n'est nullement nécessaire : les événements historiques le montreront. Mais il faut commencer par avancer un *programme* qui réponde aux tâches de notre époque. Sur la base de ce programme, il faut mobiliser les partisans, les pionniers de la nouvelle Internationale. Il n'est pas d'autre voie.

Le *Manifeste communiste* de Marx et Engels, dirigé directement contre toutes les espèces de socialisme utopico-sectaire, démontre avec force que les communistes *ne s'opposent pas* au mouvement ouvrier réel, mais en font partie en qualité d'avant-garde. En même temps, le *Manifeste* a constitué le programme d'un *nouveau parti*, national et international. Le sectaire se contente d'un programme en tant que planche de salut. Le centriste se dirige conformément à la célèbre formule — avant tout dénuée de sens — d'Eduard Bernstein (16) : « Le mouvement est tout et le but final n'est rien. » Le marxiste déduit son programme scientifique du mouvement, pris dans son ensemble, pour l'appliquer ensuite à chaque étape concrète du mouvement.

D'une part, les premiers pas de la nouvelle Internationale sont rendus plus difficiles par les vieilles organisations et les débris qui s'en sont détachés ; de l'autre, ils sont facilités par la formidable expérience du passé. Le processus de cristallisation, très difficile et très douloureux les premiers temps, deviendra à l'avenir toujours plus impétueux et rapide. Les derniers événements internationaux sont d'une signification incommensurable pour la formation de l'avant-garde révolutionnaire. A sa façon, Mussolini (17) — il faut l'admettre — a « aidé » la cause

HOFF, dit EIFFEL (1900-1972) : cet ancien membre de la direction des I.K.D. à l'étranger, qui avait été solidaire de Bauer et avait signé avec lui la « Lettre ouverte » dénonçant l'entrisme comme une opération liquidatrice, avait habité quelque temps l'Irlande, puis avait gagné les Etats-Unis et faisait partie de la fraction Oehler.

(16) Eduard BERNSTEIN (1850-1932), ancien compagnon d'Engels, avait lancé au tournant du siècle ses fameuses thèses révisionnistes qui cherchaient à justifier avant tout une pratique réformiste du parti social-démocrate.

(17) Benito MUSSOLINI (1883-1945), « Duce », chef du gouvernement fasciste italien, était évidemment au premier chef responsable de l'agression

de la IV^e Internationale. Les grands conflits balayaient tout ce qui est hybride et artificiel et renforcent au contraire tout ce qui est viable. La guerre ne laisse plus de place qu'à deux tendances du mouvement ouvrier, le social-patriotisme, qui ne recule devant aucune trahison, et l'internationalisme révolutionnaire, courageux et capable d'aller jusqu'au bout. C'est précisément pourquoi les centristes, effrayés par les événements qui approchent, mènent une lutte acharnée contre la IV^e Internationale. Ils ont raison à leur manière : au cœur de profondes convulsions et de grands ébranlements, les seules organisations qui seront capables de survivre et de se développer sont celles qui non seulement ont nettoyé leurs rangs du sectarisme, mais aussi les ont systématiquement éduqués dans l'esprit de mépris pour toute confusion idéologique et toute lâcheté.

italienne contre l'Ethiopie, laquelle devenait le révélateur pour les groupes qui se disaient révolutionnaires.

[CELA FRISE LA PERSÉCUTION] (1)

(24 octobre 1935)

[...] Votre lettre montre le même état d'âme que celui qui se fait sentir bien dangereusement dans le domaine politique. Vous faites un tas d'affirmations gratuites qui ne sont basées sur rien, sauf sur votre imagination, et je me demande avec inquiétude comment vous devez présenter aux jeunes camarades les mêmes choses, si elles s'avèrent si déformées dans votre conscience. Procédons systématiquement.

Vous dites : « Si votre intention est de m'éliminer, point n'est besoin de me conseiller le Nord, il y a un an (2), puis le Midi. » Cela frise la manie de la persécution. [...]

(1) Extrait, cité dans *La Crise des Bolcheviks-Léninistes*, p. 41, d'une lettre adressée par Trotsky à Raymond Molinier (cf. n. 3, p. 190) qui était alors l'un des principaux dirigeants du G.B.L.

(2) A son arrivée en France en 1933, jugeant malsaine pour la direction de la Ligue française l'atmosphère parisienne, Trotsky avait proposé son transfert dans la région ouvrière du Nord. Le C.C. avait repoussé cette proposition. Raymond Molinier était allé s'installer à Lille, d'où il était revenu se mettre au service de Trotsky lors de l'arrêt l'expulsant de France en avril 1934.

[DES AUXILIAIRES DE TROISIÈME ORDRE DE L'IMPÉRIALISME] (1)

(26 octobre 1935)

Cher Camarade Van Driesten,

Je suis certain que, de même que les autres camarades hollandais, vous suivez avec la plus grande attention la situation en France. Elle est importante en gros et en détail. En gros, je veux dire la formation du Front populaire, qui est devenu un modèle pour l'I.C. tout entière. En détail, je veux dire les manœuvres des staliniens et des réformistes pour isoler nos amis, les adversaires de l'union sacrée, avant qu'ils ne tombent aux mains des autorités en qualités d'ennemis de l'Etat !

Pour la lutte à l'intérieur de la jeunesse hollandaise, l'attitude du groupe Spartacus, inspiré exclusivement par les idées du S.A.P., est de la plus grande importance. Cet exemple vivant démontre très bien à quel point est fautive et superficielle l'idée qu'il existerait, d'un côté, des utopistes qui essaient de faire sortir la IV^e Internationale de leur chapeau, et, de l'autre, les réalistes qui, tout en étant également pour la nouvelle Internationale, tiennent compte de la réalité et s'adaptent aux étapes du développement des masses.

Réduire le débat à la question purement formelle de « proclamer » ou « ne pas proclamer » la IV^e Internationale revient à ignorer les bases théoriques et politiques de l'affaire. Le groupe Spartacus a *capitulé politiquement* devant la bureaucratie de la S.F.I.O. (2), exactement comme Marceau Pivert, le cousin français de Schwab (3). Il y a seulement quelques semaines,

(1) T 3714. *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 4, novembre 1935-janvier 1936. Lettre à Théo van Driesten, traduite de l'allemand.

(2) Le groupe Spartacus, décidé à demeurer dans la S.F.I.O., avait publié contre l'exclusion des jeunes révolutionnaires décidée à la conférence de Lille des J.S. un tract qui justifiait de fait la répression contre eux.

(3) Marceau PIVERT (1895-1958), professeur, dirigeant de la fédération S.F.I.O. de la Seine et animateur de la tendance Bataille socialiste,

Marceau Pivert écrivait textuellement ceci : « La lutte contre le "trotskysme" dans cette période est le signe d'un état d'esprit réactionnaire dans les rangs de la classe ouvrière. » Et maintenant il utilise les colonnes du *Populaire* pour dénoncer notre « sectarisme » et ramper devant Léon Blum.

Bien entendu, le groupe Spartacus ainsi que Marceau Pivert insistent sur la nécessité de l' « unité ». Ne pas se couper des masses ? Notre section française, en prenant l'initiative, plutôt audacieuse, d'entrer dans la S.F.I.O. — une initiative qui s'est révélée tout à fait juste — a montré que nous comprenions l'importance d'avoir avec les masses un contact étroit. Mais il faut bien comprendre que ceux qui capitulent devant leur propre impérialisme le font, la plupart du temps, en invoquant la nécessité de maintenir l'unité de la classe ouvrière, surtout en cas de guerre.

Le groupe Spartacus, Marceau Pivert et les autres sont naturellement « contre l'impérialisme de leur propre pays », pas moins que les bolcheviks-léninistes ; mais, contrairement à ces derniers, ils ne veulent pas « se couper des masses », et c'est pourquoi ils continuent de se préoccuper de l' « unité ». Telle est plus ou moins l'attitude de la nouvelle direction officielle des jeunesses de la Seine — Chochoy (4) et autres. Je crains également qu'on puisse découvrir semblable attitude chez nombre de camarades dirigeants des Jeunes Gardes socialistes de Belgique. « Nous, les jeunes, nous sommes prêts à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, mais à la condition que l'oncle Blum — ou l'oncle Vandervelde — nous en donne la permission. » Avec cette attitude, on se réserve l'agréable privilège de pouvoir faire des discours et des articles « internationalistes » aux conférences du parti et dans les articles de discussion, tout en continuant simultanément à servir de base au soutien à cette unité qui sert MM. Léon Blum et Vandervelde,

avait écrit aux jeunes socialistes exclus à Lille une lettre condamnant leur exclusion. Mais il était en même temps partisan de concessions de leur part pour rester dans le parti, où il venait de fonder la tendance Gauche révolutionnaire. SCHWAB était le pseudonyme de Jakob WALCHER (1887-1970), ancien spartakiste, dirigeant du K.P.D., puis de son Opposition de droite, devenu en 1933 le principal dirigeant du S.A.P. Le lien entre les deux hommes était assuré par Boris Goldenberg (cf. n. 13, p. 44), membre de la direction du S.A.P. en exil, militant de la S.F.I.O. sous le nom de Boris GILBERT, l'un des initiateurs de la Gauche révolutionnaire.

(4) Bernard CHOCHOY (né en 1908), instituteur dans le Pas-de-Calais, était dirigeant des Jeunesses socialistes et avait la confiance de la direction du parti : l'appareil de la S.F.I.O. lui avait confié la mission de reconstituer une Entente des J.S. de la Seine, après l'exclusion des dirigeants de l'ancienne et le départ de la quasi-totalité de ses membres.

c'est-à-dire, en dernière analyse, les impérialistes français et belges. Je ne veux naturellement pas dire par là qu'on doive, aujourd'hui ou demain, quitter le parti réformiste de sa propre initiative. Et ce n'est pas ce que font nos amis français. Mais, là où la bureaucratie — qui comprend parfaitement ses intérêts et ceux de ses patrons — nous place devant l'alternative de nous soumettre à la discipline social-patriotique, c'est-à-dire impérialiste, et de renoncer à notre droit de porter dans les masses les idées révolutionnaires, nous devons, précisément au nom des masses, refuser d'obéir aux valets social-patriotes de l'impérialisme. Au moment même où Fred Zeller (5) franchissait ce pas avec les nôtres, les sapistes français trahissaient honteusement l'aile révolutionnaire honnête.

Ce dont il s'agit, ce n'est absolument pas de la question « abstraite », « théorique », de la IV^e Internationale (les profiteurs social-patriotes ne se soucient absolument pas des théories et des abstractions), mais de la question vitale de notre époque : avec l'impérialisme ou contre lui ?

Par leur attitude, les partisans français de Spartacus se font les auxiliaires de troisième ordre de l'impérialisme. Prenons, par exemple, les articles de cette misérable feuille, *Neue Front* (6), sur le 7^e congrès ou le gouvernement de Front populaire : au fond, ils saluent la dégénérescence réformiste de l'I.C. et acceptent son nouveau programme de coalition. Ces articles à eux seuls prouvent que le S.A.P. n'est pas aujourd'hui séparé de la II^e ou de la III^e Internationale sous leur forme actuelle par des oppositions de principes absolues. Comment pourrait-il trouver la volonté de prendre sur ses frêles épaules la gigantesque tâche historique de construction d'une nouvelle Internationale ?

Si l'on ignore le contenu réel de la politique du S.A.P., toute la lutte contre lui ne pourra être que stérile. Mais, si l'on prend le taureau par les cornes, alors on comprend et on fait comprendre aux autres que la question de la IV^e Internationale symbolise toute une optique, tout un système politique qui est en opposition toujours plus aiguë à l'optique et au système politique du S.A.P. (7). Car, pour quiconque a des yeux pour

(5) Fred Zeller (cf. n. 2, p. 62) ancien dirigeant des J.S. s'orientait vers les B.L.

(6) *Die Neue Front*, qui paraissait à Paris depuis 1933, était l'organe du S.A.P. en émigration.

(7) Trotsky insiste sur ce point pour faire comprendre à son correspondant que l'opposition à laquelle se heurtent dans le R.S.A.P. et ses jeunesse les partisans de la IV^e Internationale n'est pas un phénomène

voir, ce n'est pas un secret que le S.A.P., au cours de ces derniers mois, a battu en retraite de façon tout à fait réactionnaire.

J'ai écrit, il y a quelques jours, un article assez long sur l'I.L.P. britannique (8) et j'espère que vous en recevrez bientôt la traduction allemande. La question de la IV^e Internationale y est analysée en rapport avec le mouvement ouvrier britannique, et peut-être cette analyse peut-elle être utile aux camarades hollandais.

purement hollandais, mais la réfraction d'un combat international inspiré par le S.A.P.

(8) Cf. *Œuvres*, 6, p. 221-243.

ROMAIN ROLLAND REMPLIT SA MISSION(1) (31 octobre 1935)

L'Humanité du 23 octobre publie une lettre de M. Romain Rolland, qui cherche à réfuter la critique d'un quelconque pasteur suisse contre l'Union soviétique. Nous n'aurions pas la moindre envie d'intervenir dans une discussion entre l'apologiste du gandhisme (2) et un pacifiste protestant si M. Rolland lui-même n'avait en passant touché — de façon tout à fait déplacée — un certain nombre de questions brûlantes qui sont pour nous d'un caractère général aussi bien que personnel. Nous ne pouvons pas exiger, et nous n'exigeons pas, de M. Rolland une analyse marxiste, de la clarté politique ou des idées révolutionnaires ; mais on pourrait attendre de sa part de la pénétration psychologique. Malheureusement, comme nous allons le voir, il n'en reste aucune trace.

Pour justifier la terreur dirigée par Staline avant tout contre son propre parti, R. Rolland écrit que Kirov a été assassiné « par un fanatique qu'appuyaient en secret des hommes tels que Kamenev et Zinoviev (3) ». De quel droit Rolland fait-il

(1) T 3715, 3716. *La Vérité*, 20 novembre 1935. Retraduit ici du russe. Romain ROLLAND (1866-1944), écrivain, romancier et dramaturge, réfugié en Suisse pendant la guerre, y avait écrit *Au-dessus de la mêlée*, qui avait fait de lui le porte-drapeau du courant pacifiste. Très hostile à la révolution russe, il s'était rapproché par la suite du stalinisme au point de devenir un « compagnon de route ». Il avait protesté pourtant en 1934 contre l'expulsion de France de Trotsky. Il venait de faire un assez long séjour en U.R.S.S. et, sous le titre « Réponse aux calomnieurs », après une brève introduction, avait reproduit dans *L'Humanité* du 23 octobre, une réponse qu'il venait de faire à une lettre d'un pasteur suisse. Les passages du texte entre crochets [] ne figurent pas dans l'original russe, mais dans des publications postérieures.

(2) Le pacifisme de Romain Rolland avait fait de lui un admirateur de Mohandas GANDHI (1869-1948), le leader du congrès national indien, dont il avait popularisé le personnage et les idées de « non-violence » au sein de la gauche française.

(3) Le 1^{er} décembre 1934, Sergei M. КОСТРИКОВ, dit KIROV (1886-1934), vieux-bolchevik, secrétaire du parti à Leningrad depuis 1926, secrétaire du parti, dauphin et sans doute rival de Staline, avait été assassiné à Smolny par un jeune communiste. Ce meurtre avait servi

une déclaration aussi grave ? Ceux qui la lui ont inspirée ont tout simplement menti. C'est précisément dans cette question où la politique recoupe la psychologie qu'il n'aurait pas été difficile à Romain Rolland de s'orienter, si son excès de zèle ne l'avait aveuglé.

L'auteur de ces lignes n'a pas la moindre raison d'assumer la responsabilité de l'activité de Zinoviev et de Kamenev, qui n'ont pas peu contribué à la dégénérescence bureaucratique du parti et des soviets. Il est cependant inconcevable qu'on puisse leur imputer une participation à un crime qui, sans avoir aucune signification politique, est, en même temps, en contradiction flagrante avec les conceptions, les objectifs et tout le passé politique de Kamenev et de Zinoviev.

Même s'ils étaient devenus brusquement des partisans de la terreur individuelle — c'est là une hypothèse fantastique —, ils n'auraient jamais choisi Kirov comme victime. Quiconque connaît l'histoire du parti et ses membres ne sait que trop que Kirov était un bureaucrate de troisième ordre, en comparaison de Kamenev et de Zinoviev : son élimination ne pouvait exercer aucune influence, ni sur le régime, ni sur la politique. Même au procès de Zinoviev et de Kamenev — l'un des plus honteux ! — la version primitive de l'accusation n'a pas été maintenue. De quel droit, sinon par un zèle excessif, M. Rolland parle-t-il de la participation de Kamenev et de Zinoviev à l'assassinat de Kirov ?

Rappelons qu'il était dans l'intention des initiateurs d'étendre l'accusation à l'auteur de ces lignes. Nombreux sont sans doute ceux qui se souviennent encore du rôle joué par le « consul letton », agent provocateur du G.P.U. qui tenta d'obtenir des terroristes une lettre afin de « la transmettre à Trotsky (4) ». L'un des stipendiés de *l'Humanité* — je crois que son nom est Duclos — a même écrit, dans son ardeur du

de prétexte et de point de départ à une répression qui avait frappé des centaines de milliers de communistes, au premier chef les vieux-bolcheviks de Leningrad. Grigori Y. RADOMYLSKY, dit ZINOVIEV (1883-1936), et Lev B. ROSENFELD dit KAMENEV (1883-1936) tous deux vieux compagnons de Lénine, membres du bureau politique, qui avaient constitué, en 1923, avec Staline la *troïka* contre Trotsky et, en 1926, l'Opposition unifiée avec Trotsky contre Staline avaient été condamnés à de lourdes peines de prison pour leur « responsabilité morale » dans le meurtre de Kirov.

(4) Le nom de ce diplomate ne fut d'abord pas révélé. A la suite d'une protestation énergique du corps consulaire, le gouvernement soviétique se décida à signaler qu'il s'agissait du consul de Lettonie, Georg BISSENEKS (1885-1947), un ancien social-démocrate qui n'était pas en U. R. S. S. au moment de l'affaire et des « aveux » le mettant en cause.

moment, que la participation de Trotsky au meurtre de Kirov « était prouvée (5) ». Toutes les circonstances de cette affaire sont exposées dans ma brochure *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov* (6). Pourquoi Romain Rolland ne s'est-il donc pas hasardé à répéter cette partie du grossier et impudent amalgame stalinien ? Uniquement parce que j'ai eu la possibilité de démasquer en son temps et la provocation et ses organisateurs directs, Staline et Iagoda (7). Kamenev et Zinoviev n'ont pas eu cette possibilité : ils sont en prison, sous le coup d'une accusation notoirement mensongère. On peut les calomnier impunément. Mais cela revient-il à Rolland ?



Au nom d'un lien imaginaire avec l'affaire Kirov, la bureaucratie a massacré des dizaines de gens, dévoués sans réserve à la révolution, mais qui désapprouvaient l'arbitraire et les privilèges de la caste dirigeante. Peut-être M. Rolland décidera-t-il de le nier ? Nous proposons la création d'une commission internationale, irréprochable par sa composition, pour enquêter sur les arrestations, les procès, les exécutions, les déportations, etc., ne fût-ce qu'en liaison avec la seule affaire Kirov. Rappelons une fois de plus qu'en 1922, lorsque nous avons jugé les socialistes révolutionnaires pour des actes terroristes, nous avons autorisé la venue au tribunal de Vandervelde, Kurt Rosenfeld (8) et autres éminents adversaires du bolche-

(5) *L'Humanité*, 3 janvier 1935. Jacques Duclos (1896-1975), ouvrier pâtissier, militant de l'A.R.A.C., avait rejoint le P.C. peu après sa fondation à Tours. Membre du bureau politique en 1926, il avait ensuite effectué de nombreuses missions au compte de l'Internationale. Si Trotsky le désigne comme s'il ne le connaissait pas, c'est là pur exercice de style : il affirma en effet à plusieurs reprises pendant cette période que Duclos était le représentant du G.P.U. à la direction du parti français.

(6) Les articles constituant cette brochure ont été reproduits, à l'emplacement commandé par la date de leur publication, dans les volumes 3 et 4 des *Œuvres*.

(7) Henrikh G. IAGODA (1891-1938), ancien pharmacien, vieux-bolchevik de 1907, membre du cercle des proches de Staline, avait débuté dans la Tchéka et poursuivi sa carrière au G.P.U. Il était commissaire aux affaires intérieures (N.K.V.D.).

(8) Les socialistes-révolutionnaires, fidèles à leur méthode de terrorisme individuel, avaient organisé en Union soviétique une série d'attentats contre les dirigeants bolcheviques, tuant notamment Volodarsky et Ouritsky et blessant grièvement Lénine. Les bolcheviks leur avaient fait un procès public. Kurt ROSENFELD (1877-1943), avocat allemand des droits de l'homme, appartenait à la gauche du S.P.D. Il allait être plus

visme. Pourtant la situation de la révolution était alors infiniment plus difficile. M. Rolland acceptera-t-il cette fois notre proposition ? On peut en douter, car Staline ne l'acceptera pas et ne peut pas l'accepter.

Les mesures de terreur qui furent appliquées pendant la première période de la révolution, sa période « jacobine », pourrait-on dire, découlaient de l'impérieuse nécessité de sa défense. Nous pourrions en rendre compte, ouvertement, à la classe ouvrière internationale tout entière. La terreur de la période thermidorienne actuelle sert à défendre la bureaucratie, moins contre les ennemis de classe que contre les éléments avancés du prolétariat lui-même. Romain Rolland se fait ainsi l'avocat de la terreur thermidorienne.

Dans les tout derniers jours, les journaux soviétiques ont annoncé la découverte d'un nouveau « complot » dans lequel des « trotskystes » s'étaient alliés avec des Gardes-Blancs et des éléments criminels, dans le but de saboter les voies ferrées soviétiques (9). Aucun homme sérieux en Union soviétique ne croira ce nouveau mensonge éhonté qui éclaire une série d'amalgames antérieurs. Mais cela n'empêchera pas la clique stalinienne de fusiller quelques jeunes bolcheviks coupables de lèse-majesté. Et que fera M. Rolland ? Peut-être s'efforcera-t-il de persuader les pasteurs sceptiques que les « trotskystes » sabotent réellement les chemins de fer soviétiques ?

Dans le domaine des questions de politique générale, les affirmations de M. Rolland ne sont pas moins catégoriques et pas plus irréprochables. Afin de défendre la politique actuelle de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste, R. Rolland, conformément au vieux rituel, revient à l'expérience de Brest-Litovsk (10). Écoutons-le bien ! Il écrit : « En 1918,

tard l'un des fondateurs du S.A.P. Emile Vandervelde était également au nombre des avocats admis à défendre les S.R., mais qui y renoncèrent en disant qu'il ne leur était pas possible d'effectuer correctement leur travail de défenseur.

(9) C'est à cette époque que l'on relève dans les dépêches soviétiques une augmentation notable des accusations portant sur le « sabotage économique ».

(10) Au moment des négociations de paix qui se poursuivaient en 1918 à Brest-Litovsk où avait été signé l'armistice, il y avait eu conflit au sein du parti bolchevique sur la position à prendre face au *diktat* allemand et aux conditions de la paix imposées par l'état-major. Boukharine préconisait leur refus et le recours à la « guerre révolutionnaire ». Lénine proposait de s'incliner devant la force, faute de pouvoir résister, les Russes n'ayant plus d'armée. Trotsky avança la formule « Ni paix, ni guerre » qui fut d'abord retenue, mais qu'il abandonna lui-même quand le succès de la nouvelle offensive allemande démontra qu'elle était inapplicable.

à Brest-Litovsk, Trotsky a dit à Lénine : "Nous devons mourir en gentilshommes." Lénine lui répondit : "Nous ne sommes pas des gentilshommes. Nous voulons vivre et nous vivrons." > D'où M. Rolland tient-il ces renseignements ? En fait, Lénine n'est jamais allé à Brest-Litovsk. Peut-être cette conversation a-t-elle eu lieu par téléphone ? Mais tous les documents concernant cette période ont été publiés et, bien entendu, ils ne comportaient pas cette phrase, disons-le franchement, plutôt stupide, qu'un des informateurs de M. Rolland lui a soufflée pour qu'il la répande largement. Mais, malgré tout, comment ne s'est-il pas trouvé chez le vieil écrivain assez de sens psychologique pour lui permettre de comprendre le caractère caricaturalement faux de la conversation qu'il rapporte ?

Ce n'est pas ici le lieu d'entamer avec Rolland une controverse à retardement sur les négociations de Brest-Litovsk. Mais, puisque Romain Rolland place en Staline autant de confiance qu'il en mit autrefois en Gandhi, nous prendrons la liberté de citer une déclaration de Staline du 1^{er} février 1918, c'est-à-dire pendant les dernières heures des décisions de Brest-Litovsk : « Une issue à cette situation difficile nous fut donnée par un point de vue intermédiaire — la position de Trotsky. > Je ne me réfère pas à mes souvenirs [personnels ni à des conversations avec des interlocuteurs si haut placés aient-ils été], mais aux comptes rendus officiels des sessions du comité central publiés par les Editions d'Etat en 1929. La citation ci-dessus (p. 214) paraîtra sans doute surprenante à Rolland. Mais elle devrait le convaincre qu'il faut être prudent lorsqu'on écrit à propos de questions dont on ignore tout.



M. Rolland nous apprend — à moi en particulier — que le gouvernement soviétique peut en cas de nécessité conclure des accords y compris avec les impérialistes. Fallait-il aller à Moscou pour faire semblable découverte ? Tous les jours, les ouvriers français sont contraints de passer des accords avec les capitalistes, tant qu'ils existent. Un Etat ouvrier ne peut pas renoncer au droit qui appartient à tout syndicat. Mais si un dirigeant syndical en signant une convention collective annonçait publiquement qu'il *reconnaît et approuve* la propriété capitaliste, nous dirions de lui que c'est un traître. Staline ne s'est pas contenté de conclure un accord pratique ; en outre et indépendamment de cela, il a approuvé le renforcement du

militarisme français. Tout ouvrier français conscient sait que l'armée française existe avant tout pour défendre la propriété d'une poignée d'exploiteurs et pour maintenir la domination de la France bourgeoise sur soixante millions d'esclaves coloniaux. Si, sous l'influence de la légitime indignation provoquée dans les rangs des ouvriers par la déclaration de Staline, on fait aujourd'hui des efforts, y compris par l'entremise de R. Rolland, pour expliquer que « presque » tout reste comme avant, nous ne leur accordons pas un iota de confiance. L'approbation volontaire et démonstrative du militarisme français par Staline n'était pas destinée, cela se conçoit, à éclairer la bourgeoisie française, qui n'avait nul besoin d'encouragement et qui l'a accueillie avec beaucoup d'ironie. La déclaration de Staline ne pouvait avoir qu'un seul but : en affaiblissant l'opposition du prolétariat français à son propre impérialisme, acheter à ce prix la confiance de la bourgeoisie française dans la stabilité de son alliance avec Moscou. Cette politique, en dépit de toutes les réserves, est pratiquée sans défaillance aujourd'hui aussi. Les clameurs de *L'Humanité* contre Laval ne changent nullement le fait que l'I.C. soit devenue une agence politique de la Société des Nations, dans laquelle opèrent le même Laval ou son compère Herriot (11), ou encore son partenaire britannique Baldwin (12) qui ne vaut pas plus cher que Laval.

Avec une autorité qui n'est guère fondée, Romain Rolland décrète que la politique de l'Internationale communiste continue à se conformer rigoureusement aux enseignements de Lénine. Ainsi, la solidarité du parti communiste français avec la politique étrangère de Léon Blum, ce « social-fasciste » d'hier, en tout cas resté fidèle à lui-même, le fait de ramper à plat ventre devant Edouard Herriot qui n'est nullement disposé à trahir le capital français, le soutien de la S.D.N. — cet état-major général des intrigues impérialistes — par les partis communistes, tout cela découle de l'enseignement de Lénine ? Non. M. Rolland ferait mieux de s'occuper de nouveau de l'enseignement de Gandhi.

Malheureusement, l'avertissement très sage, plein de réserve

(11) Edouard HERRIOT (1872-1957), radical-socialiste, maire de Lyon, ancien président du conseil du cartel des gauches, avait participé à presque toutes les combinaisons ministérielles dont il était, en fonction de leur axe, la gauche ou la droite.

(12) Stanley BALDWIN (1867-1947), leader du parti conservateur britannique, qui avait déjà été premier ministre, notamment à l'époque de la grève générale de 1926, venait de reprendre ce poste où il succédait à l'ex-travailliste MacDonald.

et de finesse, de Marcel Martinet (13) n'a servi de rien à Rolland. Au lieu de s'arrêter et de regarder autour de lui d'un œil critique, il est définitivement tombé dans les rangs des apologistes officiels de la bureaucratie thermidorienne. C'est à tort que ces messieurs se considèrent comme les « amis » de la révolution d'Octobre ! La bureaucratie est une chose, la révolution en est une autre ! Même pour le bourgeois conservateur Herriot, le commissaire du peuple Litvinov (14) est « mon ami ». Il ne s'ensuit pas que la révolution prolétarienne doive considérer Herriot comme l'un de ses amis.



Il est impossible de préparer l'avènement de la révolution autrement qu'à travers une lutte irréconciliable contre le régime de l'absolutisme bureaucratique, qui est devenu le pire frein du mouvement révolutionnaire. La responsabilité pour les tendances au terrorisme au sein de la jeunesse soviétique retombe intégralement sur la bureaucratie, laquelle a étouffé sous une chape de plomb l'avant-garde de la classe ouvrière et n'exige de la jeunesse que l'obéissance aveugle et la célébration de la gloire des chefs. La bureaucratie a concentré entre ses mains de grands moyens, dont elle ne rend compte à personne. Ces moyens incontrôlés lui donnent en particulier la possibilité d'accueillir et de combler royalement quelques « amis » utiles. Nombre d'entre eux ne se distinguent guère, par leur conformation psychologique, de ces académiciens et journalistes français qui constituent les amis professionnels de Mussolini. Nous

(13) Marcel MARTINET (1887-1944), poète et écrivain, avait été en France l'un des rares internationalistes, puis l'un des défenseurs de la révolution russe, et l'un des premiers communistes. Ecarté de la vie politique en 1923 par une grave maladie, il intervenait cependant dans les grandes circonstances. Il avait écrit dans *La Révolution prolétarienne*, n° 195 du 25 mars 1935, un article intitulé « 1922-1935. Réponse à Romain Rolland », dans lequel il affirmait notamment : « Rolland se plaît à imaginer qu'ainsi nous avons, lui et nous, échangé nos positions, et qu'il est devenu révolutionnaire alors que nous cessions de l'être. C'est une agréable illusion, mais qui ne répond à rien. Nous ne dansons pas des figures de ballet. En réalité, nous avons tenu en 1922 la position qu'il aurait dû tenir, et plus encore en 1935 nous tenons la position qu'il devrait occuper. »

(14) Maksim M. WALLACH, dit LITVINOV (1876-1951), vieux-bolchevik, était depuis 1930 commissaire aux affaires étrangères. Au dernier congrès du parti radical, Edouard Herriot avait dit « mon ami Litvinov »...

n'avons aucune envie d'inclure Romain Rolland dans cette catégorie. Mais pourquoi efface-t-il donc lui-même aussi imprudemment la ligne de démarcation (15) ? Pourquoi assume-t-il des missions qui ne lui conviennent pas ?

(15) Romain Rolland avait été reçu par Staline et l'avait interrogé sur l'« exil » (*sic*) de Zinoviev et de L. Kamenev. Staline, selon lui, lui avait répondu qu'il souffrait d'avoir dû faire condamner ses anciens camarades, et qu'il « résistait » à la pression des travailleurs russes qui « exigeaient » contre eux plus de sévérité ! On peut penser que Trotsky, qui avait lu ces candides affirmations dans l'article de Romain Rolland, a rentré ses griffes en ne faisant aucune allusion à ces propos désolants dans leur vanité crédule.

[POUR LES COMITÉS D'ACTION] (1)

(4 novembre 1935)

[...] On répète qu'entre le fascisme et nous, c'est une course de vitesse. Mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue du parti révolutionnaire. Saurons-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase ? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omnipotent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre ; mais il est tout à fait possible dans un délai bref — les événements aidant — de gagner de larges masses, non pour notre programme, non pour la IV^e Internationale, mais pour ces comités d'action. Mais, une fois créés, ces comités d'action deviendraient un magnifique tremplin pour un parti révolutionnaire [...]. Il ne s'agit pas ici de *l'une* des questions. Il s'agit de *la* question de vie ou de mort.

[...] Il faut trouver la formule pour ce mot d'ordre : comités locaux élus par les masses ouvrières (2). Aux mots d'ordre de passivité et de lâcheté, nous opposons nos mots d'ordre d'action révolutionnaire. [...] Quand l'action révolutionnaire est déclenchée par les masses elles-mêmes, il faut savoir opposer à l'appareil opportuniste un appareil de l'action révolutionnaire créé *ad hoc* par les masses pour les besoins de leur action, élu par les masses en lutte. S'il y avait eu à Toulon un groupe

(1) Extraits, cités par BRAUN, *L'« organe de masse »*, p. 44-45, d'une lettre à la direction du G.B.L. Trotsky commence à développer l'idée déjà entrevue précédemment, à partir d'une phrase de la résolution du 7^e congrès de l'I.C., cf. *Œuvres* 6, p. 201.

(2) Le souci de précision de Trotsky sur cette question s'explique. La motion des B.L. pour le congrès fédéral de la Seine avait préconisé ces comités en les présentant comme des « comités dirigés par les masses ». Le 13 Trotsky écrivait à Rous : « La relation réelle est renversée. Les comités d'action sont nécessaires précisément pour diriger les masses. Vous n'indiquez pas que ces comités doivent émaner de la masse en lutte, être élus par elle et que les délégués doivent être responsables et révocables ».

suffisamment orienté pour lancer au moment de l'explosion (3), le mot d'ordre clair et simple : *chaque centaine d'ouvriers envoie un délégué pour le comité d'action toulonnais*, la masse aurait certainement suivi cet appel. Ce comité d'action aurait eu une tout autre autorité, non seulement aux yeux de la masse elle-même, mais aussi aux yeux des autorités locales et même aux yeux de toute la France, que les organisations traditionnelles apeurées. Même si le mouvement s'était arrêté sans avoir pris cette fois des dimensions nationales, un précédent salutaire aurait été créé. Et, à une nouvelle étape, on pouvait recommencer plus facilement l'expérience.

Je me réjouis de ce que *La Vérité* ait lancé dans son dernier numéro le mot d'ordre de comités d'action. Mais un seul article ne suffit pas. *Il faut préparer une campagne*, comme on l'a fait en son temps pour la *milice ouvrière*. Il faut gagner à ce mot d'ordre les camarades de *Révolution*. Ils pourraient peut-être lancer un numéro spécial consacré aux comités d'action. [...]

(3) Sur les événements de Toulon, cf. *Œuvres* 6, p. 118-121.

LEÇONS D'OCTOBRE (1)

(4 novembre 1935)

J'accepte avec empressement la suggestion de Fred Zeller (2) de donner un article à *Révolution*, à l'occasion du 18^e anniversaire de l'insurrection d'Octobre. A vrai dire, *Révolution* n'est pas un « grand » *quotidien*, il s'efforce juste de devenir *hebdomadaire*. Des bureaucrates haut placés peuvent le considérer avec mépris. Mais j'ai eu souvent l'occasion de constater comment des organisations « puissantes », avec une presse « puissante », étaient réduites en poussière sous le choc des événements, et comment, au contraire, de petites organisations, avec une presse techniquement faible, se transformaient en peu de temps en forces historiques. Espérons fermement que c'est là le destin qui attend votre journal et votre organisation.

Au cours de l'année 1917, la Russie traversait la crise sociale la plus grave. On peut seulement dire en toute certitude, sur la base de toutes les leçons de l'Histoire, que, s'il n'y avait pas eu de parti bolchevique, l'immense énergie révolutionnaire des masses se serait vainement dépensée en explosions sporadiques, et que ces soulèvements grandioses se seraient terminés par la dictature contre-révolutionnaire la plus rigoureuse. La lutte des classes est le principal moteur de l'Histoire. Il lui

(1) T 3719, 3720. *Révolution*, 7 & 14 décembre 1935. *Révolution* était l'organe des J.S. de la Seine, qui allaient bientôt devenir Jeunesses socialistes révolutionnaires (J.S.R.).

(2) Fred ZELLER (né en 1912), étudiant aux Beaux-Arts, était secrétaire de l'Entente des J.S. de la Seine et animateur de la tendance « J.S.R. » quand il avait été exclu lors de la conférence de Lille avec douze de ses camarades. Il s'était rendu à Hønefoss auprès de Trotsky, l'aidant dans son travail et poursuivant avec lui de longues discussions. Trotsky redoutait l'explosion de la crise au sein de la section française et cherchait des éléments neufs sur qui s'appuyer. On notera l'effort de pédagogie particulier fait dans cet article pour expliquer le développement de la révolution russe et, à travers cette analyse, pour en tirer des conclusions sur la situation du moment et notamment la nécessité pour les révolutionnaires de comprendre la signification contre-révolutionnaire de la politique du Front populaire.

faut un *programme correct, un parti ferme, une direction digne de confiance et pleine de courage* — pas des héros de salon et de phrases parlementaires, mais des révolutionnaires, prêts à aller jusqu'au bout. C'est la principale leçon de la révolution d'Octobre.

Les bolcheviks, une minorité au début

Il nous faut cependant rappeler qu'au début de 1917 le parti bolchevique ne dirigeait qu'un nombre insignifiant de travailleurs. Non seulement au sein des soviets de soldats, mais aussi au sein des soviets d'ouvriers, la fraction bolchevique ne constituait généralement qu'1 à 2 %, 5 % au plus. Les partis dirigeants de la démocratie petite-bourgeoise — les mencheviks et les soi-disant « socialistes révolutionnaires » — avaient derrière eux au moins 95 % des ouvriers, des soldats et des paysans qui participaient à la lutte. Les dirigeants de ces partis traitaient d'abord les bolcheviks de sectaires, ensuite... d'agents du Kaiser allemand. Mais non, les bolcheviks n'étaient pas sectaires ! *Toute leur attention était tournée vers les masses*, et, en outre, pas vers leur couche supérieure, mais vers les plus profondes, vers les millions et les dizaines de millions les plus exploités, que les bavards parlementaires oubliaient d'habitude. C'était précisément pour pouvoir diriger les prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes que les bolcheviks jugeaient nécessaire de se distinguer nettement de toutes les fractions et groupes de la bourgeoisie, à commencer par ces faux « socialistes » qui sont en réalité les agents de la bourgeoisie.

Le *patriotisme* constitue l'élément essentiel de cette idéologie au moyen de laquelle la bourgeoisie empoisonne la conscience de classe des opprimés et paralyse leur volonté révolutionnaire, parce que le patriotisme signifie la soumission du prolétariat à la nation sur laquelle la bourgeoisie est assise. Les mencheviks et les social-révolutionnaires étaient patriotes, jusqu'à la révolution de février, en se cachant à moitié, après février, ouvertement et cyniquement. Ils disaient : « Maintenant, nous avons une république, la plus libre du monde ; même nos soldats sont organisés en soviets ; il nous faut défendre cette république contre le militarisme allemand. » Les bolcheviks répliquaient : « Il est indiscutable que la république russe est aujourd'hui la plus démocratique, mais cette démocratie politique superficielle peut s'écrouler en poussière du jour au

lendemain puisqu'elle repose sur une base capitaliste. Tant que les travailleurs, sous la direction du prolétariat, n'auront pas exproprié leurs propres propriétaires fonciers et capitalistes et déchiré les traités de brigands conclus avec l'Entente, nous ne pouvons considérer la Russie comme notre patrie ni assumer sa défense. » Nos adversaires s'indignaient de plus en plus : « S'il en est ainsi, vous n'êtes pas simplement des sectaires, vous êtes des agents des Hohenzollern (3) ! Vous trahissez à leur profit les démocraties russe, française, anglaise et américaine ! » Mais la puissance du bolchevisme résidait dans sa capacité à mépriser les sophismes des « démocrates » couards qui s'intitulaient socialistes, mais s'agenouillaient en réalité devant la propriété capitaliste.

Les arbitres de cette discussion furent les masses laborieuses. Au fur et à mesure que le temps passait, leur verdict penchait de plus en plus en faveur des bolcheviks. Rien d'étonnant. A cette époque, les soviets rassemblaient autour d'eux les masses des prolétaires, des soldats et des paysans qui s'éveillaient à la lutte et de qui dépendait le destin du pays. Le « front unique » des mencheviks et des social-révolutionnaires dominait les soviets et le pouvoir était en réalité entre leurs mains. La bourgeoisie était complètement paralysée politiquement depuis que dix millions de soldats, épuisés par la guerre, se rangeaient, armés de pied en cap, du côté des ouvriers et des paysans. Mais ce dont les dirigeants du « front unique » avaient le plus peur, c'était d' « effrayer » la bourgeoisie, de la « pousser » dans le camp de la réaction. Le « front unique » n'osait toucher ni à la guerre impérialiste, ni aux banques, ni à la propriété féodale, ni aux ateliers, ni aux usines. Il marquait le pas et déversait des généralités, tandis que les masses s'impatientsaient. Pire encore, les mencheviks et les social-révolutionnaires transférèrent directement le pouvoir au parti cadet (4), que les travailleurs rejetaient et méprisaient.

Les cadets constituaient un parti bourgeois impérialiste, reposant sur les couches supérieures des classes « moyennes », mais fidèle aux intérêts des propriétaires « libéraux » sur toutes les questions fondamentales. On peut, si vous voulez, comparer les cadets aux radicaux français : même base sociale, c'est-à-dire

(3) Les Hohenzollern étaient la dynastie prussienne qui régnait sur l'Allemagne depuis 1871 et dont Guillaume II, qui abdiqua en 1918, fut le dernier représentant sur le trône.

(4) On appelait « Cadet » le parti constitutionnel-démocrate du fait de ses initiales en russe : K.D.

les classes moyennes, même politique consistant à endormir les masses avec des phrases creuses, et même service loyal des intérêts de l'impérialisme. Exactement comme les radicaux, les cadets avaient leur droite et leur gauche : la gauche pour embrouiller le peuple, la droite pour la politique « sérieuse ». Les mencheviks et les social-révolutionnaires espéraient gagner le soutien des classes moyennes en s'alliant avec les cadets, c'est-à-dire avec les exploiters et les escrocs des classes moyennes. Ce faisant, les social-patriotes ont signé leur propre certificat de décès.

Volontairement enchaînés au char de la bourgeoisie, les dirigeants des mencheviks et des social-révolutionnaires essayaient de persuader les travailleurs de remettre à plus tard l'expropriation des propriétaires et, en attendant, de... mourir au front pour la « démocratie », c'est-à-dire pour les intérêts de cette même bourgeoisie. « Nous ne devons pas pousser les cadets dans le camp de la réaction », répétaient, comme des perroquets, dans des réunions publiques innombrables, les opportunistes. Mais les masses ne pouvaient ni ne voulaient les comprendre. Elles avaient donné toute leur confiance au front unique des mencheviks et des social-révolutionnaires, et étaient prêtes à tout moment à le défendre, les armes à la main, contre la bourgeoisie. Mais, pendant ce temps, ayant gagné la confiance du peuple, les partis du front unique appelaient au pouvoir le parti bourgeois et se cachaient derrière lui. Les masses révolutionnaires soulevées ne pardonnent jamais la couardise ni la trahison. En premier, les ouvriers de Pétersbourg, puis, après eux, le prolétariat de tout le pays, et, après le prolétariat, les soldats, après les soldats, les paysans, se convainquirent eux-mêmes, par leur propre expérience, que les bolcheviks avaient raison. Ainsi, en quelques mois, la poignée de « sectaires », d'« aventuriers », de « conspirateurs », d'« agents des Hohenzollern », etc., devinrent le parti dirigeant de ces millions d'hommes qui s'éveillaient. *Loyauté au programme révolutionnaire, hostilité irréconciliable à la bourgeoisie, rupture complète avec les social-patriotes, confiance profonde dans la force révolutionnaire des masses*, telles sont les principales leçons d'Octobre.

Toute la presse, y compris les journaux des mencheviks et des social-révolutionnaires (pour éviter tout malentendu, soulignons que ce parti antimarxiste n'avait rien de commun avec le socialisme révolutionnaire), mena une campagne perfide, absolument inouïe, sans précédent dans l'histoire, contre les bolcheviks. Des milliers et des milliers de tonnes de papier-

journal étaient pleines de rapports selon lesquels les bolcheviks étaient liés à la police tsariste, recevaient d'Allemagne des chargements d'or, selon lesquels Lénine se cachait dans un avion allemand, etc. Dans les mois qui suivirent février, ce torrent de mensonges submergea les masses. Marins et soldats menacèrent plus d'une fois d'embrocher à la baïonnette Lénine et les autres dirigeants bolcheviques. En juillet 1917, la campagne de calomnie atteignit son apogée. Bien des sympathisants de gauche, ou à moitié, surtout chez les intellectuels, furent effrayés par cette pression de l'opinion publique. Ils disaient : « Les bolcheviks ne sont certainement pas des agents des Hohenzollern, mais ce sont des sectaires, ils n'ont pas de tact, ils provoquent les partis démocratiques, il est impossible de travailler avec eux. » C'était là, par exemple, le ton qui imprégnait le grand quotidien de Maxime Gorky (5), autour duquel se regroupaient toutes sortes de centristes, demi-bolcheviks et demi-mencheviks, théoriquement très à gauche, mais qui avaient terriblement peur de rompre avec les mencheviks et les social-révolutionnaires. Mais c'est une loi, que quiconque a peur des social-patriotes deviendra inéluctablement leur agent.

Pendant ce temps se déroulait au sein des masses un processus exactement inverse. Plus elles perdaient leurs illusions dans les social-patriotes qui trahissaient les intérêts du peuple au nom de leur amitié avec les cadets, plus elles écoutaient avec attention les discours des bolcheviks, et plus elles étaient convaincues qu'ils avaient raison. Pour l'ouvrier dans son atelier, pour le soldat dans sa tranchée, pour le paysan affamé, il devenait clair que les capitalistes et leurs laquais calomniaient les bolcheviks précisément parce que les bolcheviks étaient fermement dévoués aux intérêts des opprimés. L'indignation de la veille du soldat et du marin contre les bolcheviks se transformait en dévouement passionné et en détermination désintéressée de les suivre jusqu'au bout. Et, au contraire, la haine des masses contre le parti cadet se transféra inévitablement sur leurs alliés, les mencheviks et les social-révolutionnaires. Les social-patriotes ne sauvèrent pas les cadets, mais se perdirent eux-mêmes. La rupture finale dans l'état d'esprit des masses, qui se produisit dans l'espace de deux ou trois mois (août-

(5) Maksim ПЕЧКОВ, dit GORKY (1868-1936), le romancier russe, après avoir été bolchevik, s'était éloigné de Lénine à l'époque de la révolution et dirigeait en octobre 1917 le journal *Novaia Jizn*, organe menchevique de gauche qui se voulait « rassembleur ».

septembre), rendit possible la victoire d'Octobre. Les bolcheviks conquièrent les soviets et les soviets le pouvoir.

Messieurs les sceptiques pourront dire : « Mais, au bout du compte, la révolution d'Octobre a amené le triomphe de la bureaucratie. Cela valait-il la peine ? »

Il faudrait consacrer un article particulier et peut-être deux, à cette question. Disons ici brièvement : l'histoire n'avance pas en ligne droite, mais de biais. Après un gigantesque bond en avant, comme après un coup de canon, il y a toujours un recul. Pourtant l'histoire va de l'avant. Aucun doute, la bureaucratie soviétique est un ulcère hideux qui menace à la fois les conquêtes de la révolution d'Octobre et le prolétariat mondial. Mais, en plus de l'absolutisme bureaucratique, l'U.R.S.S. possède autre chose ; des moyens de production nationalisés, une économie planifiée, la collectivisation de l'agriculture qui, en dépit du monstrueux fléau du bureaucratisme, conduisent le pays de l'avant sur le plan économique et culturel, alors que les pays capitalistes régressent. La révolution d'Octobre ne peut être libérée du vice du bureaucratisme que par le développement de la révolution internationale, dont la victoire assurera réellement la construction d'une société socialiste.

Finalement — et ce n'est pas dénué de signification — la révolution d'Octobre est importante également parce qu'elle a donné à la classe ouvrière internationale nombre de leçons d'une valeur inestimable. Que les révolutionnaires prolétariens de France les apprennent avec détermination, et ils deviendront invincibles.

[SOUTIEN A LA DIRECTION DU R. S. A. P.](1)
(5 novembre 1935)

Cher Ami (2),

Quelques lignes seulement. Je ne vais pas aborder pour le moment la question de savoir quelles fautes et négligences du bureau (3) dans le passé ont maintenant rendu nécessaire l'application de mesures beaucoup plus sévères. Nous tous — y compris notre ami Schmidt — aurons tout le temps d'y songer... Il me suffit que le combat que mène en ce moment le bureau soit un combat *en faveur de l'avenir révolutionnaire du parti pour que ce combat soit soutenu de toutes nos forces et sans aucune réserve sur le plan international.*

Je t'envoie ci-joint une lettre-circulaire du camarade Muste (4). Les choses vont très bien là-bas en ce qui concerne les questions litigieuses (S.A.P., I.A.G., IV^e Internationale). Tu peux fort bien utiliser cette lettre pour la bataille interne

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'histoire sociale, Amsterdam. Lettre manuscrite rédigée en allemand, adressée à Sneevliet.

(2) Henricus SNEEVLIET (1883-1942), vétéran de la gauche social-démocrate hollandaise, avait été l'un des pionniers du communisme en Hollande, Indonésie et Chine. Adversaire de la politique de la « 3^e période », il avait été exclu en 1929 et avait conservé néanmoins la direction du « syndicat rouge », le N.A.S. Il avait fondé le R.S.P. à l'époque où Trotsky et l'Opposition de gauche luttèrent encore pour le redressement des P.C. En 1933, après avoir rencontré Trotsky à St-Palais, il avait signé au nom du R.S.P. la « déclaration des quatre » pour une nouvelle Internationale et rejoint la L.C.I. Au début de l'année, le R.S.P. avait fusionné avec l'O.S.P., né d'une scission à gauche du parti social-démocrate, animée entre autre par P.J. SCHMIDT (1891-1952), ancien employé, et constitué le R.S.A.P., signataire de la « Lettre ouverte ».

(3) « Bureau » désigne ici la direction politique du R.S.A.P., dont Sneevliet était secrétaire général et P.J. Schmidt président, alors engagés dans une lutte fractionnelle contre la minorité « sapiste ». (Cf. n. 14, p. 44.)

(4) Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), ancien pasteur, s'était lié au lendemain de la guerre au mouvement ouvrier. Directeur pédagogique du collège de Brookwood, il avait animé successivement le Committee for Progressive Labor Action (C.P.L.A.) puis l'American Workers Party, qui regroupaient cadres syndicaux « de gauche » et animateurs des ligues de chômeurs. L'A.W.P. avait fusionné avec la C.L.A. pour constituer le Workers Party of the United States (W.P.U.S.), signataire également de la « Lettre ouverte ».

(peut-être la lire dans le congrès). J'adresse au congrès mes saluts et mes vœux les plus chaleureux : je n'ai pas besoin de te le dire plus longuement. Je suis absolument certain que cette crise va souder le parti révolutionnaire et lui assurer un grand avenir.

Avec mes saluts révolutionnaires les plus chaleureux.

P.-S. Tu peux à l'occasion me renvoyer la lettre de Muste.
P. P. S. J'ai en ce moment la visite de Fred Zeller (fédération de la Seine des Jeunesses, *Révolution*, 3 000 ex.) (5). Il reste ici dix jours. Les succès en France sont réjouissants. Zeller écrit là-dessus un article assez long que je t'enverrai aussitôt. L.T.
P.-P.-P.-S. En ce qui concerne Luteraan (6), je suppose qu'il cite mon article sur Pivert, là où je reconnais comme admissible (inévitabile) l'existence provisoire de fractions à l'intérieur de la IV^e Internationale (7). Mais il existe une *limite* stricte à la formation de ces fractions : aujourd'hui, c'est la reconnaissance de la IV^e Internationale et le combat résolu contre le sapisme.

(5) Cette parenthèse, écrite à la main, est dans la marge de la lettre originale.

(6) Barend LUTERAAN (1878-1970), vieux militant du parti social-démocrate hollandais, puis du parti socialiste du gauche « tribuniste » avait été en 1921 avec Hermann Gorter un des fondateurs du « gauchiste » K.A.P. néerlandais, le Communiste du Arbeiders Party (C.A.P.). Il avait rejoint le R.S.A.P.

(7) Trotsky fait allusion à sa réponse à Pivert intitulée : « Etiquettes et numéros », *Œuvres* 6, p. 103-108.

CONVERSATION AVEC FRED ZELLER *
(6 novembre 1935)

(*) Ce récit, par Fred Zeller, des entretiens qu'il eut avec Trotsky à Hønefoss a été publié d'abord partiellement dans *La Vérité* du 19 septembre 1947, puis dans le cours de ses mémoires, *Trois points, c'est tout* (Paris, Laffont, 1976), p. 96-130.

**ÉDOUARD HERRIOT,
POLITICIEN DU JUSTE MILIEU (1)
(7 novembre 1935)**

Edouard Herriot, maire de Lyon, ministre sans portefeuille, est aujourd'hui la figure centrale de la vie politique en France. Ce n'est pas tant en vertu de sa personnalité qu'il occupe cette position, mais du fait des fonctions politiques qu'il remplit dans son parti et de celles que son parti remplit dans le pays. Faisant remonter leur généalogie aux Jacobins (c'est une de leurs nombreuses erreurs), les radicaux représentent les classes moyennes de France, c'est-à-dire la masse prédominante de la population. La crise sociale, qui a explosé en France plus tard que dans les autres pays, implique d'abord une crise des classes moyennes et, par conséquent, une crise de leur représentation politique : c'est ce qui constitue la base véritable de la crise de la démocratie parlementaire. Les classes moyennes sont mécontentes, voire exaspérées. En haut, elles sont attirées par le fascisme, et leurs couches inférieures sont attirées vers la révolution. La position des radicaux devient de plus en plus instable.

La position équivoque des radicaux

On le sait, c'est avant de s'éteindre que le feu brille de l'éclat le plus vif. Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, les radicaux sont au centre de la politique. Ils sont courtisés de façon instante et même importune par la droite et par la gauche.

(1) T 3723, 3724. Publié pour la première fois dans *Fourth International*, décembre 1941. Trotsky avait déjà rédigé en 1933 un premier article sur Edouard Herriot (cf. *Œuvres*, I, p. 162-163), mais avait renoncé à le faire publier pour ne pas compromettre ses chances d'obtenir un visa de séjour en France. C'est cet article, repris et mis à jour, qu'il acheva en novembre 1935 et qui est resté jusqu'à maintenant inédit en français.

Les dirigeants radicaux siègent dans le gouvernement Laval et apposent leurs signatures sur les draconiens décrets financiers (2). En même temps, le parti radical dans son ensemble participe au Front populaire, lequel lance des flèches de rhétorique contre le gouvernement Laval et ses décrets. *Le Temps*, le journal conservateur et officieux, publie des appels quotidiens au patriotisme d'Herriot et à sa sagacité éprouvée. *L'Humanité*, organe des communistes — communistes très prudents, modérés et très patriotes —, chante de manière tout aussi directe des hymnes à la louange de l'attachement d'Herriot à la démocratie, à la confiance républicaine dont il est digne et à son amitié pour l'Union soviétique. Herriot trouve incontestablement apaisantes les louanges du *Temps*, mais ne peut s'empêcher de froncer les sourcils aux compliments maladroits de *L'Humanité*. Mais il y a deux ailes dans son parti. L'une remonte aux banques, l'autre descend jusqu'à la paysannerie. Edouard Herriot est obligé de faire bonne figure alors qu'il dispose d'une mauvaise donne. Ce jeu équivoque durera-t-il ? Le maire de Lyon restera-t-il longtemps la figure politique centrale de la France ?

Herriot orateur

L'art oratoire en France est si riche en modèles classiques, formules toutes prêtes, associations traditionnelles, qu'il est difficile de distinguer l'originalité oratoire du solide contexte des traditions nationales, surtout à partir de comptes rendus revus et demi-moribonds. Après la mort de Jaurès (3), le maître athlétique et passionné qui voulait faire descendre l'idéal du ciel philosophique sur la terre pécheresse, Briand, le « charmeur » qui avait l'habitude de se justifier en flattant les vices et les faiblesses des autres, fut considéré comme le meilleur orateur en France. Quant à Herriot, à qui beaucoup donnèrent

(2) Le gouvernement Pierre Laval comptait plusieurs ministres radicaux, dont Edouard Herriot lui-même. Le 15 juillet, il avait adopté plusieurs décrets-lois qui étaient en effet « draconiens » : réduction de 10 % de toutes les dépenses publiques (sauf les pensions militaires, mais y compris les traitements et salaires), réduction des prestations des assurances sociales, majoration de l'impôt sur le revenu, etc. De nouveaux « trains » de décrets-lois avaient été adoptés le 8 août, puis le 30 octobre.

(3) Jean JAURÈS (1859-1914), ancien député radical devenu socialiste et chef incontesté du groupe parlementaire socialiste, était avant tout un orateur d'une qualité extraordinaire.

la première place à la mort de Briand, il ne possède ni le pathos dévastateur de Jaurès ni la force de persuasion cajoleuse de Briand. L'orateur en lui reflète honnêtement le politicien « radical » : il est prosaïque. Son éloquence marche en pantoufles — confortables, à vrai dire — plutôt que sur des échasses. Satisfaisant ses besoins spirituels plus élevés dans le domaine de la littérature et de la musique, Herriot réserve son sens commun pour la politique et même pour le tribunal. Si cet orateur fait preuve d'affectation, c'est celle de la simplicité, non pas crédule, mais pas non plus ouvertement perfide.

Le sens commun se révélerait cependant trop insipide sans le piment de la sentimentalité. Herriot revêt volontiers ses arguments de l'apparence de la confession personnelle et n'oublie jamais de rappeler sa propre sincérité. S'il recourt à l'ironie, il la nuance de façon à la faire apparaître comme une forme de bon naturel. Des témoins ont souligné qu'en cas de besoin Herriot peut arracher des larmes, y compris à lui-même. Mais ce sont des larmes qui, après avoir soulagé l'âme, sèchent opportunément. Tout son style est teinté, de façon indélébile, de la couleur imposante, bien que pas toujours sûre d'elle-même, du juste milieu. Incontestablement un orateur parlementaire éminent, pas un grand orateur.

Herriot se situe consciemment et obstinément sur le terrain du sens commun. Ce n'est pas sans de bonnes raisons qu'il voit — ou du moins qu'il voyait jusqu'à hier — la source de son pouvoir dans sa capacité à sentir et à penser comme « tous » pensent et sentent — compte non tenu, bien sûr, de ceux qui pensent autrement. Il est le « Français moyen », mais à l'échelle au-dessus, pour ainsi dire le plus éminent de ses pairs, avec son don de l'exposé précis, jouissant d'une éducation humaniste aux facettes multiples, d'une voix puissante et d'un physique qui inspire confiance. Ce ne sont pas là bagatelles ; pourtant tout cela n'est peut-être pas suffisant.

Le meilleur pédagogue n'est pas celui qui descend des hauteurs vers ses élèves, mais celui qui accède avec eux à de plus hauts niveaux. La puissance oratoire d'Herriot consiste en un rapport pédagogique identique avec son auditoire. Son secret cependant réside en ce qu'il manque totalement de toute espèce de pénétration sociale ou de perspective politique. En même temps que son auditoire, à l'aide précieuse du bon sens, il s'efforce de sortir des difficultés, et il doit souvent sembler à ceux qui l'écoutent que leur chef pense pour eux à haute voix.

La logique d'Herriot

Aucun doute ; Herriot est sincèrement convaincu que la logique du petit-bourgeois civilisé est une logique qui est commune non seulement à tous les Français, mais à tout le genre humain. Il raisonne comme s'il était possible, par des arguments, de réduire toutes les contradictions à un dénominateur commun. Il fait des sermons et donne des leçons. « Nous ne sommes pas des écoliers ! », lui lança un jour Tardieu (4). Et ce truisme impoli fut salué par des rugissements d'approbation de la droite, où l'on sait beaucoup mieux ce dont on a besoin. La politique serait en vérité une affaire très simple si on pouvait la réduire à un système d'arguments logiques. Elle consiste en fait à des heurts entre intérêts sociaux et nationaux. Mais c'est là que s'arrêtent les prérogatives du sens commun, de même que la force de persuasion d'Herriot comme orateur.

Dans sa lutte pour gagner la confiance du Français moyen, Herriot craint beaucoup, à cause de sa réputation d'homme de gauche, d'être pris pour quelqu'un qui improvise, pour un dilettante ou, pire, pour un rêveur. Il dit : « Quant à moi, je n'ai que peu de goût pour la synthèse [...] Face à toutes les complications, la méthode qu'il faut appliquer, c'est celle de l'analyse qui articule et qui est innée chez les Français. » Cette tirade philosophique est apparue, en son temps, comme un coup de patte inamical à Briand qui mettait l'instinct à la place de l'analyse. Herriot, incontestablement, imite Poincaré (5) quand il répertorie avec soin les citations et classe ses documents. Mais les arguments numérotés de notaire, la manière favorite de Poincaré, n'ont guère de commun avec l'école de Pascal et de Descartes (6) : ce n'est pas encore l'analyse. En outre, la poli-

(4) André TARDIEU (1876-1945), ancien collaborateur de Georges Clemenceau et rédacteur au *Temps*, était le chef de file d'une droite plus « affairiste » que classique et partisan déclaré d'un pouvoir « fort », candidat dictateur, disaient ses ennemis.

(5) Raymond POINCARÉ (1860-1934), président du conseil en 1912, président de la République de 1913 à 1920, homme de la droite classique et de l'« orthodoxie financière », avait pris de 1922 à 1924 la tête d'un gouvernement du Bloc national, puis, de 1926 à 1929, celle de gouvernements dit d'« union nationale » n'excluant que... les partis ouvriers, socialiste et communiste.

(6) Blaise PASCAL (1623-1662), mathématicien, physicien, philosophe et écrivain, et René DESCARTES (1596-1650), philosophe et mathématicien, auteur du *Discours de la Méthode*, sont généralement considérés comme les pères d'une forme de pensée rationaliste typiquement française.

tique, par opposition aux exercices de séminaire, n'est pas épuisée avec l'analyse et la synthèse : la politique est l'art de prendre de grandes décisions. Analyse et synthèse ne servent qu'à orienter la volonté. Mais il est évident que l'orateur ne peut fournir au politicien ce qui lui manque : la volonté d'agir.

Souvent, après avoir évoqué soit sa conscience politique, soit sa conscience personnelle, Herriot ajoute à l'occasion : « Soit dit en passant, c'est une seule et même chose. » Est-ce vrai ? En fait, la politique du radicalisme est celle du conflit interne perpétuel : ses paroles diffèrent de ses actes et ses intentions de ses résultats. La cause de cette dualité ne réside cependant pas dans la « conscience personnelle » de ses dirigeants, mais dans le caractère de son appui social.

Entre la droite et la gauche

Pénétrant par l'une de ses ailes dans la grande bourgeoisie et plongeant de l'autre vers le prolétariat, le radicalisme petit-bourgeois est voué au rôle de centre instable. Les contradictions tout à fait objectives qu'il cherche à surmonter sont celles qui déchirent ses propres rangs. A l'intérieur du parti radical, Herriot cherche à se maintenir comme autrefois au poste central : ce faisant, il devient le pivot des forces centrifuges de la société moderne. Craignant de glisser vers la gauche, il pousse nettement à droite. Mais toutes les places y sont déjà occupées par des partis et des politiciens en qui la grande bourgeoisie a plus de confiance qu'en lui. Et à gauche, il y a les socialistes, qui collaborent étroitement avec de falots communistes.

Il y a quelques années, Herriot a été obligé d'abandonner son bon naturel et de s'engager dans une violente bataille contre ses « amis » socialistes, afin de s'assurer, en tant que maire, une courte majorité dans la municipalité de Lyon. Au parlement, les socialistes soutenaient les radicaux de façon équivoque avec l'objectif de les chasser des villages comme ils les avaient déjà chassés des centres urbains. De la droite venaient sans cesse des appels à Herriot pour qu'il rejoigne la concentration bourgeoise. Mais Herriot tenta d'abord de résister, car le but des invitations « nationales », qui sont la spécialité du *Temps*, c'est d' « encercler les radicaux et de les étrangler ».

« Je vous le dis sans aucune animosité — ainsi Herriot s'adressait-il à la droite de la Chambre, avant d'avoir permis son propre "encercllement" —, vous vous trompez. » Et là-dessus,

l'orateur se tournait aussitôt vers la gauche : « Et je vous dis en toute amitié que vous aussi vous vous trompez. » C'est là la symétrie du juste milieu. Mais elle est instable, à notre époque qui a horreur de la symétrie. Il suffisait qu'Herriot apparaisse à une réunion de son propre groupe pour qu'il se voie une fois de plus obligé de se tourner alternativement de chaque côté, d'abord évidemment vers la gauche pour lui dire : « Vous vous trompez. » Politicien de la ligne médiane, il ne pourrait se trouver lui-même qu'en se détournant de ses flancs.

A diverses occasions, et pas toujours fortuites, Herriot en vient à demander à ses adversaires de reconnaître que lui-même et son parti ne manquent en tout cas pas de « virilité ». Illusions encore ! Si l'on entend par virilité non le courage personnel, mais la détermination politique pour de grandes actions, alors les radicaux français sont tout le contraire de la virilité. Là aussi, la cause n'en est pas dans des individus pris isolément : les personnalités des dirigeants sont sélectionnées, éduquées et formées en conformité avec la cause historique qu'ils servent.

Radicalisme et capital financier

Les rapports sociaux en France semblent remarquablement stables, surtout à côté de l'Allemagne. Aussi kaléidoscopique qu'elle soit, la politique de la III^e République est restée longtemps égale à elle-même. La cause de cette stabilité réside dans la faiblesse du mouvement de sa vie économique et de sa population. La France thésaurise, accumule, met de l'argent en circulation, mais ne change pas sa base productive. Pendant des mois et des années de prospérité, elle étend au loin des antennes d'or, mais seulement pour les retirer au moment où l'on perçoit l'inquiétude dans l'atmosphère mondiale. Cette sagesse est négative et défensive et, en outre, de plus en plus en contradiction avec l'hégémonie européenne de cette nation. La politique internationale de la France est avant tout la politique de son capital financier. Le Français moyen qui confie sa voix aux radicaux et ses économies aux banques se sent impuissant dans l'océan de la politique mondiale avec ses flux et ses reflux, ses contre-courants et ses tourbillons. Là, ce sont les banquiers et les magnats de l'industrie qui ont le dernier mot. S'il entre en conflit avec eux, le radicalisme perd les derniers vestiges de sa virilité.

Quand il est arrivé au pouvoir en 1924 et s'est trouvé soumis à un feu cruel des bancs de la droite parlementaire, parti-

culièrement de l'industrie et des banques, Herriot s'empressa de les rassurer et s'en justifia ainsi : « Je place les intérêts de la nation au-dessus de toutes les théories. » D'un point de vue scientifique, cette formule est ahurissante de candeur. La « théorie », c'est-à-dire le programme d'un parti, ne doit pas être autre chose qu'une expression très élaborée des « intérêts » de la nation. En opposant la théorie aux « intérêts », Herriot, il y a dix ans de cela, reconnaissait que le programme des radicaux, avec toute sa modération, ne pouvait trouver place dans la réalité d'après-guerre.

La crise du franc et des finances de l'Etat en 1924 ont immédiatement confronté l'administration radicale à l'ensemble du système du capital financier. La Bourse faisait semblant d'être terrorisée par les radicaux. En réalité, c'était Herriot qui avait de la Bourse une peur mortelle : c'est pourquoi il plaidait auprès d'elle pour qu'elle ne prenne pas son programme au sérieux. En fin de compte, Herriot a laissé sa place à Poincaré. Herriot a passé deux ans, avec son ennemi Tardieu, dans un ministère de « concentration » qu'il n'a quitté ultérieurement que sous la ferme pression de son parti, contre son propre gré, « la mort dans l'âme (7) ». Herriot est ainsi fait qu'il préfère que les représentants autorisés du grand capital ne soient pas dans l'opposition, mais dans son administration. La difficulté provient cependant de ce que les politiciens de la Bourse préfèrent avoir *leur administration à eux*, encore une fois avec Herriot en otage comme en 1926-28, plutôt qu'un super-arbitre oscillant entre les intérêts de la grande bourgeoisie et les illusions de la petite bourgeoisie comme en 1924 et en 1932 (8).

Le fait qu'au moment critique Poincaré ait représenté les banques avec autant d'autorité a établi pour toujours son ascendant dans l'esprit d'Herriot. Le dirigeant des radicaux n'a ultérieurement laissé passer aucune occasion de répéter, parfois deux ou trois fois dans le même discours, son profond respect pour Poincaré. Peut-on imaginer un Jacobin s'inclinant respectueusement devant l'autorité d'un... Necker (9) ? Et pourtant Herriot continue de se considérer comme un Jacobin.

(7) C'était le parti radical, sous la pression de son électorat, qui avait exigé la rupture avec le gouvernement Poincaré en 1929.

(8) En 1924, Herriot avait dirigé un gouvernement du Cartel des gauches, en 1932 un gouvernement axé sur les radicaux et le centre-gauche et, de façon intermittente, les socialistes.

(9) Jacques NECKER (1732-1804), banquier genevois, était devenu en 1777 directeur général des finances en France et avait tenté de réaliser quelques réformes partielles ; rappelé en 1788, il avait joué un rôle dans la convocation des Etats Généraux, puis, en dépit de l'insi-

Quand il appelait en 1932 à payer l'acompte dû sur la dette américaine, Herriot soulignait qu'il ne le faisait que contraint et forcé par les conséquences de la politique financière d'un autre. Quand la Chambre des députés se prononça contre le paiement, Herriot s'exclama : « Peut-être demain quelqu'un pourra-t-il renouer les fils. Je l'aiderai de l'extérieur. » Mais la tâche de « renouer les fils » incombait à Herriot lui-même. Que ce soit dans les questions de politique intérieure ou extérieure, Herriot, en tant que ministre ou président du conseil éphémère, a invariablement commencé par faire référence à la situation dont il avait hérité et qui avait prédéterminé sa démarche, comme si, chaque fois, quelqu'un avait décidé de ce qu'il devait faire. La clé de l'énigme est simple : la logique de l'impérialisme français est plus puissante que les inclinations du « Français moyen ». Quand ils arrivent au pouvoir, les radicaux sont obligés de défendre exactement les mêmes intérêts que ceux que sert le Bloc national (10). Ils ne conservent que la liberté du choix de leur phraséologie.

L'argument final d'Herriot contre ceux qui refusaient de payer l'acompte était celui-ci : « Vous êtes prêts à briser l'alliance de la Liberté contre la Dictature, pour 480 millions de francs. » Cela ne résonne pas mal du tout dans les oreilles politiques de la France. Mais l'entente entre les « trois grandes démocraties » n'en demeure pas moins un vœu pieux des radicaux. La réalité de cette époque — et c'est encore aujourd'hui une réalité, bien qu'un peu faussée — c'est que la France était alliée à trois dictatures réactionnaires, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie. L'avocat ou le professeur pacifiste sont voués à faire en tant que ministres une politique qui diffère de celle que leur cœur désire. Il est donc tout à fait naturel que les députés radicaux soient mécontents de leurs ministres, et les électeurs radicaux de leurs députés. Il n'est pas moins naturel que le mécontentement des uns et des autres soit voué à l'impuissance. En réduisant la mécanique la plus complexe à sa formule la plus simple, il faut dire que, dans toutes les questions importantes, la petite-bourgeoisie est placée devant la nécessité fatale de devoir s'incliner devant la grande bourgeoisie.

gnifiance de son programme, avait été renvoyé par Louis XVI sous la pression des privilégiés.

(10) Herriot s'était plaint qu'il ne pouvait faire une politique différente parce qu'il se heurtait au « mur d'argent ».

Idéal platonicien et réalités politiques

Peu avant la chute de son deuxième ministère, Herriot a révélé à l'agence télégraphique d'Athènes le fin mot de sa politique : « Ce que j'ai défendu dans mes derniers discours, c'est la morale de Platon (11). » En cette Grèce « passionnément aimée », Herriot saluait le berceau de sa doctrine : « Je me suis sacrifié pour rester fidèle à mon idéal. » Ce sacrifice n'était pas aussi tragique en réalité : pressé par les socialistes et par son propre groupe, Herriot a choisi une défaite honorable sur une question internationale, en attendant le moment inévitable où l'excitation de la Chambre des députés à la suite des dernières élections retomberait et où son centre de gravité aurait glissé vers la droite. Il pourrait sembler paradoxal au premier abord que cet évangile d'idéalisme philosophique ait été adressé à la Grèce de Venizelos et de Tsaldaris (12) qui pourrait difficilement servir de modèle en matière de paiement des dettes. Mais il est impossible de ne pas reconnaître que les bonnes intentions d'Herriot à l'égard de Wall Street (13) ont réellement conservé à cette occasion leur caractère platonique.

Ce serait une erreur que de considérer cette motivation trop élevée à propos d'une défaite parlementaire comme rien de plus qu'une formule malheureuse. Non. La philosophie des valeurs absolues entre en tant qu'élément nécessaire dans l'économie spirituelle d'Herriot. En s'inclinant devant le passé avec une humilité parfaitement conservatrice, Herriot concilie dans les vides chimériques de la philosophie la contradiction entre sa « théorie » et les objectifs qui lui sont attribués : cette méthode a l'avantage supplémentaire de ne pas augmenter les frais généraux. Tout comme le culte des idées pures n'a pas empêché Pla-

(11) PLATON (427 ?-328 av. J.-C.) était le grand philosophe idéaliste grec de l'époque classique, disciple de Socrate : la référence à Platon est une référence à la culture classique et au « génie universel » de la Grèce.

(12) Eleutherios VENIZELOS (1864-1936), avocat crétois, dirigeant du parti libéral, avait été chef du gouvernement grec de 1910 à 1914 et avait combattu l'alliance avec l'Allemagne. Il était revenu à la tête de la Grèce en 1917, avec l'appui des troupes alliées. Protégé de la Grande-Bretagne, il avait également gouverné de 1928 à 1932 et avait tenté de reprendre le pouvoir en 1933 par un coup d'Etat militaire « républicain ». Panagos TSALDARIS (1886-1936), chef du parti populiste était à l'époque chef du gouvernement grec. La Grèce avait une réputation d'insolvabilité.

(13) Wall Street est le nom de la rue où se trouve à New York la Bourse des valeurs et les principales banques. Le mot sert souvent à désigner l'impérialisme américain.

ton lui-même, ce « divin » idéaliste aux larges épaules, de faire le commerce de l'huile d'olive et de traiter ses esclaves comme des bêtes de somme, de même le culte de la morale éternelle n'empêche pas Herriot de soutenir le système de Versailles. C'est le mérite du platonisme que de permettre une comptabilité en partie double, avec une entrée pour l'esprit et une autre pour la chair. Si l'on ne craignait pas d'offenser en Herriot le voltairien et l'homme de bonne moralité, on pourrait dire qu'il est en dernière analyse motivé exactement par les mêmes forces psychologiques qui poussent certaines dames catholiques de la haute société à partager leur activité entre l'adultère et l'Eglise. Herriot traite l'histoire à peu près comme il traite la philosophie : il en tire des consolations morales plus que des leçons pour l'action. Aussi douteuse qu'elle puisse paraître, cette méthode lui permet de faire remonter sa généalogie aux révolutionnaires de 1793.

Les radicaux croient que, parmi les traditions des Jacobins, celles qu'ils ont le plus complètement assimilées sont l'anticléricisme et le patriotisme. Mais l'anticléricisme a cessé depuis longtemps d'être une doctrine militante. Il n'est plus qu'une pacifique division du travail entre la République séculière et l'Eglise catholique. Quant au patriotisme, dans le cas des Jacobins, il était inextricablement lié à la proclamation d'un principe révolutionnaire et à sa défense contre l'Europe féodale. Le patriotisme d'Herriot ne proclame aucune idée nouvelle, mais il est tout proche du patriotisme de Tardieu. C'est en vain qu'on a évoqué les ombres de Robespierre et de Saint-Just (14). Et ce n'est pas pour rien que Poincaré en personne a dit d'Herriot, avec condescendance : « Les réactions nationales lui sont propres. »

La référence d'Herriot aux Jacobins a toujours eu un caractère désincarné. Quand il lui faut des exemples historiques, il cite volontiers le « grand libéral » Lamartine (15) ou même le comte de Broglie (16). Dans un de ses discours parlementaires,

(14) Louis Antoine SAINT-JUST (1767-1794), député à la Convention, avait été membre du Comité de Salut Public et l'un des compagnons de combat de Maximilien ROBESPIERRE (1758-1794), avec lequel il fut exécuté par les thermidoriens.

(15) Alphonse DE LAMARTINE (1790-1869), diplomate, poète et écrivain, membre du gouvernement provisoire de la République française en 1848 fut notamment son porte-parole face aux manifestations ouvrières au lendemain de la révolution de février.

(16) Nous ne savons pas si cette allusion vise Léonce Victor DE BROGLIE (1785-1870), ministre et président du conseil sous la monarchie de Juillet, ou son fils Jacques Albert DE BROGLIE (1827-1901), chef des

Herriot a cité une banale déclaration de Louis XV (17) comme preuve de cette qualité de l'esprit français qu'est l'amour de la paix. Les idéalistes traitent généralement l'Histoire comme un entrepôt de traités de morale. Ils prennent pour de l'objectivité l'absence de discrimination dans le choix des autorités. Soit dit en passant, les références à Lamartine relèvent moins du hasard. Ce poète vaniteux a été non seulement l'historien mensonger des Girondins (18), mais aussi leur épigone en politique. Le radicalisme d'Herriot n'a rien de commun avec la Montagne (19) : c'est le girondisme même, mais un girondisme qui a traversé les incendies de 1848 et de 1871 et y a brûlé ce qui lui restait d'illusions.

Herriot aurait fait sans aucun doute un maire français idéal s'il n'avait été handicapé par les contradictions mondiales, les guerres et les menaces de guerre, les réparations et les dettes, le fascisme allemand et italien, bref, par tout ce qui constitue notre époque, sans parler du chômage, du mécontentement des fonctionnaires, des ambitions dictatoriales de Tardieu, des détachements armés du colonel de La Rocque (20) et de la perfide amitié de Blum.

La politique de perplexité

Le programme positif d'Herriot, qu'il désavoue lui-même avec tant de facilité, consiste dans des principes flétris de libéralisme, dans une solution diluée de « socialisme » : initiative privée et liberté individuelle — d'abord et avant tout —, mais « dans un milieu social harmonisé par l'Etat » ; « le producteur

orléanistes dans les débuts de la III^e République et président du conseil de mai à octobre 1877.

(17) Louis XV (1710-1774), surnommé « le Bien Aimé », fut en réalité l'un des rois de France les plus impopulaires.

(18) Lamartine avait écrit et publié en 1847 une *Histoire des Girondins*. Ce nom, donné par lui, devait rester à ce groupe de députés de la Législative et de la Convention — dont quelques-uns de la Gironde — qu'on appelait de leur temps les « brissotins ». Partisans de la guerre, ils avaient ensuite tenté de sauver Louis XVI après sa fuite. Lamartine les avait présentés comme des révolutionnaires idéalistes et généreux.

(19) Le terme de « Montagne » désigne les députés qui siégeaient en haut des gradins à l'assemblée, l'extrême gauche de la Convention groupée autour de Robespierre.

(20) Le colonel comte François, dit Casimir, de La Rocque (1886-1946) était le chef de l'association d'anciens combattants appelée « Croix-de-Feu » et de ses « Volontaires nationaux », une formation paramilitaire.

et le consommateur doivent comprendre qu'il existe entre eux une solidarité d'intérêts », « le paysan et l'ouvrier sont frères ». Ajoutons la gratuité de l'éducation, la sécularisation des écoles, et on a pratiquement épuisé le programme de politique intérieure. Sur cette base se dresse l'idée radieuse du « Progrès » et l'image de la France, le flambeau à la main.

Dans le domaine de la politique extérieure, les objectifs d'Herriot sont moins précis encore si c'est concevable. « L'entente entre les trois grandes démocraties », « la paix se crée par la foi en la paix », « de la discussion naît toujours la conciliation », « nous n'avons pas besoin d'idées générales ; ce dont nous avons besoin, c'est d'étudier les faits ». Derrière ces aphorismes, le Français moyen présume qu'il y a un programme d'action ; en fait, il n'y a rien derrière, sauf la perplexité face à une situation mondiale complexe.

Il serait vain de chercher une pensée créatrice chez le dirigeant radical dont la religion est une vigilante prudence. Briand, lui, se débrouillait magnifiquement sans impératif catégorique et sans idées philosophiques de façon générale, mais la vivacité de son esprit lui procurait en cas de besoin des formules larges et élastiques à défaut d'idées créatrices. Il suffit de rappeler — et cela sonne déjà aujourd'hui comme une anecdote historique — que le 15 septembre 1929, au cours d'un déjeuner diplomatique auquel participaient des représentants de vingt-sept nations, Briand proposa de se mettre au travail pour créer les Etats-Unis d'Europe. C'est là un geste dont Herriot est incapable ! Non qu'il serait hostile à l'idée des Etats-Unis d'Europe ou, si vous voulez, du monde entier ! Belle idée ! Grande idée ! Mais beaucoup trop pour se combiner avec la politique pratique.

La diplomatie théâtrale de l'après-guerre avec ses continus tête-à-tête accélérés par l'avion, avec ses discussions à Genève vides de résultats mais débordants d'applaudissements, semble avoir été créée à dessein pour détourner l'attention des nœuds qui se resserrent de plus en plus. Herriot a accordé la plus grande importance politique à ses rencontres personnelles avec l'ancien Premier britannique MacDonald (21) : c'était ainsi qu'on pouvait créer et renouveler la « compréhension mutuelle ». Plus les interlocuteurs exaltés s'abstiennent de

(21) James Ramsay MACDONALD (1866-1937), leader du Labour Party, était devenu Premier ministre en Grande-Bretagne au moment où Herriot prenait la tête du gouvernement français. Les deux dirigeants s'étaient rencontrés pour essayer de rapprocher les « points de vue » de leur gouvernement respectif.

pousser leurs idées jusqu'à leurs conclusions, plus ils font en soupirant référence aux parlements et à l'opinion publique, et plus ils renvoient les questions à une prochaine fois, et plus ils ressentent les contraintes des trois dimensions de la politique empirique. MacDonald cherchait une consolation dans l'Ancien et le Nouveau Testament, Herriot la cherche dans la théologie séculaire de l'idéalisme.

Un observateur étranger ne peut manquer d'être stupéfait de l'exubérance excessive de ces serments d'amour pour la France que l'on entend dans les discours des politiciens français de toutes tendances. Quelle que soit leur maîtrise du langage, il leur est à chaque fois plus difficile de trouver une nouvelle expression pour une seule et même idée : rien d'étonnant que ces professions de foi patriotiques répétées fatiguent par leur monotonie. Un jour, Herriot a jugé nécessaire de dire que son amour pour la France était une émotion profonde, mais « secrète et chaste ». Le compte rendu indique « Rires à droite ». Il est en effet difficile de considérer une émotion comme secrète quand sa chasteté est proclamée à une tribune politique.

Ces harangues patriotiques, qui font peu d'honneur au goût français, en règle générale si raffiné, ne proviennent pas tant d'un légitime orgueil pour le grand rôle joué par la France dans l'histoire de l'humanité — car une telle émotion pourrait en réalité être plus retenue — que d'une inquiétude à propos de la position internationale actuelle de la France, laquelle, de toute évidence, n'est pas en proportion de ses forces réelles. Les réminiscences historiques ne servent que de source à la rhétorique patriotique : le point névralgique qu'elles dissimulent, c'est la crainte aiguë que recouvrent et ne peuvent dissimuler les appels au sang-froid et à la maîtrise de soi.

Herriot, de toute évidence, a toujours été partisan du désarmement. Mais il faut que le désarmement matériel soit précédé par le désarmement moral. En outre, une paix authentique ne peut reposer que sur la sécurité. Et la sécurité exige une armée française forte. Tant que ne sera pas réalisée une réduction rationnelle des armements, le peuple doit voir dans l'armement de la France la garantie de la paix. Quiconque refuse de le reconnaître révèle par là même ses mauvaises intentions.

Les racines impérialistes du pacifisme d'Herriot

Orateur très mesuré en règle générale, Herriot ne peut trouver de mots assez durs pour dénoncer ces mécréants qui ont des doutes sur la volonté de paix de la France et de son gouvernement. Pour notre part, nous ne doutons pas un instant de l'authenticité du pacifisme d'Herriot. Il nous faut juste ajouter que c'est un pacifisme de conquérant. Si l'on excepte les nomades guerriers, les conquérants ont toujours eu tendance au pacifisme, et ce d'autant plus que leur victoire et les sacrifices qu'elle a exigés ont été plus étendus. La formule du pacifisme repu est simple : il faut que les vaincus se résignent à leur sort et n'essaient pas d'empêcher le vainqueur de jouir des fruits de sa victoire. Napoléon (22) voulait qu'on le laisse en paix. S'il a été obligé de repartir en guerre, c'est seulement parce que ceux qu'il avait écrasés refusaient de s'incliner avec résignation devant la tyrannie du conquérant. Si le Petit caporal (23) avait eu moins de mépris pour l'idéologie (24), il n'aurait pas eu beaucoup de difficultés à mettre son désir de paix sous l'égide de Platon.

A la conférence du désarmement (25) — en quel siècle était-ce ? — Herriot a solennellement proclamé : « Nous sommes venus ici pour proclamer notre aversion pour tout impérialisme, franc ou caché. » Ces paroles sonneraient de façon bien plus convaincante si l'orateur avait pris la peine d'expliquer ce qu'il entend par « impérialisme ». Nous n'allons pas nous engager ici dans des définitions théoriques, mais nous nous bornerons à rappeler les traits les moins discutables de l'impérialisme : maintenir de force des pays arriérés dans un statut de *colonies* exploitées en constitue en somme, bien que ce ne soit pas la seule — il s'en faut —, la forme la plus évidente. A notre connaissance, Herriot n'a jamais entrepris de renoncer aux

(22) NAPOLÉON I^{er} (1769-1821), l'ancien général Bonaparte, Premier consul en 1799, empereur des Français en 1804, avait effectivement conquis toute l'Europe par étapes, défaisant les « coalitions » successives et agrandissant son empire.

(23) « Le Petit caporal » était le surnom donné à Napoléon I^{er} par ses soldats.

(24) Napoléon I^{er} professait un grand mépris pour ceux qu'il appelait « les idéologues » — pas seulement le courant philosophique qui portait ce nom à cette époque, mais les penseurs et philosophes en général, forcément critiques à l'égard de son régime.

(25) La conférence du désarmement, organisée sous l'égide de la S.D.N., avait échoué définitivement en 1933 après une longue agonie.

possessions coloniales de la France. L'opposition de la France, appuyée par la force, à l'unification d'une nation dans le cadre des frontières d'un Etat national (les questions de l'Anschluss (26) et du corridor polonais (27)), le renforcement de sa propre hégémonie par son soutien militaire et financier à des gouvernements ouvertement antipopulaires dans d'autres pays (Pologne, Roumanie, Serbie) — si tout cela n'est pas de l'impérialisme, alors c'est que l'impérialisme n'existe pas dans ce monde.

Les conquêtes territoriales et la violence cessent pour Herriot d'être conquêtes et violence du moment qu'elles sont sanctionnées par le passé ou, mieux, par des traités internationaux. Les préceptes moraux et philosophiques ne sont pas décisifs ; les intérêts patriotiques le sont. L'impérialisme, c'est donc tout ce qui est contraire aux intérêts de la France. On ne trouvera d'impérialisme qu'en dehors de ses frontières.

Moins Herriot penche pour des concessions pratiques à l'ennemi battu, et plus il devient généreux dans le domaine des réparations philosophiques. C'est ainsi qu'au cours de la même conférence il a cité Emmanuel Kant (28) comme ayant prévu dans son projet d'univers éternel... la Société des Nations. On serait vraiment désolé pour le sage de Königsberg s'il n'avait rien prévu de mieux. Mais ce recours à Kant est très significatif : comme d'habitude, la question est transférée du domaine de la réalité à celui du transcendantal, et, de surcroît, une référence à un classique allemand pourrait inciter les Allemands à désirer la paix. Malheureusement il reste à expliquer la question de savoir si Kant, dans son système d'un univers éternel, avait également prévu le traité de Versailles.

La citation philosophique s'est pourtant révélée dénuée de valeur. Hitler s'est retranché dans les ruines de la démocratie de Weimar. Le programme d'armement allemand est entré sous la forme d'une terrible réalité dans le régime artificiel de l'Europe de Versailles. La diplomatie britannique a relevé la tête, se sentant à nouveau dans son rôle favori d'arbitre. Mussolini, utilisant le réarmement allemand comme une massue, a adressé un ulti-

(26) L'Anschluss désignait dans le vocabulaire diplomatique le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, formellement proscrit par le traité de Versailles.

(27) Le « corridor polonais » était l'une des créations du traité de Versailles, une bande de territoire polonais qui séparait le gros de l'Allemagne de la Prusse orientale et débouchait sur la Baltique sur la « ville libre » de Dantzig.

(28) Emmanuel KANT (1724-1804), philosophe allemand originaire de Königsberg, était le chef de l'école de l'idéalisme critique.

matum à la France : avoir les mains libres en Afrique, comme gage d'amitié. Laval était d'accord pour faire cette concession, avant toutefois que le conflit italo-éthiopien, réussissant à mettre fin à l'indépendance de l'Éthiopie ou au contraire à arracher ses crocs au fascisme italien, ait porté à la situation internationale de la France un coup cruel. Son hégémonie sur le continent a été immédiatement mise en question. Le galop de la France entre l'Italie et l'Angleterre a mis à nu la dépendance internationale de l'impérialisme français, avec l'excessive étroitesse de sa base démographique et économique. La crise de la position internationale de la France complique sa crise interne déjà très profonde, coupant l'herbe sous les pieds du « pacifisme » impérialiste d'Herriot. Mais Moscou ne pourrait-il pas constituer un soutien plus ferme ?

Les attitudes d'Herriot à l'égard de l'U. R. S. S.

Quand les bolcheviks eurent repoussé toutes les tentatives d'intervention et vaincu leurs ennemis de l'intérieur, l'intérêt d'Herriot pour les soviets se teinta de ses souvenirs de la Terreur jacobine. Pendant sa visite à la république soviétique en 1922, Herriot parla avec les bolcheviks, non en partisan de leurs idées, bien sûr, mais presque en sympathisant, en héritier de la Montagne capable de les « comprendre ». Il s'intéressa aux mesures économiques et culturelles de la révolution, mais surtout aux succès de l'Armée rouge. Il restait encore à cette époque plus d'une année difficile au calendrier soviétique, mais la guerre civile avait pris fin et le pays commençait à se remettre des coups reçus. L'armée, dont les effectifs avaient déjà été bien réduits, s'était nettoyée et pomponnée et semblait après tout assez présentable, au moins à Moscou, pour pouvoir être montrée à un hôte étranger. Je me souviens qu'Herriot visita des écoles militaires et des casernes. Il n'y a pas de politique sans ruse, aussi des ordres avaient-ils été donnés d'avance pour que, pendant la visite d'Herriot au commissariat à la guerre (29), le régiment de service marche en chantant sous les fenêtres du bureau où devait avoir lieu la réception. Je dois dire que le régiment, qui était alors sous le contrôle particulier du comman-

(29) C'était Trotsky qui était à cette époque commissaire du peuple à la guerre.

dant en chef d'alors, S.S. Kamenev (30), grand amateur de chants militaires, était considéré comme unité modèle. Nous ne nous étions pas trompés dans notre évaluation des « réactions nationales » du politicien démocrate. Lorsque les vitres des fenêtres tremblèrent au moment où éclata le chant des soldats, Herriot souleva son corps pesant de son fauteuil et manifesta tout de suite qu'il en connaissait non seulement la mélodie, mais les paroles.

Au cours des années suivantes, les rapports d'Herriot avec les soviets empirèrent peu à peu. Pendant ses années de collaboration avec Poincaré, il condamnait sévèrement ce régime qui refusa si longtemps de renoncer aux méthodes de la dictature. Pourtant, à mesure que le nationalisme militant se développait en Allemagne, Herriot se montra de nouveau enclin à de meilleures dispositions à l'égard de l'Union soviétique. « En tant que démocrate et arrière-petit-fils de la révolution qui dut parfois tremper ses mains dans le sang, je refuse de jeter l'anathème et de critiquer la Russie qui travaille aujourd'hui à créer un régime nouveau. » Il fallait savoir, soit dit en passant, que lui, Herriot, était aussi éloigné du communisme à ce jour qu'il l'avait été autrefois du tsarisme, mais il ne doutait pas que le régime bolchevique engendrerait au bout du compte des petits propriétaires paysans. Et la France pourrait compter sur le soutien de leur armée. Telle est en fin de compte la tâche à laquelle on peut réduire l'histoire mondiale.

Herriot est devenu ainsi un apôtre prudent, mais obstiné, de l'alliance militaire avec l'Union soviétique. Il faut dire nettement qu'il le fit sans enthousiasme, plutôt sous la contrainte d'une amère nécessité. La grande bourgeoisie autorisa finalement un traité franco-soviétique (31) dans un cadre qui le rendait tolérable pour Londres et ne serait pas non plus en contradiction avec l'alliance italienne. L'avenir démontrera ce que cela signifie dans les faits. Ce n'est en tout cas pas sans hypocrisie que le maire de Lyon arbore le titre d' « ami de l'U.R.S.S. ». Il est certain que la collectivisation des campagnes a porté de toute évidence un coup à ses espoirs conservateurs d'une paysannerie forte ; mais la diplomatie soviétique était en revanche devenue plus sage, plus prudente et plus solide. Et, dans le sillage de la diplomatie soviétique, le parti communiste

(30) Sergei S. KAMENEV (1881-1936), colonel de l'armée tsariste rallié aux bolcheviks au début de la guerre civile, avait été chef d'état-major de l'Armée rouge.

(31) Trotsky fait ici allusion au traité conclu le 15 avril 1935.

français également. Au dernier congrès radical, Herriot a parlé avec chaleur de son ami Litvinov (« Oui, mon ami Litvinov »). Mais cela ne l'empêche pas de rester dans le ministère de Laval (32) lequel, avec beaucoup plus d'assurance et de meilleures raisons, parle de « son ami Mussolini ». Il n'est pas exclu qu'Herriot succède à Laval et reprenne à son compte l'amitié avec Mussolini. Mais pour combien de temps ?

Ce n'est pas ici le lieu de s'engager dans des spéculations politiques, d'autant que la question du destin personnel d'Herriot est inséparable de celle de l'avenir de la France et de l'Europe dans son ensemble. On peut cependant affirmer avec assurance que les extrêmes politiques vont continuer à englober le centre également à l'avenir. Les radicaux n'ont pu assurer l'équilibre de la balance parlementaire que tant que le pays a conservé un certain équilibre social. Ce temps heureux est passé sans recours. La victoire d'Herriot aux élections de mai 1932 n'a servi qu'à révéler la totale incapacité de son parti face aux catastrophes imminentes à l'intérieur et à l'extérieur. La succession des dirigeants radicaux n'a fait que révéler de façon toujours plus claire la pathétique impuissance de toutes les tendances de leur parti. Le 6 février 1934, Daladier, l'extrême « gauche » des radicaux, a capitulé sans gloire devant la manifestation de rue des fascistes et des royalistes (33). C'est que, voyez-vous, il ne voulait pas la guerre civile. En réalité, il lui a ouvert les portes toutes grandes. Le langage des faits est indiscutable. A un rythme plus lent que les autres pays européens, la France est en train d'avancer vers de grandes convulsions. Le radicalisme en sera la première victime. Quel que soit l'aspect que revêtira la période qui vient, elle ne sera pas celle du juste milieu.

(32) C'est au mois de juin 1935 qu'Herriot était devenu ministre sans portefeuille dans le gouvernement de Pierre Laval.

(33) Investi, dans la soirée du 6 février 1934 peu après 20 heures, par 343 voix contre 237, Edouard DALADIER (1884-1970), ancien ministre et président du conseil, avait néanmoins présenté sa démission le lendemain à 12 h 45.

LA JEUNESSE SOCIALISTE
A LA CROISÉE DES CHEMINS (1)
(7 novembre 1935)

Il faut saluer chaleureusement la parution de cette brochure. Le secrétaire de l'Entente des Jeunesses de la Seine, militant du parti socialiste, le camarade Zeller, a fait avec de larges couches de la jeunesse un chemin important au plus haut point : *il est passé du centrisme au marxisme*. Il n'est pas nécessaire de décrire cet itinéraire dans la préface : le lecteur se reportera au texte de la brochure elle-même (2). Il ferait du reste mieux de se reporter d'abord à la présentation de Zeller, qui apporte un important matériel factuel et politique, puis de revenir ensuite à la préface dont l'objectif est de tirer les conclusions les plus urgentes.

L'exclusion des dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine et des responsables du groupe *La Vérité* (bolcheviks-léninistes) est un fait d'une énorme importance. Dans tous les pays d'Europe, un regroupement politique est en train de s'effectuer face au danger de guerre menaçant. Une délimitation a commencé sur cette ligne dans les rangs du prolétariat. De même que les chefs les plus à gauche de la bourgeoisie rejettent le parlementarisme démocratique dès qu'il s'agit pour eux de défendre leur propriété, de même les opportunistes foulent aux pieds la démocratie intérieure du parti dès que leur social-patriotisme se trouve menacé de la part des internationalistes révolutionnaires. C'est là le nœud de la question. Que les sommets du parti

(1) T 3721. Ce texte a déjà été publié dans *Le Mouvement communiste en France* (p. 528-534) dans une version retraduite de l'américain. Nous le publions ici, avec l'autorisation des Editions de Minuit, dans sa version originale, légèrement retouchée ici ou là : il avait été dicté en français à Fred Zeller. Les sous-titres et le titre reproduits ici sont ceux de *Révolution*, du 15 novembre 1937, qui le publia pour la première fois.

(2) Le long article que Trotsky avait demandé à Fred Zeller (cf. p. 69) était en train de devenir une brochure qui allait paraître sous le titre « La Voie des socialistes révolutionnaires ».

aient violé tous les « statuts » et toutes les « règles » de la démocratie, c'est démontré de façon irréfutable par Marceau Pivert, lequel continue à croire lui-même aux « statuts », tout comme quelques « républicains » naïfs croient encore au caractère immuable de la démocratie bourgeoise.

Staline a mis Blum sur la selle de la défense nationale

Les social-patriotes traditionnels (Léon Blum, Lebas, Zyromski (3), etc.), après l'expérience de la grande guerre « pour la démocratie », se sont trouvés dans une situation extrêmement difficile. Ils craignaient la critique défaitiste des communistes et la méfiance des masses. D'où leurs efforts pour éluder la question de la défense nationale pour ajourner la réponse à plus tard, quand la guerre éclatera, prenant les masses à l'improviste : il leur sera alors beaucoup plus facile, sous le couvert de la censure militaire, d'enchaîner le parti et le prolétariat au char de la défense nationale. Et tout à coup — oh, bonheur — la diplomatie soviétique en arrive définitivement à la conclusion que la bureaucratie réformiste, la main dans la main avec les bourgeois radicaux, est un allié infiniment plus utile et plus sûr que le prolétariat révolutionnaire. L'ordre arrive de Moscou : s'aligner sur les social-patriotes et, avec eux, sur les radicaux, le parti de gauche de l'impérialisme français. Agréable surprise ! Staline, des deux mains, met Blum sur la selle de la défense nationale. Il le fait certes avec tant d'énergie que Blum prend peur, pour ainsi dire, de tomber de l'autre côté du cheval. D'où ses articles de reproche : « Il ne faut pas opérer si brutalement, il faut agir avec plus de prudence ; on ne doit pas effrayer les gens de la gauche... » Le 7^e congrès de l'Internationale communiste a entendu les remontrances de Blum et introduit dans ses résolutions le plus de brouillard possible.

Que désirer de plus ? Le « front unique » avait glissé, presque sans bruit, dans l'union nationale. Et voici que tout à

(3) Sur Léon Blum, cf. n. 12, p. 29. Jean Baptiste LEBAS (1878-1944), maire socialiste de Roubaix, n' « excluait pas », comme Blum, une « guerre de défense nationale ». Jean ZYROMSKI (1890-1975), ancien dirigeant de la fédération S.F.I.O. de la Seine et animateur de la Bataille socialiste, était devenu, depuis le mois de mai, un partisan des thèses stalinienne sur la « guerre antifasciste » et rejoignait la thèse de la « défense nationale ».

coup retentit à gauche une voix rude, menaçante même, de protestation, non seulement de la part des bolcheviks-léninistes (ce « corps étranger »), mais aussi de la part de la majorité de la jeunesse de la Seine. Discuter avec elle sur le fond ? Hélas, ce n'est pas facile. Où trouver des arguments pour défendre la nouvelle trahison patriotique ? Qu'opposer à l'internationalisme révolutionnaire ? Zyromski a essayé de placer au premier plan la nécessité de défendre l'U.R.S.S. Déjà, voyez-vous, Guesde (4) avait enseigné qu'il fallait défendre la révolution russe. Mais cet argument, non seulement les jeunesses, mais les pionniers (5) eux-mêmes commencent à en rire. Nous savons comment Guesde a défendu la démocratie française : en devenant ministre du gouvernement impérialiste au moment de la guerre. Ce sont les mêmes méthodes, quant au fond sinon à la forme, que les Zyromski ont en vue quand ils parlent de défendre l'U.R.S.S. A cela, la jeunesse révolutionnaire et avec elle les bolcheviks-léninistes répondent : « Nous défendrons l'U.R.S.S. comme nous nous défendrons nous-mêmes, c'est-à-dire par la lutte révolutionnaire implacable contre notre propre bourgeoisie. »

Les arguments des plus gauches, des plus extrêmes des phalanges des social-patriotes n'ont obtenu aucun résultat — la jeunesse est pour Karl Liebknecht (6), pas pour Zyromski — que restait-il donc à faire ? Etouffer, exclure, écraser ! Si on laisse de côté le clinquant des phrases, *l'exclusion des internationalistes révolutionnaires représente un acte de police patriotique dans le but de préparer l'union nationale en cas de guerre.*

Les gens naïfs nous objectent : « Il y a là quelque malentendu. Chochoy, le secrétaire des J.S., lui aussi est un interna-

(4) Jules BAZILE, dit Jules GUESDE (1845-1922), ancien Communeur, avait introduit en France les idées marxistes, fondé et dirigé jusqu'à l'unification socialiste le parti ouvrier français (P.O.F.). En 1914, il s'était rallié à l'union sacrée et était devenu ministre d'Etat.

(5) En U.R.S.S., l'organisation communiste des jeunes entre neuf et quatorze ans portait le nom de « pionniers ».

(6) Karl LIEBKNECHT (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, avait animé avant la guerre la solidarité avec les émigrés russes, les jeunesses socialistes et le travail antimilitariste. Opposé à la guerre en 1914, il avait constitué avec Rosa Luxemburg le noyau du groupe Spartakus et animé la résistance internationaliste dans le parti. Dès décembre 1914, il avait voté contre les crédits de guerre au Reichstag. Le 1^{er} mai 1916, il avait, seul, distribué sur la place de Potsdam, des tracts contre la guerre et avait été condamné aux travaux forcés. Son courage avait fait de lui un symbole mondial de la lutte socialiste contre la guerre. Il avait été l'un des fondateurs du parti communiste allemand, et avait été assassiné par les Corps-Francis au service du gouvernement social-démocrate Ebert-Noske en janvier 1919.

tionaliste, il est "aussi" contre la défense nationale et pourtant il a été pour l'exclusion de Fred Zeller et de ses camarades. Evidemment, c'est la faute à... Zeller. » En fait, les « internationalistes » du genre de Chochoy n'existent précisément que pour induire en erreur des gens confiants. L'« internationaliste » qui place son amitié avec les social-patriotes au-dessus des obligations de l'action révolutionnaire n'est en fait que le maillon de gauche de la chaîne impérialiste. A certains moments, le capital financier a besoin de Daladier, de Henderson et même de Lansbury (7) pour dissimuler ses intentions et apaiser les masses. Quand la situation change, le capital financier chasse Daladier, le remplaçant par Doumergue (8) ou par Laval. De même la bureaucratie social-patriote, pour certaines opérations et dans certaines périodes, a besoin d'un Chochoy, mais, à l'étape suivante, s'il essaie d'ouvrir la bouche, elle le remplace ou l'exclut. Qui n'a pas compris ce mécanisme ingénieux, celui-là — même s'il a une barbe blanche — reste en politique un petit chat aveugle.

Il faut lutter contre les idées et non contre les chefs ?

Les centristes de la prétendue « gauche révolutionnaire » déclarent doctement : « Mais, nous aussi, nous menons la lutte contre les *idées* du social-patriotisme et, pourtant, on ne nous exclut pas ! » L'erreur consiste en ce que les bolcheviks-léninistes, et Fred Zeller avec ses camarades, ne se sont pas bornés à la lutte d'idées, mais qu'ils s'en sont pris à des personnalités, se permettant des attaques contre les « chefs vénérés » du parti. Cet argument n'est pas nouveau, mais il mérite quelque

(7) Edouard Daladier, ancien ministre et président du conseil, était en France le chef de file des « radicaux de gauche » dans la fameuse « guerre entre les deux Edouard ». Arthur HENDERSON (1863-1935) était l'homme qui avait en 1918 réorganisé le Labour Party, et le porte-parole de son aile droite. George LANSBURY (1858-1940), pacifiste chrétien, ancien communiste, était le chef de file de la gauche pacifiste de ce même parti et avait été longtemps son « leader » à la chambre des Communes.

(8) Edouard Daladier, au lendemain de l'émeute des ligues du 6 février 1934, après avoir démissionné sous la pression des chefs de l'armée, avait été remplacé par Gaston DOUMERGUE (1863-1937), ancien président de la République, lequel avait cédé ensuite sa place à Pierre-Etienne Flandin, remplacé lui-même par Pierre Laval après un bref intermède Fernand Bouisson.

attention. Tandis que les social-patriotes, par leur répression d'appareil, préparent et facilitent la répression policière future contre les défaitistes, les raisonneurs centristes, qu'ils le veuillent ou non, donnent à la bureaucratie des arguments pour justifier les exclusions. Notons-le bien !

« Il faut lutter contre les *idées*, mais pas contre les *chefs* ! » Or c'était là l'argument classique des mencheviks de gauche contre Lénine pendant la guerre. Les Allemands disent à ce propos : « On ne peut laver la pelisse sans mouiller le poil. » Les idées ne sont pas suspendues en l'air, elles sont portées par des gens bien vivants qui se rassemblent dans des organisations et mettent en avant leurs chefs. Comment peut-on lutter contre les idées bourgeoises sans lutter contre les chefs qui défendent ces idées à l'intérieur du prolétariat et se préparent à l'immoler de nouveau sur l'autel du patriotisme ? Celui qui ne veut pas, comme le font Chochoy et ses semblables, se contenter de jouer de la flûte de l'internationalisme le dimanche, dans sa chambre, pour consoler son cœur, celui qui considère sérieusement et honnêtement le mot d'ordre de Marx-Engels « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! », celui-là est obligé de dire ouvertement et courageusement aux ouvriers français : « *Léon Blum, Marcel Cachin, Léon Jouhaux, Monmousseau* (9) *et consorts vous mènent sur une voie fatale !* » Que Marceau Pivert explique à la jeunesse qu'un socialiste a le droit — du point de vue des statuts et des principes de la démocratie intérieure — de dire à son parti la vérité, c'est-à-dire que ses « chefs vénérés » préparent une nouvelle trahison. Quant à nous, nous pensons que le devoir de l'internationalisme révolutionnaire se place au-dessus des obligations vis-à-vis de la bureaucratie du parti et de sa « discipline ».

Léon Blum, Zyromski, etc., ne se sont nullement contentés de lutter contre les idées de Marx et de Lénine, mais ont déclen-

(9) Marcel CACHIN (1869-1958), député, guesdiste d'origine, avait été social-patriote pendant la première guerre mondiale. Centriste à la fin de la guerre, directeur de *L'Humanité*, il s'était prononcé pour l'adhésion à l'I.C. Il développait de nouveau, toujours dans *L'Humanité*, ses vieilles thèses social-patriotes, avec des arguments nouveaux. Léon JOUHAUX (1879-1954) d'abord syndicaliste révolutionnaire, secrétaire général de la C.G.T. en 1909, s'était rallié à l'union sacrée en 1914 et Trotsky le prenait pour l'un des principaux partisans de la scission syndicale de 1921. Gaston MONMOUSSEAU (1883-1960), également syndicaliste révolutionnaire, dirigeant de la fédération des cheminots, avait rejoint le P.C. dont il était un des dirigeants, de même que de la C.G.T.U. Tous ces hommes se retrouvaient désormais sur le terrain de la « guerre contre le fascisme », nouvelle version de la « guerre de défense nationale ».

ché une campagne enragée contre les jeunes dirigeants qui défendent ces idées, et ils les ont exclus. Telle est la logique inéluctable de la lutte. Mais cela, les centristes ne veulent pas le comprendre. Les mencheviks de gauche s'élevaient contre les méthodes « sectaires » de Lénine uniquement parce que, internationalistes en paroles, ils se sentaient liés de façon indissoluble aux chefs social-patriotes de la II^e Internationale. De même, les raisonneurs de la « gauche révolutionnaire » observent l'exclusion des internationalistes, balancent entre les deux, mais finissent invariablement par se délimiter des exclus. Pourquoi ? Parce que ceux qui excluent sont politiquement plus proches d'eux.

Unité, unité chérie !

Avec ces méthodes « sectaires » (c'est-à-dire les méthodes de Marx et de Lénine), enseignent-ils, nous ne parviendrons jamais à l'unité organique. Cependant « les masses aspirent à l'unité », et nous ne devons pas « nous couper des masses ». Nous voici devant toute l'argumentation des malheureux chefs du S.A.P., lesquels, soit dit en passant, n'ont jamais eu de masses derrière eux, n'en ont pas actuellement, et n'en auront jamais. Nous répondrons que les masses ont souvent une aspiration *instinctive* à l'unité ; mais l'*avant-garde* du prolétariat aspire *consciemment* à l'unité *sur une base révolutionnaire*. Laquelle de ces deux tendances les marxistes révolutionnaires doivent-ils soutenir ? En Angleterre, par exemple, l'unité organique de la classe ouvrière existe depuis longtemps. Mais elle signifie en même temps son unité politique avec la bourgeoisie impérialiste. Le traître MacDonald siège dans le gouvernement conservateur de Baldwin ; le patriote pacifiste Henderson, jusqu'à la fin de ses jours, a représenté le gouvernement conservateur à la Société des Nations ; le major Attlee (10), le nouveau chef du Labour Party, est pour les sanctions impérialistes décidées par la S.D.N. sous la dictée de la Bourse de Londres. L'« unité organique » est dans ces conditions un complot de la bureaucratie ouvrière contre les intérêts fondamentaux du prolétariat. En est-il tant soit peu autrement en Belgique ? Pen-

(10) Clement Richard ATTLEE (1883-1967) venait de remplacer George Lansbury à la tête du groupe parlementaire du Labour Party aux Communes, et se situait clairement sur la ligne d'une éventuelle « guerre antifasciste ».

nant les journées de Brest et de Toulon (11), les quatre appareils bureaucratiques (parti socialiste, parti communiste, C.G.T. et C.G.T.U.) ont été parfaitement « unis » pour étouffer l'émeute et pour la calomnier en échange des sourires amicaux des radicaux. Le Front unique en France, dès le début même, s'est transformé en instrument de collaboration avec la bourgeoisie. La fusion organique des deux partis, si elle se réalisait, ne signifierait, *dans les conditions actuelles*, que la préparation de l'union nationale. Jouhaux et Monmousseau ont déjà réalisé l'unité syndicale en garantissant les intérêts de leurs appareils, mais en interdisant les fractions, c'est-à-dire en prenant d'avance des mesures pour étouffer le socialisme révolutionnaire. Quand les centristes, à la suite des droitiers, commencent à trop déclamer sur l'unité, le marxiste doit être sur ses gardes. L'unité *de qui avec qui ? Pour quoi ? Contre qui ?* Sans définition claire des buts et des tâches, le mot d'ordre de l'unité peut devenir le pire des pièges. Les marxistes sont pour l'unité des véritables révolutionnaires, pour le rassemblement des internationalistes militants, qui seuls sont capables de mener le prolétariat sur la voie de la révolution socialiste.

Ce n'est pas du sectarisme. Les marxistes savent mieux que d'autres trouver la voie des masses et ceux qui ne le savent pas encore l'apprendront demain. C'est précisément dans ce domaine que l'école de Lénine est une grande école. Si les social-patriotes arrivent à un accord organique entre eux — et ce n'est pas si simple —, alors les révolutionnaires, aussi bien hors du parti unique qu'à l'intérieur, mèneront une lutte implacable pour affranchir les ouvriers des *idées* et des *chefs* du réformisme, du stalinisme, du social-patriotisme, c'est-à-dire contre la II^e et la III^e Internationale qui sont devenues *des agences de la Société des Nations*. Lutter pour une politique indépendante du prolétariat, pour le rassemblement de son avant-garde sur un programme marxiste, pour la liaison internationale des ouvriers contre l'impérialisme, c'est cela, la lutte pour la IV^e Internationale.

(11) Au début d'août 1935, à la suite des réductions de leurs salaires par les décrets-lois Laval, les ouvriers des arsenaux des ports de Brest et Toulon avaient manifesté et leur manifestation avait tourné à l'émeute. Les partis socialiste et communiste avaient vu dans l'explosion de violence ouvrière une provocation contre le Front populaire et Trotsky avait salué en elle l'annonce de la prochaine montée révolutionnaire de la classe ouvrière française (cf. *Œuvres*, 6, p. 118-121).

Jeunesse, suprême espoir...

Dans le flux et le reflux de notre époque, dans les grandes défaites et les grandes déceptions, dans la montée de la bureaucratie soviétique, la vieille génération des deux Internationales, dans sa majorité, s'est épuisée et, ravagée, gît prostrée. L'édification de la nouvelle Internationale repose en grande partie sur la jeune génération. Les obstacles sont grands, les tâches grandioses. Mais c'est précisément dans la lutte contre de grands obstacles que se fondent et se soudent des cadres de combat. La fédération de la Seine des Jeunesses et, derrière elle, également la province peuvent et doivent prendre dans ce travail une place d'honneur. Plus de confiance en soi, en ses forces et en l'avenir ! Que les philistins ricanent à propos du manque de tact, de la rudesse et des exagérations de la jeunesse ! Les cadres d'un parti révolutionnaire n'ont encore jamais été éduqués dans une école de bonnes manières, ni dans des chancelleries diplomatiques. Non seulement la révolution « manque de tact », mais elle est impitoyable quand il le faut. C'est pourquoi MM. les bourgeois haïssent tant le léninisme : avec le stalinisme, ils ne s'entendent pas mal.

Les social-patriotes traduisent la peur de la bourgeoisie dans le langage des sanctions, en excluant du parti les jeunes bolcheviks, et les philistins centristes maudissent à ce propos... la IV^e Internationale. Il ne faut pas s'en étonner. Tous ces processus se produisent dans la mince couche de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière. Il faut regarder plus profondément dans les masses, qui souffrent dans les chaînes de la crise, haïssent leurs esclavagistes, veulent lutter et sont capables de lutter et, à Toulon et à Brest, ont déjà fait leur première apparition. A ces masses, il faut non des litanies creuses sur l'unité, ni le « tact » factice des salons, mais des mots d'ordre clairs et une direction courageuse. Souhaitons donc que la brochure de Zeller serve la cause de l'éducation des jeunes cadres de la nouvelle Internationale.

POURQUOI STALINE A VAINCU L'OPPOSITION (1) (12 novembre 1935)

Les questions posées dans la lettre du camarade Zeller (2) n'ont pas seulement un intérêt historique : ce sont aussi des questions d'actualité. On a souvent à les affronter dans les textes politiques et les discussions individuelles, et en outre sous les formes les plus diverses, le plus souvent personnelles : « Comment Staline s'est-il emparé de l'appareil ? En quoi consiste la force de Staline ? » La question des lois internes de la révolution et de la contre-révolution n'est bien souvent posée que sur le plan des individus, comme s'il s'agissait d'une partie d'échecs ou de compétitions sportives et non de conflits profonds et de changements sociaux. A cet égard, bien des pseudo-marxistes ne se distinguent nullement des démocrates qui appliquent aux grands mouvements populaires les critères de couloirs parlementaires.

Quiconque connaît un peu l'histoire sait que chaque révolution a appelé à sa suite une contre-révolution, laquelle, il est vrai, n'a jamais ramené tout à fait la société à son point de départ dans le domaine *économique*, mais a confisqué au peuple une partie importante de ses conquêtes *politiques* et, parfois, s'est même taillé la part du lion dans ce domaine. En règle générale, les premières victimes de la vague de réaction sont les révolutionnaires qui se sont trouvés à la tête des masses

(1) T 3725, 3726. *Biulleten Oppositsii*, n° 46, décembre 1935. Malgré l'insistance de Trotsky qui destinait ce texte avant tout à ses camarades français, il ne devait paraître en France que des mois plus tard, dans *La Lutte ouvrière* du 23 août 1936. Il est ici traduit du russe.

(2) Fred Zeller, hôte de Trotsky, lui avait posé la question des causes de la défaite de l'Opposition russe que se posaient alors tous les jeunes révolutionnaires attirés par le trotskysme. Trotsky voulait faire de sa réponse un élément essentiel de l'éducation politique des jeunes militants.

pendant la première période, offensive, « héroïque », de la révolution. Cette simple observation historique générale doit déjà suggérer qu'il ne peut être question ici de l'habileté, de la ruse et de l'intelligence de deux individus ou plus, mais de causes infiniment plus profondes.

Contrairement aux fatalistes superficiels (du genre de Léon Blum, Paul Faure (3) et autres), les marxistes ne nient absolument pas le rôle de l'individu, de ses initiatives et de son courage dans la lutte sociale. Mais, contrairement aux idéalistes, les marxistes savent qu'en dernière analyse, c'est l'existence qui détermine la conscience. Le rôle de la direction est très important dans la révolution. Sans direction juste, le prolétariat ne peut vaincre. Mais même la meilleure des directions révolutionnaires est incapable de provoquer la révolution si les conditions objectives n'en sont pas réunies. La principale qualité de la direction du prolétariat est de savoir distinguer le moment où il est possible d'avancer et celui où il faut reculer. C'est cette faculté qui faisait la grande force de Lénine (4).

Le succès ou l'échec de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie dépendait certainement, à un degré ou un autre, de la qualité de la direction de chacun des deux camps. Mais, avant de parler de ces qualités, il faut comprendre clairement le caractère de ces deux camps eux-mêmes, parce que celui qui serait pour l'un d'eux le meilleur dirigeant pourrait se révéler parfaitement incapable à la tête de l'autre et *vice versa*. La question si fréquente (et si naïve) : « Pourquoi Trotsky n'a-t-il pas en temps opportun utilisé contre Staline l'appareil militaire (5) », témoigne clairement de la mauvaise volonté et — ou — de l'incapacité de réfléchir aux causes his-

(3) Paul FAURE (1878-1960), militant du P.O.F., avait été l'un des animateurs de l'opposition pacifiste « longuettiste » pendant la guerre, secrétaire général de la S.F.I.O. après le congrès de Tours et patron de son appareil.

(4) Les staliniens font exactement le contraire : quand il y avait reprise économique et un relatif équilibre politique, ils appelaient à la « conquête de la rue », aux « barricades », aux « soviets partout » (la « troisième période »), et maintenant que la France traverse une profonde crise sociale et politique, ils se jettent dans les bras des radicaux, c'est-à-dire d'un parti bourgeois complètement pourri. On a dit il y a déjà longtemps que ces messieurs avaient l'habitude de chanter des psaumes funèbres aux mariages et des hymnes à la joie aux enterrements (note de L. Trotsky).

(5) Rappelons que Trotsky fut commissaire du peuple à la guerre, donc chef de l'Armée rouge jusqu'au 15 janvier 1925. Certains historiens tentent d'expliquer ce qu'ils appellent « la lutte pour la succession de Lénine » en utilisant ce fait pour dépeindre Trotsky comme un « candidat Bonaparte ».

toriques générales de la victoire de la bureaucratie soviétique sur l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. J'ai décrit déjà à plusieurs reprises ces causes dans mes travaux, et d'abord dans mon autobiographie (6). Je vais essayer d'en résumer les conclusions les plus importantes en quelques lignes.

Ce n'est pas la bureaucratie actuelle qui a conduit à la victoire la révolution d'Octobre, mais les masses ouvrières et paysannes sous la direction des bolcheviks. La bureaucratie n'a commencé à se développer qu'après la victoire définitive, renforçant ses rangs, non seulement avec des ouvriers révolutionnaires, mais aussi des représentants d'autres classes (anciens fonctionnaires, officiers et intellectuels bourgeois, tsaristes, etc.). Si l'on prend la génération la plus ancienne de l'actuelle bureaucratie, on constate que la grande majorité de ceux qui la composent se trouvaient, au moment de la révolution d'Octobre dans le camp de la bourgeoisie (prenons, par exemple, parmi les ambassadeurs, Potemkine, Maisky, Troianovsky, Souritz, Khintchouk, etc. (7)). Ceux des bureaucrates actuels qui se trouvaient pendant la révolution d'Octobre dans le camp des bolcheviks n'y ont, pour la plupart d'entre eux, joué aucun rôle important, ni dans la préparation et la réalisation de l'insurrection, ni au cours des premières années qui ont suivi. Ceci concerne avant tout Staline lui-même. Quant aux jeunes bureaucrates, ils ont été choisis et éduqués par les vieux, le plus souvent parmi leurs propres enfants, et Staline est devenu le « chef » de cette nouvelle couche contre-révolutionnaire.

L'histoire du mouvement syndical, dans tous les pays, n'est pas seulement celle des grèves et des mouvements de masse en général, mais aussi celle de la formation de la bureaucratie syndicale. On sait suffisamment quelle énorme puissance réactionnaire représente cette bureaucratie syndicale, et avec quel instinct infallible elle sélectionne, éduque ses chefs « géniaux »,

(6) *Ma Vie*, dont la première édition française, en trois volumes, avait paru en 1930 aux éditions Rieder.

(7) Trotsky cite fréquemment ces hommes dont l'itinéraire était effectivement significatif. Vladimir M. POTECHKINE (1878-1946) avait adhéré au parti bolchevique en 1919 ; Ivan LIAKOVETSKY, dit MAISKY (1884-1975) avait été exclu du parti menchevique... pour avoir été ministre d'un gouvernement blanc et n'avait adhéré au parti bolchevique qu'à la fin de la guerre civile ; Alexandre A. TROIANOVSKY (1882-1955), ancien bolchevik, devenu social-patriote en 1914, avait dénoncé les bolcheviks comme des « agents de l'Allemagne » ; Lev M. KHINTCHOUK (1868-1944) était membre du C.C. du parti menchevique en 1917 et n'avait adhéré qu'en 1920 au parti bolchevique. Iakov SOURITZ (1881-1952) était également un ex-menchevik qui avait rejoint les bolcheviks après leur victoire.

Gompers, Legien, Green, Leipart, Jouhaux, Citrine et consorts (8). Si Jouhaux a jusqu'à maintenant réussi à maintenir ses positions face aux attaques de la gauche, ce n'est pas qu'il soit un grand stratège (bien qu'il soit certainement supérieur à ses collègues bureaucrates, car ce n'est pas pour rien qu'il occupe la première place parmi eux), mais parce que son appareil tout entier lutte tous les jours et à toutes les heures pour sa propre existence, choisit collectivement les meilleures méthodes de lutte, pense pour Jouhaux et lui suggère les décisions nécessaires. Mais cela ne veut pas dire que Jouhaux soit invincible. Si la situation française se modifiait brusquement — vers la révolution ou vers le fascisme —, tout l'appareil syndical perdrait brusquement son assurance ; ses manœuvres retorses se révéleraient impuissantes et Jouhaux lui-même perdrait son allure arrogante et aurait l'air bien misérable. Rappelons-nous quelles nullités méprisables sont devenus en 1918 les orgueilleux dirigeants des syndicats allemands, quand la révolution eut éclaté contre leur gré, ou en 1932, lors de l'offensive de Hitler.

Ces exemples mettent en lumière les causes de la force et de la faiblesse de la bureaucratie. Elle naît d'abord d'un mouvement de masses, d'une période héroïque de luttes. Mais, s'élevant au-dessus des masses, et résolvant ensuite sa propre « question sociale » (assurer existence aisée, domination, honneurs, etc.), la bureaucratie tend de plus en plus à retenir les masses dans l'immobilité. Pourquoi prendre des risques ? C'est qu'elle a quelque chose à perdre. C'est au moment où le capitalisme progresse et où les masses sont relativement passives que la bureaucratie réformiste atteint le plus large épanouissement de son influence et de sa prospérité. Mais quand la passivité des masses est brisée, à droite ou à gauche, c'en est fini de la magnificence de la bureaucratie. Son intelligence et sa ruse deviennent stupidité et impuissance. La nature des « chefs »

(8) Trotsky énumère ici les principaux bureaucrates syndicaux mondialement connus. Samuel GOMPERS (1850-1924) avait été le fondateur et le président — pratiquement à vie — de l'American Federation of Labor (A.F.L.), défenseur du syndicalisme de métier le plus corporatiste. William GREEN (1873-1952) lui avait succédé dans ses fonctions en 1924 et se vantait dix ans plus tard de n'avoir jamais appelé à la grève. Carl LEGIEN (1861-1920) avait présidé pendant trente ans la commission générale des syndicats libres en Allemagne. Theodor LEIPART (1867-1947), dirigeant du syndicat des ouvriers du bois, vice-président des syndicats allemands, lui avait succédé en 1920. Léon Jouhaux (cf. n. 9. p. 93) était secrétaire général de la C.G.T. française depuis 1909. Walter MCLELLAN CITRINE (né en 1887) était président du conseil général des syndicats britanniques depuis 1925.

correspond à la nature de la classe (ou de la couche) qu'ils dirigent et à la situation objective que cette classe (ou couche) connaît.

La bureaucratie soviétique est incomparablement plus puissante que les bureaucraties réformistes des pays capitalistes prises ensemble, parce qu'elle a dans les mains le pouvoir d'Etat, et tous les avantages et privilèges qui s'y rattachent. Il est vrai que la bureaucratie soviétique a poussé sur le sol de la révolution prolétarienne victorieuse. Mais ce serait de la plus grande naïveté que de l'idéaliser pour cette raison. Dans un pays pauvre — et la Russie est encore aujourd'hui un pays très pauvre où un logement individuel, une nourriture suffisante et le vêtement ne sont à la portée que d'une petite minorité de la population — des millions de bureaucrates, grands et petits, cherchent avant tout à résoudre leur propre « question sociale », c'est-à-dire à assurer leur propre bien-être. D'où l'immense égoïsme et l'immense conservatisme de la bureaucratie, son effroi devant le mécontentement des masses, sa haine de la critique, son acharnement furieux à étouffer toute pensée libre et finalement sa vénération hypocrite et religieuse devant le « chef » qui personnifie et défend sa domination sans limites et ses privilèges. Tout cela réuni donne le contenu de la lutte contre le « trotskysme ».

C'est un fait incontestable et d'une grande importance que la bureaucratie soviétique s'est renforcée au fur et à mesure que la classe ouvrière mondiale recevait de plus rudes coups. Les défaites des mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie ont, petit à petit, miné la confiance des travailleurs soviétiques dans leur allié international. A l'intérieur du pays régnait encore la misère la plus aiguë. Les représentants les plus courageux et les plus dévoués de la classe ouvrière, ou bien avaient péri dans la guerre civile, ou bien s'étaient élevés et, pour la majeure partie, intégrés dans les rangs de la bureaucratie, ayant perdu tout esprit révolutionnaire. Fatiguée par les terribles efforts des années révolutionnaires, privée de perspectives, aigrie par toutes les désillusions, la grande masse est retombée dans la passivité. Comme nous l'avons déjà dit, on a observé une réaction de ce genre après chaque révolution. L'immense supériorité historique de la révolution d'Octobre, en tant que révolution *prolétarienne*, est que l'épuisement et la déception ont bénéficié, non à l'ennemi de classe, la bourgeoisie et l'aristocratie, mais à la couche supérieure de la classe ouvrière elle-même et aux groupes intermédiaires liés à elle qui sont entrés dans la bureaucratie soviétique.

Les authentiques révolutionnaires prolétariens en U.R.S.S. tiraient leur force, non point tant de l'appareil, que de l'activité des masses révolutionnaires. L'Armée rouge en particulier n'a pas été créée par des « hommes d'appareil » — dans ces années critiques, l'appareil était encore très faible — mais par les cadres ouvriers héroïques qui, sous la direction des bolcheviks, groupèrent autour d'eux les jeunes paysans et les emmenèrent au combat. Le reflux du mouvement révolutionnaire, la fatigue, les défaites en Europe et en Asie, la déception des masses ouvrières, devaient inévitablement et directement affaiblir la position des révolutionnaires internationalistes et renforcer par ailleurs les positions de la bureaucratie nationale-conservatrice. Un nouveau chapitre s'ouvre dans la révolution. Les dirigeants de la période précédente passent dans l'opposition, alors que les politiciens conservateurs de l'appareil, qui ont joué dans la révolution un rôle secondaire, apparaissent au premier rang avec la bureaucratie triomphante (9).

En ce qui concerne l'appareil militaire, il n'est qu'une fraction de l'appareil bureaucratique et n'en diffère nullement. Il suffit de dire que, pendant les années de guerre civile, l'Armée rouge a absorbé des dizaines de milliers d'anciens officiers tsaristes. Le 13 mars 1919, Lénine déclara dans un meeting à Petrograd : « Quand le camarade Trotsky m'indiqua récemment que, dans le domaine militaire, nous avons plusieurs dizaines de milliers d'officiers, j'ai eu une image concrète de notre secret pour utiliser l'ennemi : comment obliger à bâtir le communisme des hommes qui étaient hier ses adversaires, comment construire le communisme avec les briques amoncelées contre nous par le capitalisme ! Nous n'en avons pas d'autres (10) ! » Ces cadres, officiers et fonctionnaires, ont effectué leur travail, au cours des premières années, sous la pression directe et la surveillance des ouvriers avancés. Dans le feu d'une lutte cruelle, il ne pouvait même être seulement question de privilèges pour les officiers : ce mot même avait disparu du vocabulaire. Mais c'est précisément après la victoire et le retour à une situation de paix que l'appa-

(9) A la date où Trotsky écrivait ce texte, les dirigeants du parti de l'époque de la révolution, de lui-même à Boukharine en passant par Zinoviev et Kamenev, avaient été exclus ou écartés, voire exilés ou emprisonnés, et l'entourage de Staline, y compris les Kaganovitch, Molotov, etc., était formé d'hommes qui n'avaient joué en 1917 qu'un rôle de second plan.

(10) « Succès et difficultés du pouvoir des Soviets », Œuvres, éd. française de Moscou, t. 29, p. 67-68.

reil militaire tenta de devenir la fraction la plus influente et la plus privilégiée de tout l'appareil bureaucratique. Un homme qui se serait appuyé sur les officiers pour prendre le pouvoir n'aurait pu être qu'un homme prêt à aller au devant de leurs convoitises de caste, c'est-à-dire à leur assurer une position privilégiée, leur donner grades et décorations, en un mot, leur donner d'un coup ce que la bureaucratie stalinienne leur a accordé pendant les dix ou douze années suivantes. Il n'est pas douteux qu'il aurait été possible d'opérer un coup d'Etat militaire contre la fraction Zinoviev-Kamenev-Staline, etc., sans aucune difficulté et sans verser même une goutte de sang, mais le résultat d'un tel coup d'Etat aurait été d'accélérer le rythme même de cette bureaucratisation et du bonapartisme contre lesquels l'Opposition de gauche avait engagé le combat.

La tâche des bolcheviks-léninistes, par son essence même, n'était évidemment pas de s'appuyer sur la bureaucratie de l'armée contre celle du parti, mais de s'appuyer sur l'avant-garde prolétarienne et, à travers elle, sur les masses populaires, pour maîtriser la bureaucratie tout entière, l'épurer de ses éléments étrangers, assurer sur elle le contrôle vigilant des ouvriers, et replacer sa politique sur les rails de l'internationalisme révolutionnaire. Mais la source vive de la force révolutionnaire des masses s'est tarie pendant la guerre civile, la famine et les épidémies ; la bureaucratie a terriblement grandi en nombre et en insolence, et les révolutionnaires prolétariens sont devenus les plus faibles. Bien sûr, des dizaines de milliers des meilleurs combattants révolutionnaires, y compris des militaires, se sont rassemblés sous le drapeau des bolcheviks-léninistes. Les ouvriers avancés avaient pour l'Opposition de la sympathie, mais qui restait passive : les masses ne croyaient plus désormais qu'il était possible de changer réellement la situation en combattant. Pendant ce temps, la bureaucratie affirmait : « L'Opposition propose la révolution mondiale et elle est prête à nous entraîner dans une guerre révolutionnaire. Assez de secousses et de misères ! Nous avons mérité le droit de souffrir. Nous n'avons aucun besoin de "révolution permanente". Nous voulons construire la société socialiste chez nous. Ouvriers et paysans, faites-nous confiance à nous, qui sommes vos chefs ! » Cette agitation nationaliste et conservatrice s'accompagnait — soit dit en passant — d'une campagne acharnée de calomnies, parfois tout à fait réactionnaires, contre les internationalistes. Elle rapprocha les bureaucraties de l'armée et de l'Etat et trouva indiscutablement un écho dans les masses fatiguées et arriérées. Ainsi l'avant-garde bolchevique se trouva-t-elle isolée et mise en pièces. C'est

là que réside tout le secret du succès de la bureaucratie thermidorienne.

Les propos sur les exceptionnelles qualités de tacticien et d'organisateur de Staline constituent un mythe, délibérément créé par la bureaucratie de l'U.R.S.S. et l'Internationale communiste, et repris par les intellectuels bourgeois de gauche, qui, malgré leur individualisme, s'inclinent volontiers devant le succès. Ces messieurs n'ont jamais ni compris ni reconnu Lénine à l'époque où, harcelé par la racaille internationale, il préparait la révolution. Mais, par ailleurs, ils ont « reconnu » Staline au moment où cette reconnaissance ne pouvait leur valoir que des satisfactions et parfois des avantages directs.

L'initiative de la lutte contre l'Opposition de gauche revient, non à Staline, mais à Zinoviev. Au début, Staline hésitait et temporisait. Ce serait faux de croire que Staline avait même, dès le début, un plan stratégique. Il tâtait le terrain. Il est certain que la tutelle marxiste révolutionnaire lui pesait. En fait, il cherchait une politique plus simple, plus nationale, plus « sûre ». Le succès qu'il rencontra fut inattendu, et d'abord pour lui. Ce fut celui d'une nouvelle couche dirigeante, l'aristocratie révolutionnaire qui cherchait à s'affranchir du contrôle des masses et avait besoin d'un arbitre fort et sûr pour ses affaires internes. Staline, personnage de second plan dans la révolution prolétarienne, se retrouva chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, le premier des siens, rien de plus (11).

L'écrivain italien fasciste ou semi-fasciste Malaparte a écrit un livre, *Technique du coup d'Etat* (12), dans lequel il développe l'idée que la « tactique révolutionnaire de Trotsky », à l'opposé de la stratégie de Lénine, pourrait à elle seule assurer la victoire dans n'importe quel pays et n'importe quelles conditions données. Il est difficile d'imaginer théorie plus absurde ! Néanmoins, les petits malins qui nous accusent d'avoir perdu le pouvoir par notre indécision regardent, au fond, les choses du point de vue de Malaparte : ils pensent qu'il existe certains secrets « techniques » spéciaux qui permettraient de prendre ou de garder le pouvoir révolutionnaire, indépendamment de

(11) Seul un pur et simple laquais peut parler de Staline comme d'un « théoricien » marxiste. Son livre *Questions du léninisme* n'est qu'une compilation éclectique, pleine d'erreurs de débutant. Mais c'est à cause de son poids social que la bureaucratie nationale a vaincu l'opposition marxiste, pas à cause de sa « théorie ». (Note de L. Trotsky.)

(12) Kurt SUCKERT, dit CURZIO MALAPARTE (1898-1957), inscrit au parti fasciste italien en 1921, avait émigré ensuite et publié en 1931 son livre *Technique du coup d'Etat* qui s'attachait particulièrement à l'insurrection d'Octobre.

l'action des grands facteurs objectifs : victoire ou défaite de la révolution en Occident comme en Orient, montée ou reflux du mouvement des masses dans un pays donné, etc. Le pouvoir n'est pas un prix que le plus habile gagne. Le pouvoir est un rapport entre individus, en dernière analyse entre classes. Une direction correcte, comme nous l'avons déjà dit, constitue pour le succès un levier puissant. Mais cela ne signifie pas du tout qu'elle garantisse la victoire dans toutes les conditions.

Ce qui, en dernière analyse, est décisif, ce sont la lutte des classes et les modifications qui se produisent à l'intérieur des masses en lutte.

Il est bien entendu impossible de répondre avec une précision mathématique à la question : « Comment la lutte se serait-elle déroulée si Lénine avait vécu ? » Que Lénine aurait été un adversaire implacable de la cupide bureaucratie conservatrice et de la politique de Staline qui liait à lui tout ce qui était de la même espèce, cela semble démontré de façon irréfutable dans la série de lettres, articles et propositions de Lénine au cours de la dernière période de sa vie, particulièrement dans son testament, dans lequel il recommande que Staline soit écarté du poste de secrétaire général (13), et enfin dans sa dernière lettre par laquelle il rompt « toutes relations personnelles et de camaraderie » avec Staline (14). Dans l'intervalle entre les deux attaques de sa maladie, Lénine me proposa une fraction avec lui pour lutter contre la bureaucratie et son état-major général, le bureau d'organisation du comité central, sur lequel régnait Staline. Pour le 12^e congrès, Lénine — pour employer son expression — préparait « une bombe » contre Staline. J'ai déjà dit tout cela, sur la base de documents précis et indiscutables, dans mon autobiographie et un article particulier : « Le testament de Lénine supprimé (15). » Les préparatifs de Lénine montrent qu'il pensait que la lutte imminente allait être très difficile : non

(13) Il s'agit de la « Lettre au congrès » dictée par Lénine les 23 et 24 décembre 1922. Ce texte, qui avait été publié à l'étranger par l'Américain Max Eastman à qui Trotsky en avait confié une copie, fut pendant des années dénoncé à Moscou comme un « faux ». Son authenticité fut pourtant reconnue après le XX^e congrès en 1956. Il figure dans le tome 36 des Œuvres de Lénine, édition en langue française de Moscou, p. 605-608, ainsi que son post-scriptum du 4 janvier recommandant d'écarter Staline du poste de secrétaire général.

(14) Dans la lettre du 5 mars 1923, adressée à Staline avec la mention « ultra-secret, personnel », Lénine reprochait à Staline d'avoir été grossier à l'égard de Krupskaja et terminait en ces termes : « Je vous demande de réfléchir : acceptez-vous la rupture de nos relations ? »

(15) L'article « Le Testament de Lénine » (T 3487) avait notamment paru dans *The New Internationalist*, juillet-août 1934. Il était daté du 31 décembre 1932.

pas parce que — il n'y a pas de doute à ce sujet — il craignait *personnellement* Staline en tant qu'adversaire — ce serait ridicule d'en parler — mais parce qu'il voyait très clairement, derrière Staline, le tissu des intérêts communs de la puissante caste de la bureaucratie dirigeante. Du vivant de Lénine, Staline menait contre lui un travail de sape en faisant répandre prudemment par ses agents le bruit que Lénine était devenu un invalide intellectuel, en dehors du coup, etc., en un mot, mettant en circulation la même légende qui est devenue aujourd'hui la version officielle de l'Internationale communiste pour expliquer la vive hostilité entre Lénine et Staline pendant les dix-huit derniers mois de la vie de Lénine. En fait, tous les articles et toutes les lettres dictées par Lénine pendant sa maladie constituent peut-être les fruits les plus riches de sa pensée. La perspicacité de cet « invalide » aurait largement suffi à une douzaine de Staline.

On peut affirmer à coup sûr que, si Lénine avait vécu plus longtemps, la pression de l'omnipotence bureaucratique aurait été moindre — au moins dans les premières années. Mais, dès 1926, Krupskaia (16) dit à un groupe de membres de l'Opposition de gauche : « Si Illitch vivait encore, il serait aujourd'hui en prison. » Les craintes et les appréhensions de Lénine étaient fraîches dans sa mémoire, et elle ne se faisait absolument aucune illusion sur la toute-puissance personnelle de Lénine, comprenant, selon ses propres termes, que le meilleur des pilotes dépend lui-même des vents et des courants, favorables ou contraires.

Cela signifie-t-il que la victoire de Staline était inévitable ? Que la lutte de l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) était sans espoir ? C'est là une façon abstraite, schématique et fataliste de poser la question. Le développement de la lutte a montré, sans aucun doute possible, que les bolcheviks-léninistes ne pouvaient et ne pourront pas remporter en U.R.S.S. une victoire complète — c'est-à-dire prendre le pouvoir et cautériser l'ulcère du bureaucratisme — *sans le soutien de la révolution mondiale*. Mais cela ne signifie nullement que leur lutte n'a pas eu de résultats. Sans la courageuse critique de l'Opposition et sans la crainte de l'Opposition éprouvée par la bureaucratie, le cours de Staline-Boukharine (17) en faveur du koulak aurait

(16) Nadejda N. KRUPSKAIA (1869-1939), militante révolutionnaire depuis 1891, avait épousé Lénine en déportation en 1898 et avait été sa collaboratrice jusqu'à sa mort. Membre de la Nouvelle Opposition avec Zinoviev et Kamenev en 1925, puis de l'Opposition unifiée en 1926, elle capitula devant Staline à la fin de cette même année.

(17) Nikolai I. BOUKHARINE (1888-1938), bolchevik depuis 1906, avait été le chef de file de la droite dans son bloc avec Staline contre l'Opposition jusqu'en 1927.

abouti à une renaissance du capitalisme. Sous le fouet de l'Opposition, la bureaucratie a été obligée de faire à notre programme des emprunts importants. Les léninistes ne pouvaient pas préserver le régime soviétique de la dégénérescence et des excès du régime personnel. Mais ils l'ont sauvé de l'anéantissement complet en barrant la route à la restauration capitaliste. Les réformes progressistes de la bureaucratie ont été les sous-produits de la lutte révolutionnaire de l'Opposition. Pour nous, c'est loin d'être suffisant. Mais c'est déjà quelque chose.

Dans l'arène du mouvement ouvrier mondial, dont la bureaucratie soviétique ne dépend qu'indirectement, la situation est infiniment plus défavorable encore qu'en U.R.S.S. Par l'intermédiaire de l'Internationale communiste, le stalinisme est devenu le pire des freins pour la révolution mondiale. Sans Staline, il n'y aurait pas eu de Hitler. En ce moment, en France, par sa politique de protestation qui porte l'étiquette du « Front populaire », le stalinisme est en train de préparer au prolétariat une nouvelle défaite.

Mais, là non plus, la lutte de l'Opposition de gauche n'a pas été stérile. Dans le monde entier s'accroît le nombre des cadres révolutionnaires prolétariens authentiques, des bolcheviks véritables, qui ne rejoignent pas la bureaucratie soviétique pour utiliser son autorité et sa caisse, mais qui rejoignent le programme de Lénine et le drapeau de la révolution d'Octobre. Sous les coups de la persécution réellement monstrueuse, sans précédent dans l'Histoire, des forces unies de l'impérialisme, du réformisme et du stalinisme, les bolcheviks-léninistes augmentent en nombre, se renforcent et gagnent de plus en plus la confiance des ouvriers avancés. La magnifique évolution des jeunesses socialistes de la Seine constitue un signe infaillible de la crise en cours.

La révolution mondiale ira de l'avant sous le drapeau de la IV^e Internationale. Ses premiers succès ne laisseront pas pierre sur pierre de la toute-puissance de la clique stalinienne, de ses mensonges, de ses calomnies, de ses réputations usurpées. La république soviétique, comme l'avant-garde prolétarienne mondiale, se libéreront finalement de la pieuvre bureaucratique. L'effondrement historique du stalinisme est prédéterminé et il sera le châtement mérité pour ses crimes innombrables contre la classe ouvrière mondiale. Nous ne voulons ni attendons d'autre vengeance !

[REMARQUE SUR UNE PUBLICATION] (1)
(novembre 1935)

La lettre de Cannon et Shachtman ayant un caractère privé, comme nombre de lettres de camarades d'autres tendances, sa publication constitue une erreur déplorable de la part de l'appareil du S.I. Je le déclare dans une lettre officielle. En tout cas, tout lecteur informé doit comprendre que les caractérisations personnelles sont inhérentes à la lutte dans le cours d'une discussion passionnée. Chacun d'entre nous, dans des lettres non destinées à publication, a fait semblables exagérations destinées à mieux souligner leur pensée. Cannon et Shachtman savaient parfaitement que leur caractérisation sous forme d'épigrammes ne pouvait en rien disqualifier à mes yeux des camarades que j'aime sincèrement et que j'estime.

Il serait véritablement déplorable que cette publication impardonnable puisse envenimer, aussi peu que ce soit, la vie du parti. En attendant la lettre officielle, vous pouvez à toutes fins utiles traduire cette brève remarque à l'usage du bureau politique.

(1) Cf. n. 1, page suivante.

[UNE PUBLICATION INOCCASIONNELLE] (1)
(13 novembre 1935)

Chers Camarades,

Il est clair, à la fois par son contenu et son ton, que la lettre des camarades Cannon et Shachtman (2) avait un caractère privé et qu'elle n'était destinée qu'à un nombre restreint de camarades. Personnellement, j'ai reçu de plusieurs autres camarades américains, représentant d'autres groupes, des lettres personnelles de ce genre, comportant parfois des appréciations tranchantes sur certains camarades ou groupes. Tout camarade expérimenté sait que, dans le cours de toute discussion sérieuse et passionnée, de pareilles lettres sont tout à fait inévitables. Il faut toujours interpréter les appréciations critiques les plus

(1) *Bulletin intérieur* de la L.C.I. (B.L.), n° 4, 1935. Lettres au S.I. signée Crux, dans une traduction française contemporaine.

(2) James Patrick CANNON (1890-1974), ancien des I.W.W., puis de la gauche du P.S. américain, avait été l'un des premiers dirigeants du P.C. où il avait animé, avec William Z. Foster, l'une des trois « fractions » qui le divisaient. Rallié aux vues de l'Opposition de gauche lors du 5^e congrès de l'I.C., il avait été exclu en 1928 et avait fondé alors l'Opposition de gauche aux Etats-Unis devenue ensuite la C.L.A. Il était alors l'un des dirigeants du W.P.U.S. né de la fusion entre la C.L.A. et l'A.W.P. (cf. n° 4, p. 68). Max SHACHTMAN (1903-1972), fils d'émigrés polonais récents, avait été l'un des dirigeants des jeunesses, puis de la fraction Foster-Cannon du C.P.A. avant de rallier avec Cannon l'Opposition de gauche internationale. Les deux hommes dirigeaient la fraction trotskyste au sein de la direction du W.P.U.S. Le *Bulletin intérieur* de la L.C.I. édité par le S.I. (n° 3, septembre 1935) avait publié en première page une lettre qu'ils avaient adressée en commun à Trotsky le 15 août 1935, dans laquelle ils décrivaient les conflits politiques à l'intérieur de leur parti. Ce document avait un caractère évidemment fractionnel : se présentant comme les porte-parole de la tendance « orthodoxe », Cannon et Shachtman, tout en reprenant leur réquisitoire contre la tendance « sectaire » d'Hugo Oehler — ce qui n'avait rien de surprenant — y assuraient qu'A.J. Muste était en train de capituler devant « la pression des tendances conservatrices et même réactionnaires de l'ancien A.W.P. », et qualifiaient de « clique » la tendance qu'animaient par ailleurs dans le W.P.U.S. deux autres anciens dirigeants de la C.L.A., Jack Weber et Albert Glotzer. Cette lettre n'était pas, de toute évidence, destinée à être publiée au *B.I.* !

tranchantes *en rapport avec la conjoncture donnée*, et pas comme des caractérisations définitives des hommes et des tendances.

Ceci étant admis, la publication de la lettre personnelle de Cannon et Shachtman dans le bulletin, qui est destiné à une large diffusion, constituait une erreur évidente, que je ne puis m'expliquer que par la précipitation et le manque de prudence. Je ne doute pas que les camarades qui l'ont publiée aient déjà eux-mêmes reconnu leur erreur et en tireront toutes les conclusions nécessaires pour l'avenir. Sans une correspondance personnelle entre les camarades dirigeants des principales sections, notre travail serait beaucoup plus difficile. Cependant, la publication de lettres personnelles semblables rendrait impossible toute correspondance personnelle franche.

Tous les lecteurs du bulletin du secrétariat international comprendront sans peine, j'en suis certain, que, dans leurs lettres privées, Cannon et Shachtman n'avaient pas l'intention de disqualifier ou de discréditer leurs adversaires du moment... Et cela d'autant plus qu'ils connaissent parfaitement mes sentiments chaleureux et fraternels à l'égard de ces « adversaires »-là. Les camarades Cannon et Shachtman ont seulement voulu souligner de façon tranchante leurs divergences avec des groupes et des personnes déterminées.

La lettre en question ne saurait être l'objet d'aucune autre interprétation. J'espère vivement que sa publication déplacée ne nuira pas à la collaboration amicale au sein du parti américain et ne diminuera pas d'un iota la considération fraternelle et la sympathie chaleureuse de toutes les autres sections pour le parti frère américain.

[PROBLÈMES DE LA RÉUNIFICATION EN BELGIQUE] (1) (17 novembre 1935)

La lettre du groupe de camarades d'Anvers est sans aucun doute dictée par les meilleures intentions, mais elle contient une série de malentendus évidents.

a) Les camarades d'Anvers nous accusent de ne pas insister pour un travail commun entre Charleroi et Vereeken (2). Ils considèrent que notre attitude est dictée par des sentiments « incorrects » à l'égard de Vereeken. Les amis d'Anvers ferment les yeux, de façon tout à fait étonnante, sur le fait que le groupe de Charleroi n'est pas aujourd'hui relié au S.I. et n'a pas signé la « Lettre ouverte (3) ».

Quelle en est la raison ? La situation particulière du groupe de Charleroi à l'intérieur du parti belge et à l'intérieur de sa gauche. Que la ligne politique de Charleroi soit juste

(1) Archives Vereeken, Bruxelles. Lettre au S.I. non datée, envoyée en novembre, dictée en français.

(2) Trotsky avait reçu une lettre des militants d'Anvers — un groupe très influencé par le R.S.A.P. et par Sneevliet personnellement — qui s'inquiétaient de ce que le S.I. n'ait pris aucune initiative pour accélérer en Belgique la réunification entre la section officielle — le « groupe entriste » de Léon Lesoil — et le groupe dissident de Georges Vereeken qui avait été signataire de la « Lettre ouverte » dès sa publication. « Charleroi » désigne la « fédération de Charleroi » : c'est en effet la fédération de Charleroi du P.C. belge qui avait été l'un des points d'appui de la constitution de l'Opposition de gauche en Belgique, et c'était le groupe de Charleroi, dirigé par Lesoil, qui avait, lors de la scission de cette dernière, suivi l'Opposition internationale et constitué à partir de 1930 son noyau principal. C'était, pour l'essentiel, « Charleroi » qui avait pratiqué l'« entrisme ».

(3) Le groupe « entriste » se trouvait à l'intérieur du P.O.B. et n'était pas officiellement membre de la L.C.I. Il n'avait pas non plus signé la « Lettre ouverte » pour ne pas compromettre son travail entriste. On peut d'ailleurs se demander si la décision de Vereeken de rallier les signataires de la « Lettre ouverte » n'avait pas entre autres comme objectif de mettre en porte-à-faux le groupe Lesoil par cette situation pour le moins désagréable.

ou non, est une question à part ; mais cette ligne a sa logique. En se donnant pour tâche d'influencer la gauche par une collaboration amicale avec elle, le groupe de Charleroi ne veut pas apparaître à ses yeux comme l'agent d'une organisation extérieure au parti (4). Une telle politique d' « adaptation » est-elle légitime ? A coup sûr, elle présente des aspects dangereux. Mais ils peuvent être plus que compensés par des résultats positifs, à condition d'avoir une cohésion interne solide. Si le groupe de Charleroi juge impossible, dans la période actuelle, de maintenir avec le S.I. des liens officiels et s'il ne signe pas la « Lettre ouverte », comment peut-on exiger de lui qu'il se lie officiellement à Vereeken ? Il faut ajouter que ni le secrétariat ni les organisations signataires de la « Lettre ouverte » n'ont pensé ni ne pensent que les camarades de Charleroi sont des capitulards ou des traîtres. Tandis que ces mêmes accusations ont précisément été lancées contre eux par le camarade Vereeken, lequel, jusqu'à maintenant, n'a pas encore retiré ces accusations fausses et, de toute évidence, sectaires.

b) Le secrétariat est prêt à tout faire pour faciliter la collaboration à l'avenir ; il l'a démontré en donnant au camarade Vereeken l'occasion de signer la « Lettre ouverte » et en lui soumettant l'ensemble des documents. Cela ne prend que deux secondes pour fracturer un os, mais, pour que l'os se ressoude, il faut des mois. Nous connaissons tous très bien les grandes qualités révolutionnaires du camarade Vereeken, son intransigeance idéologique, son dévouement à la cause, sa persévérance. Mais, pendant des années, nous n'avons que trop appris à connaître aussi ses défauts : une absence de mesure et de sens des proportions, une tendance à des exagérations excessives, son indiscipline, son caractère capricieux — tous ces traits sont caractéristiques du sectarisme. Le *centralisme démocratique* impose également des obligations à une *opposition* : si chacun veut faire ce qui lui plaît, cela aboutirait inéluctablement à la destruction tant du centralisme que de la démocratie. Je ne sais pas où les camarades d'Anvers ont vu ce centralisme démocratique idéal qu'à la suite de Vereeken ils nous opposent ; mais sûrement pas dans ce monde mortel. Mais nous croyons qu'il n'existe actuellement aucune autre organisation qui discute aussi honnêtement et avec tant de bonne foi, non seulement dans la

(4) Ce passage confirme que le groupe « entriste » considérait la signature par lui de la « Lettre ouverte » comme impossible pour le moment.

forme, mais de façon authentique, et qui tranche de toutes les questions débattues de façon aussi démocratique que le fait notre organisation. Bien entendu nous n'avons pas commis seulement quelques erreurs. Mais Vereeken en commet dix fois plus que Charleroi par rapport à l'A B C du centralisme démocratique. L'article d'août de Vereeken (5) est non seulement faux, mais criminel par son absence totale de mesure et de sens des proportions. Aucun ouvrier, qui croit réellement ce que Vereeken affirme dans son article, ne rejoindra la IV^e Internationale, et, dans la mesure où le groupe de Vereeken est condamné à végéter dans l'inefficacité en dehors de la IV^e Internationale, cet article ne peut que saper ses propres fondations. C'est là le destin du sectarisme de façon générale. Sur les questions française et belge — pour ne pas mentionner les autres — Vereeken a commis tant d'erreurs qu'il a bien été obligé d'être plus prudent. Néanmoins, quand le S.I. lui lance une bouée de sauvetage, sa réponse consiste à lui jeter des pierres. C'est la raison pour laquelle j'ai été, pour ma part, obligé d'écrire pour notre presse un article sur le sectarisme, en prenant Vereeken pour modèle (6).

c) Parlant du centralisme démocratique, les camarades d'Anvers dépeignent les choses comme si le groupe de Charleroi faisait ce qu'« ordonne » le secrétariat. En réalité, Charleroi a déterminé toute sa ligne politique, non pas de façon anarchiste comme Vereeken, mais avec une grande indépendance. J'ai été personnellement loin d'être d'accord avec toutes les initiatives de nos amis de Charleroi et je le leur ai dit plus d'une fois (7). Mais je les considère comme des camarades, pas comme des capitulars ni des traîtres. C'est là la différence. Mais Vereeken veut conserver le droit de les cingler du nom de capitulars et, en même temps, il... exige leur collaboration. Naturellement, il est peu probable que Charleroi accepte. Pour regagner notre confiance entière, c'est-à-dire pour éliminer la crainte de rechetes de sa part dans un comportement anarchiste, il faudra que Vereeken reconnaisse publiquement que sa position sur la question française a été fautive de bout en bout et que ses accusa-

(5) Il s'agit de l'article de *Spartacus* du 10 août, sorte de commentaire de la décision du groupe de rejoindre les signataires, et vive critique du « régime interne » de la L.C.I.

(6) Cf. p. 35-46.

(7) Le dernier désaccord — et non le moindre — avait porté sur les circonstances et les conditions de l'entrée dans le P.O.B. (cf. *Œuvres*, 6, p. 59).

tions contre le secrétariat ont été réfutées par les faits, exactement comme celles qu'il a lancées contre le groupe de Charleroi.

Conclusion pratique : *il faut patiemment et opiniâtrement ressouder l'os qui a été fracturé par Vereeken*. Pour y arriver, il faut que Vereeken reste parmi les groupes de la IV^e Internationale. Cela ne signifie naturellement pas qu'il perde son droit de critique. Mais il doit l'utiliser avec mesure et sens des proportions — c'est là la ligne qui sépare la critique marxiste de la critique sectaire. Et ce ne serait pas mal qu'il y ajoute également... une petite autocritique. Dans ces conditions, la reconstruction de l'unité serait assurée. Par quel chemin ? Je ne puis le prédire. Sur ce point, beaucoup dépend de la situation particulière du groupe de Charleroi. Mais cette situation particulière ne durera pas toujours (8). Le parti révolutionnaire futur peut et doit être préparé simultanément de différents côtés.

(8) La « situation particulière » était appelée à durer jusqu'à l'affermissement des positions du groupe Lesoil dans la « gauche », par exemple jusqu'au recrutement à la fraction d'éléments comme Dauge.

[QUESTIONS TACTIQUES ET SCISSIONS] (1)
(18 novembre 1935)

Camarade Vereeken,

J'ai déjà répondu aux questions générales que soulève votre lettre dans mon article sur le sectarisme, lui-même largement dirigé contre votre article du mois d'août (2), et également en partie dans ma réponse à vos camarades d'Anvers (3). Je demanderai également qu'on vous envoie une copie de mon article sur le sectarisme.

S'il est juste que vous soyez d'accord avec nous sur les questions de principe et que vous n'ayez rompu que sur une question tactique qui représente maintenant pour vous un épisode d'un passé révolu, le fait que vous le reconnaissiez constitue une condamnation impitoyable de votre politique. Comment peut-on scissionner et compromettre l'unique organisation marxiste internationaliste à cause d'une épisodique divergence tactique ?

Vous faites vous-même allusion au fait que nous n'avons pas exclu la section hollandaise qui était hostile à l'« entrée » et que nous avons même fait entrer au S.I. un « adversaire de l'entrisme (4) ». Exact ! Mais cet argument se retourne intégralement contre vous. Il montre que nous n'avions et que nous n'avons manifesté ni intolérance, ni précipitation, mais, bien au contraire, une sincère aspiration à continuer à travailler amicalement avec tous les camarades séparés de nous temporairement.

(1) T 3688 et archives Vereeken. *Bulletin intérieur* du G.B.L. n° 9, décembre 1935. Lettre à Vereeken, traduction française contemporaine.

(2) Il s'agit de l'article « Sectarisme, centrisme et IV^e Internationale » (cf. p. 35-46), qui répondait lui-même à la déclaration du 10 août du groupe de Vereeken dans *Spartacus*.

(3) Cf. n. 2, p. 111.

(4) Le R.S.P. de Sneevliet, avant d'avoir fusionné avec l'O.S.P. au sein du R.S.A.P., avait été très hostile au « tournant français » de 1934, l'entrée des trotskystes dans la S.F.I.O. D'autre part, sur proposition de Trotsky, le S.I. avait coopté la militante allemande Ruth Fischer qui était également hostile à l'entrisme (*Œuvres*, 5, p. 62-64).

ment à propos d'une question tactique. Le centralisme démocratique, auquel vous vous référez si imprudemment et si incorrectement, présuppose une discipline dans l'action et ne tolère aucune lubie sectaire.

Vous réclamez une discussion sur les résultats de l'expérience française. Etant séparé de nous, vous avez malheureusement un siècle de retard. Les succès de notre section française sont si frappants et si concluants, surtout dans les derniers mois — n'oubliez pas que seuls les dirigeants ont été exclus —, que nous trouvons ridicule de perdre notre temps dans une discussion sur la neige de l'année dernière.

C'est pourtant au moyen d'une telle discussion que le groupe Oehler continue à disloquer notre parti (5). La direction du parti américain, le S.I. et nous-mêmes, avons fait tout notre possible pour convaincre le groupe Oehler de la fausseté de sa position. Nous n'avons pas eu de succès. Sabotant le parti, gardant le contact avec des gens qui nous ont trahis et avec les déserteurs Bauer et compagnie, refusant de se soumettre à la discipline, faisant circuler les pires calomnies sur notre organisation internationale, sur nos sections belge et française, le groupe Oehler exige pour lui-même... le centralisme démocratique, c'est-à-dire le droit de s'ériger en juge de l'écrasante majorité. Autant que je puisse en juger d'ici, l'exclusion du groupe Oehler est devenue une nécessité absolue (6). S'il ne s'agissait que de divergences tactiques épisodiques, comment expliquer la monstrueuse acuité de la lutte ? Je me l'explique ainsi : leur accord sur les principes n'est que purement formel

(5) C'est en 1933 que s'était constituée au sein de la C.L.A. la fraction animée par Hugo OEHLER (né en 1903), un ancien cadre ouvrier du P.C., hostile à cette époque à la fusion avec l'A.W.P. de Muste. Cette fraction s'était maintenue dans le W.P.U.S. et accusait Cannon-Shachtmann de chercher à liquider ce parti en entrant dans le P.S. américain. Trotsky avait consacré bien des lettres pendant l'été à persuader toutes les autres tendances du W.P.U.S. de la nécessité de s'unir pour combattre l'oehlerisme, « danger n° 1 ».

(6) Depuis le plénum de juin, la fraction Oehler avait à deux reprises publié son propre « bulletin », *International News*. Au plénum d'octobre, la majorité avait repoussé une motion dans laquelle elle réclamait une fois de plus la condamnation de l'entrée dans la S.F.I.O. en particulier et l'entrisme en général. Le 29 octobre, le comité politique du W.P.U.S. avait suspendu de tous leurs droits les principaux animateurs de cette fraction, Hugo Oehler lui-même, Tom STAMM (né en 1907) et Louis BASKY (1882-1938), un Hongrois qui avait été l'un des pionniers de la C.L.A. Oehler et ses camarades allaient constituer la Revolutionary Workers League. La dernière des scissions consécutives au « tournant français » était ainsi consommée, un peu plus d'un an après le tournant lui-même.

et ce dont il s'agit, c'est de l'ultime convulsion du sectarisme contre la politique bolchevique.

Vous ne parlez pas seulement du groupe Spartacus, mais de tous les adversaires de l' « entrée ». Qui avez-vous en tête ? Vous devez énumérer avec une grande précision tous les groupes de vos partisans dans tous les pays. Pour ma part, je dirai qu'aucun de ces groupes n'a signé la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale ». La majorité d'entre eux sont en plein flirt avec les centristes (S.A.P., etc.). Lhuillier (7) est entré au parti socialiste, mais il n'y a pas voté pour les résolutions des bolcheviks-léninistes, mais pour celle de Marceau Pivert (8). De qui êtes-vous solidaire sur l'arène internationale ? Quand on parle de rapprochement, vous devez savoir précisément ceci : vous savez très bien de qui nous sommes solidaires.

Vous serez d'accord que ce serait faire preuve de légèreté que de ne nous unifier maintenant que pour scissionner de nouveau pendant la guerre, dans l'illégalité, etc. Les tactiques organisationnelles, les tournants et manœuvres — nous en avons encore pas mal devant nous, y compris en cas de guerre. Il n'est pas du tout exclu que, précisément pendant une guerre, les bolcheviks-léninistes de tel ou tel pays se voient obligés d'entrer temporairement dans un parti réformiste. Devrons-nous chaque fois, dans l'illégalité, reproduire la discussion archi-abstraite sur la « capitulation devant la II^e Internationale » ? Nous ne le voulons pas. Il est temps de grandir. C'est en ce sens que j'ai écrit que la politique pendant la guerre est la continuation de la politique en temps de paix.

Je n'ai pas l'intention de nier que Spartacus se soit favorablement distingué des autres adversaires de l'entrée, puisque 1) il a signé la « Lettre ouverte », 2) il aspire à un rapprochement avec les bolcheviks-léninistes, au lieu de les calomnier systématiquement comme les Bauer, les Lhuillier, les Field, les Weisbord, les Oehler l'ont fait et le font encore. C'est pourquoi chacun d'entre nous ne peut que saluer la participation de votre groupe à tout le travail préparatoire pour la IV^e Internationale.

(7) René LHULLIER (1909-1968), ouvrier coiffeur, membre du P.C., puis de l'Opposition du gauche, avait rompu en 1933 avec la section française pour des raisons de principe analogues à celle de Bauer, refusant tout entrisme.

(8) Rappelons que lors du congrès de Mulhouse de la S.F.I.O. en juin 1935, deux motions avaient été opposées à celle de la direction, celle du G.B.L. et celle de la Bataille socialiste de Zyromski et Pivert. Au cours de l'été et de l'automne de 1935, les exclusions de la S.F.I.O. de membres du G.B.L. avaient continué, mais les amis de Lhuillier, ancien adversaire de l'entrisme par principe, restaient pour leur part dans la S.F.I.O.

Mais en ce qui concerne notre propre fraction, les bolcheviks-léninistes, nous sommes tenus à plus de rigueur. Votre article d'août montrait que vous n'aviez pas compris la profondeur de l'erreur que vous avez commise, et que vous avez même tendance à justifier en répétant les accusations calomnieuses du S.A.P. et des pires groupes sectaires (9). Dans ce cas, il vaut mieux reporter l'unification avec votre fraction jusqu'à ce que l'expérience nous donne des garanties sérieuses sur la solidité de l'unité à venir.

Et maintenant, sur vos propositions pratiques. Il serait évidemment tout à fait souhaitable de convoquer une conférence de toutes les organisations qui sont pour la IV^e Internationale, mais il ne serait guère possible de la limiter à l'Europe : la participation des Etats-Unis, du Canada et, si possible, de l'Afrique du Sud serait extrêmement souhaitable, sinon indispensable. De toute façon, il ne peut y avoir de désaccord là-dessus.

Votre seconde proposition — réunir en même temps une conférence plus large de tous les adversaires de la défense nationale, etc. — me semble, dans les conditions actuelles, non seulement superflue, mais nuisible. De plus, qui avez-vous en tête ? De toute évidence, le même S.A.P. et ses amis. C'est vraiment étonnant que nos critiques et nos adversaires de gauche manifestent un aussi fort penchant pour cette malfaisante clique centriste du S.A.P. Car enfin, qui est derrière lui ? L'unique parti sérieux, parti de masse, qui ait à un moment appartenu à l'I.A.G. a été le parti ouvrier norvégien. Mais il y a longtemps qu'il a tourné le dos au S.A.P. et sa politique est orientée vers un rapprochement avec les partis suédois, danois et le parti travailliste britannique (10). Le petit groupe du *Mot Dag* est actuellement, autant qu'on le sache, dans un état de désintégration complète (11), et, en outre, de façon générale, il n'a pas

(9) Il s'agit des accusations contre le « régime interne » de la L.C.I. et le rôle personnel prétendument excessif joué par Trotsky, accusations qui avaient été notamment développées par les dirigeants du S.A.P. et ceux des oppositions internes successives.

(10) En août 1934, le parti ouvrier norvégien (D.N.A.) avait participé à Stockholm à une « conférence du Nord » avec les partis social-démocrates de Suède et du Danemark. Sa rupture avec le bureau de Londres avait été officialisée en août 1935.

(11) Le groupe portait le nom de la revue *Mot Dag* (L'Aube), et représentait surtout un réseau d'intellectuels formé en 1921 par des militants du D.N.A. alors adhérent à P.I.C. La maladie qui frappait alors le dirigeant de ce groupe, Erling FALK (1887-1940) contribuait au moins autant à sa décomposition que l'arrivée au pouvoir par la voie parlementaire du D.N.A. lui-même.

la moindre valeur politique. Doriot (12) a brisé sa romance avec Walcher (13). Le C.C. de notre parti hollandais a décidé de rompre avec le S.A.P. et l'I.A.G. Il y a une crise dans l'Independent Labour Party : les staliniens sont partis, les léninistes se sont considérablement renforcés et on peut prévoir avec certitude que la rupture de l'I.L.P. avec le Comintern le forcera — non sans nouvelle crise — à aller vers la IV^e Internationale. Reste le parti suédois ; je dispose de très peu d'informations à son sujet, mais je pense qu'il va lui aussi connaître l'évolution des autres organisations centristes. Tenter de ressusciter le cadavre de l'I.A.G. par une conférence internationale et une discussion parfaitement stérile entre quatre murs avec les vieux centristes incorrigibles — cela n'a aucun sens aujourd'hui. Nous avons eu suffisamment de ces futiles « discussions pour le plaisir ». Nous devons aller aux masses avec le mot d'ordre de la IV^e Internationale.

A moins que vous ne vouliez amener dans cette « conférence » large les bordiguistes, le groupe Hennaut (14), etc. ? Ce serait moins utile encore. Si jusqu'à maintenant ces gens-là n'ont pas encore compris où ils doivent aller, il faut les abandonner à leur sort.

(12) Jacques DORIOT (1898-1945), ancien métallo de St-Denis, dirigeant des J.C. puis du P.C., avait critiqué au début de 1934 la politique de refus du front unique avec les socialistes, et dirigé l'opposition du « rayon de St-Denis ». Après son refus de se rendre à Moscou pour permettre l'arbitrage de la direction de l'I.C., il avait été exclu du P.C. le 29 juin 1934. Depuis, il avait multiplié les contacts avec la S.F.I.O. puis avec les diverses formations centristes (notamment le S.A.P.) avec qui il avait eu une journée de discussion en février à St-Denis.

(13) Au moment où le S.A.P. s'engageait, au nom de l'antifascisme, dans la voie du Front populaire, Doriot, lui, en venait à préconiser l'entente « à tout prix » avec Hitler, et nouait des liens financiers et politiques avec les milieux d'affaires.

(14) Ancien dirigeant de la « fraction abstentionniste » dans le P.S. italien, cofondateur et dirigeant du P.C.I., l'ingénieur Amadeo BORDIGA (1889-1970), opposé à la ligne du 3^e congrès de l'I.C., avait fondé la « fraction communiste de gauche » qui avait plus tard appartenu pendant quelque temps à l'Opposition de gauche internationale. Exclu du P.C.I., libéré après plusieurs années de prison, Bordiga vivait en Italie, mais sa fraction était très active parmi les immigrés italiens de France et surtout de Belgique où elle éditait la revue *Bilan* sous la direction d'Ottorino PERRONE, dit VERCESI (1897-1957). Adhémar HENNAUT (1899-1977), ouvrier peintre, ancien dirigeant du P.C. belge, puis de la Ligue des communistes internationalistes de Belgique, était influencé par les bordiguistes et les pourparlers de réunification des trotskystes belges avec son groupe avaient échoué en 1933.

**[APRÈS LE CONSEIL NATIONAL
DE LA S. F. I. O.] (1)**
(21 novembre 1935)

[...] Le conseil national a eu en tout cas le mérite d'avoir créé une situation nette (2). On a vraiment dépensé les dernières semaines trop de temps et d'énergie pour les manœuvres illusoires et stériles [...] C'est une sérieuse leçon pour l'avenir ! En tout cas, la voie est déblayée. On ne peut avancer politiquement que par une offensive farouche et dénonçant ouvertement non seulement Léon Blum, mais aussi Marceau Pivert, quoique sur un ton différent. [...]

(1) BRAUN, *op. cit.*, p. 34. Lettre au bureau politique du G.B.L.

(2) Il s'agit du conseil national du 17 novembre (cf. n. 6, p. 125).

UN VÉNÉRABLE SMERDIAKOV (1)

(novembre 1935)

Dans le numéro anniversaire des *Izvestija*, un certain Smerdiakov (2) se livre à ses souvenirs des journées d'Octobre à Petrograd. Il va sans dire qu' « Octobre a triomphé parce que la ligne de Lénine-Staline a triomphé ». Il ne fallait évidemment s'attendre à rien d'autre. Dans les cinq ou six dernières années, la loi historique du « stalinisme » a définitivement acquis force rétroactive et a soumis à re-rédaction l'ensemble de l'histoire passée à des remaniements. Mais il y a dans l'article de ce mémorialiste une intéressante petite touche concrète, au moins pour ceux qui savent où blesse le bât des Smerdiakov. Voici ce qu'on lit : « Sous la direction directe du centre militaire (Staline, Sverdlov, Dzerjinsky, Bubnov, Ouritsky (3)), le comité militaire révolutionnaire prépare énergiquement l'insurrection armée. »

C'est la première fois que nous rencontrons dans des souvenirs ce type d'allusion à « la direction directe du centre militaire ». Le « centre militaire », on le sait, fut découvert par hasard en 1923 seulement dans les vieux procès-verbaux du comité central. L'ennui, c'était, hélas, qu'aucun des organisa-

(1) T 3717, 3718. *Biulleten Oppositsii*, n° 47, janvier 1936. Article signé Alfa.

(2) Smerdiakov est le quatrième fils, illégitime, dans le célèbre roman de Dostoïevsky, *Les Frères Karamazov*, le meurtrier du père, personnage répugnant, notamment par sa servilité.

(3) Yakov SVERDLOV (1885-1919) était l'un des principaux dirigeants bolcheviques de la révolution d'Octobre, président de l'exécutif des soviets et secrétaire du comité central du parti. Félix E. DZERJINSKY (1877-1926), un des fondateurs avec Rosa Luxemburg du parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie, avait été élu en 1906 au C.C. bolchevique et fut en 1917 le premier commissaire à l'intérieur et le fondateur de la Tchéka. Andréi S. BUBNOV (1883-1940), vieux-bolchevik avait été l'un des organisateurs de l'insurrection dans le comité militaire révolutionnaire du soviet de Pétrograd, de même que Moïse M. OURITSKY (1873-1918), ancien compagnon de Trotsky en émigration et dirigeant de la Tchéka de Pétrograd.

teurs de la révolution d'Octobre n'en avait jamais entendu parler. Dans tous les mémoires des dirigeants les plus immédiats de l'insurrection, qui ont été écrits dans les premières années après la révolution, jusqu'à la découverte des procès-verbaux, et dans tous les documents de la période d'Octobre, il n'y a aucune référence à l'activité d'un « centre militaire » particulier. Dans *l'Histoire de la révolution russe* de Trotsky, il est prouvé, — prouvé une fois pour toutes — à l'aide de faits irréfutables et de témoignages directs provenant principalement du camp des staliniens d'aujourd'hui que le prétendu « centre militaire du parti » n'a jamais existé.

Il est vrai qu'il fut élu à tout hasard vers la fin d'une séance de nuit du C.C., au moment même où était mis sur pied, à Smolny, le comité militaire révolutionnaire qui fut la véritable direction de l'insurrection. Dès le lendemain tout le monde avait oublié le « centre militaire », y compris les membres du C.C. qui y avaient été nommés. Il ne prit aucune décision, puisqu'il ne se réunit pas une seule fois. Comme on l'a dit, on ne découvrit que six ans plus tard, en examinant de vieilles archives, qu'il avait été désigné. Soit dit en passant, on y citait aussi bien d'autres « centres » désignés au passage dans le tourbillon de 1917 et qui n'ont jamais existé en réalité.

L'un des participants les plus actifs de la révolution d'Octobre, Antonov-Ovseenko (4), dans ses mémoires abondants et volumineux, n'a jamais dit un seul mot du « centre militaire » et, moins encore, avec en première place le nom de Staline. Au cours des premières années, Antonov-Ovseenko, comme Staline lui-même, désignait de tout autres dirigeants de la révolution ! Un cas frappant d'égarement de la mémoire ! Il a fallu dix-huit années pleines à un participant de la révolution d'Octobre pour mettre finalement en ordre ses souvenirs, c'est-à-dire pour les arranger autour de la personnalité de Staline. Car — et nous avons oublié de le dire — le Smerdiakov dont nous parlons n'est autre que l'ancien révolutionnaire Antonov-Ovseenko (5).

Ces messieurs peuvent abuser de jeunes communistes et

(4) Vladimir A. ANTONOV-OVSEENKO (1884-1938), jeune officier soulevé à la tête de ses troupes pendant la révolution de 1905, était en octobre 1917 secrétaire du comité militaire révolutionnaire du soviet de Pétrograd et l'un des principaux collaborateurs de Trotsky.

(5) Antonov-Ovseenko avait été, dès 1923, membre actif de l'Opposition de gauche et avait subi à ce titre sanctions et brimades. Il avait capitulé après la défaite de l'Opposition et l'exclusion de ses membres, et n'avait rien à refuser aux dirigeants en place.

des pionniers (6). Mais ils n'abuseront pas l'histoire ; pour cela, même l'appareil stalinien de falsifications ne suffit pas. Et, puisqu'il en est ainsi, un jour, tôt ou tard, jeunes communistes et pionniers découvriront aussi la vérité. En Europe et en Amérique, les jeunes se tournent déjà vers la vérité. Il souffle un vent frais. Et aucun Smerdiakov ne pourra le polluer des émanations de ses mémoires à retardement (7).

(6) Les « pionniers » sont les enfants organisés dans le mouvement communiste.

(7) La racine du nom Smerdiakov (Smerdiet') signifie « puer » (N.d.T.).

[IL FAUT PRENDRE LE LARGE] (1)

(21 novembre 1935)

La politique peut se définir comme l'art de savoir utiliser les circonstances favorables. Vous avez maintenant en France une situation exceptionnelle, riche de possibilités. Il faut savoir vous en servir. Cela ne signifie pas qu'il vous faut chercher à rester dans cette rade tranquille : au contraire, il faut prendre le large.

Il serait faux d'affirmer que nous devons opérer ce tournant sous le « diktat » de la bureaucratie réformiste. Je me permets de vous rappeler ma lettre au moment du congrès de Mulhouse (2), alors qu'il n'était pas encore question de votre exclusion. Le congrès de la Seine démontre une fois de plus que les possibilités sont épuisées pour nous à l'intérieur de la S.F.I.O. (3). Et en province ? Mais on ne peut demander à Paris de piétiner sur place en attendant la province. D'ailleurs, on ne vous laissera pas piétiner (4). Nous gagnerons ce qu'il y a à gagner dans la province socialiste par d'autres voies et d'autres méthodes qui nous sont imposées par l'ensemble de la situation.

Ce serait saper notre propre avenir que de faire des concessions *principielles* à la bureaucratie réformiste ou aux

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 9, décembre 1935. Lettre au bureau politique du G.B.L.

(2) Cf. *Œuvres*, 5, p. 325-328. Trotsky y soulignait la nécessité de considérer que la période de lutte à l'intérieur de la S.F.I.O. touchait à sa fin.

(3) Le congrès fédéral de la S.F.I.O. de la Seine venait de se tenir les 26 et 27 octobre 1935. La motion des B.L. n'y avait recueilli que 570 mandats, un net fléchissement depuis le vote pour le congrès de Mulhouse.

(4) L'un des arguments des adversaires de la « sortie » de la S.F.I.O. était que le G.B.L. n'avait qu'à peine commencé son implantation en province et qu'il fallait donc gagner du temps dans ce but. En fait la politique d'exclusions menée par l'appareil rendait ce développement improbable ; à Grenoble, par exemple, Alexis Bardin était sur le point d'être exclu.

préjugés pivertistes (5). *Votre déclaration pour le conseil national est un peu trop douce* (6). *Vous ne parlez que du défaitisme révolutionnaire accepté avec des réserves par cette canaille de Zyromski*, qui n'est, lui, ni révolutionnaire, ni défaitiste, et qui refuse la IV^e Internationale ! Pourquoi n'avoir pas avancé ce mot d'ordre dans votre déclaration au conseil national comme dans votre motion pour le congrès de la Seine ? C'est là une faute qui n'apaisera pas vos ennemis, mais qui peut rejeter vos amis en arrière.

Y a-t-il dans votre milieu des camarades qui veulent, coûte que coûte, se cramponner à la S.F.I.O. ? L'exemple des Jeunesses ne démontre-t-il pas que le fait d'être liés à la S.F.I.O. constitue un obstacle plus qu'un tremplin ? Si l'un de nous dit : « Hors de la S.F.I.O., nous serons isolés, nous retomberons dans notre impuissance, etc. (7) », il faut lui répondre : « Cher ami, tes nerfs sont fatigués, prends un congé de quatre semaines, et on verra après ! » Et en même temps, il nous faut graver dans nos mémoires l'attitude de ces camarades dans ce moment de crise : nous connaissons des crises plus formidables encore, et la même défaillance peut se renouveler à une échelle bien plus importante. N'oublions pas que l'attitude de Zinoviev et de Kamenev en octobre 1917 (8) ne résultait pas du hasard, comme Lénine l'a dit dans son testament.

(5) Dans une lettre datée du 27 août 1935, Pierre Naville avait écrit à Trotsky qu'il existait « une tendance dans le G.B.L. à n'accepter les exclusions que si un bloc avec la gauche réussit à se constituer » ; il précisait : « pour y arriver, certains préconisent des concessions comme la suppression de *La Vérité* et la publication de *Révolution* (ou un autre) comme seul journal de la nouvelle tendance unifiée "sur une base large" ».

(6) Le conseil national de la S.F.I.O. avait été réuni le 17 novembre et avait eu notamment à examiner l'appel présenté par les militants B.L. exclus. Il avait désigné une commission *ad hoc* qui demanda au G.B.L. de « regretter les termes employés dans les colonnes de *La Vérité* pour défendre leur politique, de reconnaître comme nuisible à l'activité générale du parti d'attaquer son action en termes susceptibles de donner des armes à nos adversaires, de s'engager à respecter le règlement, la discipline et la décision du congrès ». Le C.C. du G.B.L., par 9 voix contre 4, acceptait cette proposition afin de « montrer que la volonté de scission venait des réformistes ».

(7) Les rapports adressés à Trotsky de Paris indiquaient que c'était là les arguments employés dans la discussion par les partisans de Molinier.

(8) Rappelons que Zinoviev et Kamenev, qui avaient combattu dans le parti la décision de passer à l'insurrection en octobre 1917, avaient publiquement condamné cette perspective — qui était celle de leur parti — dans le journal de Gorky, *Novaïa Jizn*, et que Lénine les avait traités de « briseurs de grève ».

Le dernier numéro de *La Vérité* manque totalement de couleur : vraiment, ce n'est pas le moment...

L'Action socialiste révolutionnaire de Belgique prépare ses adhérents à l'exclusion. Walter Dauge (9) commence à parler de la IV^e Internationale. Si les camarades français cédaient sur ce point essentiel, ils seraient politiquement amoindris et désorienteraient politiquement toute l'organisation.

Le dernier numéro de *La Vérité* me semble incolore et médiocre. *La Vérité* est le principal instrument du G.B.L. Pour transmettre aux masses nos idées, il faut les avoir élaborées. On peut à la rigueur accepter que *La Vérité* ne paraisse que deux fois par mois, mais il faut d'autant plus la soigner en préservant son caractère d'organe central de la tendance. Sacrifier *La Vérité* constituerait un crime, équivaldrait à une trahison (10). Mieux vaudrait dans ce cas adhérer à la « Gauche révolutionnaire (11) ».

On peut et on doit développer *Révolution* en journal de masse. Mais ce serait fatal de croire que les masses peuvent se contenter d'aliments de second ordre. Les idées et les mots d'ordre qu'on leur présente, il faut les avoir préalablement analysés et discutés, bien les formuler (*La Vérité* !)

D'autre part, il faut leur dire toute la vérité. Il faut dénoncer nommément les dirigeants traîtres des deux partis et des syndicats. Les masses doivent savoir à qui elles peuvent faire confiance pour les diriger. L'idée même que l'on puisse, après avoir sabordé *La Vérité*, remplir *Révolution* d'articles généraux sans offenser directement les tout-puissants appareils, cette idée seule est une erreur formidable !

Les engagements qu'on prend vis-à-vis de la bureaucratie doivent être subordonnés à cette dernière perspective. Pas d'équivoque à ce moment, à ce point décisif ! Je persiste à croire qu'il n'y a pas — peut-être *pas encore* — entre nous de divergences de principe. Il ne serait donc pas opportun d'ouvrir une discussion générale sur des questions de tactique. Il faut

(9) Il semble que les trotskystes belges entrés dans le P.O.B. et qui militaient à l'A.S.R. étaient sur le point de gagner définitivement Walter Dauge, son principal dirigeant. Walter DAUGE (1907-1944), fils d'ouvrier du Borinage et secrétaire fédéral des J.G.S., était à cette époque le principal dirigeant de l'Action socialiste révolutionnaire.

(10) Telle était la position de Raymond Molinier aux yeux duquel *La Vérité* facilitait la répression à l'intérieur de la S.F.I.O. et gênait le nécessaire « élargissement » qu'il pensait pour sa part pouvoir être réalisé autour d'un « journal de masses ».

(11) Rappelons que la tendance de la « Gauche révolutionnaire » de la S.F.I.O. avait été constituée le 30 septembre 1935.

tenter par tous les moyens de redresser notre politique à partir d'un effort interne du comité central, en commençant par le bureau politique. Pas de démissions ! La démission n'est qu'une désertion, même quand on a raison. Ne pas semer la panique puisque la situation est excellente et nos possibilités incalculables.

Il faut en arriver aussi vite que possible à la fusion avec la tendance de Fred Zeller (12) ; faire entrer au comité central, avec Fred Zeller, quelques camarades nouveaux, même s'ils ne sont pas très « mûrs » politiquement, mais actifs et sûrs : le C.C. serait pour eux l'école supérieure.

Voilà les quelques suggestions que je voulais vous soumettre pour le moment.

(12) Trotsky avait proposé la coopération de Fred Zeller au comité central du G.B.L. L'un des aspects les plus aigus de la crise qui était sur le point d'exploser au sein du G.B.L. résidait dans le fait que David Rousset et Rigal, membres du G.B.L. et en même temps dirigeants des Jeunesses, s'étaient refusés à reconnaître la discipline du G.B.L. et s'étaient refusés à toute « déclaration de loyauté » vis-à-vis de la S.F.I.O. Ils avaient d'autre part fait décider par les Jeunesses que *Révolution* continuerait à être l'organe des jeunes et ne se transformerait en aucun cas en « organe de masse » comme le souhaitaient depuis plusieurs mois certains dirigeants du G.B.L.

[SE TOURNER VERS LES MASSES !] (1)
(25 novembre 1935)

Chers Camarades,

Je dois avouer que les hésitations et les manœuvres avec la S.F.I.O. (2) et maintenant avec la « Gauche révolution-

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 9, décembre 1935. Lettre au B.P. du G.B.L. La longue interruption de la correspondance de Trotsky avec la section française s'explique peut-être par sa maladie et son hospitalisation de six semaines à Oslo à partir de la mi-septembre.

(2) Il semble que la majorité des dirigeants du G.B.L. aurait souhaité temporiser et au moins retarder le moment de quitter la S.F.I.O. pour s'organiser de façon « indépendante ». Dès le 28 juillet, à la suite de l'assemblée générale des J.S. de la Seine, David Rousset, un des dirigeants de l'Entente également membre du G.B.L., avait demandé à la direction de ce dernier de surseoir à la publication de la « Lettre ouverte ». La majorité l'avait sans doute partiellement suivi, puisque le document qui appelait au combat pour la IV^e Internationale ne fut publié dans *La Vérité* que le 23 août et amputé de la partie consacrée à l'organisation. On a vu plus haut que Trotsky s'était inquiété du retard de cette publication dont il se demandait s'il ne s'agissait pas d'une dérobade devant la politique d'exclusions de l'appareil. Or les exclusions avaient continué et les premières charrettes s'étaient succédé sans modifier réellement l'attentisme de la direction du G.B.L. *La Vérité* du 27 septembre n'avait pas mentionné l'exclusion — confirmée une semaine plus tôt — de treize militants dont Pierre Frank, Pierre Naville, Jean Rous, membre de la C.A.P., Fred Zeller, Yvan Craipeau, etc. Il semble bien qu'en fait, pendant toute cette période, la majorité des dirigeants du G.B.L. subissait l'influence de Pivert qui, tout en protestant contre les exclusions, leur reprochait leurs « maladresses » — qui les auraient, selon lui, « facilitées » — et les pressait de « faire des concessions » pour pouvoir « rester à la S.F.I.O. ». Il conseillait en particulier, après la décision du 28 août de la C.A.P. de ne plus considérer *La Vérité* comme un journal du parti socialiste, de renoncer à la publier. Selon une lettre de Rudolf Klement à Trotsky en date du 17 septembre 1935 (citée par N. Braun dans « *L'Organe de masses* »), c'était Molinier qui traduisait dans le G.B.L. cette pression de Pivert : Molinier avait selon lui déclaré en septembre à l'A.G. des militants parisiens : « La mission dans le parti (socialiste) n'a pas pris fin. Au lieu de trois cents, il faut en partir plus tard à trois mille. Quitter le parti aujourd'hui signifierait exhumer le vieux cadavre de la Ligue... Il ne faut à aucun prix se séparer de l'aile gauche (du parti socialiste) » (*op. cit.*, p. 14).

naire (3) » me paraissent parfaitement inexplicables en même temps qu'extrêmement dangereuses.

1. Pourquoi le travail de masses a-t-il été presque totalement négligé ? Parce que votre attention reste fixée sur les statuts de la S.F.I.O. et vers les humeurs changeantes de Pivert, mais pas vers l'action de masses.

2. On n'a rien fait sur le plan de la propagande en faveur de comités d'action élus par les masses en lutte. *La motion C contient sur les comités d'action une formule tout à fait confuse* (4). Pourquoi ? Parce que votre attention est concentrée sur votre réintégration dans l'appareil et non sur votre intégration dans les masses.

3. L'organisation piétine à Paris, tout en lâchant du lest sur les principes (voir la malheureuse motion C, voir aussi le dernier numéro de *La Vérité*), et en perdant de son influence.

(3) C'est au mois de septembre qu'avaient été prises les premières initiatives en vue de la création au sein de la S.F.I.O. d'une tendance nouvelle, assumant la rupture entre Pivert et Zyromski et regroupant les « révolutionnaires », avec la mise en circulation d'un « projet pour l'unité des tendances révolutionnaires ». La réunion constitutive avait eu lieu le 30 septembre, Zeller étant parmi les premiers adhérents et Molinier présent en tant qu'observateur. Le manifeste de la G.R. avait été rédigé par le sapiste Boris Goldenberg. En réponse à une proposition de fusion des initiateurs de la Gauche révolutionnaire, le B.P. du G.B.L. avait répondu le 15 octobre : « Nous ne sommes pas en principe hostiles. »

(4) La « motion C » en vue du congrès fédéral de la Seine que Trotsky qualifie dans le même texte de « malheureuse » avait été présentée par les militants du G.B.L. non encore exclus. Elle ne mentionnait ni la nécessité de la construction d'un nouveau parti ni, *a fortiori*, celle de la IV^e Internationale, se prononçait pour la formule équivoque de « Front populaire de combat », en faveur de « l'unité organique » et proposait au congrès, « pour préparer les organismes du pouvoir ouvrier », de décider « d'aider à la constitution de comités élus par les masses travailleuses pour supplanter le pouvoir bourgeois » (*La Vérité*, 8 novembre 1935). Le projet qui avait servi de base à sa rédaction (*La Vérité*, 25 octobre 1935) soulignait « l'urgence d'un rassemblement des révolutionnaires au sein du Front populaire pour l'orienter selon des mots d'ordre révolutionnaires ». Elle proposait au congrès de préconiser « la constitution de comités de masse du Front populaire par quartiers et par villages » et de « décider que les sections pourraient proposer sur ce point une action commune au parti communiste dont le récent congrès de l'I.C. (motion Dimitrov) envisage et prescrit de tels comités ». En réalité, l'unique préoccupation qui avait inspiré les rédacteurs de ces textes était la lutte pour la réintégration des exclus dans la S.F.I.O., et l'idée d'utiliser ce combat pour la construction d'un parti indépendant leur était étrangère. Trotsky allait écrire son article : « Pour les comités d'action, pas le Front populaire », p. 187-188.

Pourquoi ? Parce qu'on a adopté une orientation fausse. On se cramponne à la S.F.I.O. alors que, depuis Mulhouse, il s'agit d'une étape politiquement révolue.

4. Dans votre circulaire aux groupes, au sujet de l'exclusion (5) (vos circulaires ne sont jamais datées !), il y a deux lignes qui traitent de la demande de réintégration ! Et elles sont rayées à la plume ! Or il y avait des voix en faveur d'une nouvelle tentative de réintégration, même après le conseil national (6). Inouï : avec les forces que vous dépensez dans ces manœuvres stériles et démoralisantes, on pourrait faire d'excellentes choses !

5. Votre attitude vis-à-vis de la « Gauche révolutionnaire » me paraît incompréhensible et absolument contraire à nos principes et à nos traditions. Qu'est-ce que la « Gauche révolutionnaire » ? C'est le S.A.P. français. En courtisant ces gens-là, vous allez les pousser à droite et vous perdrez du terrain en leur faveur. Il faut les dénoncer impitoyablement. *La Vérité* se tait au sujet de la « Gauche révolutionnaire (7) ». C'est incroyable ! Permettez-moi le mot juste : c'est un scandale !

6. Dans une de vos circulaires (toujours ni datée ni numérotée), vous parlez du « front unique » avec la « Gauche révolutionnaire ». Au fond, c'est un abus dans les termes. Le front unique suppose des organisations de masse et vous n'êtes que des sociétés de propagande. Si vos conceptions sont identiques, il vous faut fusionner ; si votre existence indépendante est justifiée par des divergences de principe — et c'est là l'unique

(5) La principale charrette des exclusions avait été décidée le 19 septembre par la commission nationale des conflits.

(6) Les exclus disposaient de la possibilité de faire appel de leur exclusion auprès du conseil national de la S.F.I.O. Celui-ci, réuni le 17 novembre, avait confirmé l'exclusion.

(7) La position officielle du G.B.L. vis-à-vis de la Gauche révolutionnaire avait été définie par une résolution de son B.P. le 29 septembre : elle considérait que la rupture de la Gauche révolutionnaire avec la Bataille socialiste pouvait « contenir des éléments progressifs », mais qu'il fallait « expliquer son caractère centriste ». Au bureau politique du 1^{er} octobre, selon Pierre Naville (« Note pour le C.C. » citée par BRAUN, p. 25), Raymond Molinier avait proposé de faire adhérer à la G.R. son frère Henri, le dirigeant des T.P.P.S. Georges Balay et les autres dirigeants des J.S. de la Seine, après Zeller. Le numéro d'octobre de *Révolution* titrait : « Vive la Gauche révolutionnaire » et publiait en première page un article de Pivert « Révolution d'abord ». Le silence de *La Vérité* s'expliquait effectivement par ces contradictions.

justification — comment pouvez-vous mener ensemble une propagande ?

7. Il peut exister dans la pratique des cas où vous agissez ensemble — contre les exclusions, contre les fascistes, etc. —, mais, même alors, il faut préciser complètement son point de vue. Ne pas confondre les principes, les organisations et les drapeaux. Marcher séparément, frapper ensemble. (Réalisez, s.v.p., les deux.)

8. La « Gauche révolutionnaire » affirme qu'elle ne se distingue de nous que « par le ton ». Mais le S.A.P. a lui aussi commencé par cette affirmation. Par notre attaque implacable, nous l'avons forcé à reconnaître qu'un abîme le sépare de nous. Notre section allemande a perdu beaucoup de temps en faisant trop longtemps la cour au S.A.P. (8), et tout le mouvement pour la IV^e Internationale en a été paralysé pendant un certain temps. Depuis que nous avons tourné notre lame contre le S.A.P., nous avons remporté des succès partout. L'I.A.G. se désagrège, le mouvement pour la IV^e Internationale devient une réalité. Est-ce le moment de tolérer des tendances sapistes ou pro-sapistes dans nos rangs ? Le camarade Van me communique qu'il existe dans le 19^e un « groupe d'action révolutionnaire » (B.L.-G.R.) (9). Qu'est-ce que c'est ? Quel programme ? Est-ce un nouveau parti du 19^e arrondissement ? Comment la discipline des B.L. peut-elle se concilier avec celle de ce nouveau groupe, et que fait-on là de la IV^e Internationale ? Peut-être

(8) En août 1933, le principe de la fusion entre le S.A.P. et l'Opposition de gauche allemande avait été retenu dans les conversations entre Trotsky et Walcher. Par la suite, le S.A.P. s'était dérobé au niveau de sa direction nationale. Mais, en Allemagne, les organisations avaient travaillé ensemble dans la clandestinité et la conférence de Dietikon de l'I.K.D. en décembre 1934 avait confirmé l'orientation vers la fusion. La rupture avec le S.A.P. était venue de Trotsky et du S.I. Voir *Œuvres*, 5, p. 261-285 et ci-dessus, n. 2, p. 25.

(9) VAN était l'appellation familière de Jean VAN HEIJENOORT (né en 1912) ancien étudiant en mathématiques, qui avait été secrétaire de Trotsky de 1932 à 1934. Il lui avait écrit le 21 novembre précédent, à propos de la section du 19^e arrondissement : « Dans les réunions ordinaires de section, il y a une centaine de présents, dont entièrement les camarades B et C, qui redeviennent alors la majorité. Ces camarades sont d'ailleurs organisés maintenant dans un Groupe d'Action révolutionnaire (B.L., gauche et sans tendance) qui a maintenant son local à lui. Deux sections se forment, chaque jour davantage, et dans quelques semaines, il ne restera qu'à couper le cordon ombilical. » Van Heijenoort révélait ainsi à Trotsky l'entreprise moliniériste de création des G.A.R. (Groupes d'action révolutionnaire) regroupant les « révolutionnaires » sur un programme minimum qui allait bientôt être défini en cinq points.

ai-je mal compris la lettre de Van. Je serais heureux de recevoir là-dessus des apaisements.

9. On parle encore et de nouveau d'un « journal de masses ». Pas *La Vérité*, pas *Révolution*. Non, quelque chose de tout à fait nouveau (10). Je l'avoue une fois de plus : je n'y comprends absolument rien. Alors que *La Vérité* recule et se décolore ces derniers temps du fait de son orientation S.F.I.O. unilatérale, conservatrice et stérile, les jeunes ont réussi à mettre debout un organe qui se développe très bien, parce qu'il s'appuie sur le dévouement des jeunes. Il faut les aider, non les freiner. Si on ne le bureaucratise pas, *Révolution* peut devenir un journal de masses pour les jeunes ouvriers, et c'est la première couche que nous devons gagner : les adultes ne viendront qu'après. C'est la logique même de toute révolution.

Et le troisième journal ? Que peut-il signifier ? Sur quelle base ? Sur la base de l'alliance avec la « Gauche » ? Ce serait rompre avec nos principes et notre politique. Nous pouvons attirer à *Révolution* et même à *La Vérité* les meilleurs représentants du centrisme. Mais le journal doit être à nous. Il doit être l'organe de la section de la IV^e Internationale en formation.

Si un journal hermaphrodite se prépare effectivement, je tiens à dégager par avance ma responsabilité, et j'espère bien que le secrétariat international ferait la nécessaire déclaration.

Camarades, si j'ai insisté depuis le mois de juillet sur la nécessité de consacrer les neuf dixièmes de vos forces au travail dans les masses et un dixième seulement aux manœuvres internes (11), je dis maintenant dix dixièmes pour l'action de masses et rien pour Léon Blum, ni même pour Pivert. Il faut lui tourner le dos, il faut le dénoncer impitoyablement. Il est devenu « l'extrême gauche » du Front populaire. Se cramponner à Pivert qui, lui-même, se cramponne à Blum, signifie entrer passivement dans le jeu du Front populaire. Non, on ne peut tolérer pareilles velléités une seule minute.

Quelques camarades peuvent trouver cette lettre trop brutale, voire injuste. Mais j'écris de très loin. Les informations que je reçois sont fragmentaires. C'est pourquoi je ne puis souvent me former une opinion qu'avec un certain retard. C'est la dernière lettre du camarade Van, en liaison avec la motion C, le dernier numéro de *La Vérité* et ses circulaires, qui ont éveillé en moi les inquiétudes les plus vives. J'ai espéré qu'avec l'aide

(10) Il s'agit du projet de Frank et Molinier de préparer *La Commune*.

(11) Voir notamment la lettre du 11 août 1935, *Œuvres*, 6, p. 120.

de la bureaucratie, nous pourrions, quoiqu'avec un certain retard, opérer le tournant nécessaire, sans crise ni secousses. Je veux encore l'espérer, mais il faut parler net. Que tous les camarades parlent net !

[ENTRETIEN SUR L'I. L. P.] (1)
(novembre 1935)

BIRNEY

Que voulez-vous dire exactement à la fin de votre article, quand vous écrivez que l'I.L.P. doit encore « élaborer un programme marxiste (2) » ?

TROTSKY

J'ai accumulé dans mon article des exemples qui montrent que la politique de l'I.L.P. n'est pas encore marxiste, pas encore

(1) T 3740. Ce compte rendu d'une discussion sur l'I.L.P. entre Trotsky et le militant qui portait le pseudonyme de Robertson fut mis en circulation en 1936 sous forme miméographiée, par ce dernier, à l'intérieur de l'I.L.P., sous le titre « Conversations avec Trotsky ». Il fut publié pour la première fois dans *New International*, février 1936. ROBERTSON était le pseudonyme de Earle BIRNEY (né en 1904). Fils d'un peintre en bâtiment, Earle Birney avait dû quitter l'école très tôt et exercé différentes professions de fortune pour pouvoir entreprendre des études à l'Université de Colombie britannique, puis de Toronto. C'est là qu'il était devenu marxiste, à l'automne 1932 et avait fait la connaissance d'un jeune comptable, Kenneth Johnstone, qui lui avait fait connaître l'ancien président du P.C. du Canada, Maurice Spector, devenu le principal dirigeant trotskyste de ce pays. Il avait organisé un noyau de l'Opposition de gauche à Vancouver, puis Salt Lake City, où il enseignait à l'université, militant notamment au sein des travailleurs des « camps de travail » surnommés « camps d'esclaves ». Il avait été exclu du P.C. américain pour « trotskysme ». En 1934, il avait obtenu une bourse de doctorat pour achever à Londres une thèse sur Chaucer et était devenu l'un des animateurs du groupe « entriste » dans l'I.L.P. Il s'interrogeait à l'époque sur la justesse de l'orientation du groupe et envisageait une réorientation vers le Labour Party. Il avait rendu visite à Trotsky en novembre 1935, à Hønefoss, en compagnie de son camarade Kenneth JOHNSTONE dit Ken ALEXANDER (1910-1978), fils de postier, comptable, qui l'avait gagné au trotskysme et était également venu en Grande-Bretagne où il travaillait comme journaliste et éditait le journal *Youth Militant*. L'identité réelle de ces deux hommes avait été soigneusement dissimulée dans les documents publiés et Birney figure sous celle de Robertson. Eu égard à sa notoriété actuelle dans son pays comme écrivain et poète, nous avons rétabli son nom partout, puisqu'il n'existe plus aucune raison de le dissimuler.

(2) Cf. *Œuvres*, 6, p. 243.

révolutionnaire : son incapacité à rompre nettement avec le pacifisme et avec le stalinisme, à se tourner résolument vers les masses britanniques, à prendre une position claire sur le problème de l'organisation internationale. Ce sont là un seul et même défaut. Prenons l'exemple du pacifisme. En dépit de la phraséologie de *What the I.L.P. stands for* (3), il est encore possible dans l'I.L.P. que Maxton, McGovern, Campbell Stephen (4) publient une déclaration faisant autorité et appelant les travailleurs à ne pas prendre les armes en cas de guerre. C'est une politique faillie : ce n'est que du défaitisme dirigé contre les ouvriers, par le défaitisme révolutionnaire contre le capitalisme. De plus, la guerre est un produit *international* du capitalisme et on ne peut la combattre qu'internationalement. Quelles sont les organisations révolutionnaires d'autres pays avec lesquelles les révolutionnaires dans l'I.L.P. doivent s'unir ? Pas l'Internationale communiste, comme vos dirigeants pacifistes l'ont cru naïvement, car elle est vouée au social-patriotisme. Pas le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (5), car, sur les dix groupes qui le composent, plusieurs ont déjà disparu, d'autres sont pacifistes ou même social-patriotes et seul le parti hollandais, le R.S.A.P., est d'accord avec l'I.L.P. sur la lutte contre les sanctions et pour la seule action indépendante de la classe ouvrière. Ce parti s'est depuis longtemps prononcé pour la IV^e Internationale et, cette semaine — le 21 novembre —, il vient de se déclarer partisan de la rupture avec le bureau (6). C'est donc avec le parti hollandais et les autres partis qui combattent ouvertement pour la IV^e Internationale que l'I.L.P. doit nécessairement être solidaire, s'il veut se joindre au combat révolutionnaire international contre la guerre.

(3) Titre de la brochure-programme de l'I.L.P. récemment publiée.

(4) James MAXTON (1885-1946), dirigeant de l'I.L.P. depuis 1912, pacifiste pendant la guerre, était député de Glasgow depuis 1922 et maître de l'appareil de ce parti. John MCGOVERN (1887-1968) était l'un des orateurs les plus populaires de l'I.L.P., connu pour ses interruptions, surtout ses interruptions aux Communes, et ses gestes spectaculaires comme sa participation aux « marches » des chômeurs. Campbell STEPHEN (1884-1947), ancien pasteur devenu avocat, député de 1922 à 1931, puis à partir de 1935, était aussi l'un des pacifistes éminents de l'I.L.P. La déclaration en question avait déjà été vivement prise à partie dans la lettre adressée par Robertson (Earle Birney) aux membres de l'I.L.P. (Cf. *Œuvres* 6, p. 243.)

(5) Titre officiel de l'ex-I.A.G. longtemps appelée « bureau de Londres » et quelque temps « bureau d'Amsterdam ».

(6) La décision du R.S.A.P. de rompre avec le bureau de Londres — et le S.A.P. — était la conséquence directe de la lutte fractionnelle entreprise dans ses rangs par les sympathisants du S.A.P.

Je lis dans le *New Leader* que des sections du Lancashire, de Londres et d'Ecosse de l'I.L.P. se sont déjà déclarées en désaccord avec les déclarations pacifistes de son exécutif interne et avec les outrances de ce style de McGovern à la Chambre des Communes. Mais cela ne suffit pas. Leur combat ne peut aboutir que s'il est *positif* — pas simplement « contre le pacifisme », mais *pour* le défaitisme révolutionnaire. Cela ne peut signifier qu'une chose : le combat principal sera *pour la IV^e Internationale*.

BIRNEY

L'I.L.P. avait-il raison, dans les dernières élections (7) de présenter autant de candidats que possible, même au risque de diviser les voix ?

TROTSKY

Oui. Il aurait été stupide pour l'I.L.P. de sacrifier son programme politique aux intérêts de la prétendue « unité », de permettre au Labour Party de monopoliser la tribune, comme l'a fait le P.C. (8). On ne peut pas connaître sa propre force avant de l'avoir éprouvée. Le risque de diviser existe toujours, comme celui de perdre ses dépôts (9), mais il faut prendre ces risques, sinon nous nous boycottons *nous-mêmes*.

BIRNEY

L'I.L.P. avait-il raison de refuser son soutien critique aux candidats du Labour Party qui réclamaient des sanctions militaires (10) ?

TROTSKY

Non. Si les sanctions économiques sont de véritables sanc-

(7) Des élections législatives venaient d'avoir lieu en Grande-Bretagne.

(8) Le P.C. britannique, au nom de l'« unité », avait mené une campagne « suiviste » vis-à-vis du Labour Party.

(9) Il s'agissait des dépôts financiers pour les candidatures, perdus au cas où le candidat n'avait pas obtenu suffisamment de voix.

(10) L'I.L.P. avait cherché à opérer une distinction entre les candidats du Labour Party qui préconisaient des sanctions militaires — et qu'il condamnait en tant que social-patriotes — et les autres, qu'il était prêt à soutenir même quand ils étaient partisans des « sanctions » économiques décidées par la S.D.N. contre l'Italie à la suite de son agression contre l'Ethiopie.

tions économiques, elles conduisent aux sanctions militaires et l'I.L.P. lui-même l'avait dit. Il aurait dû accorder son soutien critique à *tous* les candidats du Labour Party là où il ne se présentait pas lui-même. J'ai lu dans le *New Leader* que votre secteur de Londres était d'accord pour ne soutenir les candidats du Labour Party que quand ils étaient *contre* les sanctions. C'est faux aussi. Il fallait donner un soutien critique au Labour Party non pas parce qu'il était pour ou contre les sanctions, mais parce qu'il représentait les masses ouvrières.

L'erreur fondamentale commise par certains groupes de l'I.L.P. qui ont refusé leur soutien critique a été de penser que le danger de guerre nécessitait une révision de notre appréciation du réformisme. Mais, comme l'a dit Clausewitz (11) — et Lénine l'a souvent répété —, *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens*. Si c'est vrai, cela ne s'applique pas seulement aux partis capitalistes, mais également aux partis social-démocrates. La crise de la guerre ne change pas le fait que le Labour Party soit un parti ouvrier, ce que n'est pas le parti au gouvernement (12). Elle ne change pas non plus le fait que la direction du Labour Party ne peut pas tenir ses promesses, qu'elle trahira la confiance que les masses placent en elle. En temps de paix, les ouvriers mourront de faim s'ils font confiance à la social-démocratie et, en temps de guerre, ils mourront sous les balles pour la même raison. Les révolutionnaires n'accordent jamais au réformisme un soutien critique parce qu'ils croient que le réformisme, une fois au pouvoir, pourrait satisfaire les revendications fondamentales des ouvriers. Il est bien entendu possible qu'un gouvernement du Labour puisse effectuer quelques réformes temporaires et modérées. Il est également possible que la S.D.N. puisse retarder un conflit militaire sur des questions secondaires, exactement comme un cartel peut écarter des crises économiques secondaires, mais seulement pour les reproduire à une plus grande échelle. Ainsi la S.D.N. peut-elle éviter de petits conflits épisodiques, mais seulement pour les généraliser dans le cadre d'une guerre mondiale.

Ainsi les crises, aussi bien économiques que militaires, ne peuvent que revenir avec une force explosive accrue, aussi longtemps que le capitalisme subsiste. Et nous savons que la social-démocratie ne peut pas abolir le capitalisme.

(11) Karl von CLAUSEWITZ (1780-1831), général prussien, était l'auteur du traité sur la guerre souvent cité par les auteurs marxistes.

(12) Le parti au pouvoir était le parti conservateur.

Non, en temps de guerre comme en temps de paix, l'I.L.P. doit dire aux ouvriers : « Le Labour Party vous trompera et vous trahira, mais vous ne nous croyez pas. Très bien, nous irons avec vous, à travers toutes vos expériences, mais en aucun cas nous ne nous identifierons au programme du Labour Party. »

Morrison, Clynes (13), etc., incarnent certains préjugés des ouvriers. Quand l'I.L.P. cherche à boycotter Clynes, il aide non seulement Baldwin (14), mais Clynes lui-même. Si sa tactique réussit, l'I.L.P. empêche l'élection de Clynes, du gouvernement du Labour, et il empêche ainsi qu'ils soient démasqués aux yeux des masses. Les ouvriers diront : « Si seulement nous avions Clynes et Morrison au pouvoir, les choses iraient mieux. »

Il est bien entendu exact que le contenu mental de Clynes et de Baldwin est dans une large mesure identique, sauf peut-être que Baldwin est un peu plus « progressif » et plus courageux. Mais le contenu de classe du soutien à Clynes est très différent.

On nous objecte que le Labour Party est déjà démasqué par ses actes d'autrefois, quand il était au pouvoir, et par son programme réactionnaire actuel. Par exemple, par sa décision de Brighton (15). Pour nous, oui ! Mais pas pour les masses, pas pour les huit millions qui ont voté Labour ! C'est très dangereux pour les révolutionnaires d'accorder trop d'importance à des

(13) Ces deux hommes étaient les piliers de l'aile droite du Labour Party après la crise qui avait vu l'exclusion de James Ramsay MacDonald et de ses amis « socialistes nationaux ». Herbert MORRISON (1888-1965) était le patron de l'appareil à Londres, député depuis 1913, adversaire de l'affiliation du P.C. au Labour Party dans les années vingt, ministre du travail de 1929 à 1931. Joseph Robert CLYNES (1869-1949), dirigeant syndical, député en 1906, ministre en 1917, 1924, 1929-31, avait longtemps dirigé le groupe parlementaire.

(14) Stanley Baldwin (cf. n. 12, p. 57), premier ministre conservateur de 1921 à 1924, puis de 1924 à 1929, ministre dans le gouvernement MacDonald d'union nationale de 1931 à 1935, venait de reprendre le poste de premier ministre à la retraite de MacDonald.

(15) Le congrès de Brighton du Labour Party, au début d'octobre 1935, avait vu triompher la nouvelle aile droite animée par le dirigeant du syndicat des transports, Ernest BEVIN (1881-1951), appuyé par Citrine et l'appareil syndical. Il avait voté, après une discussion chaude et passionnée, une résolution qui approuvait la politique des « sanctions » de la S.D.N. contre l'Italie de Mussolini à la suite de son agression contre l'Ethiopie. Cette décision ainsi que l'élimination en tant que « leader » du groupe parlementaire du vieux pacifiste George Lansbury (cf. n. 7, p. 92) signifiaient que le Labour Party s'engageait dorénavant dans le soutien de la politique de sécurité collective à travers l'action de la S.D.N. et se préparait à l'union sacrée dans la perspective de la guerre.

décisions de congrès. Nous utilisons pareilles preuves dans notre propagande, mais nous ne pouvons les présenter au-delà du cercle d'influence de notre propre presse. On ne peut pas crier plus fort que ses cordes vocales.

Supposons que l'I.L.P. ait connu le succès dans sa tactique de boycottage, qu'il ait entraîné derrière lui un million d'ouvriers et que ce manque d'un million de voix ait entraîné la défaite électorale du Labour. Qu'arriverait-il au moment de la guerre ? Les masses désillusionnées se tourneraient vers le Labour, mais pas vers nous. Si des soviets se formaient pendant la guerre, les soldats éliraient des gens du Labour Party et pas nous. Les ouvriers continueraient à dire que c'est *nous* qui gênons le Labour. Mais si nous lui donnions notre soutien critique et si nous aidions ainsi le Labour Party à arriver au pouvoir, tout en disant aux ouvriers que le Labour Party agira comme un gouvernement capitaliste et mènera une guerre capitaliste, alors, au moment de la guerre, les ouvriers verraient que nos prédictions étaient exactes, en même temps que nous marchions avec eux. *Nous* serions élus dans les soviets et ces derniers ne trahiraient pas.

C'est un principe général qu'un parti révolutionnaire n'a pas le droit de boycotter le Parlement tant qu'il n'a pas la force de le renverser, tant qu'il ne peut pas remplacer l'action parlementaire par la grève générale et l'insurrection, la lutte directe pour le pouvoir. En Grande-Bretagne, les masses ne font pas encore confiance à l'I.L.P. L'I.L.P. est donc trop faible encore pour pouvoir briser la machine parlementaire, et il lui faut continuer à l'utiliser. Quant à un boycottage *partiel*, comme il a cherché à le faire, c'était irréal. A ce stade de la politique britannique, il aurait été interprété par la classe ouvrière comme une sorte de manifestation de mépris à son égard ; c'est particulièrement vrai en Grande-Bretagne, où les traditions parlementaires sont encore si vivaces.

Allons plus loin. La politique de division de Londres de n'accorder un soutien critique qu'aux anti-abstentionnistes impliquerait une distinction fondamentale entre les social-patriotes comme Morrison et Ponsonby (16) ou — avec votre per-

(16) Arthur PONSONBY (1871-1946), fils du secrétaire particulier de la reine Victoria, d'abord député libéral, puis député du Labour à partir de 1927, avait été ministre dans le deuxième gouvernement MacDonald. Devenu en 1929 Lord Ponsonby, il était le leader du parti à la Chambre des Lords.

mission — même Cripps (17). En réalité, les différences entre eux ne sont que d'ordre propagandiste. Cripps, en réalité, est un partisan de seconde classe de la bourgeoisie. Il a dit, en effet : « Ne faites pas attention à mes idées : nos divergences sont minces. » C'est là une attitude de dilettante, pas de révolutionnaire. Mieux vaut mille fois un ennemi ouvert, comme Morrison. Lansbury lui-même est un vieil homme sincère, mais extravagant et irresponsable ; sa place est au musée, pas au parlement. Les autres pacifistes sont plus de mauvaise foi, plus retors : comme Norman Angell (18), qui exige aujourd'hui des sanctions plus fortes, ils se transformeront aisément en social-patriotes dans le cours de la guerre. Et alors, ils pourront dire aux ouvriers : « Vous nous connaissez. Nous étions contre les sanctions. Même l'I.L.P. a soutenu notre combat. Vous pouvez donc avoir confiance en nous quand nous vous disons que cette guerre est une guerre juste. » Non, l'I.L.P. aurait dû appliquer la même politique de soutien critique à l'ensemble du Labour Party, faisant seulement varier ses arguments pour répondre aux légères nuances de la propagande des pacifistes et de celle des social-patriotes. Autrement on fait naître l'illusion que le pacifisme est plus capable de résister que le social-patriotisme. Ce n'est pas vrai. Leurs divergences ne sont pas fondamentales. Même chez les tories (19), il existe des divergences à propos des sanctions et sur la politique de guerre. La différence entre Amery (20) et Lansbury, c'est tout simplement qu'Amery est plus réaliste. Tous deux sont contre les sanctions, mais pour la classe ouvrière, c'est Lansbury qui est le plus dangereux, avec ses illusions et sa sincérité.

Le plus grand danger, c'est pourtant la politique stalinienne. Les partis de l'Internationale communiste essaient d'en appeler particulièrement aux ouvriers les plus *révolutionnaires* en dénonçant la S.D.N. — une dénonciation qui est une excuse —, en

(17) Richard Stafford CRIPPS (1889-1952), député du Labour Party en 1929, principal dirigeant de la Socialist League, avait été l'adversaire de la politique en faveur des sanctions lors du congrès de Brighton.

(18) Norman ANGELL (1874-1967), écrivain et journaliste pacifiste, auteur en 1910 de *La grande Illusion*, avait polémique dans les années vingt contre Trotsky. Député du Labour Party de 1929 à 1931, il avait été un des présidents du comité mondial contre la guerre et le fascisme (Amsterdam-Pleyel) et avait reçu en 1933 le prix Nobel de la paix.

(19) Appellation familière du parti conservateur.

(20) Leopold Charles AMERY (1873-1955), journaliste, député conservateur depuis 1910, ministre des colonies en 1924-1925 dans le gouvernement Baldwin, était opposé à la politique des sanctions qui risquait selon lui de compromettre l'alliance anglo-italienne.

réclamant des « sanctions ouvrières », et en disant néanmoins : « Il nous faut nous servir de la S.D.N. quand elle est pour des sanctions. » Ils cherchent par ce moyen à enchaîner les ouvriers aux brancards pour leur faire tirer le char de la S.D.N. De même que le conseil général (21), en 1926, acceptait la grève générale, mais concluait en coulisses un accord avec le clergé et les pacifistes radicaux, et se servait ainsi de l'opinion bourgeoise pour « discipliner » les ouvriers et saboter leur grève, de même les staliniens cherchent à discipliner les ouvriers en confinant le boycottage dans les limites de la S.D.N.

La vérité, c'est que si les ouvriers commencent à appliquer contre l'Italie leurs propres sanctions, leurs actions vont inévitablement atteindre leurs propres capitalistes et la S.D.N. sera alors contrainte d'abandonner toute sanction. Elle ne propose aujourd'hui de sanctions que parce que les voix des ouvriers ne s'élèvent dans aucun pays. L'action ouvrière ne peut commencer qu'en opposition absolue à la bourgeoisie nationale et à ses combinaisons internationales. Soutien de la S.D.N. et soutien des actions ouvrières sont l'eau et le feu : on ne les marie pas.

C'est pourquoi, dans les élections, l'I.L.P. aurait dû se différencier du P.C. plus qu'il ne l'a fait. Il lui fallait donner son soutien critique au Labour Party contre Pollitt et Gallacher (22). Il aurait dû déclarer ouvertement que le P.C. avait tous les défauts du Labour sans avoir aucun de ses avantages. Il aurait surtout dû montrer en pratique ce que signifie un véritable soutien critique. En accompagnant son soutien de la critique la plus sévère et la plus large, en expliquant patiemment qu'un tel soutien n'avait pour but que de démasquer la trahison des dirigeants du Labour, l'I.L.P. aurait complètement démasqué aussi le soutien faussement « critique » des staliniens eux-mêmes, un soutien qui était en réalité sans réserves et *non critique* et qui reposait sur un accord de principe avec la direction du Labour Party.

BIRNEY

L'I.L.P. devrait-il chercher à entrer dans le Labour Party ?

(21) Le conseil général est l'organisme dirigeant des syndicats britanniques.

(22) Harry POLLITT (1890-1960), ancien métallo, était secrétaire général du parti communiste britannique depuis 1927. William GALLACHER (1881-1965), militant du British Socialist Party, puis animateur des délégués d'ateliers — les Shop-Stewards — de la vallée de la Clyde pendant la guerre, avait rejoint le P.C. au début de 1921. Il avait depuis renié le « gauchisme » de ses jeunes années. Il était député depuis 1925.

TROTSKY

La question ne se pose pas ainsi en ce moment. Ce que l'I.L.P. doit faire s'il veut devenir un parti révolutionnaire, c'est tourner le dos au P.C. et se tourner vers les organisations de masse. Il doit consacrer 99 % de son énergie à la construction de fractions dans le mouvement syndical. Je comprends que, en ce moment, la plus grande partie du travail de fraction peut être faite ouvertement par des militants de l'I.L.P. en leur qualité de syndiqués et de coopérateurs (23). Mais l'I.L.P. ne doit pas s'en contenter : il doit construire son influence sur les organisations de masse avec la plus grande diligence et la plus grande énergie. Car le temps peut venir où, pour atteindre les masses, il lui faudra entrer dans le Labour Party, et il faut, pour pouvoir le faire, avoir d'abord tracé ses pistes. C'est seulement l'expérience qui naîtra d'un tel travail de fraction qui pourra apprendre à l'I.L.P. si et quand il doit entrer dans le Labour Party. Mais, pour l'ensemble de son activité, la première condition, c'est un programme clair. Une petite hache ne peut abattre un gros arbre que si elle est assez aiguisée.

BIRNEY

Le Labour Party va-t-il vers une scission ?

TROTSKY

L'I.L.P. ne doit pas partir de l'idée qu'il va grandir automatiquement aux dépens du Labour, que des éléments de gauche de ce dernier seront poussés dehors par la bureaucratie et qu'ils rejoindront l'I.L.P. Ce ne sont là que des possibilités. Mais il est également possible que la gauche, qui va se développer au fur et à mesure que la crise s'aggravera, et surtout maintenant, à l'intérieur des syndicats, après l'échec du Labour aux élections, l'emporte dans son combat pour rester à l'intérieur du Labour Party. Même si la Socialist League (24) quittait le

(23) Syndicats et coopératives étaient des qualités adhérents du Labour Party. Il était possible, par leur intermédiaire, à un militant dont l'adhésion individuelle aurait été repoussée, d'intervenir néanmoins dans le Labour Party.

(24) La Socialist League avait été fondée à l'intérieur du Labour Party en octobre 1932, à l'initiative de militants de l'I.L.P. en désaccord avec la décision de l'I.L.P. de se désaffilier du Labour. Elle avait recruté non seulement d'anciens membres de l'I.L.P. mais des socialistes récents comme Cripps et d'anciens trotskystes comme Reg Groves, et aussi d'anciens membres du P.C. qui avaient rompu au moment de la « troisième période » comme James T. MURPHY (1888-1966), un des plus anciens dirigeants ouvriers du P.C. britannique.

Labour pour rejoindre l'I.L.P., cela ne mettrait pas fin à ces possibilités, car la Socialist League a un caractère petit-bourgeois prononcé et n'est vraisemblablement pas à même d'organiser les militants à l'intérieur du Labour. De toute façon, l'histoire de la grève générale britannique de 1926 nous enseigne qu'un fort mouvement militant peut se développer en une organisation syndicale fortement bureaucratisée et créer un important mouvement minoritaire sans être chassé des syndicats.

Au lieu de cela, ce qui peut arriver, c'est que les charlatans du mouvement ouvrier tournent à gauche pour garder le contrôle. Si l'I.L.P. n'est pas là au moment critique, avec une direction révolutionnaire, il faudra que les ouvriers la trouvent ailleurs. Ils peuvent encore se tourner vers Citrine, car Citrine peut même très bien consentir à réclamer, pour un temps, des soviets, plutôt que de lâcher prise. De même que Scheidemann et Ebert (25) ont réclamé des soviets et les ont trahis, de même Citrine le fera. Léon Blum, sous la pression révolutionnaire des masses françaises écrit pour *Le Populaire* des titres comme « Sanctions — Mais les ouvriers doivent contrôler », etc. C'est cette façon traître de « prendre la tête pour coiffer » que l'I.L.P. doit empêcher en Grande-Bretagne.

BIRNEY

Le stalinisme est-il le danger principal ?

TROTSKY

De tous les phraseurs extrémistes, les seuls qui constituent à cet égard un danger réel, ce sont les staliniens. Les membres du C.P.G.B. (26) sont maintenant à genoux devant le Labour Party, *mais cela leur facilite d'autant leur reptation à l'intérieur*. Ils vont faire toutes les concessions qu'on voudra, mais, une fois dedans, ils seront encore capables de poser à l'aile gauche,

(25) Philip SCHEIDEMANN (1865-1939) et Friedrich EBERT (1871-1925), dirigeants de l'aile droite du parti social-démocrate allemand, avaient fait constituer un conseil d'ouvriers et soldats à Berlin en novembre 1918. Ebert, désigné en 1918 comme son successeur par le chancelier Max de Bade, avait été également élu président du conseil des commissaires du peuple par les délégués des conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin. Il avait joué un rôle décisif dans la convocation de l'assemblée constituante et la répression contre la révolution (notamment l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg) et avait été président de la République allemande de 1919 à sa mort.

(26) Communist Party of Great Britain, initiales du P.C. britannique.

parce que les ouvriers conservent encore quelques illusions sur la nature révolutionnaire du Comintern, *illusions que, pour sa part, l'I.L.P. les a dans le passé aidés à entretenir*. Ils se serviront de ces illusions pour corrompre les militants par leur propre politique social-patriote. Ils sèmeront des graines dont ne sortiront que de mauvaises herbes. Seule une politique claire et courageuse de l'I.L.P. peut empêcher ce désastre.

BIRNEY

Recommanderiez-vous à la Guilde de la jeunesse de l'I.L.P. (27) la même perspective qu'au parti adulte ?

TROTSKY

Encore plus. Puisque la jeunesse de l'I.L.P. semble être peu nombreuse et éparpillée, tandis que celle du Labour est une organisation de jeunesse de masse, je lui dirais : « Non seulement, construisez-y des fractions, mais cherchez à y entrer (28) ! » Car, là, le danger de dévastation stalinienne est immense. *La jeunesse est ce qu'il y a de plus important*. A la différence des adultes, elle n'a que peu d'expérience réelle de la guerre. Il sera plus facile pour les staliniens et les autres patriotes pseudo-révolutionnaires de les abuser sur les questions de la guerre que de tromper ceux qui ont survécu à la dernière. D'un autre côté, la volonté des staliniens d'entraîner cette même jeunesse dans une véritable guerre éveillera les soupçons des ouvriers. Ils nous écouteront d'autant plus *si nous sommes là pour leur parler*. Il n'y a pas de temps à perdre. C'est de la jeune génération que naîtra la IV^e Internationale, l'unique espoir pour la révolution mondiale. La section britannique recrutera ses premiers cadres parmi les 30 000 jeunes ouvriers de la Labour League of Youth. Les camarades les plus avancés dans

(27) L'I.L.P. Guild of Youth, organisation de jeunesse de l'I.L.P. au double caractère politique et culturel, avait été fondée en 1924 ; l'influence du P.C. était grande dans ses rangs.

(28) La Labour League of Youth avait été fondée en 1926, en réplique aux succès de la Guild de l'I.L.P. Après un long conflit, elle n'avait obtenu qu'en 1935 — et pour peu de temps — le droit d'avoir son propre journal et de désigner ses propres représentants à la direction du parti. Des militants se réclamant du trotskysme, D.D. Harber, en contact avec de jeunes militants en rupture de P.C. à la suite du tournant de l'I.C., et Charles Van Gelderen, récemment arrivé d'Afrique du Sud, y avaient entamé un travail qui allait aboutir à la constitution d'un groupe qui publiait le *Youth Bulletin*.

l'I.L.P. ne devront pas se permettre d'être isolés d'eux, surtout maintenant que la guerre devient un danger réel (29).

BIRNEY

L'I.L.P. devrait-il mettre fin à son front unique avec le P.C. ?

TROTSKY

Absolument, catégoriquement, oui ! L'I.L.P. doit apprendre à tourner le dos au P.C. et à se tourner vers les masses ouvrières. Les « comités d'unité » permanents au sein desquels l'I.L.P. a siégé avec le P.C. étaient, de toute façon, un non-sens. L'I.L.P. et le C.P.G.B. étaient des organisations de propagande, pas des organisations de masse ; des fronts uniques entre eux étaient dénués de toute signification si chacun avait le droit d'avancer son programme. Ou bien ces programmes étaient différents, ou bien il n'y avait pas de justification pour des partis distincts, et avec des programmes différents, il n'y a rien à unir. Des fronts uniques en vue d'actions précises auraient pu avoir certes une utilité, mais *l'unique front unique qui compte pour l'I.L.P., c'est le front unique avec le Labour Party, les syndicats, les coopératives*. L'I.L.P. est, en ce moment, trop faible pour les réaliser ; il lui faut d'abord conquérir le droit à un front unique en s'assurant le soutien des masses. A cette étape, des fronts uniques avec le P.C. ne feraient que compromettre l'I.L.P. La rupture avec le P.C. constitue le premier pas vers une base de masse pour l'I.L.P., et la réalisation de cette base de masse le premier pas vers un véritable front unique, c'est-à-dire un front unique avec les organisations de masse.

BIRNEY

L'I.L.P. devrait-il interdire les groupes en son sein ?

TROTSKY

Il ne pourrait guère le faire sans interdire sa propre direction, qui est, elle aussi, un groupe, un groupe centriste, protégé par l'appareil du parti, ou sans nier le principe fractionnel

(29) Nous ignorons pour le moment si Trotsky avait entretenu des contacts avec D.D. Harber lorsque celui-ci avait entamé son travail entriste dans le Labour Party et ses jeunesses, mais il est tout à fait évident qu'il était d'accord avec lui sur ce point décisif.

même au moyen duquel il doit bâtir son influence au sein des organisations de masse.

Les fractions ont existé au sein du parti bolchevique sous la forme de groupements d'opinion temporaires pendant sa vie entière — sauf pour une brève période, en 1921, où elles ont été interdites par un vote unanime de la direction en tant que mesure extrême dans une crise aiguë.

BIRNEY

Jusqu'à quel point des fractions peuvent-elles se développer sans risques pour le parti ?

TROTSKY

Cela dépend de sa composition sociale, de la situation politique et de la qualité de sa direction. De façon générale, il vaut mieux laisser les tendances petites-bourgeoises s'exprimer pleinement de façon à ce qu'elles se démasquent elles-mêmes. S'il n'existe pas de tendance de ce type, si la composition est bien homogène, il n'y aura que des groupes temporaires — à moins que la direction soit fausse. Et c'est dans la pratique que cela se révélera le mieux. Aussi, quand il apparaît une divergence, il faut discuter, voter et adopter une ligne majoritaire. Il ne doit y avoir aucune discrimination vis-à-vis de la minorité : toute animosité personnelle discréditera non la minorité, mais la direction. Une véritable direction sera loyale et amicale avec une minorité disciplinée.

Il est bien entendu exact que la discussion provoque toujours des sentiments qui subsistent quelque temps. La vie politique est pleine de difficultés : des personnalités s'affrontent, elles se crèpent le chignon, les divergences s'aggravent. Il faut surmonter ces divergences par l'expérience commune, par l'éducation de la base, par le fait que la direction prouve qu'elle a raison. Il ne faut avoir recours à des mesures d'organisation que dans les cas extrêmes. La discipline se bâtit par l'éducation et pas seulement par les statuts. C'est la souplesse de sa vie interne qui a permis au parti bolchevique de bâtir sa discipline. Même après la conquête du pouvoir, Boukharine et les autres (30)

(30) Allusion à la crise du parti bolchevique au moment de la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, au cours de laquelle la fraction des « communistes de gauche » dirigée par Boukharine avait fonctionné comme une organisation indépendante avec notamment sa propre presse, etc.

votaient contre le gouvernement à l'exécutif central, sur des questions importantes comme la paix avec l'Allemagne, et, ce faisant, s'alignaient avec ces mêmes socialistes révolutionnaires qui allaient bientôt déclencher l'insurrection armée contre l'Etat soviétique (31). Mais Boukharine ne fut pas exclu. Lénine dit en effet : « Nous tolérerons un certain manque de discipline. Nous démontrerons que nous avons raison. Demain, ils verront que notre politique est juste et ils briseront moins facilement la discipline. » En citant cela, je ne conseille pas aux camarades en désaccord d'imiter l'arrogance de Boukharine. Je conseille plutôt à la direction d'apprendre quelque chose de la patience et du tact de Lénine. Bien que, quand c'était nécessaire, il ait su manier le rasoir aussi bien que la brosse.

L'autorité de la direction nationale est la condition nécessaire de la discipline révolutionnaire. Elle peut être immensément accrue quand elle représente un accord international sur les principes, l'action commune. C'est là que réside l'une des sources de force de la nouvelle Internationale.

BIRNEY

Et que pensez-vous de la politique coloniale de l'I.L.P. ?

TROTSKY

Jusqu'à maintenant, il me semble qu'elle existe surtout sur le papier. Fenner Brockway (32) a écrit d'excellents articles sur les luttes au Mohmand (33) et sur l'Ethiopie. Mais il devrait y en avoir beaucoup plus — et, au-delà des mots, de l'action. L'I.L.P. devrait avoir, depuis longtemps, créé une sorte de bureau colonial pour coordonner l'action de ces organisations de travailleurs coloniaux qui s'efforcent de renverser l'impérialisme britannique. Bien entendu, seuls les révolutionnaires authentiques, au sein de l'I.L.P., se soucieront d'œuvrer pour une telle politique. Elle constitue l'épreuve de leur compréhension révolutionnaire.

(31) Les socialistes révolutionnaires de gauche faisaient partie du gouvernement avec les bolcheviks. C'est à leur initiative, pour déclencher de nouveau la guerre contre l'Allemagne, que fut assassiné en juillet 1918 l'ambassadeur d'Allemagne le comte von Mirbach.

(32) Archibald Fenner Brockway (né en 1888), membre de l'I.L.P. en 1907, était son secrétaire général depuis 1933 et le leader de sa « gauche ».

(33) Une tribu du nord-est de l'Inde s'était soulevée à plusieurs reprises les armes à la main.

BIRNEY

Quelle devrait être la conception de base du travail illégal ?

TROTSKY

Le travail illégal, c'est le travail dans les organisations de masse. Pour l'I.L.P., c'est l'entrée et le travail systématique dans les syndicats, les coopératives, etc. Que ce soit en temps de paix ou de guerre, c'est pareil. Vous allez peut-être me dire : « Ils ne nous laisseront pas entrer. Ils vont nous exclure. » Quand on travaille dans un syndicat à direction réactionnaire, on ne clame pas « Je suis un révolutionnaire ». On éduque ses propres cadres pour combattre sous sa direction. On continue à éduquer des forces neuves pour remplacer ceux qui ont été exclus, et c'est de cette façon qu'on construit une opposition de masse. Le travail illégal doit vous maintenir au sein des masses ouvrières. Il ne s'agit pas de se retirer dans une cave, comme l'imaginent certains camarades. Les syndicats sont l'école du travail illégal. La direction syndicale, c'est la police officieuse de l'Etat. La couverture protectrice du révolutionnaire, c'est le syndicat. La transition aux conditions de la guerre se fait presque de façon imperceptible.

BIRNEY

Que pensez-vous que doit être le travail spécifique de l'I.L.P. pour la construction d'une nouvelle Internationale ?

TROTSKY

S'il veut devenir un véritable parti révolutionnaire, l'I.L.P. doit aborder en toute honnêteté la question de la nouvelle Internationale.

La II^e Internationale a fait faillite, l'I.L.P. l'a déjà dit. Il reconnaît maintenant la trahison de la III^e Internationale. Il lui faut également comprendre que le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (34) est un mythe. Il devrait en tirer l'unique conclusion possible et ajouter sa signature au bas de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale ».

BIRNEY

Vous dites que ce bureau international n'offre aucune base

(34) Tel était le nom que s'était donné l'I.A.G. appelée également « bureau de Londres », à laquelle appartenait entre autres l'I.L.P. et le S.A.P.

pour la lutte contre la guerre. Quelle est sa politique ? Quel est son avenir ?

TROTSKY

Le bureau n'a pas de politique commune. Les partis qui le composent partent dans tous les sens. Le S.A.P. allemand va maintenant résolument à droite, vers la social-démocratie et le stalinisme. J'ai eu, aujourd'hui même, des nouvelles du congrès du R.S.A.P., qui est l'un des plus grands partis adhérents à ce bureau, et qui a voté, à une majorité écrasante, sa décision de mettre fin à sa vieille et étroite collaboration avec le S.A.P. (35), ainsi que de rompre complètement avec le bureau et de s'associer aux partis qui travaillent à la construction de la IV^e Internationale. Le congrès a même blâmé le comité central pour avoir si longtemps maintenu son lien avec le S.A.P.

Le bloc ouvrier et paysan espagnol est, d'une certaine manière, semblable à l'I.L.P. Sa direction n'a pas une perspective internationaliste (36), mais il y a dans ses rangs un groupe important qui est pour la IV^e Internationale (37). Le P.S.U.

(35) Le congrès national extraordinaire du R.S.A.P. s'était tenu les 16 et 17 novembre 1933. Il venait d'adopter trois résolutions principales. La première décidait que l'affiliation internationale du parti se ferait dorénavant sur la base de la « Lettre ouverte » — ce qui signifiait la rupture avec le bureau international d'unité socialiste révolutionnaire. La seconde approuvait l'exclusion de ceux des militants qui ne s'inclinaient pas devant la première. La troisième décidait la rupture avec le S.A.P. à cause de sa trahison de la lutte pour la IV^e Internationale et de son ingérence dans les affaires intérieures du R.S.A.P. Les trois avaient été adoptées par environ 2 500 voix contre 250 et 200 abstentions.

(36) Le P.O.U.M. (parti ouvrier d'unification marxiste) venait de se constituer clandestinement à Barcelone en septembre 1935 par la fusion entre, notamment, le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne, dirigé par Joaquim MAURIN JULLIA (1896-1973), un ancien dirigeant de la C.N.T., puis du P.C. espagnol et de sa fédération catalano-baléare, et de diverses organisations, dont la Izquierda comunista, membre jusque-là de la L.C.I. Le gros des effectifs du nouveau parti était fourni par les membres du Bloc, que Trotsky considérait comme une organisation petite-bourgeoise catalaniste.

(37) La Izquierda comunista, section espagnole de la L.C.I., était dirigée par Andrés NIN PÉREZ (1892-1937), ancien dirigeant de la C.N.T., puis du P.C. espagnol, longtemps secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, membre de l'Opposition de gauche russe en 1923 et de sa commission internationale, expulsé d'U.R.S.S. en 1930. La section espagnole, après une longue hésitation, avait refusé l'entrisme dans le parti socialiste et s'était décidée à la création de ce nouveau parti dont le gros des forces était concentré en Catalogne. Malgré des rapports tendus depuis des années avec le S.I. et avec Trotsky, la Izquierda comunista était encore formellement membre de la L.C.I. au moment de la fusion, et, selon un rapport du délégué du S.I. en Espagne, Jean Rous (*La Révolution espagnole*, p. 607-614), ses responsables étaient bien déterminés à

BIRNEY

Quelle devrait être la conception de base du travail illégal ?

TROTSKY

Le travail illégal, c'est le travail dans les organisations de masse. Pour l'I.L.P., c'est l'entrée et le travail systématique dans les syndicats, les coopératives, etc. Que ce soit en temps de paix ou de guerre, c'est pareil. Vous allez peut-être me dire : « Ils ne nous laisseront pas entrer. Ils vont nous exclure. » Quand on travaille dans un syndicat à direction réactionnaire, on ne clame pas « Je suis un révolutionnaire ». On éduque ses propres cadres pour combattre sous sa direction. On continue à éduquer des forces neuves pour remplacer ceux qui ont été exclus, et c'est de cette façon qu'on construit une opposition de masse. Le travail illégal doit vous maintenir au sein des masses ouvrières. Il ne s'agit pas de se retirer dans une cave, comme l'imaginent certains camarades. Les syndicats sont l'école du travail illégal. La direction syndicale, c'est la police officieuse de l'Etat. La couverture protectrice du révolutionnaire, c'est le syndicat. La transition aux conditions de la guerre se fait presque de façon imperceptible.

BIRNEY

Que pensez-vous que doive être le travail spécifique de l'I.L.P. pour la construction d'une nouvelle Internationale ?

TROTSKY

S'il veut devenir un véritable parti révolutionnaire, l'I.L.P. doit aborder en toute honnêteté la question de la nouvelle Internationale.

La II^e Internationale a fait faillite, l'I.L.P. l'a déjà dit. Il reconnaît maintenant la trahison de la III^e Internationale. Il lui faut également comprendre que le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (34) est un mythe. Il devrait en tirer l'unique conclusion possible et ajouter sa signature au bas de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale ».

BIRNEY

Vous dites que ce bureau international n'offre aucune base

(34) Tel était le nom que s'était donné l'I.A.G. appelée également « bureau de Londres », à laquelle appartenaient entre autres l'I.L.P. et le S.A.P.

pour la lutte contre la guerre. Quelle est sa politique ? Quel est son avenir ?

TROTSKY

Le bureau n'a pas de politique commune. Les partis qui le composent partent dans tous les sens. Le S.A.P. allemand va maintenant résolument à droite, vers la social-démocratie et le stalinisme. J'ai eu, aujourd'hui même, des nouvelles du congrès du R.S.A.P., qui est l'un des plus grands partis adhérents à ce bureau, et qui a voté, à une majorité écrasante, sa décision de mettre fin à sa vieille et étroite collaboration avec le S.A.P. (35), ainsi que de rompre complètement avec le bureau et de s'associer aux partis qui travaillent à la construction de la IV^e Internationale. Le congrès a même blâmé le comité central pour avoir si longtemps maintenu son lien avec le S.A.P.

Le bloc ouvrier et paysan espagnol est, d'une certaine manière, semblable à l'I.L.P. Sa direction n'a pas une perspective internationaliste (36), mais il y a dans ses rangs un groupe important qui est pour la IV^e Internationale (37). Le P.S.U.

(35) Le congrès national extraordinaire du R.S.A.P. s'était tenu les 16 et 17 novembre 1933. Il venait d'adopter trois résolutions principales. La première décidait que l'affiliation internationale du parti se ferait dorénavant sur la base de la « Lettre ouverte » — ce qui signifiait la rupture avec le bureau international d'unité socialiste révolutionnaire. La seconde approuvait l'exclusion de ceux des militants qui ne s'inclinaient pas devant la première. La troisième décidait la rupture avec le S.A.P. à cause de sa trahison de la lutte pour la IV^e Internationale et de son ingérence dans les affaires intérieures du R.S.A.P. Les trois avaient été adoptées par environ 2 500 voix contre 250 et 200 abstentions.

(36) Le P.O.U.M. (parti ouvrier d'unification marxiste) venait de se constituer clandestinement à Barcelone en septembre 1935 par la fusion entre, notamment, le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne, dirigé par Joaquim MAURÍN JULIA (1896-1973), un ancien dirigeant de la C.N.T., puis du P.C. espagnol et de sa fédération catalano-baléare, et de diverses organisations, dont la Izquierda comunista, membre jusque-là de la L.C.I. Le gros des effectifs du nouveau parti était fourni par les membres du Bloc, que Trotsky considérait comme une organisation petite-bourgeoise catalaniste.

(37) La Izquierda comunista, section espagnole de la L.C.I., était dirigée par Andrés NIN PÉREZ (1892-1937), ancien dirigeant de la C.N.T., puis du P.C. espagnol, longtemps secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, membre de l'Opposition de gauche russe en 1923 et de sa commission internationale, expulsé d'U.R.S.S. en 1930. La section espagnole, après une longue hésitation, avait refusé l'entrisme dans le parti socialiste et s'était décidée à la création de ce nouveau parti dont le gros des forces était concentré en Catalogne. Malgré des rapports tendus depuis des années avec le S.I. et avec Trotsky, la Izquierda comunista était encore formellement membre de la L.C.I. au moment de la fusion, et, selon un rapport du délégué du S.I. en Espagne, Jean Rous (*La Révolution espagnole*, p. 607-614), ses responsables étaient bien déterminés à

roumain se développe également vers une position révolutionnaire internationaliste. Il vient d'exclure de ses rangs sa petite fraction stalinienne, et on l'accuse déjà de « trotskysme ». J'espère qu'il reconnaîtra bientôt la nécessité de rejoindre le grand travail de construction de la IV^e Internationale (38).

Quant aux autres membres du bureau, ou bien ce sont des non-entités, ou bien ils n'ont pas de rapports réels avec le bureau. Le P. S. maximaliste italien (39) n'est pas un parti, mais un groupe microscopique, vivant, pour sa majorité, en exil. Le Front rouge autrichien (40) avait, il y a seulement deux ans, 1 000 membres dans l'illégalité. Aujourd'hui, il n'existe plus, dissous (41). Pourquoi ? Parce qu'il n'avait pas de programme — pas de drapeau ! Le parti ouvrier indépendant de Pologne (42) est un sujet de plaisanterie, une organisation caricaturale sans importance politique, tandis qu'on n'a jamais entendu parler du L.S.G. bulgare (43). Comme le *Mot Dag* de Norvège,

poursuivre au sein du nouveau parti le combat pour la IV^e Internationale, dans une situation qui ne différerait pas, au moins formellement, de la situation des trotskystes hollandais dans le R.S.A.P., ou américains dans le W.P.U.S.

(38) Le parti socialiste unitaire roumain était né le 24 août 1933 d'une fusion entre le parti socialiste indépendant de Roumanie et un groupe issu du parti social-démocrate roumain. Il avait tenu au mois de juin précédent une conférence nationale qui avait adopté les thèses de la conférence de février de l'I.A.G. Dirigé par Léon Gherlertter, il avait en même temps exclu une minorité pro-stalinienne dirigée par Popovici. C'est à peu près à la même époque que fut créée la section roumaine de la L.C.I. que dirigeaient David KORNER, dit BARTA (1914-1976) et Nicolas SPOULBER, dit BRUN.

(39) Le parti socialiste italien (maximaliste) que dirigeait Angelica Balabanov n'était en réalité qu'une minuscule formation d'émigrés.

(40) Le Front rouge autrichien, formé de militants qui avaient rompu avec le parti social-démocrate autrichien après l'écrasement du Schutzbund à Vienne en février 1934, était dirigé par Ludwig Wagner, ancien dirigeant de l'opposition « de gauche » dans le parti social-démocrate. Il s'était prononcé pour la réunification des deux Internationales principales et avait envoyé à la conférence de l'I.A.G. l'un des dirigeants, Joseph Fuchs.

(41) A partir de février, sous l'influence du S.A.P., le Front rouge autrichien s'était rapproché des « socialistes révolutionnaires » qui avaient pris le contrôle de l'appareil clandestin du parti social-démocrate autrichien et ils allaient bientôt les rejoindre.

(42) Ce n'est pas la première fois que Trotsky ironise aux dépens du N.S.P.P. qui existait depuis 1922 et avait compté autrefois un peu plus de 2 000 militants. Ce parti avait comme principal dirigeant de Dr Jozef KRUK (1885-1972).

(43) Le parti socialiste unifié de Bulgarie avait été représenté à la conférence de fondation de l'I.A.G. à Berlin les 5 et 6 mai 1932 par Jacques ASCHER. Ce parti s'était transformé ensuite en mouvement de la gauche socialiste, toujours lié au bureau de Londres selon le bulletin n° 2 de ce bureau, *Revolutionary Socialist Bulletin* de janvier 1936.

c'est un petit groupe de gauche d'intellectuels, en train de se décomposer (44). Ici, en Norvège, le seul parti ouvrier, c'est le D.N.A. (45). Il a appartenu deux ans au bureau, mais il n'en fait plus partie et refuse absolument de construire une nouvelle Internationale. Je viens d'apprendre à l'instant que le D.N.A. — le jour même où le parti hollandais décidait de quitter le bureau — avait décidé de rompre avec lui tout lien politique, pour des motifs politiques évidemment inversés (46). Il ne reste donc que deux partis conséquents, l'I.L.P., et le parti socialiste de Suède (47). Mais déjà ce dernier bat froid au bureau, au fur et à mesure qu'il va à droite, comme le D.N.A. Il n'est pas difficile d'imaginer ce qui va suivre.

Le bureau connaît le sort de toutes les organisations centristes dans les époques de lutte de classes aiguë : il est détruit par les forces centrifuges qui se déchaînent en son sein. Nous avions prédit que le bureau perdrait aussi bien sur sa droite que sur sa gauche. C'est ce qui est en train d'arriver sous nos yeux, plus vite que nous ne l'avions prévu. L'histoire ne pouvait nous fabriquer meilleure démonstration de la justesse de notre analyse du centrisme. Si l'I.L.P. ne se ressaisit pas très vite, il va se trouver assis tout seul, maître de ce bureau.

BIRNEY

Doriot (48) n'était-il pas également membre des « sept de gauche » ?

TROTSKY

Certainement. Il peut, pour des raisons qui sont les siennes, n'y avoir jamais adhéré formellement, mais il a été désigné, avec

Jacques Ascher avait été arrêté en septembre. Les initiales L.S.G. désignent vraisemblablement cette organisation par la traduction anglaise (Left Socialist Group) de son nom bulgare.

(44) Sur la disparition en cours du groupe norvégien *Mot Dag*, cf. n. 11, p. 118.

(45) Le parti ouvrier norvégien.

(46) La décision du D.N.A. de revenir à la II^e Internationale, prise au mois d'août précédent, constituait la conclusion de l'évolution de ce parti, maintes fois annoncée par Trotsky depuis 1933.

(47) Le parti « communiste indépendant de Suède » venait en 1934 de se rebaptiser parti « socialiste ».

(48) Doriot et son groupe qui s'appelait désormais « Les Amis de l'unité ouvrière » n'avaient jamais adhéré formellement au bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.

Schwab et Gorkin (49), pour faire partie du comité mondial de travail pour la Paix de ce bureau. Ce comité n'a bien entendu jamais fonctionné. Plus tard, quand Doriot a conclu un accord avec Laval (50), il s'est glissé en dehors du comité aussi vite que possible. Auparavant, l'I.A.G. s'était réunie à Saint-Denis, sous sa protection. Après, quand ils l'appelaient au téléphone, il était toujours occupé — en rapport avec le gouvernement. Doriot est un traître, tout à fait ouvertement. Il est intéressant de rappeler qu'à la dernière conférence de l'I.A.G., Doriot était celui qui condamnait avec le plus de vigueur les trotskystes à cause de leur mot d'ordre de IV^e Internationale, et le S.A.P. le citait avec une approbation enthousiaste.

BIRNEY

Le bureau ne peut-il compenser ses pertes avec d'autres forces ?

TROTSKY

Les événements ne vont pas dans ce sens. Zyromski a été en France le grand espoir de l'I.A.G. (51). Il a été pendant un an, avec Pivert (52), dans le groupe de *La Bataille socialiste*. Mais, depuis, *La Bataille socialiste* n'existe plus (53). Pourquoi ? Parce que, comme le Front rouge autrichien, elle n'avait ni

(49) La conférence de l'I.A.G. à Saint-Denis en février avait désigné un « comité pour la paix » dont Doriot était membre, avec le dirigeant du S.A.P. Walcher (Schwab) et l'espagnol Gorkin. Julián GARCÍA GÓMEZ, dit Julián GORKIN (né en 1902), membre du P.C. espagnol à sa fondation, délégué au 6^e congrès de l'I.C., avait travaillé plusieurs années à Moscou. Exclu en 1929, il avait fait un séjour très bref dans l'Opposition de gauche, après avoir traduit quelques ouvrages de Trotsky, puis il avait rejoint Maurin et était devenu en septembre le secrétaire international du P.O.U.M.

(50) Pierre Laval était maire d'Aubervilliers et il y avait sans doute plusieurs années qu'il entretenait des contacts discrets, mais suivis, avec son voisin, le maire de Saint-Denis. Les votes des « grands électeurs » doriotistes venaient d'assurer son élection au Sénat.

(51) Zyromski, dirigeant de la tendance de *La Bataille socialiste* dans la S.F.I.O., avait été l'une des « vedettes » de la conférence de février de l'I.A.G.

(52) Zyromski et Pivert étaient les deux dirigeants de *La Bataille socialiste* jusqu'à son éclatement en 1935.

(53) A cette date, la publication de *La Bataille socialiste*, auparavant mensuelle, avait cessé et elle ne devait reprendre qu'en janvier 1936. Mais la « tendance » en tant que telle subsistait malgré le départ des pivertistes, avec une politique qui faisait d'elle un appendice du P.C. dans le parti socialiste et ne lui permettait plus d'espérer un développement autonome. Trotsky veut dire qu'elle est morte en tant que tendance susceptible de se développer dans un sens révolutionnaire.

programme, ni drapeau. Pivert est allé plus à gauche, et Zyromski a dû se solidariser avec la droite, avec Blum lui-même. Maintenant Zyromski joue le rôle perfide du social-patriote stalinien à l'intérieur de la S.F.I.O.

Pivert a construit maintenant un autre groupe de gauche, mais lui non plus ne durera pas six mois. Il est composé d'une part de gens qui ont peur des patriotes, et de l'autre de gens qui ont peur des bolcheviks-léninistes. Il s'intitule « Gauche révolutionnaire (54) ». Il est un peu à gauche, mais pas encore révolutionnaire.

BIRNEY

Que pensez-vous de cet argument des amis de Lovestone (55), que nous avons entendu dans l'I.L.P., selon lequel le parti communiste d'Union soviétique doit être un bon parti encore, puisqu'il existe dans un Etat ouvrier ?

TROTSKY

Ce n'est pas un argument marxiste. C'est de la métaphysique. Si un Etat ouvrier produisait automatiquement un bon gouvernement, il n'y aurait aucun besoin d'y avoir un parti communiste. Le fait est que le P. C. comme le gouvernement d'un Etat ouvrier ne sont pas « une chose en soi », mais sont soumis au jeu des différentes forces historiques. Il peut dévier, dégénérer, devenir un danger pour l'existence de l'Etat ouvrier. C'est précisément ce qui est arrivé en Russie.

(54) La Gauche révolutionnaire, officiellement constituée le 30 septembre 1935, représentait en quelque sorte l'unification de toutes les tendances « de gauche » de la S.F.I.O., moins les débris zyromskistes de *La Bataille socialiste* et moins le G.B.L. Elle condamnait les exclusions, mais aussi les initiatives politiques « indépendantes » qui les avaient facilitées. Reprenant nombre des mots d'ordre qui avaient été avancés dans la S.F.I.O. par le G.B.L., elle était cependant équivoque sur la question cruciale du « Front populaire » et muette sur celle de la nouvelle Internationale. Sa constitution avait pour premier résultat — et sans doute pour objectif important — de retenir dans les rangs de la S.F.I.O. les militants que les B.L. espéraient entraîner avec eux vers un « nouveau parti ». Trotsky la considérait donc comme un obstacle délibérément placé sur la voie de la construction de la IV^e Internationale : la présence de Boris Goldenberg dans le cercle de Pivert lui permettait en outre d'attribuer ce mauvais coup à l'influence du S.A.P.

(55) Jacob LIEBSTEIN, devenu Jay LOVESTONE (né en 1898), avait été l'un des membres influents du P.C. américain dès l'origine, le chef de file d'une de ses trois fractions dans les années vingt et son secrétaire général, quelques mois avant d'en être exclu au lendemain de la chute de Boukharine. Il avait constitué la Communist Party (Opposition), sur une ligne brandlérienne, et appartenu à l'I.V.K.O.

[DISCUSSION SUR LE CANADA] (1) (26 novembre 1935)

Comment atteindre le fermier (2)

Bien que la situation économique du paysan européen soit bien différente de celle du fermier canadien, certains traits demeurent les mêmes. Par exemple, et bien que je n'aie pas particulièrement étudié la politique canadienne, je suis prêt à affirmer que les prétendus « Farmer Parties » des prairies — aujourd'hui en recul devant le Crédit social (3) — ont ceci de commun avec les partis paysans, partout : ils ne représentent pas et ne peuvent pas représenter les fermiers, s'ils ne sont pas liés avec des organisations prolétariennes révolutionnaires authentiques. Etudiez leurs directions et leurs comités, et dites-moi s'ils ne sont pas dirigés par les petits-bourgeois, les fermiers riches, les avocats, les professeurs et les négociants. Etudiez leurs liens financiers, et voyez s'ils ne conduisent pas tout droit au capital marchand.

Les fermiers, classe hétérogène

Il en est toujours ainsi : les partis « paysans indépendants » sont, ou bien deviennent, *anti*-paysans. Les paysans ne peuvent

(1) *Vanguard*, 1^{er} février 1936. *Vanguard*, qui paraissait à Toronto, depuis 1932, était l'organe du Workers Party of Canada, que dirigeaient les anciens pionniers du parti communiste de ce pays Maurice Spector et Jack MacDonald. Ce texte est le résultat d'une autre discussion entre Trotsky et Earle Birney, qui, rappelons-le, quoique militant à l'époque en Angleterre, était originaire du Canada.

(2) Nous avons traduit ici par « fermier » le terme anglais « farmer », qui n'a pas exactement le même sens.

(3) Le Crédit social était un parti apparu dans l'ouest du Canada, au cours de la grande dépression économique. Il faisait appel aux petits industriels, commerçants, aux paysans, etc., qu'il mobilisait non contre le système capitaliste en lui-même, mais contre le fait que le « crédit » était aux mains de l'oligarchie bancaire.

pas garder un parti indépendant parce qu'ils ne sont pas une classe homogène. Comme le capitalisme dans son ensemble, ils sont un composé de classes différentes, le protoplasme duquel toutes les autres dérivent. Si les fermiers pauvres et exploités ne sont pas liés aux partis ouvriers, ils le seront inévitablement aux partis bourgeois, par une hiérarchie au sommet de laquelle trône le capital financier.

C'est cette vérité élémentaire que les *narodniki* (4) ne pouvaient voir et qui a rendu nécessaire la longue lutte contre eux des bolcheviks. C'était et c'est l'essence du bolchevisme que d'introduire la lutte de classes à l'intérieur de la paysannerie. Le crime de Staline a été de réintroduire l'illusion des *narodniki* selon laquelle la paysannerie est une masse homogène qui peut être politiquement unifiée. Cette illusion est particulièrement dangereuse dans les pays plus avancés où il existe plus de fermiers riches, directement liés au capital de la ville.

Atteindre le fermier par l'ouvrier

Comment gagner l'ouvrier agricole et le fermier pauvre au soutien de l'ouvrier d'industrie ? Ne recherchez pas au début d'auditoire rempli de paysans. Il faut commencer par expliquer *aux ouvriers* les problèmes du fermier. Le parti révolutionnaire doit commencer par analyser les partis de fermiers existants et révéler les liens entre leur couche dirigeante et les exploités. Il lui faut non seulement comprendre les difficultés des fermiers et sympathiser avec eux, mais encore montrer à leurs couches inférieures les forces centrifuges qui brisent pour toujours tout effort pour une organisation des fermiers unique et indépendante — c'est-à-dire *indépendante* de la classe ouvrière et, par là, dépendante de la bourgeoisie.

C'est à travers un tel travail au sein des organisations prolétariennes de masse que les révolutionnaires atteindront le fermier. Au Canada, particulièrement, on me dit qu'une grande partie de la population réside dans de petites villes où les ouvriers et les fermiers résident côte à côte. C'est là que se fait réellement le contact entre eux, là que se trouve la possibilité de diffuser les idées bolcheviques qui peuvent unifier les couches inférieures exploitées des fermes au combat historique principal

(4) « Narodniki » est le mot russe pour « populistes ».

du prolétariat. *C'est par l'intermédiaire des ouvriers que nous trouverons accès au fermier.*

Le travail avec les femmes et la jeunesse

Les organisations « révolutionnaires » qui n'ont pas de place particulière pour les femmes et les jeunes ne sont pas révolutionnaires. Dans la vie, c'est sur les femmes que retombe le fardeau le plus lourd. Les femmes et la jeunesse sont les plus exploitées par les capitalistes et les plus méprisées par les réformistes. Il existe une tendance à considérer que la jeunesse a moins d'importance — peut-être parce qu'elle ne vote pas ! C'est l'attitude à son égard, comme à l'égard des travailleurs coloniaux, qui constitue le révélateur pour les bolcheviks. Il ne faut pas oublier que c'est à la jeunesse surtout qu'on demande de se battre dans les guerres des capitalistes. Nous devons éduquer nos jeunes camarades à nos côtés, surtout dans le domaine de la théorie bolchevique.

Avant tout, les femmes ! De même que les social-démocrates constituent l'aristocratie de la classe ouvrière, les femmes travailleuses, que ce soit chez elles ou à l'usine, sont les moins payées, les plus accablées, les plus exploitées : elles sont des parias. Et nous, nous sommes le parti des plus exploités. Aussi sommes-nous le parti des femmes et de la jeunesse.

Travail illégal et travail de masse

Le centriste vient à la révolution avec l'idée que le travail de masse est prosaïque, alors que le travail « clandestin » est romantique. Il faut faire la synthèse de ces deux tâches : elles sont en fait identiques. Le travail illégal consiste à rester au milieu des masses, pas à se cacher dans une cave. La transition d'un travail de fraction dans les syndicats réactionnaires à un travail illégal dans des conditions de guerre se fait de façon imperceptible. La bureaucratie syndicale devient le système d'espionnage de la police : c'est tout !

***Y a-t-il encore des ouvriers honnêtes
dans l'Internationale communiste,
après l'Allemagne ?***

La pleine signification des grandes défaites historiques n'est pas claire tout de suite. Ce n'est que pendant les périodes révolutionnaires que nos idées se reflètent tout de suite dans les larges masses. Ce n'est pas le capitalisme qui apprend aux masses à penser et à analyser. Et comme elles ne possèdent pas cette aptitude, elles doivent apprendre par les événements, par des mots d'ordre adéquats et martelés. C'est le grand défaut du sectaire que de ne pas le comprendre. Il finit par se dégoûter du mouvement ouvrier tel qu'il est donné par l'histoire, et veut son petit mouvement ouvrier à lui. Les grandes défaites, surtout quand elles sont causées par la faillite de leur propre direction, ne rendent pas les ouvriers plus révolutionnaires : au contraire, elles démoralisent pour longtemps. C'est pourquoi, bien que l'Opposition de gauche russe ait prédit en Chine la défaite que le stalinisme a provoquée, cette défaite a atteint l'Opposition de gauche et renforcé la bureaucratie stalinienne en Union soviétique.

C'est pourquoi il y a encore des ouvriers honnêtes dans l'Internationale communiste. C'est pourquoi il nous faut expliquer la défaite allemande, l'expliquer patiemment. Comment pourrions-nous espérer que nous, l'aile gauche de ce prolétariat mondial qui a subi défaite sur défaite, nous aurions pu devenir plus forts et plus puissants dans une telle période ? Nous pourrions grandir — et nous grandirons, avec le réveil du prolétariat mondial, et c'est la IV^e Internationale qui lui fournira sa direction.

[VERS LA GUERRE MONDIALE] (1)
(novembre 1935)

BIRNEY

La guerre italo-éthiopienne (2) conduira-t-elle directement à la guerre mondiale ?

TROTSKY

Ce n'est pas du tout certain. Les grandes puissances ne se sont pas encore alignées en groupes opposés, mais l'invasion de l'Éthiopie sert ce dessein. Elle réaligne les États et prépare l'état d'esprit des masses à la guerre, tout à fait à la façon dont la guerre des Balkans a servi d'ouverture à l'opéra de 1914.

BIRNEY

Laquelle des puissances européennes domine actuellement la situation ?

TROTSKY

Aucune. Hier, la France était trop dépendante économiquement, sa base géographique trop restreinte. Elle n'était qu'un centre d'équilibre, pour le moment. Puis l'Allemagne a atteint dans la restauration de ses forces productives le point où elle pouvait ouvertement réarmer. A partir de ce moment, la France est devenue une figure de second plan. Hitler a parlé ouvertement de colonies, d'expansion. Et cela a donné à son tour sa chance à l'Italie. Mussolini a pu obliger la France paniquée à entrer dans un front commun contre la menace de Hitler à l'ouest et

(1) Archives John Archer, Londres. Cf. n. 1, p. 134. Traduit de l'anglais.

(2) Après des mois de tension et d'incidents, c'était le 3 octobre 1935 que l'armée italienne (10 divisions, 11 groupements blindés et 10 escadrilles aériennes) avait envahi l'Éthiopie sans déclaration de guerre.

au sud, et utiliser cette alliance pour son attaque en Afrique (3). Mais la Grande-Bretagne est entrée en scène et commence à arbitrer, à tenir l'équilibre des forces comme au bon vieux temps. C'est pour obtenir cet avantage qu'elle a permis à Hitler de réarmer. Elle agit pour protéger ses propres intérêts en Afrique et pour ébranler le bloc franco-italien. Hoare (4) menace de sanctions militaires. L'Italie peut conquérir l'Afrique entière et Mussolini deviendra son Négus — mais il ne pourra pas rentrer chez lui, car la Grande-Bretagne aura sa métropole. C'est là le problème pour l'Italie ; mais le capital français est trop désespéré de par ses crises internes soit pour s'opposer à l'impérialisme britannique, soit pour lui céder. Il ne peut que gagner du temps et chercher à apaiser Mussolini en lui donnant la preuve qu'il sabote : « Regardez, nous avons fait reporter les procédures de Genève, et nous vous avons donné le temps d'attaquer. Maintenant, nous vous sauvons des sanctions militaires des Britanniques... » Mais Mussolini réplique : « Vos sanctions "financières" et "économiques" ne peuvent que mener à la guerre. Qu'allez-vous faire ? »

Mais ni la France, ni la Grande-Bretagne ne peuvent fournir la réponse. Baldwin (5) peut seulement dire : « Oui, nous allons faire le blocus — et l'Italie, alors, devra capituler ou combattre — mais d'abord *nous devons demander à l'oncle Sam*. » C'est aujourd'hui la véritable hiérarchie. L'Italie interroge la France, la France interroge l'Angleterre et Baldwin soupire auprès de l'Amérique. Oncle Sam, qui sait qu'il tient le haut du pavé, met ses mains dans ses poches et dit à M. Baldwin ce que M. Baldwin avait l'habitude de dire à l'Europe : « Attendre et voir. » Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt immédiat aux sanctions : ils n'en ont pas besoin pour garder la Méditerranée ouverte au passage vers l'Inde. Ils ont leur propre jardin à cultiver, dans le Pacifique. Aussi la Grande-Bretagne, ayant autorisé l'Allemagne à réarmer pour briser la maîtrise par la France de l'équilibre des forces, découvre maintenant qu'il lui faut dépenser de nombreuses livres sterling pour de nouveaux bateaux de guerre non seulement pour garder l'Allemagne de

(3) C'était la menace des troupes italiennes concentrées sur le Brenner par Mussolini qui avait fait reculer Hitler devant l'Anschluss, au moment de l'assassinat du chancelier Dollfuss ; par ailleurs, Pierre Laval était en train de s'entremettre entre Rome et Londres.

(4) Samuel HOARE (1880-1959), député conservateur depuis 1910, ancien secrétaire d'Etat à l'Inde, venait de prendre le poste de secrétaire au Foreign Office dans le cabinet Baldwin.

(5) Sur Baldwin, cf. n. 12, p. 57.

son côté (pour cette raison, l'Allemagne a un grand besoin de la Grande-Bretagne en ce qui concerne ses projets vis-à-vis de la Russie), mais aussi pour faire face à la menace d'une action combinée des flottes italienne et française. Pendant ce temps, la guerre ne finit pas en Ethiopie ; l'agitation grandit chez tous les indigènes africains exploités, il y a de sérieuses réactions en Egypte — et l'oncle Sam continue à ne rien faire. La question de savoir si les ouvriers auront encore un répit ou s'ils passeront de cette guerre à une guerre mondiale sera tranchée, dans la mesure où elle peut l'être par une seule puissance, par le capitalisme américain.

BIRNEY

Pensez-vous que les Etats-Unis se rangeraient du côté de la Grande-Bretagne dans une guerre mondiale ?

TROTSKY

Non. C'était l'opinion de Lovestone (6) qui expliquait que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'uniraient pour éviter la destruction de notre planète. Lénine et moi disions, contre lui, que ces deux puissances, en dépit de leurs amabilités diplomatiques, constituent l'antagonisme le plus fondamental existant aujourd'hui entre Etats capitalistes (7).

(6) Lovestone (cf. n. 55, p. 153) avait été l'un des principaux dirigeants du P.C. américain de 1919 à 1929. Il avait été exclu en 1929, et avait fondé la « Communist Party Opposition » devenue en 1933 Independent Labor League of America (I.L.L.A.).

(7) Cette polémique n'avait pas eu lieu du vivant de Lénine. Lovestone avait critiqué la position de Trotsky dans *Monthly Review* de novembre 1925, et Trotsky lui avait répondu dans un discours du 15 février 1926. Les textes de Trotsky sont reproduits dans *Europe et Amérique* (Editions de l'Humanité, 1926). La polémique contre Lovestone — orthographié « Lovston » — se trouve aux pages 69-73 de cette édition.

[LES DISCUSSIONS DANS LE PARTI] (1)

(novembre 1935)

BIRNEY

Le mot d'ordre de Cannon-Shachtman « Pas de discussion pendant six mois (2) » était-il juste ?

TROTSKY

Pour l'essentiel. Comparez avec la fusion hollandaise (3). Tout accent mis sur la « discussion » tout de suite après la fusion n'aurait que provoqué à nouveau la scission du parti. Là, comme en Amérique, il fallait se concentrer sur le travail pratique de masse et sur la discussion des problèmes qu'il posait directement. C'est le sectaire Oehler qui voulait toujours plus de *discussion* (4). Un sectaire est toujours comme un buveur d'eau salée ; plus il boit et plus il a soif. Parce que le sectaire part de la conviction qu'il ne peut pas avoir tort, qu'il n'a rien à apprendre de l'action, que tout un chacun tombera d'accord avec lui, pourvu qu'il ait suffisamment de temps pour lui parler.

BIRNEY

Existe-t-il un danger qu'une psychologie de « gangster » politique affecte notre mouvement américain ?

(1) Archives John Archer, Londres, bulletin intérieur non titré ni daté du groupe de l'I.L.P. Il s'agit de notes prises par Birney et Johnstone au cours de leur séjour auprès de Trotsky.

(2) Cannon et Shachtman, principaux dirigeants de la C.L.A., section américaine de la L.C.I., avaient lancé ce mot d'ordre de « trêve » dans la discussion dans les premiers mois de l'existence du nouveau parti unifié, le Workers Party of United States, formé par la fusion de la C.L.A. avec l'A.W.P. de Muste. Les divergences dans les rangs de la C.L.A. avaient porté non seulement sur la question de cette fusion, mais aussi sur l'« entrisme » et en particulier l'éventualité d'une « entrée » dans le parti socialiste américain.

(3) C'était au début de mars de cette année que la fusion des deux partis hollandais R.S.P. et O.S.P. avait donné naissance au R.S.A.P. La discussion s'y était aussitôt engagée sur la question de l'affiliation au bureau de Londres et de la signature de la « Lettre ouverte » pour la IV^e Internationale, et elle était en train d'aboutir à une scission, les 17 et 18 novembre au congrès du R.S.A.P.

TROTSKY

Il semble que oui. En général, bien que l'Amérique ait eu le privilège de dépasser économiquement l'Europe, elle a tendance à la suivre politiquement et à répéter d'une façon très exagérée ses pires fautes et ses pires scissions. Toutes les sectes qui sont nées en Europe se sont terminées aux Etats-Unis.

Notre propre mouvement comprend aussi une grosse proportion d'intellectuels. Les débats entre intellectuels revêtent un caractère d'acuité hors de proportion avec le sérieux des divergences. Les organisations qui ne sont pas profondément enracinées dans les masses ne sont pas, du coup, disciplinées par elles. Les masses vont moins vite que les idées. L'ouvrier est plus patient pour traiter les questions qui s'aggravent et s'enveniment avec les intellectuels. L'ouvrier a l'habitude d'avoir affaire à des matériaux qui ne cèdent pas vite, le bois, le fer, l'acier.

Il ne faudrait pas que nos camarades, en Amérique et partout ailleurs, pensent que le « gangstérisme » est limité au mouvement américain. Le stalinisme a introduit sa tactique policière et le centralisme bureaucratique dans tout le mouvement révolutionnaire international. Même les combats entre les bolcheviks et les anarchistes ou les narodniki (5) se situaient sur un plan très différent. Même dans le vide de la politique de l'émigration — dans le passé bolchevique — il n'y a jamais eu une corruption semblable à celle que le stalinisme a introduite dans les luttes des ouvriers. Il est naturel que nos camarades réagissent vivement à tout indice que tout cela est en train de s'introduire dans notre mouvement, et il vaut mieux actuellement exagérer la « démocratie » que de tolérer des tendances à des méthodes staliniennes. Il faut éviter toute action qui conduit à terme à la scission : c'est facile de casser un bras — cela ne prend qu'une seconde — mais l'os peut prendre des mois pour se resouder.

(4) Après une longue bataille fractionnelle — entamée dès 1934 avec la première perspective de fusion entre la C.L.A. et l'A.W.P. — Hugo Oehler avait finalement été suspendu par le plénum du W.P.U.S. d'octobre 1935 et s'engageait dans la voie de la création d'une organisation rivale, la Revolutionary Workers League (Ligue ouvrière révolutionnaire).

(5) « Narodniki » désigne les populistes.

[LA TACTIQUE DES OUVRIERS AMÉRICAINS PENDANT UNE GUERRE NIPPO-SOVIÉTIQUE](1)

BIRNEY

Dans « La Guerre et la IV^e Internationale » (section 44), on lit : « Il serait absurde et criminel, en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et le Japon, que le prolétariat américain sabote l'envoi de munitions américaines à l'U.R.S.S. (2). »

Est-ce que cette formulation ne fournit pas le passage pour s'engager dans le social-patriotisme ?

JOHNSTONE

En réalité, dans une telle situation, les ouvriers n'auraient aucun moyen de savoir où iraient les cargaisons d'armes, après leur départ d'Amérique. Et nous devrions rappeler à ceux qui ont le moins de conscience de classe que les fabricants d'armes américains envoient sans aucun doute des cargaisons d'armes aux deux camps et — c'est encore plus important — qu'on ne pourrait jamais faire confiance au gouvernement américain pour la guerre contre le Japon si, à un moment donné, le capitalisme américain pensait gagner plus à agir ainsi. Si, par exemple, les dockers de San Francisco avaient atteint le degré de combativité nécessaire pour être sur le point de se mettre en grève contre l'exportation de toutes les fournitures d'armes — et nous nous essaierions de les persuader de ne pas le faire, parce que les bombes portent l'étiquette « Russie » —, il pourrait arriver qu'avant que le bateau ait franchi le Pacifique les Etats-Unis (qu'ils soient encore neutres, ou alliés de l'U.R.S.S.) concluent un accord avec le Japon pour empêcher une révolution prolétarienne au Japon, ou à cause d'une menace de guerre avec la Grande-Bretagne, ou etc. Alors ces munitions pourraient être

(1) Archives John Archer, Londres, cf. n. 1, p. 134. Traduit de l'anglais.

(2) Cf. Œuvres, 4, p. 68.

détournées pour tuer des révolutionnaires japonais ou des ouvriers britanniques.

La brochure dit que « la politique d'un parti prolétarien dans un pays impérialiste "allié" comme dans un pays impérialiste ennemi devrait... être dirigée vers le renversement révolutionnaire » de sa propre bourgeoisie. Mais les concessions faites juste avant par la même brochure sont précisément celles qui dévoileraient, et même trahiraient cette politique.

TROTSKY

Il ne s'agit pas de subordonner les grèves ou le mouvement révolutionnaire dans les pays alliés à l'U.R.S.S. aux intérêts de l'efficacité de cette alliance avec l'Union soviétique. Il faut les encourager et les développer s'ils font partie du soulèvement révolutionnaire. Ce dont il s'agit, c'est de l'aide de la part de la fraction la plus avancée de la classe ouvrière américaine à son alliée, l'Union soviétique. Naturellement, le prolétariat américain doit faire tout son possible pour combattre contre sa propre classe de patrons, mais de façon organisée, par un développement général de grèves, pas de façon anarchique.

Supposons pourtant que, dans le cas d'une guerre entre les Japonais et l'Union soviétique, une usine importante envoie au Japon un matériel de guerre important, et que nous le sachions. Il ne s'agit pas alors de la révolution américaine, mais de stratégie militaire. Nous pourrions, par l'intermédiaire d'un comité central, envoyer un groupe de camarades courageux pour détruire ce matériel. Il est vrai qu'une telle action pourrait être préjudiciable dans une certaine mesure au mouvement américain, mais elle constitue un acte d'une importance militaire de la part d'un allié de l'Union soviétique.

D'un autre côté, si des marchandises sont destinées à l'Union soviétique, et que vous le sachiez, vous devez faire tout votre possible pour que ce matériel soit embarqué. Il s'agit de mesures particulières, de sacrifices, au besoin, pour aider l'Union soviétique et gêner ses ennemis (3). A long terme, la victoire de l'Armée rouge, quelle que soit sa signification pour la Russie, constituerait une aide pour nous dans notre révolution.

Supposons que nous ignorions à quel pays ces marchandises sont destinées, nous devrions nous appuyer sur les agents

(3) Cette position, dictée par la stratégie de « défense de l'U.R.S.S. », devait être à plusieurs reprises âprement attaquée au sein de la L.C.I.

de l'Union soviétique en Amérique, qui devraient avoir des informations, car l'Union soviétique aurait des agents pour acheter du matériel de guerre aux Etats-Unis. Là-dessus, il nous faudrait un front uni avec la bureaucratie d'Union soviétique. Si nous menions l'agitation contre le chargement de produits de guerre achetés par l'Union soviétique en Amérique, nous serions dans un front uni, non pas avec les agents de l'Union soviétique, mais avec ceux du Japon dont il n'est pas douteux qu'ils seraient représentés dans le mouvement ouvrier.

S'il n'y a pas moyen de savoir quelle est la destination des marchandises, il nous faudra courir un risque. On ne peut éviter le risque ; le danger, comme disait Clausewitz, est l'élément principal de la guerre. Mais, dans nos actions, nous trouverions bien plus facile d'organiser les ouvriers américains — parmi lesquels il y aurait beaucoup de sympathie pour la Russie, et parmi la petite bourgeoisie également.

BIRNEY

Dans la même brochure (La Guerre et la IV^e Internationale, section 46), on souligne la force de l'Armée rouge (4). En considérant les analyses récentes de certains observateurs militaires et économiques (surtout ceux qui sont bien disposés vis-à-vis de la Russie), n'est-il pas possible qu'il y ait là une dangereuse surestimation de la force de la Russie pour résister à une invasion — et, implicitement une sous-estimation de la nécessité de construire la IV^e Internationale ?

TROTSKY

Il est vrai que, jusqu'à il y a deux ans, les conditions en Union soviétique n'étaient pas favorables à la croissance du moral de l'Armée rouge. Mais au cours des deux dernières années, la situation économique s'est bien améliorée, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Le résultat, c'est que non seulement les fractions privilégiées ont accru leurs privilèges, la bureaucratie s'est accrue de nouvelles couches supérieures, mais aussi les couches inférieures connaissent une situation meilleure. En outre, la situation des paysans pauvres et des ouvriers avait été si mauvaise qu'une légère amélioration (relative) est passée pour une importante amélioration dans leur esprit.

(4) Cf. *Œuvres*, 4, p. 68-69.

Et cela s'est à son tour reflété aussi bien dans la technologie que la psychologie de l'Armée rouge. Le fait que l'équipement technique ait été considérablement amélioré dans l'armée a fait naître la confiance dans ses rangs, une confiance quelque peu comparable à ce qui s'est passé pour les soldats prussiens avec la mécanisation introduite avant 1914. Même le développement du parachutisme de masse, bien que la bureaucratie l'ait utilisé pour détourner l'attention de la politique, constitue un pas nouveau et important dans l'éducation militaire populaire.

L'augmentation générale de la confiance qui découle de ces choses est accrue par le fait que l'on sait que les deux principaux ennemis immédiats de l'Union soviétique, le Japon et l'Allemagne, sont les pays les plus détestés dans le monde d'aujourd'hui. Il est impossible de penser que le paysan russe, aussi déçu soit-il, puisse consentir à ce que sa propre bureaucratie soit remplacée par Hitler ou le Mikado.

Cela ne signifie pas malheureusement que l'avenir de l'Etat ouvrier soit assuré parce que l'Armée rouge est forte. Au contraire, une victoire de l'Armée rouge signifierait un pas de plus en arrière vers le capitalisme d'Etat et l'augmentation du capitalisme privé. Après une guerre victorieuse, les chefs militaires remplaceraient sans aucun doute la bureaucratie par une autre, avec une politique plus capitaliste.

Tout cela pourrait se produire sans guerre civile, car cette dernière dépendrait de la compréhension marxiste, du courage et des capacités des ouvriers. C'était, si vous voulez, un oubli dans mon article *Thermidor et Bonapartisme* (5), que je n'y aie pas suggéré qu'un coup d'Etat militaire, à la suite ou dans le cours d'une guerre défensive victorieusement menée, pourrait aussi bien conduire à une victoire contre-révolutionnaire dans la guerre civile, à un renversement de l'Etat ouvrier. Bien sûr, une révolution prolétarienne dans le pays vaincu par l'U.R.S.S. aurait d'immenses répercussions sur l'Union soviétique elle-même. Mais, en dehors d'un tel événement, toutes les forces centrifuges à présent à l'œuvre en Union soviétique s'avéreraient irrésistibles. Les puissances féodales ont battu Napoléon, mais le résultat en fut l'introduction du capitalisme dans les pays féodaux victorieux. La victoire du socialisme en U.R.S.S. n'est pas, comme le dit Staline, « assurée », « accomplie », etc., et ne peut l'être tant que les forces productives en Union soviétique

(5) « L'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme », *Œuvres*, 5, p. 68-89.

ne dépassent pas celles de tous les pays capitalistes, tant que l'Etat prolétarien peut, en un sens, se vendre à bas prix. Entre-temps, la guerre approche et, dans cette guerre, l'Armée rouge, bien qu'elle doive y constituer un puissant instrument de guerre, ne pourra pas sauver et ne sauvera pas l'Etat *ouvrier*.

[A PROPOS DE MAX EASTMAN] (1)
(novembre 1935)

Eastman (2) parle du révolutionnaire qui entreprend de créer une révolution comme un ingénieur conçoit un plan et construit un pont conformément à lui. Ingénieurs ! Ponts ! Révolution ! Eastman ne connaît rien à toutes ces choses. Il ne sait rien de la construction des ponts. Est-ce qu'un ingénieur construit un pont à partir de sa tête, ou bien reçoit-il une commande de capitalistes dont les besoins économiques exigent un pont ? Elabore-t-il le plan à partir de sa seule tête, ou ce dernier est-il le produit des connaissances accumulées pendant des années sur la construction des ponts, incorporées dans des manuels ?

L'ingénieur a-t-il de la valeur en tant qu'individu, ou à cause de son pouvoir créateur lorsque, acceptant cette commande, il coordonne au mieux des intérêts de ceux qui lui ont passé commande, les éléments de la nature et de la science qui existent indépendamment de lui ?

Si Eastman parle d' « ingénieur » en ce sens, nous pourrions accepter cette définition. Mais il conçoit le génie révolu-

(1) Archives John Archer, Londres, cf. n. 1, p. 134. Traduit de l'anglais.

(2) Max EASTMAN (1883-1969), professeur de philosophie à l'université de Columbia à New York, était devenu socialiste et avait pris en 1912 la direction de la revue *Masses*, ce qui avait fait de lui le chef de file de la gauche littéraire. Partisan de la révolution russe, dirigeant de *The Liberator*, il avait visité l'Union soviétique en 1922 et s'y était lié d'amitié avec Trotsky. Informé par lui de l'existence du *Testament* de Lénine, il avait cru bon de publier sa substance dans un ouvrage intitulé *Since Lenin died*, publié en 1925 et Trotsky avait dû le désavouer. Le 18 octobre 1926, il en avait publié le texte intégralement dans le *New York Times*, bien malencontreusement au pire moment pour Trotsky dans sa lutte fractionnelle, et s'était fait de nouveau désavouer. Les relations personnelles avaient subsisté entre les deux hommes, et c'est Eastman qui, longtemps, fut en quelque sorte l'agent littéraire et le traducteur de Trotsky aux États-Unis, mais les divergences étaient importantes entre eux : Eastman refusait d'accepter le matérialisme dialectique, et Trotsky le considérait comme un compagnon de route, sinon un dilettante.

tionnaire comme l'homme qui conçoit *a priori* un plan et donne ensuite des ordres. Non, il y a bien des « ingénieurs » et bien des « plans ». La masse opère sa propre sélection et choisit l'ingénieur et le plan qui répondent à ses besoins historiques. C'est cela que Marx a expliqué, et que Eastman n'a jamais compris.

[L'APPEL DE LA COMMUNE] (1)
(28 novembre 1935)

Chers Camarades,

Je viens de recevoir la lettre d'Adolphe avec l'appel de *La Commune* (2). L'appel est vide, stupide, criard. *La Commune* ne veut pas multiplier les tendances, mais elle multiplie le gâchis. On se réclame, non d'un programme, mais seulement de quelques noms ; malheureusement, on me nomme aussi. Mais je dégage catégoriquement ma responsabilité. Je n'appartiens pas aux « diverses tendances » (voir l'appel), qui restent toutes anonymes. J'appartiens à une seule tendance, qui a son nom et son programme. L'entreprise ne peut être qu'une faillite. Nous avons tous le plus grand intérêt à dégager notre responsabilité.

J'ai insisté par télégraphe sur une intervention catégorique de Theodor (3). Je ne sais rien sur les conséquences de cette proposition. J'admets l'hypothèse que, malgré l'intervention de Theodor, l'entreprise demeure, et que le premier numéro soit paru. Dans ce cas, si nous nous trouvions devant le fait accompli, quelle devrait être notre attitude ? Voilà ce que je propose :

1. Voter une courte motion [affirmant] que Theodor et ses amis déclinent toute responsabilité pour un « organe de diverses tendances » anonymes, sans programme ni drapeau. Cette motion devrait être communiquée exclusivement aux directions de nos sections.

(1) Fonds Jean Rous, C.E.R.M.T.R.I., Paris. Le document est un double sur papier pelure, plié et déchiré, parfois indéchiffrable, dont il a été impossible d'établir s'il n'y manquait que quelques lignes ou beaucoup plus.

(2) ADOLPHE était Rudolf KLEMENT (1910-1938), ancien étudiant allemand qui avait été secrétaire de Trotsky, à Prinkipo pendant quelques mois, puis à Saint-Palais et Barbizon. Il était secrétaire administratif du S.I. Il venait d'envoyer à Trotsky un exemplaire de l'appel annonçant la publication de *La Commune*, rédigé par Raymond Molinier et ses camarades.

(3) « Theodor » était le nom de code utilisé pour désigner le S.I.

2. Quant au comité central français, il faudrait, un court temps, garder une attitude expectative. Il faut attendre la réaction de la base aux deux premiers numéros de l'organe de « diverses tendances » anonymes. On aura encore le temps d'intervenir quand la faillite inévitable se sera précisée. L'intervention devra avoir pour but de sauvegarder l'organisation, *La Vérité*, et l'avenir.

3. Mais la chose la plus importante et la plus urgente, ce sont les jeunes. Tandis que les adultes piétinent lamentablement depuis juillet, en gaspillant leurs forces et leur temps pour courtiser quelques misérables pivertistes, les jeunes faisaient un travail efficace et prometteur. *Révolution*, qui est sorti de ce mouvement, est malgré ses faiblesses, un être vivant, capable de se développer. Nous devons *nous appuyer sur les jeunes*. Il faut soutenir *Révolution*. Il faut l'aider à devenir si tôt (*sic*) que possible l'organe des jeunes pour la IV^e Internationale.

Lors du séjour de Fred (4), nous nous sommes entendus dans les grandes lignes sur les procédés pour préparer l'adhésion de l'Entente de la Seine (5) à la IV^e Internationale et la fusion des bolcheviks-léninistes avec le groupe J.S.R. sur le programme des B.L. Le fait même que les promoteurs de *La Commune* (organe de « diverses tendances » anonymes) n'ont pas compris l'importance de la poussée des jeunes, mais qu'ils sont en lutte entre eux et créent un organe contre eux, est la condamnation complète de l'entreprise (les opportunistes sont toujours en conflit avec les jeunes). Il faut que Theodor invite Fred et d'autres jeunes, individuellement ou par groupes, pour s'entendre avec eux amicalement sur leur travail national et international (Van a pratiquement boycotté l'Internationale des jeunes, et pas par hasard (6)).

Si le C.C. du G.B.L. doit...

(4) Zeller.

(5) Fred Zeller fait également mention, dans ses mémoires (*Trois Points, c'est tout*); d'un « plan Trotsky-Zeller » mis au point pendant son séjour en Norvège pour assurer l'adhésion à la IV^e Internationale de l'Entente des J.S. maintenue autour de ses dirigeants exclus à Lille, en vue de la fondation d'un parti révolutionnaire indépendant.

(6) Jean van Heijenoort, qui avait été à Prinkipo, en France et pendant quelques temps en Norvège, secrétaire de Trotsky, et était retourné en France, y était responsable des questions jeunes auprès du S.I. Il venait de se ranger du côté de Molinier et de ses camarades dans la lutte fractionnelle au sein du G.B.L.

[IL FAUT GAGNER LES JEUNES] (1)
(29 novembre 1935)

[...] Vous aviez insisté sur la nécessité de gagner Zeller définitivement pour les B.L. Maintenant, c'est une chose acquise. Mais les B.L. l'attaquent, et il me semble que vous ne soutenez pas [...] Zeller est parti d'ici avec un certain plan qui m'apparut découlant de toute la situation : *gagner l'Entente pour la IV'* (sans cela, vous laissez la porte ouverte à toutes les aventures) [...] Négliger les intérêts de sa propre tendance est le crime le plus grand qu'on puisse imaginer. Vous vous taisez totalement là-dessus. [...]

(1) Lettre à Jean Rous, citée par BRAUN, *op. cit.*, p. 51.

[QU'EST-CE QU'UN JOURNAL DE MASSE ?](1) (30 novembre 1935)

Chers Camarades,

J'apprends à l'instant que ma lettre au bureau politique sur le nouveau « journal de masse » a été lue à l'assemblée générale (2). Si elle a pu contribuer un tant soit peu à éclaircir la situation, je ne puis que m'en réjouir. Je me suis adressé d'abord au bureau politique dans l'espoir que la question pourrait être réglée, sans nouvelle discussion, sur les bases fixées par la dernière conférence nationale. Mais il s'avère que les initiateurs de *La Commune*, après avoir préparé leur entreprise en dehors de l'organisation et, en fait, contre l'organisation nationale et internationale, ont décidé de provoquer une discussion *après le fait accompli* (3). Dans ces conditions, il ne serait peut-être

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 10, 13 décembre 1935. Lettre au C.C. du G.B.L., texte en français.

(2) A peine informé de l'initiative de Raymond Molinier et de ses camarades de publier *La Commune*, Trotsky avait télégraphié le 26 novembre à Jean Rous : « Toute concession à Raymond serait fatale. » Le 28, il avait écrit au S.I. pour exiger « une délimitation nette envers le nouvel organe et une politique offensive sous le drapeau de la IV^e Internationale en commun avec l'organisation des jeunes ». Il demandait en outre la publication de la déclaration suivante : « Le nouvel organe *La Commune* se réclamant du nom de Trotsky, le camarade Trotsky tient à déclarer qu'il n'est pour rien dans *La Commune*, et qu'une seule tendance peut se réclamer de lui : la IV^e Internationale. » Nous ne savons pas exactement quelle lettre de lui au bureau politique avait été lue à l'assemblée générale du 25, mais cela signifiait que le bureau politique avait décidé de la faire connaître à toute l'organisation.

(3) Nous avons déjà expliqué p. 22 ce qui s'était passé le 23 novembre au C.C. du G.B.L. Le lendemain, les initiateurs de *La Commune* avaient rendu publique une « lettre aux membres du groupe bolchevik-léniniste » annonçant la parution de leur journal le 2 décembre. Ils ne niaient pas que, ce faisant, ils mettaient leur organisation devant le fait accompli. Pierre Frank écrivait le 28 novembre à Trotsky : « La décision de créer *La Commune* prise, les premiers pas faits, nous nous sommes tournés vers les organisations existantes (G.B.L., J.S., minorité du Front social, Groupes d'action révolutionnaire), en leur disant : vos discussions se prolongent dangereusement, nous avons mis "pour vous" un journal sur pied, prenez-le, allez-y ! »

pas inutile que j'explique de façon plus précise les critiques et suggestions émises dans ma lettre au bureau politique.

1. Qu'est-ce qu'un « journal de masse » ? La question n'est pas nouvelle. On peut dire que toute l'histoire du mouvement révolutionnaire a été remplie de discussions sur le « journal de masse ». C'est le devoir élémentaire d'une organisation révolutionnaire que de faire en sorte que son journal politique soit aussi accessible que possible aux masses. Cette tâche ne peut être effectivement résolue qu'en fonction de la croissance de l'organisation et de ses cadres qui doivent frayer le chemin du journal dans les masses, puisque — cela va de soi — il ne suffit pas de baptiser une publication « journal de masse » pour que les masses l'acceptent dans la réalité. Mais, très souvent, l'impatience révolutionnaire — qui se transforme très facilement en impatience opportuniste — mène à cette conclusion que les masses n'affluent pas parce que nos idées sont trop compliquées et nos mots d'ordre trop avancés. Il faut donc simplifier notre programme, alléger nos mots d'ordre, bref, jeter du lest. Au fond, cela signifie que nos mots d'ordre doivent correspondre, non à la situation objective, non au rapport des classes analysé par la méthode marxiste, mais à des appréciations subjectives — très superficielles et très insuffisantes — de ce que « les masses » peuvent accepter ou non. Mais quelles masses ? La masse n'est pas homogène. Elle se développe. Elle subit la pression des événements. Elle acceptera demain ce qu'elle n'accepte pas aujourd'hui. Nos cadres fraieront avec toujours plus de succès la voie pour nos idées et nos mots d'ordre qui se sont montrés justes, parce qu'ils sont confirmés par les événements et non pas par des appréciations subjectives et personnelles.

2. Un journal de masse se distingue d'une revue théorique ou d'un organe de cadres, non par les *mots d'ordre*, mais par la *façon de les présenter*. Le journal de cadres développe devant ses lecteurs tous les procédés de l'analyse marxiste. Le journal de masse n'en présente que les résultats, en prenant appui en même temps sur l'expérience immédiate des masses elles-mêmes. *Il est beaucoup plus difficile d'écrire en marxiste pour les masses que pour les cadres.*

3. Admettons un instant que le G.B.L. ait consenti à « simplifier » notre programme, à renoncer aux mots d'ordre pour le nouveau parti, pour la IV^e Internationale, à renoncer à

la critique systématique de la « Gauche révolutionnaire » et de Pivert personnellement. J'ignore si son journal deviendrait, par un coup de baguette magique, un journal de masse. J'en doute. Mais il deviendrait en tout cas un journal *sapiste* ou *pivertiste* (4). L'essence de la tendance pivertiste réside précisément en cela : accepter les mots d'ordre « révolutionnaires », mais ne pas en tirer les conclusions nécessaires, qui sont la rupture avec Blum et Zyromski, la création d'un nouveau parti et de la nouvelle Internationale. Sans elles, tous les mots d'ordre « révolutionnaires » sont nuls et inopérants. A l'étape actuelle, l'agitation pivertiste est une sorte d'opium pour les ouvriers révolutionnaires. Pivert veut leur apprendre qu'on peut être pour la lutte révolutionnaire, pour « l'action révolutionnaire » — pour utiliser une formule à la mode —, et demeurer en même temps en bons termes avec la canaille chauvine. Tout dépend du « ton », voyez-vous ? C'est le ton qui fait la musique ? Si le tigre roucoule comme une colombe, le monde entier en sera enchanté. Mais nous, dans notre rude langage, nous devons dire que les *dirigeants de la « Gauche révolutionnaire » démoralisent et prostituent la conscience révolutionnaire.*

Je vous le demande : si nous renonçons aux mots d'ordre qui nous sont dictés par la situation objective et qui constituent l'essence même de notre programme, en quoi nous distinguerons-nous des pivertistes ? En rien. Nous serions seulement des pivertistes de seconde zone. Or, si les masses devaient choisir les pivertistes, elles préféreraient les premiers aux seconds.

4. Je prends le petit appel imprimé pour *La Commune*, organe d'action (?) révolutionnaire (?). Ce document nous présente une éclatante illustration — que ses auteurs n'ont pas voulue — des quelques idées que je viens de développer : « *La Commune* parlera le langage des usines et des champs. Elle dira la misère qui y règne ; elle en exprimera les passions, elle en exaltera la révolte. » C'est là une très louable intention, bien que les masses connaissent très bien leur propre misère et

(4) L'ensemble de cette lettre constitue une démonstration de ce que Trotsky n'envisageait pas les problèmes de construction du nouveau parti en dehors du cadre international, et que c'est là que se trouvaient les divergences radicales avec Marceau Pivert pour qui primaient les considérations propres au parti socialiste français. Le rapprochement délibérément souligné ci-dessus entre « pivertisme » et « sapisme » souligne une fois de plus que l'analyse faite par Trotsky du « pivertisme » ne peut se comprendre en dehors de son combat pour la IV^e Internationale et contre le S.A.P. en qui il voit le « maître à penser » de Pivert.

leurs propres sentiments de révolte — étouffés par les appareils patriotiques avec l'aide des pivertistes. Ce que la masse peut exiger d'un journal, c'est *un programme clair et une direction juste*. Mais, précisément, sur cette question fondamentale, l'appel est tout à fait muet. Pourquoi ? Parce qu'il cherche plus à dissimuler ses idées qu'à les exprimer. Il accepte la recette centriste (sapiste) : chercher la ligne de moindre résistance, *ne pas dire ce qui est*. Le programme de la IV^e Internationale, c'est pour nous autres, les gros bonnets de la direction. Et les masses ? Que sont les masses ? Elles peuvent bien se contenter du quart ou même du dixième de ce programme. Cette mentalité-là, nous l'appelons de l'aristocratie opportuniste. C'est en même temps une attitude aventuriste, une attitude très dangereuse, camarades. Ce n'est pas une attitude de marxiste.

Nous trouvons dans cet appel, après la phrase citée plus haut, quelques évocations historiques : « Aux fils et petits-fils des émeutiers de la Croix-Rousse, des barricades de juin 1848, des Communards de 1871, *La Commune* dit, etc. » (suit la rhétorique à la Magdeleine Paz (5)). Je ne sais vraiment pas si les masses en révolte ont besoin de reminiscences littéraires et de cette rhétorique plutôt creuse en guise de programme.

Mais voici que commence la partie la plus importante : « *La Commune* ne vient pas s'ajouter à la multiplicité des tendances du mouvement ouvrier. » Quel mépris souverain pour la « multiplicité » des tendances existantes ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Si toutes les tendances sont mauvaises ou insuffisantes, il faut en créer une nouvelle, la vraie, la juste. S'il existe des tendances justes et des tendances fausses, il faut apprendre aux ouvriers à les distinguer. Il faut appeler les masses à rejoindre la tendance juste pour combattre les fausses. Mais non, les initiateurs de *La Commune*, un peu comme Romain Rolland, se situent « au-dessus de la mêlée ». De tels procédés sont indignes de marxistes.

Ensuite, on énumère quelques noms afin de préciser, si peu que ce soit, la physionomie très vague du journal. Je laisse de côté le mien, dont *La Commune* se réclame sans aucune justification. Etant au nombre des vivants, je puis au moins me défendre. Mais les autres, nos maîtres communs, les véritables

(5) Magdeleine MARX, épouse PAZ (1889-1973), militante du P.C. à la fin des années vingt, avait épousé l'avocat Maurice PAZ (né en 1896) et avait suivi son itinéraire, du P.C. à la sympathie pour l'Opposition de gauche russe, puis à la S.F.I.O. dès le début des années trente. Trotsky n'appréciait guère son style d'écrivain, ni sa sentimentalité, et ne perdait aucune occasion de la brocarder.

dirigeants du socialisme international ? Ils sont malheureusement sans défense ! L'appel nomme Marx et Blanqui (6). Qu'est-ce que cela veut dire ? Veulent-ils élaborer une synthèse nouvelle du marxisme et du blanquisme ? Comment les masses se débrouilleront-elles de l'association de ces deux noms ? Un peu plus loin, on trouve Lénine. Mais les staliniens s'en réclament aussi. Si vous n'expliquez pas aux masses que vous êtes contre la tendance stalinienne, elles préféreront *L'Humanité* à *La Commune*. Ces associations de noms n'expliquent rien. Elles ne font que prolonger et aggraver l'équivoque.

Et voici le comble : « *La Commune* est lancée par des militants appartenant aux diverses tendances pour susciter la levée d'une grande équipe de Communards. » Qu'est-ce que cela signifie, cette équipe inconnue, ces « différentes tendances » (anonymes) inconnues ? De *quelles* tendances s'agit-il ? Pourquoi — toujours inconnues — se sont-elles groupées en dehors et contre les autres tendances ? L'objectif de créer une « grande armée de Communards » est louable. Mais il ne faut pas oublier que cette armée, dès sa création en 1871, a subi une épouvantable défaite, parce que *cette armée magnifique manquait d'un programme et d'une direction*.

La conclusion : cet appel pourrait avoir été rédigé par Marceau Pivert — en collaboration avec Magdeleine Paz — sauf sur un point : le nom de l'auteur de ces lignes. Mais, en ce qui me concerne, je le répète, je suis implacablement opposé à cet appel équivoque et antimarxiste.

5. L'adhésion du G.B.L. à la S.F.I.O. s'est avérée absolument juste. Elle constitua un pas en avant. Le congrès de Mulhouse marqua l'apogée de l'influence bolchevik-léniniste dans la S.F.I.O. Il fallait comprendre qu'on avait atteint la limite des possibilités à l'intérieur du parti socialiste — au moins en ce qui concerne les adultes. Il fallait utiliser l'autorité fraîchement acquise et toute neuve pour influencer de nouveaux éléments, politiquement vierges, à l'extérieur du parti socialiste, dont la composition sociale est misérable. C'est cette suggestion que j'ai formulée dans une lettre (7) publiée depuis dans un *Bulletin intérieur* du G.B.L., et que *je me permets de recom-*

(6) Auguste BLANQUI (1805-1881), socialiste et révolutionnaire, était moins un théoricien qu'un spécialiste de l'action insurrectionnelle. Le marxisme, en tant que théorie de la révolution, avait rejeté le « blanquisme ».

(7) *Œuvres*, 5, p. 325-328.

mander à mes camarades de relire en rapport avec la présente. De passage à Paris, je me suis heurté, de la part de quelques camarades, particulièrement parmi les futurs promoteurs de *La Commune*, à une vigoureuse opposition à l'idée d'un nouveau tournant (8). Ces camarades avaient pris goût à leur activité dans les milieux réformistes et centristes, et espéraient pouvoir continuer à progresser encore et toujours. C'était une erreur. On a gaspillé du temps et des forces, au lieu d'imiter les jeunes, dont l'orientation était plus juste, parce que dirigée vers les jeunes ouvriers à l'extérieur du parti socialiste.

Puis sont venues les exclusions de Lille. Je les ai, en ce qui me concerne, considérées comme un acte libérateur, parce qu'elles exprimaient la réalité : *l'impossibilité d'une activité ultérieure fructueuse dans les rangs de la S.F.I.O.*, particulièrement à l'approche de la guerre et de la fusion avec les stalinien. Il me semblait que le fait de l'exclusion était suffisamment éloquent pour nous permettre de faire l'économie d'une nouvelle discussion sur la voie à suivre. Il fallait déclencher une offensive vigoureuse et implacable contre ceux qui prononçaient des exclusions, non en tant que « scissionnistes » — ce sont là les banalités de Pivert — mais avant tout en tant que valets de l'impérialisme français. Il fallait en même temps critiquer ouvertement Pivert, puisqu'il avait pris la place de Zyromski en couvrant à gauche le Front populaire. Il fallait développer le programme des *comités d'action*, l'opposer à la collaboration avec les radicaux et proclamer ouvertement la nécessité de préparer un *nouveau parti*, afin de sauver le prolétariat et sa jeune génération. Au lieu de cela, le groupe de *La Commune* cherchait avant tout à conquérir les sympathies de la « Gauche révolutionnaire » par des manœuvres personnelles, des combinaisons en coulisses, et, surtout, en renonçant à nos mots d'ordre et à notre critique ouverte des centristes. Il y a deux ou trois mois, Marceau Pivert déclarait que la « lutte contre le

(8) Sur l'assurance qu'il allait recevoir son visa pour la Norvège, Trotsky avait quitté Domène avec une autorisation de transit par Paris, mais avait dû y attendre plusieurs jours le visa norvégien. Il avait été hébergé dans l'appartement du Dr Rosenthal, père de son avocat et ami Gérard Rosenthal, et y avait rencontré un certain nombre de responsables du G.B.L. Nous ne savons pas de façon précise quels « futurs promoteurs » de *La Commune* il avait rencontrés (Raymond Molinier était délégué au congrès S.F.I.O. de Mulhouse). Trotsky était, dès cette époque, convaincu que l'expérience de la S.F.I.O. touchait à sa fin ; mais la majorité des dirigeants du G.B.L. n'étaient pas prêts à accepter le nouveau tournant qu'impliquait cette analyse.

trotskyisme était le signe d'une tendance réactionnaire (9) ». Mais aujourd'hui, c'est lui, poussé par les gens du S.A.P., qui représente cette tendance. *La « Gauche révolutionnaire » est devenue l'obstacle le plus immédiat et le plus nuisible au développement de l'avant-garde révolutionnaire.* Voilà ce qu'il faut dire, ouvertement et partout, c'est-à-dire surtout dans un journal de masse. Mais le groupe de *La Commune* a poussé si loin son roman avec les pivertistes que force est de se demander si ces camarades sont encore avec nous ou s'ils sont passés sur les positions des centristes qui nous combattent avec tant d'acharnement. Voilà ce qui arrive quand on jette les principes par-dessus bord et quand on s'adapte plus longtemps que nécessaire à l'appareil réformiste et à ses valets centristes.

6. On peut demander : et *Révolution* ? Il n'est pas non plus l'organe de notre tendance et, néanmoins, nous y participons. C'est juste. Mais *Révolution* est l'organe d'une organisation que tout le monde connaît, l'Entente des Jeunesses. Le journal est dirigé par *deux tendances*, qui sont en train de se rapprocher et qui fusionneront inévitablement. Le caractère progressif de la Jeunesse socialiste révolutionnaire est précisément déterminé par le fait qu'elle se tourne vers les bolcheviks-léninistes et pas vers la « Gauche révolutionnaire » (l'adhésion épisodique du camarade Zeller à la G.R., après tout ce qui s'était passé, a été une faute, dont la responsabilité doit être partagée par le groupe de *La Commune* (10)).

Révolution est un organe vivant, en mouvement, et qui peut devenir l'organe de la jeunesse prolétarienne. Pour accomplir cette tâche, *Révolution* ne devra cependant pas sombrer dans le confusionnisme de *La Commune*, mais concrétiser sa position, c'est-à-dire accepter définitivement les mots d'ordre des bolcheviks-léninistes.

7. *La Vérité* est une nécessité absolue. Mais elle doit se libérer des influences centristes qui ont abouti à l'appel de *La Commune*. *La Vérité doit reprendre son caractère de combat, intransigeant. La cible principale de sa critique est désormais le*

(9) Pivert avait écrit cette phrase dans une lettre adressée aux jeunes socialistes exclus à la conférence de Lille qui avait été publiée dans *La Vérité* du 25 août 1935.

(10) Fred Zeller, rappelons-le, avait participé à la réunion constitutive de la Gauche révolutionnaire, le 30 septembre 1935, au café Auger, près de l'Hôtel de Ville, et y avait effectivement donné son adhésion, sur les conseils de Molinier qui n'était présent qu'à titre d'« observateur ». Les « deux tendances » auxquelles Trotsky fait allusion sont les B.L. et les J.S.R.

pivertisme, opposé au léninisme et devenu ainsi, selon sa propre caractérisation, une tendance réactionnaire.

8. Je ne veux pas analyser dans cette lettre les extraordinaires procédés employés par le groupe de *La Commune* vis-à-vis de sa propre tendance nationale et internationale. C'est une question *très importante*. Elle est néanmoins secondaire en comparaison de celle du programme et du drapeau.

J'espère, chers camarades, que vous avez devant vous les plus grandes possibilités. Vous allez au moins récolter enfin le fruit de vos efforts antérieurs, mais à une seule condition : ne pas permettre la confusion entre les tendances, les idées et les drapeaux, pratiquer plus que jamais l'intransigeance léniniste, et vous orienter ouvertement et vigoureusement vers le nouveau parti et la IV^e Internationale.

POUR LES COMITÉS D'ACTION PAS LE FRONT POPULAIRE (1) (novembre 1935)

Le « Front populaire » est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres débris, plus petits, de la même espèce (2). Cette alliance s'étend au domaine parlementaire. Dans tous les domaines, le parti radical qui conserve, lui, sa liberté d'action, limite brutalement celle du prolétariat.

Le parti radical est lui-même en train de se décomposer : chaque élection nouvelle montre que les électeurs l'abandonnent à droite et à gauche. Au contraire, les partis socialiste et communiste — en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire — se renforcent. La tendance générale des masses travailleuses, y compris des masses petites-bourgeoises, est évidente : elles vont à gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : ils vont à droite.

Tandis que les masses montrent aussi bien par leurs votes que par leur lutte qu'elles veulent renverser le parti radical, les chefs du front unique (3) aspirent au contraire à le sauver. Après avoir gagné la confiance des masses ouvrières sur la base d'un programme « socialiste », les chefs des partis ouvriers cèdent volontairement la meilleure part de cette confiance aux

(1) T 3728, 3729. Nous avons rétabli ici le titre originel de Trotsky pour ce texte qui a été publié dans *La Vérité, Où va la France ?* et *Le Mouvement communiste en France*, sous celui de « Front populaire et comités d'action », infiniment plus conciliant vis-à-vis du Front populaire. La traduction est celle de 1935.

(2) Le Front populaire comprenait, outre les deux grands partis ouvriers, socialiste et communiste, et le parti radical et radical-socialiste d'Herriot et Daladier, plusieurs dizaines d'organisations diverses, dont l'Union socialiste républicaine où se retrouvaient notamment les « néos » qui avaient rompu en 1933 avec la S.F.I.O., le parti radical Camille-Pelletan de Gabriel Cudenet et d'autres petites formations indiscutablement bourgeoises.

(3) Trotsky, dans ce texte, emploie l'expression « front unique » pour désigner l'alliance, le bloc, entre le parti communiste et la S.F.I.O.

radicaux, en qui les masses ouvrières n'ont précisément aucune confiance.

Le Front populaire, dans son aspect actuel, foule aux pieds non seulement la démocratie ouvrière, mais la démocratie formelle, bourgeoise. La plupart des électeurs radicaux ne participent pas à la lutte des travailleurs, ni par conséquent au Front populaire. Pourtant le parti radical occupe dans ce front une position non seulement égale à celle des autres, mais encore privilégiée : l'activité des partis ouvriers est forcément limitée par le programme même du parti radical, constatation que développent, sans se gêner le moins du monde, les cyniques rédacteurs de *L'Humanité*. Les dernières élections sénatoriales ont manifesté en outre très clairement la situation privilégiée qui est celle des radicaux dans le Front populaire (4). Les chefs du parti communiste se vantent ouvertement d'avoir renoncé en faveur des partis non prolétariens à des sièges qui appartenaient de plein droit aux ouvriers (5). Cela signifie tout simplement que le front unique a partiellement rétabli en faveur de la bourgeoisie le cens électoral basé sur la fortune.

Le front est par définition l'organisation directe et immédiate de la lutte. Quand il s'agit de lutter, chaque ouvrier vaut bien une dizaine de bourgeois, même membres du Front populaire. Si l'on se plaçait du point de vue de la combativité révolution-

(4) Les élections sénatoriales avaient eu lieu le 20 octobre 1935. Léon Blum, dans ses premiers commentaires, le 21 octobre dans *Le Populaire*, relevait que, dans la Seine, les radicaux de la liste Front populaire avaient bénéficié de toutes les voix des électeurs Front populaire alors qu'il en avait manqué 100 au communiste Cachin et 60 au socialiste Morizet. Le dirigeant socialiste affirmait que 90 « délégués du Front populaire » — de toute évidence radicaux — avaient donc commis « un abus de mandat et une trahison ». *Le Populaire* du 22 relevait que Pierre Laval avait été élu avec la totalité des voix radicales ! Les radicaux avaient été élus tantôt avec les voix des socialistes et communistes, tantôt avec celles de la droite.

(5) Dès le 1^{er} octobre, Paul Vaillant-Couturier avait écrit dans *L'Humanité*, à propos de la constitution des listes de candidats Front populaire : « Notre parti a voulu [...] donner l'exemple de ce que peut faire la volonté d'unité. Il n'a élevé quant au nombre des sièges qui lui reviennent que des revendications très modérées. » *L'Humanité* du 6 octobre précisait que la transposition des consultations électorales antérieures et l'application de la représentation proportionnelle auraient autorisé le parti communiste à revendiquer la présence sur la liste de cinq candidats, mais qu'il avait accepté de n'en avoir que trois. Il n'avait eu finalement qu'un seul élu, Marcel Cachin. Sur les huit élus Front populaire de la Seine, il y avait seulement un communiste et deux socialistes, soit le chiffre même d'élus que le P.C. avait réclamé pour lui seul comme un « minimum » en le présentant comme une importante concession. *L'Humanité* saluait cependant dans ces élections une « grande victoire ».

naire du front, il faudrait donner des privilèges électoraux aux ouvriers et non aux bourgeois radicaux. Mais est-il bien nécessaire, au fond, d'accorder des privilèges ? Le Front populaire défend la « démocratie » ? Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes : *la direction du Front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte.*

Comment la refléter ? De la façon la plus simple qui soit, par des élections. Le prolétariat n'interdit à personne de lutter à côté de lui contre le fascisme, le complot militaire des impérialistes et toutes les autres formes ignobles d'oppression. Tout ce que les ouvriers conscients exigent de leurs alliés, réels ou potentiels, c'est de lutter *effectivement*. Chacun des groupes qui participent réellement à la lutte à une étape donnée et qui sont prêts à se soumettre à la discipline commune doit pouvoir influencer la direction du Front populaire avec des droits égaux.

Chaque groupe de deux cents, cinq cents ou mille citoyens qui adhèrent au Front populaire dans la ville, le quartier, l'usine, la caserne, la campagne, doit, pendant les actions de combat, élire son représentant dans les *comités d'action* locaux. Tous ceux qui participent à la lutte s'engagent à reconnaître leur discipline.

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa résolution sur le rapport de Dimitrov, s'est prononcé pour la création de comités d'action élus qui devraient constituer la base de masse du Front populaire (6). C'est là la seule idée

(6) C'est le 8 septembre 1935 que *L'Humanité* avait publié la résolution adoptée par le congrès de l'I.C. dans la discussion ouverte par le secrétaire de cette organisation, Dimitrov, sur « L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste ». Après avoir souligné que le Front populaire pouvait et devait se réaliser dans des actions particulières, dans le cadre d'une entreprise, etc., la résolution expliquait : « Afin de développer le mouvement du front unique en tant qu'œuvre des masses elles-mêmes, les communistes doivent tendre à créer des *organismes de front unique de classe hors-parti* par voie d'élection [...] dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens des villes et dans les campagnes. » La résolution précisait également : « Seuls de tels organismes [...] pourront englober dans le mouvement du front unique également *l'immense masse inorganisée* des travailleurs, contribuer au développement de l'initiative des masses dans la lutte contre l'offensive du capital et contre le fascisme. » Le terme de « comité d'action » ne figurait pas dans cette résolution. Guéorgui DIMITROV (1882-1949), militant socialiste depuis 1903, député au parlement bulgare en 1919, dirigeant de la centrale syndicale liée au parti social-démocrate « tesnjak » (étroit) proche des bolcheviks, avait été l'un des fondateurs et dirigeants du P.C. bulgare. Affecté à l'appareil clandestin de l'I.C. en 1929, il était en 1933 secrétaire de l'I.C. pour l'Europe occidentale quand il fut arrêté le 9 mars et accusé d'avoir

progressiste de toute cette résolution. Mais c'est précisément pourquoi les staliniens ne font rien pour la réaliser, car ils ne peuvent s'y décider sans rompre du même coup leur collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Il est vrai que peuvent prendre part aux élections des comités d'action non seulement les ouvriers, mais les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent le mieux remplir leur tâche qui est de lutter pour conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie. Or le Front populaire sous sa forme actuelle n'est rien d'autre que l'organisation de la collaboration de classe entre les exploités politiques du prolétariat — réformistes et staliniens — et les exploités de la petite bourgeoisie — les radicaux. De véritables élections de masse pour les comités d'action chasseraient automatiquement les affairistes bourgeois du Front populaire et feraient ainsi sauter la politique criminelle dictée par Moscou.

Il serait néanmoins erroné de croire que l'on puisse simplement, à un jour et une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour élire des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Ce serait une façon purement bureaucratique et par conséquent stérile d'aborder la question. Les ouvriers ne peuvent élire des comités d'action que lorsqu'ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent donc la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'une représentation *démocratique* de toutes et de *n'importe quelles* masses, mais d'une représentation *révolutionnaire* des masses *en lutte*. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte.

L'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à-coups successifs dans des explosions isolées comme à Toulon, à Brest, à Limoges (7) finisse par faire place à l'apathie. Seuls les traîtres

organisé l'incendie du Reichstag. Au cours de son procès à Leipzig, de septembre à décembre, il s'était brillamment comporté, tenant tête à l'accusation et inversant les rôles. Acquitté, il avait pu revenir en Union soviétique en février 1934. On lui avait donné les premiers rôles au 7^e congrès de l'I.C. : il était devenu secrétaire général.

(7) Sur les événements de Brest et de Toulon, cf. *Œuvres*, 6, p. 118-121. A Limoges, l'annonce pour le même jour à 20 h 30 le 16 novembre, d'une « mobilisation » des Croix-de-Feu de la région et de leurs

conscients ou des cerveaux obtus peuvent croire ou faire croire que l'on peut, dans la situation actuelle, maintenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce que l'on puisse, d'en haut, leur faire cadeau d'un gouvernement de Front populaire. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste non pas à freiner et paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible.

Les réformistes, et plus encore les staliniens, craignent les radicaux. L'appareil du front unique joue tout à fait consciemment le rôle qui consiste à désorganiser systématiquement les mouvements spontanés des masses. Et les « gauchistes » du type Marceau Pivert ne font que protéger cet appareil de la colère des masses (8). On ne peut sortir de cette situation que si l'on aide les masses en lutte, dans le processus même de la lutte, à créer un appareil nouveau qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est précisément en cela que réside la fonction des comités d'action.

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésité créé une organisation locale de combat si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la sanglante répression de Limoges, les ouvriers et une fraction importante de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à élire des comités pour enquêter sur les sanglants événements et les empêcher à l'avenir. Pendant le mouvement qui s'est déroulé dans les casernes cet été contre le « rabiote (9) », les

groupes de choc les « Dispos », avait provoqué en début d'après-midi une décision du comité local de Front populaire à une contre-manifestation. Des milliers de manifestants avaient marché sur le local où se trouvaient les hommes du colonel de La Rocque. Une fusillade avait suivi et des combats acharnés qui avaient fait une trentaine de blessés par balle dans les deux camps. *L'Humanité* et *Le Populaire* soulignaient que les coups de feu étaient partis du côté des Croix-de-Feu. Mais l'élan de la contre-manifestation avait été impressionnant et rappelait précisément celui qu'avaient manifesté au début d'août les grévistes de Brest et de Toulon.

(8) En demeurant au sein du parti socialiste S.F.I.O. au moment où celui-ci venait d'exclure les bolcheviks-léninistes et l'Entente des J.S. de la Seine, et où il aurait, selon Trotsky, fallu rompre décisivement avec lui, Marceau Pivert et ses amis contribuaient, selon l'exilé, à « gauchir » l'image de ce parti et du Front populaire et à les cautionner aux yeux des travailleurs désireux d'aller de l'avant et mécontents de leur « modération ».

(9) Le vote de la loi des deux ans et la décision allemande de rétablir le service militaire obligatoire avaient servi de justification au gouvernement Laval pour conserver sous les drapeaux, jusqu'au début juillet, la fraction du contingent libérable en avril. De nombreux incidents avaient éclaté à partir du mois de mai dans les casernes contre cette rallonge, appelée « rabiote ».

soldats auraient sans hésiter élu des comités d'action de compagnie, de régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie. De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas, plus souvent à l'échelle locale, plus rarement à l'échelle nationale. Il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour ce faire est de comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action en tant qu'*unique moyen de briser la résistance antirévolutionnaire des appareils des partis et des syndicats*.

Cela signifie-t-il que les comités d'action doivent remplacer les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Au cours des élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les fractions et les partis de s'y grouper. Par rapport au parti, on peut considérer les comités d'action comme des *parlements révolutionnaires* : les partis n'en sont pas exclus, bien au contraire, puisqu'ils y sont supposés nécessaires. Mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris.

Cela signifie-t-il que les comités d'action soient des *soviets* ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des soviets. Il serait néanmoins erroné de désigner par ce nom les comités d'action. Aujourd'hui en effet, en 1935, les masses populaires sont habituées à associer au nom du soviét l'idée du pouvoir déjà conquis. Et nous n'en sommes pas encore proches en France. En Russie, les soviets n'ont pas du tout été, au cours de leurs premiers pas, ce qu'ils devaient devenir par la suite, et ils ont même souvent, à l'époque, porté le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève.

Les comités d'action au stade actuel ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. Cela aboutira-t-il à de véritables soviets ? Cela dépend de la réponse à la question de savoir si la situation actuelle critique en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire. Or cela ne dépend pas uniquement de la volonté de l'avant-garde révolutionnaire, mais aussi de nombre de conditions objectives. En tout cas, le mouvement de masses qui se heurte actuellement à la barrière du Front populaire n'avancera pas sans les comités d'action.

Des tâches telles que la création de la *milice ouvrière*, l'armement des ouvriers, la préparation de la *grève générale*, resteront sur le papier si la masse ne s'attelle pas elle-même à la lutte, par des organes responsables. Seuls ces comités d'action nés de la lutte peuvent réaliser la véritable milice, comptant non des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Seuls les comités d'action couvrant les principaux centres du pays pourront choisir le moment de passer à des méthodes de lutte plus décidées, dont la direction leur appartiendra de plein droit.

Il découle des considérations exposées ci-dessus un certain nombre de conclusions pour l'activité politique des révolutionnaires prolétariens en France. La première concerne la prétendue « Gauche révolutionnaire (10) ». Ce groupe se caractérise par sa totale incompréhension des lois du mouvement des masses. Les centristes ont beau bavarder sur « les masses », c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. En répétant tels ou tels mots d'ordre révolutionnaires, Marceau Pivert continue à les subordonner au principe abstrait de l'« unité organique » qui se révèle en fait l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires.

Au moment où c'est une question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires que de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l'« unité » de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de *libérer les masses de la direction des traîtres social-patriotes*. Cependant Pivert s'accroche à Zymowski, qui s'accroche à Blum, qui, de concert avec Thorez, s'accroche à Herriot, qui s'accroche à Laval. Pivert entre dans le système du Front populaire — ce n'est pas pour rien que la « Gauche révolutionnaire » a voté au dernier conseil national la honteuse résolution de Blum (11) — et le Front populaire entre aussi,

(10) C'était, rappelons-le, le 30 septembre 1935, que Marceau Pivert avait constitué la tendance de la « Gauche révolutionnaire » de la S.F.I.O., initiative que Trotsky considérait comme un « contre-feu » par rapport à la nécessaire création d'un parti indépendant à travers la rupture avec la S.F.I.O. de ses éléments révolutionnaires.

(11) Le conseil national du parti socialiste S.F.I.O. s'était tenu les 16 et 17 novembre précédents. Il avait adopté plusieurs résolutions à l'unanimité, un plan d'action, un texte sur le Front populaire et un autre sur l'unité organique. Marceau Pivert avait pris la parole pour dire qu'il les voterait, se contentant de proposer un additif qui était une justification de la création de la G.R. — et un moyen de publicité pour cette dernière.

comme son « aile » dans le régime bonapartiste de Laval. Si la direction du Front populaire (Herriot-Blum-Cachin-Thorez-Zyromski-Pivert (12)) parvient à se maintenir au cours de la proche période décisive, alors le régime bonapartiste cédera inévitablement sa place au fascisme.

La condition de la victoire du prolétariat est la *liquidation de sa direction actuelle*. Dans ces conditions, le mot d'ordre de l'« unité » devient non seulement une bêtise, mais un crime. *Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des nations !* A leur direction perfide, il faut opposer les comités d'action révolutionnaires. On ne peut construire ces comités qu'en démasquant impitoyablement la politique anti-révolutionnaire de la prétendue « Gauche révolutionnaire », Marceau Pivert en tête. Des illusions et des doutes à cet égard ne peuvent, bien entendu, avoir place dans nos rangs.

(12) Edouard Herriot (cf. n. 11, p. 57) était le chef du parti radical, Blum (cf. n. 12, p. 29) celui de la S.F.I.O., Marcel Cachin (cf. n. 9, p. 93) le symbole de la vieille génération du P.C. Maurice THOREZ (1900-1964) était le secrétaire général du P.C. Jean ZYROMSKI (1890-1975) avait été avec Marceau Pivert l'animateur de la tendance de *La Bataille socialiste* avec laquelle Pivert avait rompu sur la gauche pour fonder la G.R.

**[UNE CAPITULATION
DEVANT LES CENTRISTES] (1)**
(3 décembre 1935)

Chers Camarades,

1. Les divergences qui nous séparent du groupe de *La Commune* sont, comme le démontre la lettre du camarade Frank (2), tout à fait irréconciliables. Inutile de répondre à Frank. Il n'a donné aucun argument nouveau : tout ce qu'il dit l'a été depuis longtemps par les sapistes et les pivertistes. C'est une capitulation devant la vague social-patriotique. Celui qui ne le comprend pas n'est pas marxiste. L'approche de la guerre a donné — provisoirement — aux social-patriotes une arme puissante contre les internationalistes. D'où l'exclusion des léninistes. D'où la lâche capitulation de Pivert (son vote de la résolution de Blum sur les questions de politique générale, son silence lors du conseil national sur la question des exclusions, etc.). D'où enfin la peur des éléments instables dans nos propres rangs devant l'« isolement », et leur tendance à rester coûte que coûte aux côtés des centristes et à se différencier d'eux le moins possible. Il n'y a aucun contenu politique dans l'attitude de Molinier (3) et de Frank. Ils capitulent devant la vague

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 10, 13 décembre 1935. Lettre au C.C. du G.B.L.

(2) Pierre FRANK (né en 1905), ingénieur chimiste, membre du P.C. en 1924, avait été l'un des dirigeants de la fédération C.G.T.U. des produits chimiques. Rallié aux positions de l'Opposition de gauche russe dès 1927, il avait été l'un des signataires du manifeste de *La Vérité* en août 1929. En 1930, il avait été avec Molinier l'un des animateurs de l'« aile marxiste » qui avait pris la direction de la Ligue communiste et était entré au S.I. en mai 1931. Il avait séjourné presque une année à Prinkipo. Il avait participé aux préparatifs de fondation de *La Commune*, et venait d'écrire une lettre à Trotsky expliquant le point de vue de son groupe. Dès réception de ce document, Trotsky avait télégraphié aux dirigeants du G.B.L. : « Lettre Frank révèle démoralisation centriste. Stop. Considère rupture préférable aux concessions. »

(3) Raymond MOLINIER (né en 1904) était l'un des personnages les plus importants de la section française et du mouvement international.

patriotique. Tout le reste n'est que phrases, sans valeur aux yeux d'un marxiste sérieux.

2. Je pense que la majorité du comité central de la section française a manifesté une indulgence inadmissible vis-à-vis des tendances opportunistes de Molinier et Frank (4). (Je ne m'arrête pas sur la façon d'agir criminelle et aventuriste de Molinier.) Cette indulgence peut s'expliquer, du point de vue psychologique, par le désir de préserver l'unité, etc. A cet égard, le groupe du centre du camarade Rous (5) a joué un rôle entièrement positif, dans la mesure où il s'agissait de luttes de cliques et de personnes. Mais cet esprit de conciliation est devenu une faute sérieuse à partir du moment où des tendances capitulardes et centristes se sont clairement manifestées au sein du groupe

Membre des J.C. puis du P.C. dont il avait été exclu pour trois ans en 1924, il avait été l'un des signataires du manifeste de *La Vérité* en août 1929 sous le nom de R. REY. En 1930, Alfred Rosmer avait essayé de mettre Trotsky en garde contre lui, ses méthodes d'organisation qu'il qualifiait de « bureaucratiques », et ce qu'il appelait le « chantage » qu'il exerçait sur l'organisation grâce à l'argent qu'il gagnait dans son entreprise, l'Institut français de représentation et de recouvrement. Trotsky avait soutenu Molinier contre ses accusateurs, et avait soutenu aussi l'« aile marxiste » qu'il animait et qui avait pris la direction de la Ligue en janvier 1931. En 1933, une commission de contrôle avait blanchi Molinier de toutes les accusations et décidé qu'il abandonnerait ses « affaires ». Il était allé s'installer à Lille, mais en était revenu au moment des incidents de Barbizon. C'est lui qui avait été l'intermédiaire entre Trotsky et la direction de la Ligue française lors de la décision d'entrer dans la S.F.I.O. — une proposition qu'il avait été le premier à formuler au lendemain du 12 février 1934 — et la façon dont il avait réalisé le tournant avait provoqué encore bien des critiques indignées. Trotsky lui avait reproché notamment d'avoir cherché à faire exclure Naville et provoqué la scission et, à partir d'octobre 1934, semble avoir plutôt pris appui sur Rous qui jouait les conciliateurs dans la direction du G.B.L. On sait que Trotsky et Molinier avaient eu aussi une discussion assez vive à Domène en juin. L'affaire de *La Commune* consacrait une rupture éclatante.

(4) C'était seulement le 29 novembre, soit après plusieurs lettres et télégrammes de Trotsky, que le bureau politique du G.B.L. s'était décidé à caractériser l'opération de *La Commune* comme une opération dirigée contre lui, et qu'il avait relevé de ses fonctions Pierre Frank qui avait été chargé de la préparation de l'« organe de masse ». Le même 29 novembre, Trotsky s'était adressé au S.I. pour lui demander l'exclusion de Molinier du plénum international, sa révocation du C.C. du G.B.L. et la création d'une commission d'enquête internationale sur l'activité des membres du groupe de *La Commune*.

(5) Jean Rous, dit CLART (né en 1908), avocat, entré à la S.F.I.O. en 1928, avait adhéré à la Ligue peu avant l'entrée de ses militants. Membre du C.C. à partir de septembre, il avait acquis, grâce à ses qualités de conciliateur et l'appui de Trotsky qui l'appréciait, un rôle dirigeant dans le G.B.L. Il avait été élu au titre du G.B.L. à la C.A.P. de la S.F.I.O. en juin.

Molinier. Il vaut cent fois mieux une rupture ouverte et honnête que des concessions ambiguës à ceux qui capitulent devant la vague patriotique.

3. Sur l'appel honteux de *La Commune*, j'ai déjà dit tout ce que j'avais à dire. A travers les nouvelles lettres reçues, il m'est difficile de discerner si c'est *La Commune* qui va paraître, ou si c'est *Révolution* qui se transforme en « organe de masse (6) ». Mais ce n'est pas cette question qui revêt maintenant une importance décisive. Même si la société *La Commune* est enterrée, la question demeure : entre les mains de qui sera *Révolution*, et sur la base de quel programme sera-t-il édité ?

Quand l'heure viendra, il faudra fusionner avec les staliniens de l'opposition, et avec tous les autres groupements révolutionnaires, mais non sur la base... d'une représentation égale dans la rédaction — sans principes, sans drapeau (méthode Molinier) —, mais sur la base d'un *programme déterminé*. Un tel programme minimum est donné par la « Lettre ouverte ». Avant de faire adhérer les staliniens, etc., il faut gagner à la IV^e Internationale l'Entente de la Seine. Celui qui s'y oppose ou qui freine le travail, capitule ou se prépare à capituler devant la vague de social-patriotisme.

Le révélateur d'une tendance révolutionnaire est aujourd'hui la prétendue « Gauche révolutionnaire ». Elle compte probablement dans ses rangs des révolutionnaires en puissance. Mais chaque tendance est déterminée par son programme et par sa direction. Marceau Pivert est la couverture gauche de Léon Blum. Une politique « révolutionnaire » dans le cadre de la discipline de Léon Blum, relève aujourd'hui, après l'exclusion, du charlatanisme et de l'escroquerie. Est-il exact que Marceau Pivert, lequel a voté la résolution politique de Blum, a été invité à collaborer à *Révolution* (7) ? Si c'est vrai, c'est révélateur de la tendance à se faire couvrir par le centrisme, c'est-à-dire à cacher son drapeau.

Les hésitations, les expériences, les tâtonnements ont été, pendant toute une période, inévitables. Mais, maintenant, après que les tendances se sont déterminées à l'issue d'une lutte féroce autour des questions fondamentales de notre époque (*La*

(6) Les conciliateurs au sein de la direction du G.B.L. espéraient toujours pouvoir empêcher la parution de *La Commune*.

(7) Les responsables de *Révolution* allaient répondre que la collaboration de Pivert avait été prévue au mois d'août, ce qui était probablement vrai et montrait que la majorité des dirigeants du G.B.L. ne portaient pas sur Pivert le même jugement que Trotsky.

Guerre et la IV^e Internationale), tirer des révolutionnaires en arrière, vers un bloc avec Marceau Pivert, signifie accomplir un travail réactionnaire, signifie s'intégrer dans le front social-patriotique.

Toute époque critique engendre de nombreux courants et contre-courants temporaires dans lesquels les opportunistes et les aventuriers nagent, s'empêtrent et se noient. De la ténacité ! La cristallisation révolutionnaire sérieuse ne se fera qu'autour d'un axe marxiste. Le tapage de *La Commune* sera probablement oublié dans quelques semaines, ou jouera directement en faveur des social-patriotes. Et la lutte systématique pour le drapeau de la IV^e Internationale ira son train. C'est précisément maintenant que les idées se vérifient et que les caractères se trempent. Il faut passer sur le cadavre politique d'un ancien frère d'armes s'il capitule devant le social-patriotisme ou devant ses laquais, ce qui n'est guère mieux. Si, autrefois, alors que nous étions plus faibles, nous avons passé sur Zinoviev, Kamenev, Rakovsky (8) et autres vieux révolutionnaires éminents, nous passerons d'autant plus facilement aujourd'hui sur la clique des capitulars qui renoncent honteusement à leur propre drapeau.

P.-S. Je viens de recevoir la lettre-circulaire du 24 novembre, sans aucune signature, mais avec l'exclamation « Vive *La Commune* ! ». Nous savons ce qu'est cette *Commune* sous le drapeau de laquelle se réunit un groupe dont les membres ne jugent pas utile de signer de leur nom. Tout ce document consiste en commérages et intrigues organisationnelles même pas vérifiables pour quelqu'un qui ne fait pas partie du C.C. Mais, au fond, cette vérification n'est même pas nécessaire. Par son caractère d'intrigue sans principes, le document parle suffisamment de lui-même. En changeant radicalement leurs positions, en renonçant aux mots d'ordre fondamentaux du léninisme, en piétinant ses méthodes, en s'alliant, dans le dos de l'organisation et de ses organismes dirigeants — nationaux et internationaux —

(8) Khristian G. RAKOVSKY (1873-1941), vieux révolutionnaire internationaliste, bolchevik en 1917, président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine de 1919 à 1923, avait été l'un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche jusqu'en 1928 avant d'être en déportation son prestigieux porte-drapeau. Il avait pourtant fini par capituler en 1934. Trotsky fait allusion en même temps à la capitulation de Zinoviev et Kamenev en 1928, alors qu'ils étaient la veille encore dirigeants, avec lui, de l'Opposition unifiée.

avec les adversaires directs du léninisme, les capitulards centristes ne peuvent avancer une seule considération *principielle* en défense de leur trahison. « Sortons sur une arène » : ainsi concluent-ils leur exposé. Sur quelle arène ? Celle de l'opportunisme.

Tout marxiste sérieux repoussera ce document intrigant et examinera *le fond* de la question, c'est-à-dire son attitude vis-à-vis du centrisme d'une part, vis-à-vis du léninisme d'autre part.

Les tendances opportunistes de Molinier ne datent pas d'hier, et elles ne faisaient mystère pour aucun d'entre nous. La participation de Molinier au travail dirigeant ne s'est justifiée que dans la mesure où d'autres camarades, plus solidement établis sur la base des principes marxistes, l'ont contrôlé et corrigé. A partir du moment où Molinier a échappé au contrôle national et international et a tenté de transformer en une « tendance » ses impulsions aventuristes, il est immédiatement tombé au fond du marais opportuniste. Ce marais, il l'appelle pompeusement une « arène ».

[MOLINIER N'A PLUS SA PLACE AU PLÉNUM](1)
(3 décembre 1935)

Le camarade Raymond Molinier continue d'être formellement membre du plénum (2). Je ne crois pas que son attitude politique nous permette de le conserver, même de façon formelle, dans l'organisme dirigeant de notre organisation internationale.

Politiquement, Molinier est passé sur des positions centristes.

Organisationnellement, il a fait un bloc avec les centristes contre notre tendance. Il n'a pas consulté le secrétariat international sur son « tournant ». Il s'est permis de présenter des ultimatums à notre organisation en recourant à des méthodes semi-capitalistes d' « attaques surprise ». Son activité devient de plus en plus démoralisante.

Je propose que l'on invite le comité central de la section française, par décision du S.I., à rappeler le camarade Molinier. En même temps, je propose la réunion d'une commission de contrôle internationale pour enquêter sur l'activité de Molinier et peut-être sur celle d'autres camarades associés avec lui.

(1) N. BRAUN, *op. cit.*, p. 36. Il s'agit d'une résolution rédigée en français par Trotsky et soumise par lui au S.I.

(2) Le « plénum » du secrétariat international était l'organisme dirigeant de la L.C.I. ; un certain nombre de ses membres étaient désignés par leurs sections nationales respectives et c'était le cas de Raymond Molinier.

[LA DERNIÈRE AVENTURE DE MOLINIER](1) (4 décembre 1935)

Mon cher Ami (2),

Si je n'ai pas réagi sur votre document concernant l'U.R.S.S. (3), ce n'est pas par négligence, vous le comprenez bien vous-même. Vous déclarez dans votre critique — et naturellement vous avez raison — qu'il ne faut pas se contenter des formules toutes faites de Trotsky. D'autres camarades français se sont plus d'une fois plaints que, par une intervention prématurée, j'« étouffe » la discussion. C'est la seule raison (mais elle est bien « valable », vous le reconnaîtrez) qui m'a imposé une attitude expectative en l'occurrence.

A titre privé, je ne puis que répéter l'argument fondamental : l'U.R.S.S. est maintenant le seul Etat au monde où les forces productives se développent sur un rythme inégalé. Grâce à quoi ? Grâce à la nationalisation des moyens de production, et malgré les fautes et les crimes de la bureaucratie. Vous pouvez appeler la bureaucratie une « classe exploitrice », si cela vous plaît — sociologiquement, ce serait faux —, mais vous ne pouvez pas éliminer *le fait que le développement grandiose des forces productives nationalisées par l'Etat soit le fait le plus progressif de l'histoire contemporaine puisqu'il prépare la base pour le socialisme*. Mettre l'U.R.S.S. sur le même plan que les Etats capitalistes serait absurde et criminel. Défendre

(1) Archives Tamara Deutscher, Institut international d'histoire sociale, Amsterdam. Lettre en français à Henri Molinier.

(2) Henri MOLINIER (1898-1944), frère aîné de Raymond Molinier, ingénieur chimiste, avait signé en 1929 le manifeste de *La Vérité* sous le pseudonyme de H. AUDOIN. Il avait gagné la confiance de Trotsky à Prinkipo et rempli pour lui d'importantes missions de confiance, y compris d'ordre personnel. L'amitié de Trotsky pour Henri Molinier ne devait jamais se démentir à travers les désaccords politiques les plus vifs.

(3) Henri Molinier était partisan de réviser la position traditionnelle sur l'Union soviétique, Etat ouvrier dégénéré. Trotsky n'avait pas réagi à la publication d'un texte de lui en ce sens dans un bulletin intérieur.

l'Ethiopie, malgré le Négus (4), et refuser la défense de l'U. R. S. S. à cause de Staline, ce serait vraiment le comble de l'incohérence. Tout cela équivaut au suicide. La défense « conditionnelle » est une formule creuse. Nous défendons l'U. R. S. S. contre l'impérialisme, sans conditions, comme nous défendons sans conditions les syndicats réformistes contre les fascistes.

Vous êtes sûrement bien au courant de la dernière aventure de Raymond (5), que je considère comme irréparable — pour lui, pas pour le mouvement. Il a voulu faire « un miracle ». Il veut toujours faire des miracles, et dans tous les domaines. Quand les grands événements approchent — la guerre, la révolution —, les grands remaniements des tendances et des esprits commencent. J'ai déjà quelques fois observé ce phénomène. Dans le remous général, on perd facilement la tête et Raymond est le premier candidat. Il a décidé d'embrasser tout et tout le monde — sauf sa propre tendance — et de montrer aux imbéciles, qui ne veulent pas admirer Raymond, qu'il est capable de faire un vrai miracle. Malheureusement, il se cassera le cou, c'est tout.

Je serai bien heureux d'avoir quelques lignes de vous sur votre santé, votre travail et la situation générale. Natalia vous envoie ses meilleures amitiés. Moi aussi. Notre machine n'a ni accents, ni circonflexes (6).

P.-S. La santé ne va pas très bien.

(4) Le Négus était l'empereur d'Ethiopie, Haïlé SÉLASSIÉ (1891-1975).

(5) Il s'agit de Raymond Molinier. Son frère Henri était avec lui sur le plan politique, ainsi d'ailleurs que nombre de militants pour lesquels Trotsky avait une grande estime personnelle.

(6) Nous avons rétabli accents et circonflexes.

[UN ABANDON DES PRINCIPES] (1)

(4 décembre 1935)

Chers Camarades,

Si l'on veut savoir ce qu'est l'abdication des principes, il faut lire attentivement la lettre de P. Frank (2). Politiquement, elle est inconsistante, mais elle reflète très bien l'état d'esprit d'un intellectuel — pour ne pas dire petit-bourgeois — sceptique et désorienté.

Que vous répond un petit-bourgeois français « avancé », « très à gauche », « très révolutionnaire » (« La patrie ? On s'en fout... Grève générale, insurrection ! »), que répond-il à vos arguments ? Il répond immédiatement : « On ne veut pas de votre prépondérance d'organisation. » « Un nouveau parti, une nouvelle Internationale ? Non, on en a assez. » Voilà la réponse typique.

Et Frank, que faisait-il ? Il traduit servilement cette mentalité. « Aucun ultimatum d'organisation », « aucun groupe actuellement existant ne peut prétendre à la prépondérance d'organisation ». Il est humiliant, même pour un marxiste, de répondre à pareils arguments. Nous sommes-nous jamais préoccupés de la « prépondérance d'organisation » ? Il s'agit pour nous d'un *programme*, qui correspond à la situation objective. Si une autre organisation, plus importante que la nôtre, accepte ce programme — non en paroles, mais dans les actes —, nous sommes prêts à fusionner avec elle sans la moindre prétention de prépondérance. Voyez les Etats-Unis et la Hollande (3).

Mais, dans la lettre de P. Frank, dans toute sa pensée

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 10, 13 décembre 1935. Lettre dictée en français au C.C. du G.B.L.

(2) Cf. n. 2, p. 189.

(3) Dans les deux partis nés de la fusion entre une section de la L.C.I. et une nouvelle organisation, aux Etats-Unis et en Hollande, la présidence était revenue au groupe le plus nombreux : Muste, ex-A.W.P., présidait le W.P.U.S. et Schmidt ex-O.S.P. le R.S.A.P.

— comme dans le fameux appel de *La Commune* — il n'est fait aucune mention du programme, et non sans raison : le programme constitue un obstacle sérieux devant la fraternisation générale des petits-bourgeois, des intellectuels, des pessimistes, des sceptiques et des aventuriers, et nous croyons, pour notre part, que le programme détermine tout.

« Pas d'ultimatum d'organisation. » Quel abus révoltant de la formule léniniste ! Aucun ultimatum vis-à-vis des masses, vis-à-vis des syndicats, vis-à-vis du mouvement ouvrier, mais l'ultimatum le plus intransigeant vis-à-vis de tout groupe qui prétend diriger les masses. Cet ultimatum-là s'appelle le *programme marxiste*. Comment le faire accepter par les masses ? C'est naturellement une question très grave. Si l'on veut créer un organe de masse, il faut que la rédaction elle-même possède un programme, et que ce programme soit marxiste. Or, à la place du programme, on met un je-m'en-fichisme aventurier. Rien de plus.

Milice ouvrière et défaitisme révolutionnaire, ce n'est pas un programme. Tout le monde les accepte maintenant, avec telle ou telle réserve. Le programme, maintenant, c'est la lutte pour le nouveau parti, contre les deux Internationales et contre Marceau Pivert (S.A.P., I.A.G.), le valet de l'unité des réformistes et des staliniens. Se gargariser maintenant avec « l'unité organique » ou « l'unité organique révolutionnaire », c'est duper les masses avec Marceau Pivert et autres valets du social-patriotisme. *Comités d'action, parti révolutionnaire et IV^e Internationale* : c'est ici que commence aujourd'hui le programme adéquat. S'en tenir à des formules insuffisantes ou périmées signifie jouer un rôle réactionnaire. Et il est difficile de concevoir un document plus réactionnaire que l'appel de *La Commune*, si ce n'est la lettre de Frank. Le gros argument, dans cette lettre : « Pourquoi les bolcheviks-léninistes sont-ils restés faibles, en Allemagne, puis en France ? » n'est qu'un écho des objections centristes : « Pourquoi avez-vous été battus par la bureaucratie stalinienne, par la réaction coalisée en Chine, etc. ? » Nous avons depuis longtemps donné l'explication et nous n'avons jamais promis de faire des miracles. Notre travail international n'a commencé qu'en 1929 — et pas sur un terrain vierge, mais sur un terrain encombré par de vieilles et puissantes organisations, et par des organisations nouvelles confuses et traîtresses qui se réclamaient de nos principes. Nous avons lutté en permanence contre les Pierre Frank, en Allemagne et en Espagne, contre les sceptiques, contre les aventuriers aussi

qui ont voulu faire des miracles — en se cassant le cou (4). Le fait même que Frank emploie des arguments aussi sommaires et aussi confus démontre qu'il se sent étranger à notre organisation. Mais, en dépit de tous les sceptiques, de tous les aventuriers, c'est l'unique organisation qui connaisse son chemin, qui progresse et qui porte en son sein l'avenir de la classe ouvrière.

Seuls de petits enfants pourraient croire qu'il s'agit, entre nous et le groupe de *La Commune*, de la question du « journal de masse ». Il s'agit au vrai de la question du programme, de l'orientation historique de la tendance. Il s'agit d'un nouvel épisode de la lutte entre les marxistes et le centrisme — d'une lutte qui caractérise notre époque.

P.-S. Je voudrais encore attirer votre attention sur les procédés absolument intolérables de *La Commune*. Voici comment Frank les décrit lui-même : « La décision de créer *La Commune* prise, les premiers pas faits, nous nous sommes tournés vers les organisations existantes (groupe B.L., J.S., minorité du Front social (5), groupes d'action révolutionnaire (6)) leur disant : "Vos discussions se prolongent dangereusement, nous avons mis *pour vous* un journal sur pied ; prenez-le, allez-y !" » Or, ce sont les soi-disant B.L. qui créent *La Commune* et qui, après cela, du haut de cette position acquise, s'adressent aux simples mortels des « diverses tendances et organisations » : « Allez-y ! » Qu'ont-ils donc créé ces audacieux initiateurs ? *La Commune*. Et qu'est-ce que *La Commune* ? Une doctrine, un programme, des mots d'ordre, un drapeau ? Non, rien de

(4) L'accusation ci-dessus dut être durement ressentie par l'intéressé, car Pierre Frank avait été solidaire de la lutte contre Landau, Nin, etc. que Trotsky appelle « les Pierre Frank ».

(5) Le « Front social » était né du regroupement de regroupements issus de formations de gauche non ouvrières autour du radical Gaston Bergery et de l'ex-démocrate chrétien Georges Izard. Sa minorité qui ne comptait sans doute que quelques individualités était animée par un ancien militant et membre du C.C. du P.C. venu après un séjour chez Doriot, Jacques Desnots dit Le Ricard (cf. n. 2, p. 223). C'était sans doute la présence de cet ancien cadre du P.C., qui y avait été chargé des questions « paysannes », qui donnait à ce petit groupe une certaine valeur aux yeux de Molinier et de ses amis. La « minorité » devait très vite abandonner *La Commune*, cependant que Desnots restait avec Molinier.

(6) Les militants de *La Commune* animaient plusieurs Groupes d'action révolutionnaire qui avaient l'ambition de regrouper les révolutionnaires d'obédiences diverses.

tout cela. C'est un local, des affiches, et... la caisse (7). Il s'agit d'une certaine somme d'argent. Voilà la vérité. Et c'est du haut de cette position purement matérielle que les initiateurs essaient de diriger, et même de commander, le groupe bolchevik-léniniste. Voilà où l'on tombe quand on perd la boussole ! Non, ce n'est pas notre organisation que l'on peut diriger par des procédés pareils. Dans les marais centristes, on est beaucoup plus conciliants. Essayez vos méthodes là-bas. « Allez-y ! »

(7) Trotsky reprend ici contre Molinier une accusation déjà formulée par d'autres, mais qu'il s'était alors refusé à retenir.

[COMITÉS D'ACTION ET COMMUNES ÉLUES](1)
(6 décembre 1935)

Chers Camarades,

Dans le second appel de *La Commune*, il n'y a rien d'intéressant, sauf la tentative d'embrouiller le mot d'ordre des comités d'action en les identifiant avec celui des « communes élues ». Mais qu'était donc la Commune ? C'était la *municipalité*, élue *après la prise du pouvoir*. Comment peut-on, avant la prise du pouvoir, inviter à l'élection de communes — en dehors de la légalité bourgeoise ? C'est absolument incompréhensible. Les *comités d'action* sont des formations pour la conquête du pouvoir, et nullement des « communes élues ». Nous voulons bien soutenir la tradition de la Commune, mais pas imiter ses formes organisationnelles, ni surtout son incohérence.

Cette juxtaposition des comités d'action et des « communes » est spécialement inventée pour justifier le titre du journal en semant la confusion.

La seule ligne qui soit excellente, c'est l'invitation à participer au « concours du caméléon ». On pourrait même appeler la nouvelle tendance le « caméléonisme » et orner le drapeau de l'image d'un caméléon.

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 10, décembre 1935. Lettre au C.C. du G.B.L., dictée en français.

[REMARQUES INCIDENTES] (1)

(8 décembre 1935)

Cher Camarade W(eiss) (2),

J'ai été très heureux de recevoir enfin de vous, après une si longue interruption, un signe de vie (3). Que vous soyez demeuré indompté et prêt à vous battre après tant de chocs et de dures épreuves ne m'a pas surpris, mais néanmoins beaucoup réjoui, en ces temps où tant de gens perdent courage, s'adaptent au réformisme ou se mettent sur la touche en s'abritant derrière un arc-en-ciel de critiques ultra-gauches.

Les camarades venus du P.C. ou de la fraction Zinoviev (4) qui penchent vers nous, et dont plusieurs ont une réelle qualification politique, ne trouvent malheureusement pas aussi facilement la voie juste ni les mots justes. Ce thème est partiellement développé dans l'article intitulé « Die Nichterfassten (5) » dans le dernier numéro d'*Unser Wort* (6). La couche dirigeante des communistes européens — les zinoviévistes compris — a été projetée d'en haut, d'un coup, à la tête des masses, du

(1) *Informations-Dienst*, n° 10, février 1936. Lettre à Oskar Seipold, traduite ici de l'allemand.

(2) WEISS était le pseudonyme d'Oskar SEIPOLD (1889-1966). Né en Pologne russe, venu travailler en Allemagne en 1907, devenu socialiste en 1909, le jeune Seipold était retourné effectuer en Russie son service militaire en 1911 et s'était trouvé dans l'armée russe au moment de la guerre. Prisonnier de guerre, il avait été interné dans sa seconde patrie. Naturalisé allemand, il avait milité en 1918 dans l'U.S.P.D. puis le K.P.D. En 1928, il avait adhéré à l'Opposition de gauche et avait été exclu du K.P.D. en 1930. Peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il avait été arrêté, puis, libéré à la fin de 1934, avait réussi à gagner Lodz. Sa réapparition était pour Trotsky une heureuse surprise.

(3) Personne n'avait eu de nouvelles de Seipold depuis les premiers coups de la répression des nazis et l'on ignorait même officiellement son arrestation : pour ses camarades, comme bien d'autres, il avait simplement disparu.

(4) Trotsky fait ici allusion aux militants ayant autrefois appartenu à la gauche, la tendance « zinoviéviste » du P.C. allemand qu'animaient Ruth Fischer et Maslow.

(5) Littéralement « les non-engagés ».

(6) Cf. *Unser Wort*, fin novembre 1935.

fait de la guerre et de la révolution d'Octobre. Elle a pris l'habitude commode de « commander » les masses à coup de formules concises. Ces hommes croyaient que leur force résidait en eux-mêmes et dans leurs formules. En réalité, leur force résidait dans la confiance que les masses qui s'éveillaient avaient en la révolution d'Octobre et l'Internationale communiste — en dépit de leurs formules toujours fausses. C'est pourquoi pas mal des éléments qui ont fait partie de cette couche ressemblent à de jeunes mauvais sujets qui ont dilapidé l'héritage paternel et cherchent une formule magique pour se remplir de nouveau les poches. Le travail opiniâtre de préparation et d'éducation des pionniers révolutionnaires ne leur dit rien du tout. A sa place, ils sont toujours en train de rechercher non seulement nos erreurs — et naturellement nous en faisons beaucoup —, mais l'erreur qui empêche les masses d'affluer de nouveau vers eux en rangs serrés. Que le bolchevisme ait connu non seulement des périodes de flux, mais aussi des périodes de reflux (1906-1912, 1914-1917), ils l'ont bien appris dans les livres, mais ils ne l'ont jamais politiquement compris. D'où leurs oscillations continuelles, leur tendance à mettre sur le même plan le secondaire et l'essentiel dans notre politique, et leur propension à prêter l'oreille aux cancans des petits-bourgeois du S.A.P. — en fait, pas seulement à leurs cancans, mais aussi à leur critique parfaitement opportuniste.

Un exemple récent : Erde (7), qui était censé prendre en main le Secours international pour les partis internationalistes, a eu un conflit avec le S.I. sur une question pratique, mais néanmoins secondaire. J'ai eu l'impression que le S.I. n'avait pas vraiment fait tout son possible, comme il aurait dû le faire (8). Néanmoins — ou plutôt, d'autant plus — j'ai trouvé tout à fait fausse la rupture de Erde avec le S.I. Je lui ai écrit en ce sens. Je viens de recevoir sa réponse. Erde avance de nombreuses

(7) Karl GRÖHL (1896-1979), dit Hans FRIEDBERG dans le K.P.D. et Karl ERDE dans l'Opposition de gauche allemande, avait été au premier rang des combats révolutionnaires en Bavière en 1918-1919, puis avait dirigé l'appareil militaire (*M. Apparat*) du K.P.D., lequel l'avait envoyé en Sarre de 1933 à 1935. Il était en secret membre de l'Opposition allemande depuis 1930, avait assuré à Moscou des liaisons avec des opposants russes et rendu visite à Trotsky à St-Palais en 1933. Après le referendum sarrois, il s'était fixé en Suisse.

(8) L'origine de ce conflit résidait dans le fait que Karl Erde avait obtenu d'importantes sommes d'argent d'amis suisses — comme le vétéran Fritz Brupbacher — à titre de contributions pour aider personnellement Trotsky — et que le S.I. en avait disposé comme s'il s'agissait de dons faits à l'organisation. Erde avait considéré cela comme un abus de confiance.

critiques contre les bolcheviks-léninistes, mélangeant celles qui sont importantes et celles qui ne le sont pas, et d'où n'émerge aucune perspective. Le document dans son ensemble est cependant caractérisé par un ton d'hostilité fondamentale, dirigée non contre moi personnellement, mais contre notre organisation internationale et nombre de camarades individuellement. Il se trouve dans cette lettre deux passages qui me paraissent révélateurs, l'un sur la question des sanctions et l'autre sur le S.A.P.

Erde écrit :

« Dans la mesure où la classe ouvrière ne fait rien, ne peut rien faire et, dans sa majorité, ne veut rien faire, il faut prendre comme base pour se battre les mesures de la bourgeoisie. Toute attitude négative sert le fascisme. »

Sous cet angle, Erde rejette la position prise par nos camarades italiens sur les sanctions (9). Mais quelle position prend-il lui-même vis-à-vis des staliniens et des réformistes ? Puisque le prolétariat est faible actuellement, il doit... se tourner vers la bourgeoisie et s'appuyer sur elle. La faiblesse du prolétariat résulte de ce que la bourgeoisie a pu faire ce qu'elle voulait et, si cette passivité vis-à-vis de son propre gouvernement impérialiste était élevée à la hauteur d'un principe, cela ne pourrait renforcer le prolétariat, mais seulement miner l'avenir de son avant-garde.

Erde écrit plus loin :

« Comment est-il possible de prendre une décision aussi stupide que celle de la section hollandaise qui vient de décider de rompre tous rapports avec les émigrés qui sont membres du S.A.P. (10) ? Les camarades du S.A.P. sont nos amis les plus proches. »

Je ne pense pas que cette décision du parti hollandais soit absurde. Le parti américain, lui aussi, vient de décider de rompre toute relation amicale avec le S.A.P. et l'I.A.G. Le S.A.P. n'est aujourd'hui pas autre chose que l'agence organisée

(9) La section italienne s'était prononcée pour l'action indépendante de classe contre la guerre d'Ethiopie, y compris le sabotage de l'effort militaire italien en Italie même.

(10) Allusion à la décision du R.S.A.P., prise à son congrès de novembre, de rompre toutes les relations générales et individuelles entre lui et le S.A.P.

de toutes les insuffisances et de toutes les ambiguïtés des couches dirigeantes et ex-dirigeantes des vieilles organisations — pour le combat sournois et calomnieux contre la IV^e Internationale.

Si Erde prend la position que je viens d'indiquer sur ces deux questions étroitement liées l'une à l'autre (les sanctions et le S.A.P., c'est-à-dire l'opportunisme de droite), quel sens y a-t-il à perdre son temps à discuter des erreurs pratiques du S.I. ou des erreurs, réelles ou imaginaires d'*Unser Wort* ? Nous ne sommes pas du même côté de la barricade.

Je ne sais pas quelle position le camarade Hardt (11) — lequel, je crois, marchait avec Erde au début — a prise à propos des sanctions et de « nos amis les plus proches ». Je ne pense pas qu'il soit d'accord avec Erde. Mais, comme je peux le penser d'après ses lettres, il fait lui aussi partie de ces « impatientes » qui, hier encore, « commandaient » les masses, et ne se sont pas encore débarrassés de cette habitude qu'ils n'ont pourtant pas d'occasion de conserver dans nos rangs. Non seulement parce que nous n'avons pas de grandes masses, mais aussi parce que la « petite masse » que nous rassemblons autour de nous avec un succès croissant ne veut plus se laisser « commander » après son expérience avec Zinoviev-Staline. Que nos jeunes camarades puissent mettre à profit de bons conseils, je n'en doute pas. C'est pourquoi j'ai toujours particulièrement insisté sur l'impérieuse nécessité d'attirer à nous les éléments les meilleurs de la vieille génération. Mais maintenant pas mal d'entre eux veulent remplacer le patient travail d'éducation par le bâton de commandement. Ce ne sera pas. Car même les plus jeunes d'entre nous ont le senti-

(11) Nous avons longuement recherché, avec l'aide de nos camarades allemands, le nom de celui qui se dissimulait derrière le pseudonyme de HARDT. Nous avons interrogé, à ce sujet, par l'intermédiaire de Rudolf Segall, Karl Gröhl, qui vivait à Frankfort/Main. Nous lui suggérions que HARDT désignait peut-être Erich Wollenberg qui était à cette époque lié à lui et présentait un « profil » analogue à celui des militants cités ici. Gröhl avait retenu l'hypothèse, sans la confirmer. Le 12 juin 1979, Gröhl écrivait à R. Segall qu'il venait de se souvenir qu'il s'agissait de Willi Eichler et qu'il lui donnerait tous les détails. Mais il est mort huit jours après. Willi EICHLER (1896-1971), militant socialiste avant la guerre, avait milité à l'Internationalen Sozialistischen Kampfbundes, qu'il avait présidé à partir de 1926. Il était à Paris depuis novembre 1933. Bien que Martin HARDT soit un pseudonyme connu d'Eichler, nous faisons quelques réserves sur ce dernier souvenir de Karl Gröhl : d'une part nous n'avons trouvé aucune autre indication de relations personnelles ou d'organisation entre Eichler et Trotsky, d'autre part il ne correspond pas du tout au type de militant (ex-K.P.D., ex-gauche zinoviéviste, « commandant les masses ») dont Trotsky parle ici. L'ouverture de la partie fermée des archives de Harvard éclairera peut-être cette énigme mineure.

ment de leur indépendance, qu'ils ont payé très cher. Et c'est précisément ce sentiment qui leur permet de résister aux vieilles organisations, avec leur front unique, leur front populaire et toutes ces choses fameuses qui impressionnent tellement tous les philistins.

Vous écrivez qu'un camarade pense que je suis pour ma part arrivé à la conclusion que la contre-révolution a complètement vaincu en Union soviétique, mais que je ne crois pas *opportun* de le dire publiquement. Réellement, même sans le vouloir, ce camarade ne pouvait me faire une offense plus grave. *Dire ce qui est* a toujours été notre principe suprême. Insinuer que j'aurais deux points de vue, l'un pour moi — ou pour moi et mes proches amis — et l'autre pour le reste du monde, c'est vraiment trop fort.

Sur la question de l'analogie *historique* avec Thermidor, j'ai entrepris dernièrement de me corriger moi-même publiquement (12). Mais il ne s'agissait de rien de plus qu'une analogie, laquelle est toujours unilatérale et jamais complète. Sur l'essence de la question, je n'ai vraiment rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit. Le camarade Braun (13) vous communiquera une brève formulation de ma position, réduite au strict nécessaire, sur la question de la guerre et de l'Union soviétique. Pouvons-nous travailler avec des camarades qui ne sont pas d'accord avec nous sur cette question décisive ? Il n'est pas possible de répondre simplement à cette question par oui ou par non. Le groupe Treint (14) en France dit qu'il est d'accord avec nous sur

(12) « L'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme », *Œuvres*, 5, p. 68-89.

(13) Erwin WOLF (1902-1937), Allemand des Sudètes en Tchécoslovaquie, fils d'un riche commerçant de Reichenberg, avait adhéré à l'Opposition de gauche allemande à Berlin où il était étudiant. Il avait émigré à Paris à l'été 1933 et y avait été coopté à la direction des I.K.D. à l'étranger. Un accord financier avec son frère lui permettait de vivre d'une mensualité qui le dispensait de gagner sa vie. Il avait été choisi pour remplacer, dans les fonctions de secrétaire de Trotsky, Jan Frankel, qui avait dû quitter le pays pour des raisons de sécurité, son passeport ayant été maquillé pour y faire disparaître la mention de son expulsion de France en février 1934. Il était arrivé le 15 novembre 1935 à la maison de Wexhall. Il employait depuis peu le pseudonyme de BRAUN.

(14) Albert TREINT (1889-1971), instituteur, membre du parti socialiste en 1911, avait animé dans ce parti après la guerre la tendance favorable à l'I.C. La protection de Zinoviev l'avait intronisé secrétaire général en novembre 1922, jusqu'en janvier 1924. Partisan de l'Opposition unifiée russe, il avait été exclu du C.C. en 1927, du P.C. en 1928. Il avait rendu visite à Trotsky en 1930 et fait un bref passage dans la section française, puis créé son propre groupe, L'Effort communiste. En 1935, il était à la S.F.I.O. et animait un petit groupe, La Lutte finale.

toutes les questions, sauf celle de la nature sociale de l'Union soviétique, et que c'est pour cette raison qu'il ne signera pas la « Lettre ouverte ». Si pourtant un individu ou un groupe entrait dans la IV^e Internationale malgré ses divergences sur la question de l'Union soviétique, cela signifierait ou bien qu'ils ne se sentent pas très sûrs d'eux, ou bien qu'ils sous-estiment l'importance de cette question. Dans les deux cas, il serait faux de repousser ces camarades. Il nous faudra les accepter afin de continuer la discussion avec eux sur la base des événements. A mon avis, on ne peut pas répondre de façon catégorique à cette question.

Quant à la question du front unique, je crois qu'il existe là une tendance à créer une grande confusion dans les termes, ce qui fait qu'il est difficile de poser clairement la question. La notion de front unique est étroitement liée avec la célèbre formule : *Marcher séparément, frapper ensemble*. Pour pouvoir frapper ensemble, il faut formuler un front unique. Il ne s'agit donc pas d'une institution permanente, mais d'une formation de combat temporaire. Dans les périodes « calmes », l'application du front unique est l'exception. Dans une période révolutionnaire, il peut être durable et même prendre une forme organisationnelle (celle, par exemple, des soviets révolutionnaires). En tout cas, il s'agit de serrer les rangs pour frapper — ce qui suppose des organisations de masse.

Prenons par exemple le « front unique » qui avait été réalisé entre l'I.L.P. et le parti communiste d'Angleterre. C'était une alliance permanente entre deux groupes de propagande. Il ne s'agit pas d'un front unique, mais de la reconnaissance publique du fait que l'un de ces deux groupes — et peut-être les deux — n'a aucun titre à une existence politique indépendante. Car ils *marchent* ensemble avant même d'avoir réussi à rassembler les forces nécessaires pour *frapper*. Si l'on a vraiment quelque chose à dire à la classe ouvrière, on doit marcher seul.

Je ne suis pas sûr que ces remarques, faites en passant, s'inscrivent dans la discussion que vous avez mentionnée, et si elles pourront donc servir à éclairer la question. Mais vous êtes là-dessus mieux placé que moi pour en juger. En tout cas, nous devons faire preuve de patience vis-à-vis de tous ces groupes qui s'approchent de nous, même s'ils le font souvent avec des airs de supériorité qui ne sont pas tout à fait fondés. Ne rien céder sur le terrain des principes, mais ne pas mener une politique de prestige ; ne pas nous laisser influencer par des souvenirs désagréables, mais ne jamais perdre la tête. Telle

doit, je crois, être notre règle. Même à l'égard des gens du S.A.P., nous avons pendant des années fait preuve de la plus grande patience. Que ce délai se soit révélé un sursis avant la condamnation, c'est entièrement de leur faute. Il nous faut manifester notre bonne volonté à l'égard de tout autre groupe ou individu, parce que nous sommes les plus forts. Nous avons derrière nous une tradition et ne nourrissons pas le moindre doute au sujet de notre avenir.

Bonne santé, cher ami, et ne vous laissez pas abattre par les misères de la vie.

[REMARQUES CRITIQUES SUR
RÉVOLUTION] (1)
(9 décembre 1935)

Chers Camarades,

Je vous félicite pour le premier numéro de *Révolution* hebdomadaire. Permettez cependant que je formule mes critiques : c'est la seule voie marxiste pour servir le mouvement.

1. Un des mots d'ordre les plus importants est celui des « comités d'action ». Or il est formulé de façon différente dans tous les articles, et jamais précise. On parle des « comités d'action révolutionnaire » (la formule est de Molinier et de M. Paz (2)). Rigal (3) parle de « comités de masse » tout court. Un autre exige la création de « comités de préparation à la grève générale ». Par de tels procédés, vous ne pouvez que désorienter le lecteur. Laissez à *La Commune* le mot d'ordre insensé des « communes » ! Quand nous disons « Vive la Commune ! », il s'agit de l'insurrection héroïque, non de l'institution de la « Commune », c'est-à-dire de la municipalité démocratique. Son élection fut déjà une bêtise (voir Marx), et même cette bêtise ne fut possible qu'après la conquête du pouvoir

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 10, 13 décembre 1935. Lettre à la rédaction de *Révolution*. Rappelons que *Révolution*, organe de l'Entente des J.S. de la Seine, était dirigé par des militants B.L. ou symphatisants. Sa transformation en hebdomadaire visait à en faire un « organe de masse ».

(2) Trotsky avait défini sa propre formule des « comités d'action » dans l'article « Pour des comités d'action, pas le Front populaire », p. 181-188. La formule de Molinier pour le regroupement en vue de la construction du parti révolutionnaire était le « groupe d'action révolutionnaire » (G.A.R.). L'adhésion de son vieil adversaire Maurice Paz (cf. n. 5, p. 176) était pour Trotsky une occasion de sarcasme.

(3) Louis RIGAUDIAS, dit RIGAL (né en 1911), avait adhéré en 1930 aux étudiants socialistes, en 1933, encore étudiant, à la Ligue et aux jeunesses léninistes. En 1934, il était devenu à la fois membre du C.C. du G.B.L. et de la commission exécutive de l'Entente des J.S. Bien que figurant parmi les militants exclus à Lille, il était personnellement partisan que les B.L. demeurent à la S.F.I.O.

par le comité central de la Garde nationale qui était le « comité d'action » — ou le soviétique — de l'époque (4).

2. Il faut que chaque article traite d'une question différente, mais que tous conduisent aux mêmes conclusions. Malheureusement, beaucoup d'articles traitent de la même question, mais en proposant des formules différentes qui désorientent le lecteur. L'effet de la propagande en souffre beaucoup.

3. Corvin (5) qualifie le gouvernement Laval de « gouvernement *pré*fasciste ». Cette faute grave se reproduit pour la deuxième fois. Le lecteur doit en conclure que Laval cédera sa place au fascisme. C'est malheureusement possible, mais heureusement pas du tout certain. Laval peut céder sa place à Daladier, et ce dernier au prolétariat. Dans cette hypothèse, Laval comme Daladier auraient alors été des gouvernements bonapartistes intermédiaires. C'est là la seule caractérisation marxiste (elle est très bien développée dans l'article sur les décrets-lois). En tout cas, il faut éviter de semer le fatalisme pessimiste en caractérisant le gouvernement actuel comme *pré*-fasciste.

4. L'armée nazie a été dissoute, non par le gouvernement Schleicher, comme l'écrit l'article sur la « défense républicaine », mais sous le gouvernement Brüning-Groener (6). Le fait est très bien exposé dans les « mémoires » de Röhm (7) et reproduit

(4) Rappelons que le comité central de la Garde nationale — élu par les « travailleurs en armes » — avait pris le pouvoir après l'évacuation de Paris par les troupes et le gouvernement, le 12 mars — et qu'il avait ensuite décidé pour Paris l'élection d'une « commune » au suffrage universel.

(5) Mathias CORVIN (né en 1911), métallo, membre des Jeunes socialistes en 1932, était le secrétaire à la propagande de l'Entente des J.S. de la Seine en 1934 où il avait adhéré au G.B.L.

(6) Le général Kurt von SCHLEICHER (1882-1934) avait été de décembre 1932 à janvier 1933 le dernier chancelier du Reich avant Hitler. Surnommé le « général social », il avait essayé de s'appuyer à la fois sur les syndicats réformistes et sur l'aile « plébéienne » du parti nazi pour faire éclater ce dernier. Heinrich BRÜNING (1885-1970) avait été chancelier de mars 1930 à mai 1932. Fort de l'accord d'un homme de confiance de l'armée, le général Wilhelm GROENER (1867-1939), dont il avait fait son ministre de la défense, il avait dissous en avril 1932 les formations paramilitaires, S.A. et autres, de l'« armée brune » des nazis.

(7) Ernst RÖHM (1887-1934), ex-officier d'active, chef des S.A., avait été abattu par les hommes de Hitler le 30 juin 1934, au cours du massacre appelé « la nuit des longs couteaux ». Il avait écrit dans ses mémoires à propos des conséquences de la dissolution des S.A. : « Seuls les insignes et les uniformes avaient disparu. Après comme avant, les

dans un tract de *La Vérité*. Il est absolument nécessaire d'exposer plus largement cet épisode dans *Révolution*.

5. Le défaut le plus grave est l'anonymat politique. Vous luttez contre les idées sans nommer leurs représentants (Cachin, Blum, Zyromski, Pivert, etc.). Cela donne à la lutte un caractère abstrait et académique. L'article « Fumiste », qui désigne les gens par leur nom, gagne beaucoup en efficacité. Il faudrait pourtant éviter certaines vulgarités (l'ouvrier sérieux n'aime pas ça). L'idée de la « G. R. » selon laquelle il faut attaquer les *erreurs*, et non les *personnalités*, est absurde. L'ouvrier veut savoir s'il doit se fier à Blum ou à Pivert. Il faut répondre franchement non, puisque Blum est un valet émérite de l'impérialisme français et que Pivert s'avère le valet de Blum. La vérité « brutale » est un facteur révolutionnaire. Le mensonge le plus « courtois » est un facteur réactionnaire. *La Commune* crèvera parce qu'elle est basée sur le mensonge.

6. La déclaration contre la guerre et l'union sacrée contient des formules excellentes, et fait honneur à ses auteurs. Malheureusement, sa valeur est bien diminuée par une lacune incompréhensible. Ce n'est pas facile pour un ouvrier de reconnaître la faillite de deux partis et de deux Internationales. Mais, du moment où il l'a compris, il a besoin d'une perspective révolutionnaire. Sans elle, on ne peut semer que le pessimisme. *La Commune* se présente comme « organe de regroupement et d'action révolutionnaire ». Quel regroupement ? Quelle action ? Cette manière de faire caractérise bien ces gens qui tentent, par des formules creuses, de tromper les ouvriers sur la confusion qui règne dans leurs propres rangs et dans leurs propres têtes. Le révolutionnaire marxiste doit parler nettement de la nécessité d'œuvrer pour le nouveau parti et la *nouvelle Internationale*. Faute de quoi, on risque toujours, en dépit de toutes les formules révolutionnaires, de devenir l'agent de l'un des vieux partis. *Toute imprécision servira à la classe ennemie, dont la pression sur la classe ouvrière devient formidable à l'approche de la guerre.*

7. *Révolution* ne parle presque pas des questions internationales. C'est une grave lacune. En Belgique, Godefroid s'apprête à trahir les Jeunes Gardes socialistes pour gagner la bien-

S.A. faisaient l'exercice [...] sur les [...] emplacements du Reich destinés aux exercices de troupe. »

veillance de la bureaucratie (8). *Révolution* devrait prendre position sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, du mouvement international. Il ne s'agit pas nécessairement d'articles. Cinq lignes peuvent parfois suffire pour communiquer un fait ou préciser son attitude. La rubrique internationale devrait être très soignée.

Chers camarades, ces remarques critiques ne peuvent nullement m'empêcher d'admettre que *Révolution* est incomparablement supérieur à *La Commune*. *Révolution* représente une organisation progressive (les jeunes) et une tendance historique (les bolcheviks-léninistes). Cela lui donne un fond sérieux. *La Commune* ne représente que quelques cliques dissidentes sans foi ni loi, qui s'adaptent à tout le monde et se dépensent en formules criardes tout en cherchant à camoufler leur totale inconsistance. De pareilles entreprises foisonnent à chaque époque critique, préévolutionnaire, et disparaissent sans laisser de trace avec le premier tournant nouveau des événements.

(8) Fernand GODEFROID (né en 1909) était, depuis mai 1930, secrétaire national des J.G.S. belges. Il avait été l'un des leaders de la gauche du P.O.B. mais évoluait vers la défense de la ligne « antifasciste » et la politique d'union sacrée. A cette époque venaient de commencer en Belgique les premières exclusions des J.G.S. de militants liés à l'ASR. — et pas des seuls trotskystes — ou à la Ligue socialiste contre la guerre (la Liga), ce qui ne pouvait être fait évidemment qu'avec son accord.

[UN TOURNANT A DROITE] (1)

(11 décembre 1935)

Cher ami (2),

J'ai reçu votre lettre du 5 courant. Également l'annonce de *Rote Front* (Braun s'occupera de la diffusion, etc. (3)). J'espère que cette tentative n'échouera pas elle aussi.

Je trouve excellent votre travail sur les questions autrichiennes — sans aller dans les détails, qui ne sont pas tout à fait clairs pour moi (la possibilité d'un boycottage me paraît douteuse). On ne peut pas éduquer la jeunesse sans une lutte implacable contre ceux qui restent passifs et spéculent sur l'aide de l'ennemi de classe.

Vous êtes certainement au courant de la trahison de Molinier. Ces gens ne veulent pas rester « isolés », et ils capitulent donc devant la tendance de Pivert qui a, pour sa part, capitulé devant Blum. Si vous leur dites qu'ils participent à la préparation de l'union sacrée, ils s'indigneront naturellement. Mais ce

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel, traduite ici de l'allemand.

(2) Jan FRANKEL (né en 1906), militant de l'Opposition de gauche tchécoslovaque, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo de 1930 à 1933. Membre du S.I., il avait été expulsé de France en février 1934, et avait continué à jouer, de Prague et à travers de nombreux voyages, un rôle important dans le mouvement international. Il avait rejoint Trotsky à Anvers et l'avait accompagné en Norvège. Mais il en était reparti au mois de novembre, pour éviter de présenter à la police norvégienne un passeport « gratté », alors que les diplomates norvégiens de Paris avaient informé la police de leur pays du rôle qu'il jouait et de son expulsion en 1934 du territoire français. Il venait d'écrire à Trotsky pour lui rendre compte des initiatives qu'il avait prises en Tchécoslovaquie et en Autriche.

(3) Il s'agissait d'une nouvelle tentative pour créer en Tchécoslovaquie un organe de langue allemande. Outre la population allemande de la région des Sudètes, il y avait dans ce pays à l'époque de nombreux réfugiés allemands et parmi eux plusieurs cadres du mouvement des bolcheviks-léninistes, dont le vétéran Anton Grylewicz, dit Zemann (à Prague) et le saxon Wenzel Kozlecki, dit Julik (à Reichenberg). Braun est Erwin Wolf qui avait remplacé Frankel comme secrétaire à Hønefoss.

n'est que la pure vérité. C'est ce qui est en train de se passer (4). C'est la première misérable capitulation devant cette puissante pression chauvine que l'opinion publique bourgeoise exerce sur la classe ouvrière avec l'aide indispensable de la bureaucratie stalinienne. Il nous faut être prêts à de tels accidents.

Quelques imbéciles mettront cela en rapport avec notre entrée dans la S.F.I.O. Pour des gens comme eux, toute la question se réduit à savoir si nous aurions dû entrer à tel ou tel moment, dans tel pays ou dans tel autre. Qu'il existe dans le monde d'autres facteurs, ayant encore mille fois plus de poids, reste pour eux un mystère.

Quant à ce brouillon de Molinier, l'anecdote suivante est intéressante : en juin, il est venu nous voir dans l'Isère, avec sa grande idée de créer une « gauche » socialiste : « Nous sommes en dehors du coup. Demain, il va y avoir inflation, et, pour surmonter les conséquences de l'inflation, la bourgeoisie va permettre au fascisme de venir au pouvoir. » Je lui ai répondu : « D'abord, je ne vois pas pourquoi il doit y avoir inflation, et pourquoi tout de suite. Deuxièmement, si nous disposons de si peu de temps, nous ne devrions pas le consacrer à semer la confusion et la démoralisation. » Molinier s'est mordu les lèvres et a, pour un instant, abandonné ses fantaisies. Au lieu d'inflation, on a eu les « décrets-lois (5) », c'est-à-dire une « déflation ». Et, dans les six mois qui ont suivi le congrès de Mulhouse, nous avons grandi de façon très significative, surtout dans la jeunesse — et ce, malgré notre ligne « très mauvaise », c'est-à-dire moliniériste.

Et voilà que tout d'un coup ces gens nous disent : « Demain, La Rocque va faire un coup d'État. Nous sommes en dehors du coup. Il nous faut faire... quelque chose. » Et, comme pour tourner en ridicule une fois de plus ces prophètes, on a eu le « désarmement général ». Bien sûr qu'en dernière analyse ce désarmement est d'un côté une duperie et de l'autre une trahison vis-à-vis des ouvriers (6). Mais seulement en dernière analyse. Cela veut dire que, pour la prochaine période,

(4) Allusion à l'affaire de *La Commune* et à la crise du G.B.L.

(5) Les premiers décrets-lois draconiens du gouvernement Laval avaient été pris en juillet : une politique classique de « déflation ».

(6) Le 6 décembre 1935, dans une retentissante intervention à la Chambre des députés, le Croix-de-Feu Jean Ybarnegaray avait déclaré que sa formation accepterait le désarmement de ses groupes armés, si un accord se faisait sur un désarmement général. Les dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C. avaient immédiatement pris le même engagement, Maurice Thorez soulignant néanmoins avec vigueur que le P.C. n'avait pas de « groupes armés ».

le capital français n'a pas besoin de La Rocque, mais de Laval. En d'autres termes, le coup d'État, s'il était réellement préparé pour l'avenir immédiat — ce qui est possible — doit maintenant être *reporté*. Il va sans dire qu'aucun coup d'État ne pouvait justifier la trahison politique ni le sabotage malveillant de l'aile révolutionnaire. Mais le fait que les événements aient une fois de plus démenti les « pronostics » de Molinier est pour ainsi dire la première punition que lui infligent les développements politiques. Les punitions futures seront bien plus sévères.

Mais il existe une loi historique : quand les ouvriers commencent à aller vers l'extrême gauche, les éléments instables de la gauche répondent par un tournant à droite, contre le courant, et, de façon générale, se noient pour de bon dans ce courant.

**[L'AMALGAME DE LA CARTE
POSTALE] (1)**
(15 décembre 1935)

Chers Camarades,

1. Une information de source tout à fait sûre indique que le G.P.U. continue à développer l'amalgame avec la carte postale de Fred Zeller (2) à l'échelle internationale. C'est ainsi que le comité central du P.C. norvégien a reçu de Moscou des ordres de surveiller Trotsky et ses amis, parce qu'ils sont en train de préparer — vous comprenez — un attentat terroriste contre (naturellement) Staline. En outre le C.C. a été tenu d'avance pour responsable de toutes les conséquences désastreuses qui pourraient provenir d'une négligence éventuelle de sa part. L'objectif est clair. Moscou veut recevoir, par cette malheureuse information du C.C., des informations qui permettent au G.P.U. de réunir des matériaux pour son travail de provocation. Le C.C. a paru tout à fait sidéré. On peut supposer que des instructions identiques ont été données par le G.P.U. à tous les comités centraux de la soi-disant Internationale communiste.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre au S.I. en français.

(2) Au cours de son séjour en Norvège chez Trotsky, Fred Zeller avait adressé à un de ses camarades de régiment, Robert Fol, secrétaire des J.C. du 18^e arrondissement de Paris, la carte postale suivante :

« Ma vieille,

Je suis en Norvège depuis plusieurs jours. Oui, je suis chez Trotsky, le seul et fidèle interprète de la pensée de Lénine et le véritable organisateur d'octobre 1917.

Tu peux dire ce que tu veux, vous pouvez faire ce que vous voulez, il vous mettra tous dans sa poche un jour ou l'autre. Mort à Staline !

Amitiés à toi, tes parents et ta fiancée. »

La gaminerie était évidente. Néanmoins, le 12 décembre, l'organe du P.C. norvégien, *Arbeideren* (relayé plus tard par *L'Avant-Garde* à Paris, le *Daily Worker* américain, etc.), avait tenté de présenter ce texte comme la preuve qu'un complot était tramé en Norvège, dans la maison de Trotsky, pour... assassiner Staline.

2. Fred Zeller m'a expliqué cette stupide carte postale dans une lettre qu'il m'a écrite, exactement comme je l'avais moi-même expliquée. Ce n'était qu'une blague enthousiaste. Il faudrait être un parfait imbécile pour croire qu'au moyen d'une carte postale amicale et humoristique (dans le style du Quartier latin) adressée à un jeune stalinien, Fred Zeller cherchait à le persuader de pénétrer au Kremlin pour y assassiner Staline.

Néanmoins, j'ai trouvé tout à fait insuffisantes les réactions de nos camarades et de nos amis devant ces actes abominables des mercenaires du G.P.U., les Duclos (3) et compagnie. La déclaration de Zeller lui-même (« L'échec total de la calomnie stalinienne (4) ») est trop optimiste. Les moyens matériels du G.P.U. sont énormes. Et la stupidité est une matière abondante. Nous devons répondre avec vigueur et surtout de façon systématique.

3. Il faut créer un comité spécial (non partisan) pour utiliser les informations apportées par les Yougoslaves (5). Ne peut-on intéresser Souvarine à cette affaire ? Peut-être aussi Rosmer et même Magdeleine Paz (6) ? (Mais pas Raymond

(3) C'est la seconde fois que Trotsky accuse Duclos d'être un agent du G.P.U.

(4) Nous n'avons pas retrouvé la formule exacte citée ici entre parenthèses et entre guillemets dans les deux articles parus dans *Révolution* sur cette question. Peut-être Trotsky fait-il allusion à un autre texte. De toute façon, il ne déforme pas la pensée de Zeller qui ne prenait incontestablement pas l'affaire au sérieux. Dans le premier article de *Révolution* (n° 17, décembre), non signé, intitulé « Fumistes ! Le coup de la carte », on trouve l'affirmation : « Le pétard est mouillé. » Dans la seconde (cf. n. 12), Zeller parle de « trouvaille de dernière heure par trop cousue de fil blanc » et conclut avec le sous-titre : « Laissons vomir les bureaucrates, passons à l'action révolutionnaire. »

(5) Cette allusion aux informations « apportées par les deux Yougoslaves » pose un petit problème. Les éditeurs des *Writings 1935-1936* indiquent entre crochets qu'il s'agissait de Tarov et Ciliga. Or Davtian ou Tavitian (Tarov) était un Arménien soviétique et Ante Ciliga (cf. n. 6, p. 235) un Croate de nationalité italienne, ce qui lui avait permis d'obtenir sa libération. On peut supposer qu'il s'agissait d'informations apportées non « par » les deux Yougoslaves, mais « sur » eux. Ciliga avait en effet donné dans une lettre du 9 décembre l'information selon laquelle deux anciens dirigeants du P.C.Y., Mustapha Dedić et Stanka Dragić, ex-membres du C.C., exclus en 1929, arrêtés en déportés, se trouvaient détenus dans l'isolateur de Verkhnéouralsk depuis 1930.

(6) Boris LIFCHITZ dit SOUVARINE (né en 1893), journaliste, avait été dans le parti socialiste l'un des dirigeants de la gauche favorable à l'adhésion à l'I.C. Il avait été délégué du P.C. à Moscou. Exclu en 1924 pour sa solidarité avec Trotsky, il avait fait un bout de chemin avec l'Opposition jusqu'en 1929. Depuis il avait animé le « Cercle communiste démocratique » et dirigé de 1932 à 1934 la revue *La Critique sociale*.

Molinier, qui a des « idées » également sur cette question, tout aussi confuses et irréalistes que jamais. En pratique, il a déjà saboté plusieurs campagnes contre les amalgames (7.) Zeller pourrait faire appel à chacun d'eux.

L'objectif de ce comité serait de développer une campagne internationale pour la défense des prisonniers politiques, à commencer par Zinoviev et Kamenev, les deux Yougoslaves (8), etc. J'ai reçu il y a quelque temps un projet d'appel à propos de Zinoviev et Kamenev, mais sans explications. Le texte ne me semblait pas adapté à son objectif (il y avait une longue digression sur Plekhanov (9), etc.). Mais un appel n'est pas une réponse. Ce dont on a besoin, c'est d'un comité qui puisse développer une campagne systématique.

4. Je fais à ce comité la suggestion suivante : j'ai adressé par lettre recommandée à Romain Rolland (10) ma réponse à ses insinuations dans *L'Humanité*. A-t-il répondu ? Bien sûr que non. Je peux donc l'accuser de publier des calomnies scandaleuses contre Zinoviev, Kamenev et autres, et le traduire devant un jury d'honneur. Est-ce possible ? Je le crois. Peut-être pourrait-on consulter à ce sujet Marcel Martinet (11), s'il n'est pas trop malade (peut-être aussi Louzon (12)). En tout cas,

Il était en relations avec les mencheviks. Alfred GRIOT, dit ROSMER (1877-1964), collaborateur de *La Vie ouvrière* avant la guerre, lié d'amitié avec Trotsky pendant la guerre, avait fait partie du petit noyau internationaliste en France dès 1914. Il avait été porté à l'exécutif de l'I.C. avant même l'apparition d'un parti communiste en France. Exclu en 1924 pour avoir pris la défense de Trotsky et de l'Opposition de gauche russe, et critiqué la prétendue « bolchevisation », il avait été l'un des fondateurs de *La Vérité*, puis de la Ligue française, qu'il avait quittée en 1930 à la suite du refus de Trotsky de le soutenir contre Molinier. Magdeleine Paz (cf. n. 5, p. 176) était toujours disposée à intervenir dans les affaires de répression politique.

(7) Nous ignorons à quelles campagnes précises Trotsky fait ici allusion. On peut cependant évoquer ici les nombreuses propositions en ce sens qu'il avait faites en 1935 et qui ne semblent pas avoir été suivies d'initiatives.

(8) Il est clair qu'il est fait référence ici à Dedié et Dragié.

(9) Gueorgui V. PLEKHANOV (1856-1918) avait été l'un des premiers marxistes russes.

(10) Cf. p. 52.

(11) Sur Marcel Martinet, cf. n. 13, p. 58. Trotsky savait qu'il pouvait compter sur toutes les forces — malheureusement réduites — de ce grand malade, dès lors que l'affaire était sérieuse.

(12) Robert LOUZON (1882-1976), membre du noyau de *La Vie ouvrière*, lié à Monatte, avait quitté le P.C. après l'exclusion de Monatte et de Rosmer et était devenu l'animateur de la revue « syndicaliste communiste » devenue « syndicaliste révolutionnaire », *La Révolution prolétarienne*. La « R.P. », comme on l'appelait familièrement, avait participé à toutes les campagnes contre la répression qui frappait les révolutionnaires en U.R.S.S.

une accusation publique contre Romain Rolland en tant que calomniateur de prisonniers sans défense me semble tout à fait efficace.

5. Pour en revenir à la célèbre carte postale. Est-il vrai que le destinataire était sous la surveillance du G.P.U. et que son courrier lui a été volé à l'aide d'une clé passe-partout ? (C'est la version qui circule ici.)

6. Dans l'article de Zeller (« Réplique à des calomniateurs », *Révolution*, n° 17 (13)), on trouve la phrase suivante : « Si l'*Avant-Garde* persiste dans cette campagne, je serai obligé d'élargir sur ce point, et il pourrait se faire que j'apporte quelques précisions supplémentaires (14). » Il ne faut rien laisser à la spéculation. Il faut persister, même si l'*Avant-Garde* ne le fait pas. F. Zeller, pour sa part, est obligé de tout révéler.

7. En ce qui me concerne, je pourrais présenter au comité un document résumant brièvement ma brochure sur l'assassinat de Kirov (15), (la responsabilité de Staline et Iagoda (16) dans l'assassinat de Kirov), et le développement ultérieur des amalgames.

J'attire votre attention sur le fait qu'une semaine au moins avant d'avoir entendu parler de cette carte humoristique j'avais, à la demande de Zeller, écrit une brochure sur les raisons de la victoire de Staline (17). J'ai publié cet article — comme

(13) Le titre exact de l'article de Zeller paru dans le n° 17 de *Révolution* daté du 7 décembre 1935 était « Réponse à des calomniateurs. En défendant Trotsky nous restons fidèles au marxisme révolutionnaire ».

(14) De toute évidence, Fred Zeller fait allusion aux contacts qu'il avait eus, au temps où il dirigeait les J.S. de la Seine, avec le secrétaire des J.C., Raymond Guyot, et avec les dirigeants russes des J.C. Ces rencontres avaient été organisées, comme il l'indique dans ses mémoires, *Trois Points, c'est tout*, p. 64, par un membre de la commission exécutive des J.S. de la Seine du nom de Béranger, infiltré par le parti communiste avec mission de constituer une fraction du parti dans les J.S.

(15) Il s'agit de la brochure publiée à la Librairie du Travail, *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*.

(16) Cette interprétation de Trotsky a été confirmée depuis. Voir à ce sujet le discours de clôture de Khrouchtchev au XXII^e congrès du P.C.U.S. (*Cahiers du Communisme*, n° 12, décembre 1961, p. 504-506). Notons que la commission d'enquête sur les « circonstances inexplicées de l'assassinat de Kirov » décidée à ce congrès n'a jamais rendu son rapport public — si toutefois elle l'a rédigé. Mais l'historien Roy Medvedev a donné nombre d'éléments de cette enquête dans son livre *Le Stalinisme* : ses conclusions dépassent l'interprétation de Trotsky qui considérerait que l'assassinat avait constitué un accident, alors qu'il semble bien qu'il ait été prémédité par Staline.

(17) Cf. p. 97-107.

je le fais toujours — avec une date (12 novembre 1935), dans le dernier numéro du *Biulleten* russe, en concluant que le stalinisme en tant que système devrait s'effondrer sous les coups du mouvement révolutionnaire international : « Nous ne voulons ni n'attendons d'autre vengeance. » Je crois qu'il faudrait publier cet article dans *Révolution* avec une introduction expliquant les circonstances dans lesquels il a été écrit.

8. Il y a des camarades qui croient plus important de répéter inlassablement les mêmes arguments en faveur des milices ouvrières que de se casser la tête à propos des amalgames staliniens. Ils ont tort. Vous n'avancerez pas vers une milice sans discréditer le stalinisme qui est aujourd'hui le meilleur auxiliaire du fascisme. Les métallurgistes disent que le phosphore est la syphilis du fer. Nous devons comprendre et affirmer que le stalinisme est la syphilis du mouvement ouvrier (18).

(18) C'est la première fois que cette formule célèbre apparaît, quoique dans une lettre qui n'était pas destinée à être publiée.

[DES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES] (1)

(15 décembre 1935)

Cher Ami (2),

Merci beaucoup pour les lettres et les informations (la dernière concernait la discussion théorique dans l'isolateur (3)).

La lettre de cet homme me fait grosse impression (4). Mais, pour les mêmes raisons que pour Tarov, il me faut poser les mêmes questions : de quelle manière cet homme est-il arrivé à l'étranger ? Qui l'y a aidé ? Avec qui est-il en relations ici ? Que veut-il dire quand il affirme vouloir obtenir la libération de ses camarades « par tous les moyens » ? Il n'y a rien dans les lettres sur tout cela : ces questions ont pourtant la plus grande importance. Il faut les tirer au clair. Je ne mets pas en cause sa personne : elle me fait la meilleure impression. Seulement on ne peut pas se fier à des impressions personnelles. En théorie, il est possible que les canailles du G.P.U. qui veulent nous abattre par tous les moyens, nous envoient quelqu'un de chez eux pour gagner notre confiance et donner à ses maîtres les moyens de construire un amalgame criminel, c'est-à-dire authentiquement stalinien. Vous écrivez que le camarade R(ilke ? (5)) le

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre dictée en allemand.

(2) La lettre est adressée à Jan Frankel (cf. n. 2, p. 213) qui, à Prague, venait de prendre contact avec Ante Ciliga (cf. n. 6, p. 235) qui venait de sortir d'Union soviétique après trois ans d'isolateur et deux ans de déportation.

(3) Il s'agit de toute évidence du récit et de l'analyse de Ciliga sur la grande discussion qui s'était déroulée au début des années trente entre trotskystes dans l'isolateur de Verkhneouralsk (A. CILIGA, *Au Pays du grand mensonge*, ch. v « La Vie politique en prison »).

(4) Il s'agit de la lettre datée du 9 décembre et reproduite dans la presse de toutes les sections de la L.C.I.

(5) Le militant désigné ici par l'initiale « R. » ne peut être identifié avec certitude. L'hypothèse la plus vraisemblable est cependant que R. désigne Rilke. RILKE était le pseudonyme de Vladislav BURIAN (1901-1977), militant socialiste à seize ans, condamné à 10 ans de prison après la grève générale en Tchécoslovaquie de décembre 1920, qui avait été

connait personnellement. Naturellement, ce n'est pas sans importance, mais ce n'est nullement décisif, car le G.P.U. est bien obligé, pour mener à bien ses provocations, de recruter ses agents parmi d'anciens révolutionnaires. Qui sait combien d'opposants, sous l'effet de la contrainte, de la démoralisation et de la corruption, sont devenus des mouchards ?

Ces lignes n'ont absolument rien d'offensant pour votre homme de confiance. S'il est lui-même un révolutionnaire sincère, comme je le présume, il comprendra par lui-même notre prudence à l'égard des crapules staliniennes. Prière de parler avec R(ilke ?) dans cet esprit. J'envoie la copie de cette lettre à Durand (6).

Votre Vieux.

élu, alors qu'il était en prison, membre de l'exécutif du C.C. du P.C.T. à sa fondation. Il avait vécu à Vienne en 1925, puis en Union soviétique, en même temps que Ciliga, dans l'appareil international comme lui. Il était revenu à Berlin en 1927 ou 1928, puis à Vienne, où il avait été exclu en 1929. Il dirigeait alors le groupe trotskyste de Brno.

(6) DURAND était alors le pseudonyme de Léon СЕРОВ (1906-1938) fils aîné de Trotsky qui avait choisi d'émigrer avec lui, s'occupant des rapports avec l'U.R.S.S. et du B.O., et était membre du S.I.

[CONTRE LES FAUX PASSEPORTS EN POLITIQUE] (1) (16 décembre 1935)

Un ami m'écrit, concernant cette lamentable *Commune* : « Mais il ne s'agit plus de tendances anonymes. Tout le monde a signé ! » C'est juste. Mais la situation n'en devient que pire. Quand j'ai parlé des « tendances anonymes », j'ai voulu dire par là que ni leur passé, ni leur programme ne sont connus de personne. Mais que voyons-nous maintenant devant nous ? Des rescapés de différentes tendances, B.L., G.R., Front social (2). Le groupe bolchevik-léniniste n'est nullement anonyme : la « Gauche révolutionnaire » n'est nullement révolutionnaire, mais, tout de même, on sait ce que c'est. Le Front social est une entreprise assez équivoque. Mais chacun peut tout de même se faire une idée sur cette formation. Mais les évadés de ces trois groupes, qui se sont coalisés, non sur la base des principes, mais sur celle de la « parité », que représentent-ils ? Quelle est leur physionomie politique ? Quel est leur programme ? Les bolcheviks-léninistes, qui ont trouvé nécessaire de monter un véritable complot contre leur propre organisation, nationale et internationale (maintenant dans une situation si critique), ont dû avoir des raisons déterminantes pour agir comme ils l'ont fait. Quelles sont ces raisons ? Autrement dit, quel est le *nouveau* programme des bolcheviks-léninistes qui ont si brutalement aban-

(1) *La crise des bolcheviks-léninistes*, t. II, p. 71-74. Lettre dictée en français, au bureau politique du G.B.L.

(2) Le Front social était né de la fusion entre le Front commun et la Troisième Force. Le premier avait été fondé par Gaston BERGERY (1892-1958), ancien haut fonctionnaire, puis député radical qui avait participé au mouvement Amsterdam-Pleyel. La Troisième Force avait été fondée par l'avocat Georges IZARD (1903-1976). C'était la « minorité » du Front social qui participait à l'entreprise de *La Commune*. Son principal animateur était Marcel, Jean dit Jacques DESNOTS, dit LE RICARD (1897-1943), ancien membre du C.C. du P.C. où il était spécialiste des questions paysannes — il avait été cultivateur à La Queue-les-Yvelines — et était passé par le groupe Doriot.

donné leur organisation ? Personne n'en sait rien. Et si ces évadés affirment : « Mais nous n'avons rien abdiqué », il nous faut choisir entre deux hypothèses, celle selon laquelle il s'agit de simples fous qui mettent le feu à leur propre maison et celle selon laquelle il s'agit de cyniques qui prennent les autres pour des imbéciles. Or je n'hésite pas un seul instant à opter pour la deuxième version.

L'anonymat politique est intolérable. Mais il y a pire. C'est quand on essaie de se couvrir du nom de la tendance qu'on a trahie. Les *faux passeports* en politique sont cent fois pires que l'anonymat. Or Molinier et Frank présentent aux ouvriers de faux passeports. C'est un crime !

La Commune, telle qu'elle est, n'est que copie et falsifications. Quelques exemples : dans son premier numéro, on cite, en l'approuvant, mon travail sur la guerre civile. Mais je n'ai jamais séparé les problèmes de la guerre civile du programme marxiste et du parti révolutionnaire. Or les procédés de *La Commune* sont absolument contraires à toutes les conceptions qui sont les miennes de l'organisation d'un parti révolutionnaire. « Pas de prépondérance », c'est-à-dire pas de programme ; « sur la base de la parité », cela veut dire parité dans le cynisme à l'égard des principes, une parité guère enviable. « Un journal de masse » — en vérité une imitation de *L'Œuvre* (3) parée de mots d'ordre, empruntés à droite et à gauche, et destinés aux petits-bourgeois radicalisants, qui ne sont même pas capables de comprendre que la préparation de la guerre civile commence par *l'élaboration d'un programme*, et que le « journal de masse » ne peut être autre chose qu'un des instruments de ce programme.

Dans le second numéro, on explique « comment fut trahie la révolution chinoise ». Cette fois, on se raccroche à Treint (4) qui a eu, hélas, quelque retard à comprendre (et encore !) la révolution chinoise, comme aussi quelques autres questions.

(3) *L'Œuvre*, fondée en 1915, tirait à environ 100 000 exemplaires.

(4) Le n° 2 de *La Commune* venait de publier des extraits du procès-verbal de la « petite commission chinoise » de l'exécutif de l'I.C. de Moscou en mai 1927, lequel venait d'être publié dans *La Lutte finale* de Treint. Rappelons que Treint, membre du secrétariat de l'I.C. avait perdu ses responsabilités en décembre 1926 et avait été exclu du C.C. en août 1927 pour sa critique de la politique chinoise de l'I.C., et en janvier 1928 du P.C. Il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo en 1930 et milité quelques mois dans la Ligue communiste. En 1935, il était à la S.F.I.O. où il animait un groupe autour du périodique *La Lutte finale*. C'est lui qui avait rapporté d'U.R.S.S. un certain nombre de documents sur la politique stalinienne en Chine.

La Commune dit, non sans raison — notre camarade Held (5) l'a démontré plus solidement —, que le Front populaire renouvelle l'expérience effectuée avec le Kuomintang chinois. Mais la rédaction ne comprend absolument pas que le commencement de la catastrophe consistait en ce qu'on avait privé le jeune parti communiste de l'indépendance absolue vis-à-vis de la « Gauche révolutionnaire », au nom de l'« action révolutionnaire ». Les communistes avaient abandonné leur drapeau et leurs principes afin de s'assurer une « parité » — bien problématique — avec l'aile gauche du Kuomintang. Or *La Commune* répète la même expérience dans des conditions pires encore. « Parité des différentes tendances », cela signifie en petit un Kuomintang français.

Mais, qu'a signifié, dans ce cas, notre adhésion à la S.F.I.O., vont objecter quelque sophiste ou quelque naïf ? L'adhésion temporaire à la S.F.I.O. et même au Kuomintang ne constitue pas un mal en elle-même : il faut cependant savoir non seulement *entrer*, mais *sortir*. Quand on continue à s'accrocher à l'organisation qui ne peut plus tolérer en son sein les révolutionnaires prolétariens, on se fait nécessairement le misérable instrument du réformisme, du patriotisme et du capitalisme. Ce fut le cas des communistes chinois après le « petit » coup de Canton en mars 1926 (6). C'est le cas des pivertistes après le

(5) Heinz EPE, dit Walter HELD (1910-1941), militant allemand de l'Opposition de gauche, étudiant, avait émigré en 1933 à Prague, puis à Amsterdam et s'était fixé ensuite à Oslo, pour prendre part aux activités du bureau de Stockholm. Il rencontrait assez souvent Trotsky, qui l'estimait. Il venait d'écrire dans *Unser Wort* (n° 64, début décembre 1935), un article intitulé « Le cours organique de Staline : l'expérience chinoise », dans lequel il établissait un parallèle entre l'alliance du P.C. chinois avec Chang Kai-shek, qui avait maintenu le lien avec l'impérialisme par l'intermédiaire du Kuomintang, et l'alliance du P.C. français avec les radicaux dans le Front populaire, qui maintenait le lien avec l'impérialisme français. A partir de la défaite de la deuxième révolution chinoise, il développait le thème de la nécessité de mettre en avant en France le mot d'ordre de la rupture des partis ouvriers avec le parti radical, représentant la bourgeoisie.

(6) En mars 1926, à la veille de la « campagne du Nord » contre les seigneurs de la guerre qui se la partageaient au compte des puissances impérialistes et dont l'objectif était l'unification de la Chine, le général Chang Kai-shek, chef de l'armée du gouvernement nationaliste du Kuomintang allié à l'U.R.S.S., avait commencé par assurer ses arrières contre les ouvriers et paysans chinois. A la tête de sa troupe d'élite, les cadets (élèves officiers) de l'académie militaire de Huangpu qu'il commandait, après avoir proclamé la loi martiale, il avait fermé les locaux des organisations ouvrières, désarmé les piquets de grève, arrêté nombre de militants. Dans le même temps la direction de son parti limitait très sérieusement les droits des communistes à l'intérieur du Kuomintang et leur interdisait pratiquement tout recrutement. Ce signe avant-coureur

congrès de Lille et surtout après le dernier congrès national. Après avoir déclaré que la lutte contre le « trotskysme » est le signe infaillible d'une tendance réactionnaire, Pivert, en s'accrochant à Blum et à Zyromski, a dû monter une « nouvelle tendance », dont la fonction essentielle est de lutter contre le « trotskysme ». Et la pauvre clique de Molinier, elle, est déjà obligée de saboter l'organisation des jeunes et son organe, et de s'opposer à chaque pas à notre tendance nationale et internationale. Voilà ce que c'est que de refaire le Kuomintang au petit pied.

La pierre angulaire de l'édifice — du château en Espagne — de *La Commune*, c'est « l'action révolutionnaire ». Mais qu'est-ce que c'est, au fond ? Personne ne l'a dit. Il y a l'« action révolutionnaire » du 19^e ; il en existe une autre, encore moins révolutionnaire, si c'est possible, dans le 9^e, avec Paz en tête. Exactement comme Molinier, Paz, lui aussi, s'empare des déchets phraséologiques du léninisme. S'agit-il du nouveau parti ? Mais non. Paz est tout à fait attaché à « son parti ». Et les membres de l'« action révolutionnaire » du 19^e (7) ? Là-dessus, ils se taisent. « Mais il ne s'agit pas du front unique », va-t-on nous répondre. Mais le front unique, c'est l'alliance des forces des organisations de masse en vue d'une action concrète. Dans le cas de *La Commune*, il n'y a ni forces, ni action. Il s'agit d'un « front unique » pour le lancement d'un journal. Or, c'est précisément le contraire du front unique tel qu'il est conçu et interprété par le marxisme. La règle fondamentale du front unique, au sens des bolcheviks-léninistes, était et reste : *marcher séparément, frapper ensemble*. Or la prétendue « action révolutionnaire » est une institution délibérément confuse pour *marcher ensemble*, avec les centristes, et pour frapper... les bolcheviks-léninistes. Telle est la véritable physionomie de l'« action révolutionnaire », celle de Molinier comme celle de Paz.

Le « programme » de l'« action révolutionnaire » présenté dans le second numéro de *La Commune* est très en dessous du programme de la Gauche révolutionnaire. Il semble même un peu trop confus et trop équivoque, même pour Pivert. Et le programme sonnante de Pivert ne l'empêche pas — il s'en faut — de remplir sa fonction essentielle, c'est-à-dire de seconder

d'une rupture qui allait être sanglante n'influença pas la politique de l'I.C. qui continua à exiger du P.C. chinois qu'il se soumette au Kuomintang.

(7) Cf. n. 9, p. 131.

Blum, Lebas et Lagorgette (8) dans leurs tentatives pour désagrèger les jeunesses et les bolcheviks-léninistes. Et c'est d'ailleurs la seule « action révolutionnaire » que Molinier pratique, lui aussi, sous forme d'« action directe ». Avec quel succès, cela reste à voir.

La Commune, c'est l'équivoque faite journal. Prenons la question extrêmement significative du pivertisme. Ce qu'on appelle l'« influence » de Molinier dans les T.P.P.S., le 19^e, etc., n'est au fond que l'adaptation au pivertisme. En réalité, le groupe Molinier a joué le rôle d'ilote au service du centrisme. Toute la politique de Molinier, surtout ces derniers cinq-six mois, est restée orientée vers le pivertisme. Résultat ? Cette politique a facilité la trahison de Pivert, affaibli l'influence du G.B.L., démasqué le *vide politique* de toute cette activité dans le 19^e et dans les T.P.P.S. (9), et cette faillite l'a précisément poussé vers la fatale aventure. Maintenant, hérissée entre les B.L. et la G.R., *La Commune* se voit obligée de dénoncer — assez humblement d'ailleurs — l'attitude de Pivert au congrès des jeunesses. Elle exprime ses sympathies ambiguës aux jeunes tout en essayant de les désagrèger. En même temps, elle continue à être liée aux pivertistes — contre les jeunes et les B.L. Dans ces conditions, les mensonges deviennent inéluctablement un instrument de cette lutte désespérée qui ne peut aboutir qu'à une nouvelle faillite, plus désastreuse encore pour les promoteurs de *La Commune*.

Un sentimental m'écrit : « Mais vous ne connaissez donc pas ces camarades personnellement : ils sont pleins de bonne volonté, etc. » La bonne volonté, même indiscutable, ne suffit pas. Il faut qu'elle soit guidée par des principes justes et contrôlée par une organisation cohérente. Autrement... mais je préfère donner un exemple. Pierre Frank a écrit sur le 6 février 1934 une petite brochure (10) où il y avait quelques passages tout à fait scandaleux traitant l'armement du prolétariat de mot d'ordre « romantique ». Les autres camarades ont dû faire la pression nécessaire... *La Vérité* a pris une attitude

(8) Louis LAGORGETTE (1895-1937), fils d'instituteur, ingénieur des travaux publics, était membre de la commission exécutive de la fédération de la Seine et de la C.A.P. nationale. Pas très jeune, mais homme à poigne, il avait été désigné comme secrétaire général des jeunesses socialistes en 1935.

(9) Les T.P.P.S. (Toujours Prêts pour Servir) étaient la milice socialiste qui avait été organisée par Marceau Pivert. Molinier, dont l'allant n'était pas niable, y jouissait effectivement d'une popularité réelle.

(10) Pierre Frank, *La semaine du 6 au 12 février. Pour l'alliance ouvrière, pour la IV^e Internationale*, 1934.

nette dans la question des milices et de l'armement. Et la page lamentable de la brochure de Frank est heureusement passée inaperçue. Mais imaginons un instant que Frank se soit détaché de l'organisation en février 1934, obstiné dans son point de vue sur l'armement et ait lancé un prétendu « journal de masse ». La « bonne volonté » de Frank aurait-elle suffi à compenser les conséquences réactionnaires de sa conception fautive ? Or la récente lettre de Frank qui remplace le programme de *La Commune* (voir le *Bulletin intérieur*) est pleine de fautes et de contradictions. Mais, cette fois, la « bonne volonté » de Frank est tout à fait débridée, puisqu'il s'est placé de lui-même en dehors de l'organisation qui l'a maintes fois sauvé (dans le passé) des conséquences de sa « bonne volonté ». La scission provoquée par un complot déloyal force et forcera les déserteurs à développer les idées, les tendances, les inclinations qui font leur faiblesse. Où finiront-ils après un pareil commencement ? Je n'en sais rien. C'est pourquoi, pour ma part, je leur oppose une *méfiance absolue*.

En même temps que celui de Frank, j'envisage surtout le cas de Raymond Molinier : il a des qualités, de l'énergie, une capacité d'improvisation, un élan, indiscutables (11). Mais, avec cela, une confusion théorique souvent bien dangereuse, une impatience qui le pousse dans des actions aventuristes, et une incapacité presque absolue à se discipliner lui-même. Un camarade d'un pays où l'économie laitière joue un grand rôle m'a dit une fois : « Nos paysans comparent semblables caractères à ce genre de vaches qui donnent beaucoup de lait, mais renversent toujours le seau. » C'est vraiment le cas de Molinier. De nombreux camarades, sérieux et objectifs, se sont souvent demandé avec inquiétude si le bilan de l'activité de Molinier — ses seaux renversés — n'était pas plutôt négatif. Pour ma part, je n'ai jamais voulu désespérer : une organisation plus forte et plus cohérente, me disais-je, pourrait peut-être l'éduquer. Seulement, maintenant que Molinier improvise un « journal de masses », contrôlé par sa seule « bonne volonté », je ne puis pas ne pas dire ouvertement : « Cette pente finira par être fatale à cet homme. »

L'exemple de Doriot est encore tout frais. Il a été pendant des années un dirigeant du P.C., et pas seulement pendant sa

(11) Toutes ces qualités expliquaient d'ailleurs l'influence de Raymond Molinier qui entraînait avec lui dans l'aventure de *La Commune*, sinon la majorité des membres du G.B.L., du moins la majorité militante. Il était toujours prêt à combattre et avait le prestige du combattant.

dégénérescence. Après avoir quitté le P.C., il n'a pas voulu opter pour un programme, pour une tendance, pour un drapeau... Il cherche des trucs, lance des mots d'ordre ronflants (l'unité ouvrière, la commune, etc., tout ce que vous voulez). Il a aussi son « journal de masse (12) » et même sa propre base prolétarienne. Tout cela n'a pas empêché sa catastrophique dégénérescence (13). Et pourtant, lui aussi, en son temps, a dû avoir de la « bonne volonté ».

Faut-il donc considérer que tous les promoteurs de *La Commune* sont définitivement perdus pour le mouvement ? Je n'en sais rien et, à vrai dire, ce n'est pas cette question-là qui me préoccupe en ce moment. Qu'ils subissent les conséquences de leur attitude confuse, aventuriste et déloyale ! Quant aux bolcheviks-léninistes, il leur faut savoir tirer de cette pénible expérience des leçons salutaires pour l'avant-garde ouvrière. *Programme d'abord !* « Journal de masse ? » L'action révolutionnaire ? Regroupement ? Des communes partout ? Très bien, très bien... Mais *le programme d'abord !* Vos passeports politiques, messieurs ! Et, s'il vous plaît, pas des faux, *les vrais !* Vous n'en avez pas ? Alors fichez-nous la paix !

Sans le nouveau parti révolutionnaire, le prolétariat français est voué à la catastrophe. Le parti révolutionnaire ne peut reposer que sur les principes de Marx et de Lénine. En dehors des bolcheviks-léninistes, aucune autre tendance n'a seulement essayé de tirer de ses principes un programme qui soit à la hauteur de notre époque. Le parti du prolétariat ne peut pas ne pas être international. La II^e et la III^e Internationales sont devenues les plus grands obstacles pour la révolution. Il faut créer une nouvelle Internationale, la IV^e. Il faut proclamer ouvertement sa nécessité. Ce sont les petits-bourgeois centristes qui s'arrêtent à chaque pas devant les conséquences de leur propre pensée. L'ouvrier révolutionnaire, lui, peut être paralysé par son attachement traditionnel à la II^e ou à la III^e Internationale, mais, dès qu'il aura compris la vérité, il

(12) *L'Emancipation*, qui n'était qu'un journal local de Saint-Denis, avait publié à partir du 13 octobre 1934 une édition nationale.

(13) Une preuve de la dégénérescence de Doriot venait d'être donnée par le fait qu'il avait accordé une interview à un journal nazi, *Tremonia*, de Dortmund, qui l'avait publiée le 31 octobre. *L'Humanité* du 2 novembre en reproduisait en français de larges extraits. L'ancien dirigeant du P.C. y affirmait bien : « Je ne suis vraiment pas un ami du national-socialisme », mais le thème essentiel en était la négociation avec Hitler : « Pour des raisons de politique réaliste, je suis pour une alliance franco-allemande. » C'est sans doute à cette époque que Doriot avait commencé à accepter des subsides du monde des affaires.

passera directement sous le drapeau de la IV^e. C'est pourquoi il faut présenter aux masses un programme complet. Avec des formules équivoques, on ne peut servir que Molinier, qui, lui, sert Pivert, lequel, à son tour, couvre Léon Blum. Et ce dernier travaille de toutes ses forces pour La Rocque... et le roi de Prusse.

Sous le tsarisme, libéraux et démocrates nous ont traités de fous, à cause de notre propagande en faveur du mot d'ordre de *république*. Pourquoi effrayer le peuple, nous objectaient-ils ? Il suffit, dans notre propagande, de développer le contenu de la République — les différentes libertés, le suffrage universel — sans prononcer le mot terrible. Nous répondions : pour que la révolution devienne possible, il faut provoquer et entretenir dans le peuple une haine implacable contre la noblesse, la bureaucratie, etc. Mais tout ouvrier, tout paysan qui apprend à haïr le tsar, acceptera sans difficulté le mot d'ordre de République.

Les gens du S.A.P. ne font que répéter à propos de la IV^e Internationale le raisonnement de nos anciens « démocrates » à propos de la République. Un tel raisonnement est caractéristique de la mentalité d'un petit-bourgeois, très « audacieux » dans sa critique abstraite, mais qui s'arrête toujours devant l'effort de la volonté révolutionnaire. La mentalité ouvrière est toute différente. Il faut apprendre à l'ouvrier à haïr Blum, Thorez, Jouhaux, etc., comme les pires ennemis dans les rangs ouvriers, et, *en même temps*, il faut lui ouvrir la perspective : le nouveau parti, la nouvelle Internationale.

La lutte de classes est impitoyable, surtout dans une époque révolutionnaire qui oppose la pauvre logique hésitante du petit-bourgeois centriste à la puissante logique d'événements grandioses.

Si les jeunes de *Révolution* ont bien compris la leçon qui se dégage de l'affaire de Molinier et compagnie, ils mûriront d'un coup et deviendront beaucoup plus sûrs d'eux dans l'accomplissement des grandes tâches que l'histoire a placées devant eux.

[MISE AU POINT] (1)
(20 décembre 1935)

A la rédaction de *La Commune*.

Je vous prie d'insérer dans le prochain numéro le texte suivant :

« Dans son premier appel, votre journal s'est réclamé de mon nom parmi d'autres. Dans votre premier numéro vous avez reproduit un extrait de mon ouvrage. Quelques-uns de vos rédacteurs continuent à se nommer "bolcheviks-léninistes" (2). Dans ces conditions, je suis forcé, pour éviter toute équivoque, de déclarer que je ne suis nullement solidaire de votre publication.

Léon Trotsky. »

(1) *La Vérité*, 27 décembre 1935, sous le titre « Mise au point adressée par Léon Trotsky au journal *La Commune* ».

(2) Allusion aux anciens membres du groupe bolchevik-léniniste initiateurs de *La Commune* où se retrouvaient des militants d'autres origines.

**[POUR UNE ORGANISATION DE DÉFENSE
DES PRISONNIERS POLITIQUES
RÉVOLUTIONNAIRES EN U. R. S. S.] (1)**
(24 décembre 1935)

Cher Ami,

Comme je l'ai déjà écrit au nouveau venu (2), il serait absolument nécessaire de constituer une organisation indépendante des partis pour sauver les révolutionnaires qui sont en prison en U.R.S.S. Ne pourrait-on pas proposer à Willi Schlamm (3) la présidence d'un comité de ce genre à Prague ? Peut-être y a-t-il d'autres candidatures. Du côté des bolcheviks-léninistes, Weiss (4), en sa qualité d'ancien député au Landtag, pourrait peut-être y participer. Il s'agit surtout de gagner quelques personnalités « représentatives » qui aient aussi des relations avec la presse démocratique. On travaille simultanément dans le même esprit à Paris. Il va de soi que cette initiative doit être aussitôt reprise dans tous les pays. Il est toutefois de la plus haute importance qu'elle soit engagée correctement de façon qu'elle n'apparaisse pas comme une entreprise fractionnelle.

Salut et fraternité (5).

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre en allemand à Jan Frankel.

(2) Le Dr Ante Ciliga (cf. n. 6, p. 235).

(3) Willi Schlamm (1904-1978) avait adhéré aux J.C. d'Autriche dès leur fondation et en avait été le président en 1923-1924, avant de devenir l'un des dirigeants du P.C. autrichien et rédacteur en chef de *Die Rote Fahne*. Membre de l'opposition brandlérienne, il avait été exclu en 1929 et avait fondé la K.P.O. autrichienne dont il s'était séparé en 1932. Journaliste de grand talent, il avait dirigé en 1933-1934 *Die Neue Weltbühne*, et, après une rencontre avec Trotsky à Paris, l'avait ouverte à ce dernier.

(4) Weiss était le pseudonyme d'Oskar Seipold (cf. n. 2, p. 202).

(5) En français dans le texte.

**[POUR LA DÉFENSE RES RÉVOLUTIONNAIRES
EN U. R. S. S.] (1)
(24 décembre 1935)**

Très cher Camarade,

Le porteur de cette lettre (2) a passé plusieurs années dans les geôles de Staline. La plus grande infâmie de notre époque, c'est le silence des organisations ouvrières sur les crimes de la bureaucratie stalinienne. Ce n'est que le revers de leurs tendances capitulardes devant le fascisme. Il est temps en revanche que ceux qui n'ont été ni abusés ni corrompus ni directement soudoyés par la bureaucratie soviétique élèvent leurs voix en faveur des révolutionnaires qui sont les victimes héroïques de la caste bonapartiste. Ne pensez-vous pas que vous devriez en être ? Il s'agit là, à mon avis, d'un combat systématique et opiniâtre, mais qui pourrait ouvrir pour l'Europe elle-même des perspectives d'une importance considérable.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre en allemand à Willi Schlamm (cf. n. 3, p. 232).

(2) Il s'agit vraisemblablement de Ciliga.

**[LEÇONS DE L'HISTOIRE DE LA CARTE
POSTALE] (1)**
(24 décembre 1935)

Cher Camarade Scheflo (2),

J'ai lu avec beaucoup de plaisir votre réponse aux staliniens locaux (3). J'estime nécessaire de vous parler des faits suivants :

Les staliniens français et norvégiens — je le sais par des sources dignes de confiance — ne voulaient pas s'occuper de cette sombre affaire, bien que ces gens-là ne soient pas en général très raffinés (4). Mais ils ont été obligés de le faire. Ainsi, par exemple, Moscou a dit au comité exécutif norvégien que, dans le cas où il se produirait « quelque chose », eux — les pauvres gens — devraient en porter toute la responsabilité. Finalement les pauvres diables ont décidé de rendre publique toute cette affaire stupide. Quel est l'objectif de Moscou ? Me calomnier, faire un scandale, faire peur aux partis bourgeois et rendre difficile mon séjour en Norvège.

Mais ce n'est pas là la leçon la plus importante dans cette

(1) Archives James P. Cannon. Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Le document conservé dans ces archives n'est pas l'original, rédigé en allemand, mais une traduction anglaise (« légèrement condensée », selon une mention manuscrite), et c'est à partir de cette dernière qu'a été faite la traduction française. La lettre était adressée à Olav Scheflo.

(2) Olav SCHEFLO (1883-1959), dirigeant du D.N.A. avant la guerre, avait été l'un des animateurs de l'aile gauche de ce parti et partisan de l'adhésion à l'I.C. : il avait été délégué aux 2^e, 3^e et 4^e congrès de l'I.C. Il avait été très actif dans les démarches pour l'obtention du visa de Trotsky et entretenait avec lui de bonnes relations. Il était journaliste à Kristiansand.

(3) C'était le 12 décembre qu'*Arbeideren*, le journal du P.C. norvégien avait publié son attaque sous le titre : « L'auxiliaire de Trotsky, Fred Zeller, appelle au meurtre de Staline. Les ouvriers norvégiens toléreront-ils cette agitation ? ». Olav Scheflo leur avait vertement répondu dans l'éditorial du *Sørlandet* du 15 décembre.

(4) La seule mention de l'affaire de la carte postale par *L'Humanité* en 1935 se trouve dans son numéro du 17 novembre, où il est question de la session de l'I.C.J. à Moscou et du compte rendu de Raymond Guyot, déjà présenté au C.C. des J.C., ainsi que de celui qui doit l'être

affaire de la carte postale. Toute personne qui pense peut se dire : « Si ces gens essaient de présenter une carte postale puérile comme un instrument terroriste, que font-ils en ce domaine en Union soviétique où personne ne peut les contrôler ? » Si Zeller avait été arrêté en Russie, il aurait été fusillé dans les vingt-quatre heures comme membre d'une organisation terroriste.

L'histoire de Zeller éclaire l'affaire Kirov, où des dizaines de personnes qui n'avaient rien à voir avec cette question ont été fusillées. Zinoviev et Kamenev ont été condamnés à dix ans de prison. Seulement parce que, en 1932, ils avaient tenus des propos réservés sur la politique de collectivisation et parce que le jeune terroriste Nikolaïev (5) venait de l'opposition de Leningrad de 1926, laquelle comptait 10 000 membres. Vous savez sans doute que je n'ai aucune sympathie personnelle pour Zinoviev ou Kamenev. Mais je pense que c'est une honte intolérable que les organisations ouvrières du monde entier gardent le silence sur cette affaire pour des raisons de commodité. Cette tendance à la paresse n'est que le revers de la tendance à la capitulation devant le fascisme.

Le camarade yougoslave Ciliga (6), après avoir passé cinq

à une assemblée général parisienne. Au premier rang des tâches fixées aux J.C. il y a, selon l'orateur, « en premier lieu, liquider l'influence des trotskystes » ; il précise : « leur chef actuel, Fred Zeller, a écrit : "Trotsky seul a raison. A mort Staline !" » Mais ni cet article, ni le texte du message de Maurice Thorez à cette assemblée ne présentent l'affaire sous l'angle d'un « complot » pour assassiner Staline.

(5) Leonid NIKOLAÏEV (1904-1934) était le jeune communiste de Leningrad qui avait assassiné Kirov.

(6) Ante CILIGA, né en Croatie (en 1896) mais Italien de nationalité depuis les traités de paix, avait adhéré en 1918 au parti socialiste de Croatie et en 1920 au P.C. yougoslave. A partir de 1922, il avait travaillé dans son appareil, à Prague, puis à Vienne. Il était entré en 1925 au bureau politique du P.C.Y. Expulsé de Yougoslavie en 1926, il était devenu membre du bureau à l'étranger du P.C.Y. qu'il représentait au secrétariat balkanique de l'I.C. Sympathisant de l'Opposition de gauche en 1927, il ne l'avait rejointe qu'après sa suppression et avait constitué en 1929 un groupe clandestin comprenant plusieurs dirigeants de l'émigration communiste yougoslave. Sanctionné pour ses positions politiques, il avait été muté en octobre 1929 comme professeur à l'université communiste de Leningrad. Arrêté en mai 1930 pour son activité dans l'Opposition de gauche, il avait été condamné en octobre à trois ans de prison qu'il avait purgés à l'isolateur de Verkhnéouralsk. Condamné administrativement par le G.P.U. à deux années supplémentaires à l'expiration de sa peine, il avait été déporté à Irkoutsk. En 1935, utilisant, semble-t-il, le fait qu'il était de nationalité italienne et s'appuyant sur une grève de la faim, il avait obtenu l'autorisation de quitter l'U.R.S.S. Arrivé à Prague, il avait pris aussitôt contact avec Jan Frankel, et, à travers lui, avec Trotsky (cf. p. 221).

ans dans les prisons de Staline, vient d'arriver sur le continent. Il a écrit sa première lettre sur les crimes de la bureaucratie stalinienne. Dès que je l'aurai en allemand, je vous l'enverrai. Du coup, le sens de la campagne à propos de la carte postale est d'illustrer la façon dont les staliniens mènent une guerre bactériologique contre la conscience du prolétariat mondial. Des technologues m'ont expliqué à quel point le phosphore qui se trouve dans le métal est nuisible à la qualité du fer. Ils disent : « le phosphore est la syphilis du fer ». Avec même raison on peut dire : le stalinisme est la syphilis du mouvement ouvrier mondial.

[LA FAUTE LA PLUS GRAVE] (1)
(26 décembre 1935)

Cher Camarade Rous,

L'idée même de changer le secrétaire maintenant, pendant la lutte avec la clique de Molinier (2), me paraît incroyable. Et le fait qu'il y a des camarades qui commencent à s'en occuper est bien inquiétant. Je crois, autant que je puis juger d'ici, qu'un changement de ce genre ne serait guère possible avant une nouvelle conférence nationale, sauf quelque force majeure.

La question personnelle. Il m'a (toujours) semblé et il me semble maintenant encore que le camarade Naville (3) est le moins indiqué comme secrétaire d'organisation malgré ses qualités indiscutables. Dans une de mes lettres à Naville, je lui ai conseillé la collaboration loyale avec vous. Il m'a répondu que cela correspond tout à fait à son propre dessein. Or cela m'étonnerait si l'initiative du changement appartenait à Naville.

Il est vrai que, dans la lettre sus-mentionnée, j'ai dit à peu près : « malgré les fautes commises par le camarade Rous ». On ne peut pas travailler sans commettre de fautes. Nous en commettons tous en quantité. En tout cas, la faute la plus grave a été de s'opposer à la campagne systématique en faveur du nouveau parti et de la IV^e Internationale. C'est la confusion sur cette question qui a permis la préparation du complot Molinier-Frank.

C'est d'ailleurs une idée tout à fait stalinienne que de croire que le secrétaire est le « chef » du parti. Lénine n'a jamais été secrétaire, bien qu'un chef indiscutable. Marx avait aussi été en

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard. Documents d'exil 9 962, original en français.

(2) Rous était alors secrétaire du G. B. L.

(3) Pierre NAVILLE (né en 1904), l'un des pionniers de l'Opposition de gauche en France, avait fait scission l'année précédente et formé un groupe indépendant qui éditait *La lutte de classes* et militait au sein de la S. F. I. O. Entré peu après le G. B. L., il s'était réuni avec lui depuis quelques mois.

son temps le chef de la I^e Internationale en occupant le poste bien modeste de secrétaire de la section allemande. Les chefs ne se laissent pas nommer. Ils se forment et s'éduquent avec l'organisation tout entière [Tranmael (4)], le chef du parti norvégien, par exemple, n'est ni président du gouvernement, ni secrétaire du parti, ni même député, seulement rédacteur de l'organe central). Votre direction, autant que je puisse en juger, ne peut pas ne pas être collective. La prétention de nommer un « chef » est absurde. L'idée même démontre quelle confusion a introduite dans les esprits la dégénérescence bureaucratique du Comintern. Vous savez bien que ce n'était pas moi qui vous avais proposé comme secrétaire : je ne vous connaissais même pas. D'ailleurs ce n'était pas mon affaire. Mais j'ai gagné l'impression et cette impression reste totale, que vous êtes le meilleur secrétaire de tous ceux qu'ait jamais eus la section française.

La IV^e Internationale

Il y a en fait deux questions : a) l'attitude du G.B.L., b) le plan de campagne dans les jeunesses.

Sur le premier plan, nous devons être absolument intransigeants et *ultimatistes*. Il ne s'agit pas de s'occuper des fautes d'hier [le rapport Rousset (5)] mais il faut établir nettement que, dès maintenant, celui qui ne veut pas lutter ouvertement et systématiquement pour la IV^e doit quitter les rangs du G.B.L.

Quant à nos procédés dans l'Entente, le moindre ultimatum n'est pas permis : il faut informer, instruire, expliquer et convaincre la majorité, il faut tolérer une minorité hésitante ; le plan de cette campagne doit être adapté à l'état d'esprit des jeunes (et les fautes d'hier entrent malheureusement dans cet état d'esprit). Même l'ombre d'une violation de l'organisation doit être évitée. Mais en même temps, il ne faut permettre à aucun des B.L. de se couvrir de « l'état d'esprit des jeunes » pour se dérober devant son devoir qui est de faire parmi les jeunes la propagande ouverte et systématique en faveur de la IV^e.

(4) Martin TRANMAEL (1879-1967), leader de la gauche du D. N. A. qui avait conduit ce parti à l'adhésion à l'I. C. en 1919, puis à la rupture en 1923, conduisant vers la social-démocratie son parti dont il était resté le chef incontesté.

(5) David ROUSSET (né en 1912) était membre de la direction des J. S.

[DEMANDE DE CONGÉ POLITIQUE] (1)

(27 décembre 1935)

Cher ami,

Je vous adresse les copies de trois lettres qui se rapportent à la situation dans le comité central de la section française. Prière de transmettre confidentiellement ces lettres aussi à Théodore (2). Il faut sans attendre lui faire pleinement sentir qu'on ne se fait aucune illusion sur ses talents d'organisateur. Mais il ne doit en aucune manière avoir l'impression fallacieuse que j'aurais reçu des doléances de la part de Rous, etc. Tout au contraire. On devrait conseiller à Rous de s'expliquer amicalement avec Naville, de façon à préserver le statu quo jusqu'à la conférence nationale. Il faut donc préparer la conférence dans un sens bien précis ; c'est-à-dire non seulement sans aucune concession à l'égard de Molinier et de sa clique, mais aussi de façon à neutraliser les côtés négatifs de la clique Naville.

On doit discuter en privé avec chaque camarade et lui exposer les qualités des camarades dirigeants. Naville a des capacités analytiques et littéraires, mais aucune dans le domaine de l'organisation. C'est tout le contraire : aucune initiative révolutionnaire et absolument aucun sens des questions organisationnelles. Les capacités théoriques et journalistiques de Naville ne peuvent être utilisées avantageusement que s'il siège dans le comité central un groupe compétent de véritables organisateurs.

On devrait — à mon avis — observer d'un peu plus près Rousset et lui faire comprendre par des moyens appropriés qu'une organisation révolutionnaire impose des obligations im-

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard. Documents d'exil, 10 135. Double à Léon Sedov. Traduit de l'allemand. La lettre est adressée en réalité à Léon Sedov et la formule « cher ami » est une formule de « clandestinité ».

(2) Il semble que « Théodore » désigne ici Rudolf Klement.

portantes, auxquelles on ne peut satisfaire avec un mélange d'opportunisme et d'anarchisme.

La même chose vaut pour notre cher Craipeau (3) bien qu'il soit d'une valeur bien supérieure.

Théodore — en accord avec Rous, naturellement — pourrait, si nécessaire, intervenir efficacement dans cette affaire délicate, mais...

Le plus important, c'est que Naville puisse comprendre qu'on l'estime beaucoup, qu'on veut rester très amical à son égard, mais qu'on ne tolérera pas de sa part la moindre trace de « moliniérisme ».

P.S. Il est absolument nécessaire que je dispose d'un « congé » d'au moins quatre semaines, ce qui signifie que les sections, Théodore, etc. ne s'adressent plus à moi par lettre. Naturellement s'il se passe quelque chose d'extraordinaire, on peut faire une exception. Sinon il est exclu que je puisse être à nouveau en état de travailler. Car toutes ces répugnantes vétilles ne me privent pas seulement de la possibilité de m'occuper de choses plus sérieuses, mais elles me procurent aussi insomnie, fièvre, etc... Le contact doit évidemment être maintenu avec Braun en tant qu'ami de Théodore, à condition toutefois que Braun ne me demande pas conseil. *Prière d'exécuter tout cela avec le maximum de rigueur.* Je serai ensuite — disons le premier février — à nouveau peut-être à votre disposition.

(3) Yvan CRAIPEAU (né en 1911) avait adhéré à l'Opposition de gauche en 1928, puis milité au sein des J. C. en Vendée, puis à Paris. Membre du C. C. de la Ligue communiste en 1930, il avait été exclu des J. C. en 1933, et était devenu le principal dirigeant des jeunesses léninistes puis, en 1934, membre de la commission exécutive des J. S. de Seine-et-Oise et du comité national mixte. Il était membre du C. C. du G. B. L. Ses désaccords avec Trotsky sur la nature de l'U. R. S. S. étaient bien connus de Trotsky, avec qui il en avait discuté dans le mois qu'il avait passé auprès de lui à Saint-Palais à son arrivée en 1933. Trotsky lui avait déjà plusieurs fois reproché de ne pas s'exprimer dans des textes de discussion.

[POUR UNE EXPLICATION LUCIDE] (1)

(30 décembre 1935)

Camarade Vereeken,

Vous n'avez pas répondu à ma dernière lettre. Je vous posais une question très précise : quels groupes non entristes soutenez-vous ? Quelles sont vos liaisons internationales ? Nous avons le droit de vous le demander : vous, vous connaissez très bien nos affiliations internationales, tandis que nous, nous ne connaissons pas les vôtres. En outre, c'est une question de travail en commun conforme à votre propre suggestion.

Autant que je puisse en juger d'ici, le « chapitre P.O.B. » de notre section belge est en train d'approcher de sa conclusion. Nous comptons bien que notre groupe sortira beaucoup plus fort qu'il n'est entré. A partir du moment des exclusions — lequel semble avoir été rapproché par la perfide trahison de Godefroid (2) — la question du nouveau parti devra être posée. Il faut s'y préparer. Il faut que le terrain ait été déblayé par une explication lucide. C'était le but de ma dernière lettre. J'attends votre réponse avec le plus vif intérêt.

(1) Archives Vereeken, Bruxelles. Lettre à Vereeken, en français.

(2) Fernand Godefroid, qui était le dirigeant des J.G.S. belges, était en train de prendre ses distances vis-à-vis de ceux de ses anciens camarades qui animaient l'A.S.R. et dénonçait l'influence des « trotskystes » dans leurs rangs. En fait, il était de ceux que le tournant de l'I.C. avait ramenés vers une politique d'union nationale colorée par l'antifascisme.

**[LES LEÇONS DE L'ENTRÉE DANS LA
S. F. I. O.] (1)**
(30 décembre 1935)

Chers Camarades,

[...] Il est inutile de procéder à une analyse des conditions dans lesquelles s'est accomplie l'entrée dans le parti socialiste. Non seulement parce qu'il faudrait connaître de beaucoup plus près les circonstances concrètes du mouvement ouvrier de votre pays (2), mais surtout parce que les résultats du travail des bolcheviks-léninistes au sein des organisations réformistes-centristes ne dépendent pas tellement de clauses statutaires, mais de l'esprit qui anime nos propres amis, de leur fermeté, de leur cohésion interne, de leur capacité à s'opposer implacablement aux influences centristes démoralisatrices.

C'est précisément de ce point de vue que l'expérience française revêt la plus grande importance. Le défenseur le plus zélé de l'entrée dans la S.F.I.O. était R. Molinier. A cette époque, il la préconisait déjà avec des arguments *opportunistes* (« Vive l'unité organique », etc.). Néanmoins, ce pas était non seulement nécessaire, mais salutaire. Avant son entrée, la section française était dans un état de complète stagnation. Les adversaires de l'entrée étaient précisément ceux qui se satisfaisaient de ce que le groupe végétait passivement, et qui commençaient à s'adapter de façon de plus en plus opportuniste, au front unique, de l'extérieur. La scission et ses conséquences ultérieures ont évidemment nui aux résultats politiques de l'entrée. Malgré cela, tout le monde, y compris les adversaires d'hier, a dû admettre que la décision prise était juste. Les sept ou huit premiers mois de l'activité des bolcheviks-léninistes au sein de la

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 4, novembre 1935, surchargé « n° 5, janvier 1936 ». Extrait en français d'une lettre signée Crux sans indication de destinataire.

(2) Les mots « votre pays » suggèrent que la lettre était adressée à la direction d'une section nationale.

S.F.I.O. ont été leur meilleure période. Pour la première fois, ils avaient la possibilité de porter leur analyse et leurs mots d'ordre devant un auditoire plus large, de mesurer leur propre supériorité marxiste sur leurs adversaires et de reconnaître en même temps leurs propres insuffisances de tactique et d'organisation, et d'aller de l'avant à travers une pratique nouvelle. Le point culminant a été le congrès de Mulhouse. Pour la jeunesse, cette période de « prospérité » a duré plus longtemps et a donné des résultats bien meilleurs.

Mais voici que se produisit un tournant. La bureaucratie avait su justement apprécier le danger que constituait notre groupe. Déjà, à Mulhouse, Léon Blum avait dit qu'il était prêt à réaliser « l'unité organique » sans les bolcheviks-léninistes (3). Cet avertissement effraya les éléments — autour de R. Molinier — qui, exaltés par les succès initiaux, s'étaient imaginés avoir devant eux une longue perspective d'activité sans histoires au sein du parti réformiste. Et ce sont précisément ces éléments qui, prenant appui sur nos nouveaux alliés ou demi-alliés de droite, commençaient précisément à exercer une très grande influence sur la ligne politique de notre groupe. Tous les avertissements et toutes les exhortations — qui n'ont vraiment pas manqué — sont restés pour un temps sans réponse.

A cela est venu s'ajouter un facteur d'une importance décisive : le danger de guerre. La vague social-patriotique, considérablement renforcée par la trahison des staliniens, donnait à l'appareil de la S.F.I.O. la possibilité d'exercer sur la gauche traditionnelle une pression déçuplée. Zyromski, dirigeant de la « gauche » traditionnelle, avait élaboré, en collaboration avec le chef menchevik Dan (4), des thèses social-patriotiques sur la guerre et s'était fait en même temps le défenseur du stalinisme au sein de la S.F.I.O., publiquement. Après quelques hésitations (par exemple, il déclarait : « la lutte contre le "trotskysme" est le signe d'une tendance réactionnaire »), le centriste de gauche Marceau Pivert s'est également révélé être un sapiste, c'est-à-dire

(3) Au cours du congrès de Mulhouse de la S.F.I.O., Léon Blum avait répondu à Molinier, qui parlait au nom des B.L. : « Camarade Molinier, je vous dirai sans aucune espèce de ménagement ni de précaution oratoire que, si l'unité organique pouvait s'établir entre les communistes et nous, et que cette unité laissât en dehors d'elle-même le petit groupe où vous figurez, j'en prendrais aisément mon parti. »

(4) Fedor I. GOURVITCH, dit DAN (1871-1947), médecin, dirigeant menchevik, avait été expulsé d'U.R.S.S. en 1921. Il dirigeait à Paris le journal *Sotsialisticheski Vestnik* (Courrier socialiste), et avait rédigé en 1935 avec Otto Bauer, Amédée Dunois et Jean Zyromski des thèses sur *L'Internationale et la Guerre*.

l'ennemi le plus invétéré des B.L. et de leur programme, pour le compte de la clique social-patriotique dirigeante. Par l'intermédiaire de ses amis radicaux, la bourgeoisie faisait savoir à M. Léon Blum que, dans les questions qui touchaient à la guerre et à la paix, elle n'acceptait pas la plaisanterie. Léon Blum lui-même le fit savoir à la gauche. Au congrès de Lille (juillet 1935), commencèrent les exclusions de B.L.

A ce moment, sinon plus tôt, notre groupe aurait dû comprendre qu'aucun tour de prestidigitation ne pouvait plus nous sauver de l'attaque combinée des appareils bourgeois et social-patriotes. La seule consigne était : *offensive révolutionnaire implacable contre les appareils de trahison, sous le drapeau de la IV^e Internationale.*

Si cette politique, la seule juste, avait été appliquée sans hésitation au cours des six derniers mois, de façon conséquente et courageuse, la section française serait aujourd'hui dans une position incomparablement meilleure qu'elle ne l'est actuellement. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. C'est précisément à ce moment-là que le groupe opportuniste autour de R. Molinier a conquis une influence foncièrement néfaste en prenant appui sur l'inertie psychologique de la première période, déjà close ; en préconisant et en justifiant adaptation et concessions ; glissant de plus en plus vers la droite, il a fini par trahir ouvertement. Ce n'est qu'à ce moment-là que la majorité du groupe s'est ressaisie.

Instinctivement, le groupe des jeunesses avait suivi, depuis Lille, une ligne beaucoup plus intransigeante, et, par conséquent, plus juste. Mais il avait été systématiquement saboté et partiellement démoralisé par le groupe Molinier.

Nous en sommes aujourd'hui à la fin de cette deuxième période. Il n'est pas encore possible de dresser un bilan exact. Mais une chose, au moins, peut être dite avec une certitude absolue : en dépit de deux scissions, l'une lors de l'entrée et l'autre lors de la sortie, en dépit aussi de fautes et d'hésitations importantes, le groupe a terminé le chapitre S.F.I.O. avec un bénéfice important et indiscutable. Il a augmenté numériquement ; il a maintenant une organisation de jeunesse importante ; il a appris comment sortir un hebdomadaire de masse et, ce qui est peut-être plus important encore, il a acquis une expérience pratique précieuse.

Les camarades peuvent tirer de l'expérience française d'importantes leçons :

1. L'entrée dans un parti réformiste-centriste n'implique pas par elle-même une perspective à long terme. Il ne s'agit

que d'une étape qui, dans certaines conditions, peut se limiter à un épisode.

2. La crise et le danger de guerre ont un double effet. D'abord, ils créent les conditions dans lesquelles l'entrée elle-même devient de façon générale possible. Mais, d'un autre côté, ils forcent l'appareil dirigeant, après quelques oscillations violentes, à recourir à l'exclusion des éléments révolutionnaires — de même que la classe dirigeante, après de longues hésitations, se voit contrainte de recourir au fascisme.

3. L'entrée, actuellement, une année après l'entrée en France — et quelle année ! — peut ne pas être très longue. Mais cela n'en diminue en rien l'importance : en peu de temps, on peut effectuer un pas en avant important. Seulement, ce qu'il faut, surtout à la lumière de l'expérience française, c'est nous affranchir nous-mêmes de toute illusion, savoir reconnaître à temps l'attaque de la bourgeoisie contre la gauche et nous en défendre non par des concessions, non en jouant à cache-cache, mais par une offensive révolutionnaire.

4. Ce qui vient d'être dit n'exclut nullement l'obligation pour nous de nous « adapter » aux ouvriers qui sont dans les partis réformistes en leur enseignant des idées nouvelles dans une langue qu'ils comprennent. Au contraire, cet art-là, il faut l'apprendre le plus vite possible. Mais, sous le prétexte d'atteindre la base, il ne faut pas faire de concessions de principe aux sommets centristes et centristes de gauche — comme le S.A.P., qui, au nom des « masses », se met à plat ventre devant les réformistes.

5. Consacrer la plus grande attention à la jeunesse.

6. La condition décisive du succès, au cours de ce nouveau chapitre, demeure la cohésion idéologique, dans la fermeté et la clairvoyance, en ce qui concerne toute notre expérience internationale (5).

(5) Le bilan de l'entrée dans la S.F.I.O. dressé ici par Trotsky montre que la lettre s'adresse à une section sur le point d'entrer ou en cours d'entrée dans un parti socialiste. Comme il ne s'agit pas d'une lettre au W.P.U.S., on peut penser que la lettre est adressée au groupe bolchevik-léniniste de Pologne qui avait décidé l'entrisme, partie dans le P.P.S. et partie dans le Bund, au mois de novembre, et commençait à le réaliser après avoir posé la question en commençant publiquement la discussion avec leurs dirigeants dans deux meetings publics (témoignage de Stefan Lamed).

[L'INFORMATION SUR L'U. R. S. S.] (1)
(31 décembre 1935)

Au cours de la dernière période, des camarades de divers pays se sont plaints du manque d'articles généraux sur l'U.R.S.S. Nous allons prendre des mesures énergiques pour y remédier dans la prochaine période. Le camarade Markine (2) a été chargé de mettre sur pied un service de presse spécial pour traiter de ces questions (3). Il a déjà été préparé par un premier article sur le mouvement stakhanoviste (4). Cet article repose sur une documentation très importante et, à mon avis, donne une image tout à fait correcte du caractère et du rôle de ce mouvement que les staliniens glorifient non seulement sans formuler la moindre critique, mais aussi de façon tout à fait malhonnête. Je voudrais attirer l'attention des camarades sur cet article.

(1) *Service de Presse*, L.C.I., 5 janvier 1936. Communiqué signé Crux, dicté en français.

(2) MARKINE était le pseudonyme de Léon Sedov, principal responsable de l'édition du *Biulleten*. Le choix de ce pseudonyme était sentimental : il évoquait la mémoire du marin révolutionnaire Nikolai G. MARKINE (1893-1918), que Trotsky mentionne dans les pages de *Ma Vie* consacrées au lendemain de la révolution d'Octobre.

(3) *Le Service d'Information et de Presse sur l'U.R.S.S.* devait sortir son premier numéro, sous l'égide du S.I., avec la date du 12 juin 1936.

(4) Le mouvement stakhanoviste, du nom d'un de ses premiers « héros », le mineur Alexei G. STAKHANOV (1906-1976), constituait un système de concurrence et d'émulation pour l'accroissement de la productivité au moyen de primes élevées pour les « héros du travail ». Il contribuait à la consolidation d'une aristocratie ouvrière et à l'accroissement des inégalités entre travailleurs. L'article de Sedov, sous le pseudonyme de N. Markine, fut d'abord publié dans *New International*, de février 1936. L'un des collaborateurs de Sedov au *S.I.P. sur l'U.R.S.S.*, chargé d'un article sur « les fascistes russes » était l'étudiant en médecine Mordka ZBOROWSKI (né en 1908), dit ETIENNE, dit MARC, dont on ne devait apprendre que plus de douze ans plus tard qu'il était un provocateur infiltré par le G.P.U. dans l'entourage de Sedov.

[PRUDENCE !] (1)
(31 décembre 1935)

Cher Ami,

J'espère que le camarade C(iliga) (2) a bien reçu ma seconde grande lettre rédigée en russe. Je voudrais ici, par votre entremise, attirer l'attention du camarade C(iliga) sur la nécessité de sa part d'une extrême prudence.

Il est absolument indubitable que C(iliga) est dès à présent l'objet de la surveillance la plus attentive de l'agence du G.P.U. à l'étranger et que ces canailles vont tout mettre en œuvre, avec l'aide de leurs mercenaires à l'intérieur du soi-disant parti communiste, pour le compromettre, l'impliquer dans toutes sortes d'histoires lamentables, le dénoncer à l'ennemi, etc. Vous savez peut-être déjà quelle campagne internationale ces canailles ont machinée en se servant d'une carte postale de potache de F. Zeller. Pour eux, C(iliga) est maintenant *beaucoup plus important* : ils chercheront forcément d'abord à justifier leur comportement de tortionnaires à son égard et tenteront, à travers lui, de nous compromettre tous. *D'où la plus grande prudence*, dans la correspondance comme dans les relations personnelles.

(1) Archives James P. Cannon. Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre en allemand à Jan Frankel.

(2) Sur Ciliga, cf. n. 6, p. 235. On peut penser qu'à la suite des premiers échanges, les inquiétudes de Trotsky quant à la personnalité de Ciliga lui-même étaient quelque peu apaisées, mais que ses inquiétudes quant au projet du G.P.U. en étaient avivées d'autant.

ANNEXES

OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS

- ABOSCH Heinz. — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk.* — (Zusammengestellt von), Munich, Carl Hanser Verlag, 1973. — 156 p.
- ALEXANDER Robert J. — *Trotskyism in Latin America.* — Hoover Institution Publications, Stanford University, 1973. — 304 p.
- ALLES Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Troztkisten ab 1930.* — Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- BROCKWAY Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament.* — London, Allen and Unwin, 1942. — 352 p.
- CANNON James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant.* — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CORVISIERI Silverio. — *Trotsky e il comunismo italiano.* — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU Yvan. — *Le mouvement trotskyste en France.* — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE Nadya. — *Onstaan en aktie van de Trotskistische beweging in België (1928-1935).* — Thèse, Fakulteit Letteren en Wijsbegeerte, 1976.
- DEUTSCHER Isaac. — *Trotsky. T. 3, Le prophète hors la loi (L'exil).* Paris, Julliard, 1965. — 704 p.
- DOWSE Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940).* — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik.* — Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940).* — Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978. — VII-418 p.
- GUÉRIN Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant.* — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky.* — Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme.* — Paris, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1977. — 296 p.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, OCTOBRE-DECEMBRE 1935

- KASTRITIS Kostas. — *Istoria tou Mposebikismou trotskysmou stèn Ellada*. — Ekdoscis « Ergatikès Protoporeias », s.l.n.d.
- KAWECKA Krystyna. — *Niezalezna socjalistyczna partia pracy (1921-1937)*. — Warszawa, Ksiaskha i Wiedza, 1969. — 356 p.
- KELLER Fritz. — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Troztkisten und andere Gruppen 1919-1945*. Wien, Europa Verlag, 1978.
- MENDL (Stockfish) Hersch. — *Zichrones fun a yidischen revolutsio-ner*. Tel Aviv, 1959.
- MYERS Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn.) Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PAGES Pelai. — *El movimiento trotskista en Espana (1930-1935). La Izquierda comunista de Espana y las disidencias comunistas durante la segunda Republica*. — Barcelona, Ediciones Penin-sula, 1977. — 312 p.
- PERTHUS Max (P.P. van't HART). — *Henk Sneevliet, Revolutio-nair-socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976.
- PLUET Jacqueline. — *Prolétariat et avant-garde. Les étapes du mouvement trotskyste en France de 1929 à 1944*. — Thèse de 3^e cycle, Paris I, 1975.
- PLUET-DESPATINS Jacqueline. — *La presse trotskyste en France de 1926 à 1968. Essai bibliographique*. — Editions de la Maison des Sciences de l'Homme. Presses universitaires de Grenoble, 1978. — 198 p.
- RABAUT Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 416 p.
- RETZLAW Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerun-gen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Verlag Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- ROSENTHAL Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE Victor. — *Vie et mort de Léon Trotsky*. — Paris, Maspero, 1973.
- SINCLAIR Louis. — *Léon Trotsky: a bibliography*. — Stanford, Hoover Institution Press, 1972. — 1092 p.
- STINAS A. — *Anamnis. [Soixante ans sous le drapeau de la révo-lution socialiste]*. 2 vol. 1977-1978. — 256 p., 268 p.
- THALMANN Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes Moskau/Madrid/Paris*. — Ham-burg, Association Verlag, 2^e éd. 1977. — 398 p. (Traduction française à paraître à La Pensée sauvage).
- TICHELMAN Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*. — Amsterdam, Van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN Karl-Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D. - Opposition » (K.P.O.). Eine organisationssoziologische Unter-suchung zur « Rechts » - Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*. — Meisenheim an Glan, Anton Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p. (Arguments. 31.)

LEON TROTSKY, ŒUVRES, OCTOBRE-DECEMBRE 1935

- TROTSKY Léon. — *Œuvres 1, mars-juillet 1933. — Œuvres 2, juillet-octobre 1933. — Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934. — Œuvres 4, avril-décembre 1934. — Œuvres 5, janvier-juin 1935. — Œuvres 6, juillet-septembre 1935.* — Paris, E. D. I., 1978, 1979, 320 p., 320 p., 360 p., 368 p., 392 p., 300 p.
- TROTSKY Léon. — *La Révolution espagnole 1930-1940.* Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon. — *Writings.* — Edités par George Breitman et autres. — New York, Pathfinder Press, 12 volumes. — Vol. 1933-34, 1972, 380 p. Vol. 1934-1935, 1971. — 416 p.
- USTVEDT Yngvar. — *Verdensrevolusjonen pa Honefoss En beretning om Leo Trotskij's Opphold i Norge.* — Oslo, Gyldendal Norsk Forlag, 1974, 248 p.
- VEREKEN Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, la Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942).* — Université Zurich, 1979. — 190 p.
- WEBER Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 2 vol. I, 466 p., II, 228 p.
- ZELLER Fred. — *Trois points c'est tout.* — Paris, Laffont, 1976, 316 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Action socialiste révolutionnaire* (Belgique), 40.
Arbeideren, 216, 234.
Avant-Garde (L'), 216.
- Batalla (La)*, 33.
Bataille socialiste (La), 90, 117, 152, 153, 187.
Bilan, 115.
Bulleten Oppositsii, 97, 121, 220, 246.
Bulletin intérieur du G.B.L., 124, 128, 173, 177, 189, 201, 209, 228, 242.
Bulletin de la ligue communiste internationaliste, 25, 109.
Youth Bulletin, 144.
- Commune (La)*, 170, 171, 173, 175-180, 189-191, 197-199, 201, 209, 211, 212, 214, 223-226, 228, 229, 231.
- Emancipation (L')*, 229.
- Fourth international*, 71.
- Humanité (L')*, 24, 52-54, 57, 72, 93, 177, 182-184, 218, 229, 234.
- Informations-Dienst*, 202.
Internationale (L'), 42.
International News, 112.
- Liberator (The)*, 168.
Lutte finale (La), 22A.
Lutte ouvrière (La), 97.
- Masses*, 168.
Youth Militant, 134.
Monthly Review, 160.
Mot Dag, 118.
- Neue Front (Die)*, 50.
Neue Weltbühne (Die), 232.
New International (The), 105, 134, 247.
New Leader (The), 136, 137.
New York Times, 168.
Novaia Jizn, 66, 125.
- Œuvre (L')*, 224.
- Populaire (Le)*, 49, 143, 182, 184.
Prolétaire d'Avant-Garde (Le), 42.
- Que Faire ?*, 41, 42.
- Révolution*, 61, 62, 69, 89, 125-127, 130, 132, 171, 179, 191, 209, 211, 212, 217, 220, 230.
Révolution prolétarienne (La), 58.
Revolutionary Socialist Bulletin, 150.
Rood gardist (De), 32.
Rote Fahne (Die), 232.
Rote Front, 213.
- Service d'Information et de Presse sur l'U.R.S.S. (S.I.P.)*, 246.
Service de Presse, L.C.I., 246.
Socialist (De), 44.
Soerlandet, 234.
Sotsialisticheski Vestnik, 243.
Spartacus (Belgique), 31, 38, 115, 117.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, OCTOBRE-DECEMBRE 1935

Temps (Le), 72, 74, 75.
Tremonia, 229.

Unser Wort, 202, 205, 225.

Vanguard, 154.

Vérité (La), 41, 42, 52, 61, 70,
89, 125, 126, 128-130, 133,
171, 179, 181, 190, 211, 218,
227, 231.

Vie ouvrière (La), 218.

Voix communiste (La), 38.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ACKERKNECHT Erwin H., dit Eugen BAUER, 43, 44, 45, 112, 113.
- ADOLPHE, cf. Rudolf KLEMENT.
- ALEXANDER Ken, cf. Kenneth JOHNSTONE.
- AMERY Leopold Charles, 140.
- ANGELL Norman, 140.
- ANTONOV-OVSEENKO Vladimir A., 122.
- ASCHER Jacques, 150, 151.
- ATLEE Clement Richard, 94.
- BADE Max de, 143.
- BALABANOV Angelica, 150.
- BALAY Georges, 130.
- BALDWIN Stanley, 57, 94, 138, 140, 159.
- BARDIN Alexis, 124.
- BASKY Louis, 116.
- BAUER Eugen, cf. Erwin H. ACKERKNECHT.
- BAUER Otto, 243.
- BÉRANGER, 219.
- BENES Eduard, 18.
- BERGERY Gaston, 199, 223.
- BERNSTEIN Eduard, 25, 45.
- BEVIN Ernest, 138.
- BIRNEY Earle, dit ROBERTSON, 17, 21, 23, 134-136, 141-148, 151-154, 158, 160, 161, 163, 165.
- BISSIENIEKS Georg, 53.
- BLADERGROEN, cf. Hendrik K. BOVENKERK.
- BLANQUI Auguste, 177.
- BLUM Léon, 29, 49, 57, 81, 90, 93, 98, 120, 132, 143, 153, 175, 182, 187, 189, 191, 211, 213, 226, 227, 230, 243, 244.
- BORDIGA Amadeo, 115.
- BOUBNOV Andréi S., 121.
- BOUISSON Fernand, 92.
- BOUKHARINE Nicolai J., 29, 55, 102, 106, 146, 147, 153.
- BOVENKERK Hendrik K., dit BLADERGROEN, 21, 44.
- BRAUN, cf. Erwin WOLF.
- BRIAND Aristide, 27, 28, 72-74, 82.
- BROCKWAY Archibad Fenner, 147.
- BROGLIE Jacques Albert de, 80.
- BROGLIE Léonce Victor de, 80.
- BRÜNING Henrich, 210.
- BRUPBACHER Fritz, 203.
- BURIAN Vladislav, dit RILKE, 221, 222.
- CACHIN Marcel, 93, 182, 187, 211.
- CANNON James Patrick, 108, 109, 110, 116, 161, 221, 232-234.
- CHANG KAI-CHEK, 225.
- CHOCHOY Bernard, 49, 92, 93.
- CILIGA Ante, 18, 21, 22, 217, 221, 222, 232, 233, 235, 247.
- CITRINE Walter Mc LELLAN, 100, 138, 143.
- GLAUSEWITZ Karl von, 137, 165.
- CLEMENCEAU Georges, 28, 74.
- CLYNES Joseph Robert, 138.
- CORVIN Mathias, 210.
- CRAIPEAU Yvan, 128, 240.
- CRIPPS Richard Stafford, 140, 142.
- CRUX, pseudonyme de TROTSKY, 25, 240, 247.
- CUDENET Gabriel, 181.
- DALADIER Edouard, 88, 92, 181, 210.

- DAN, Fedor I., GOURVITCH, dit, 243.
- DAUGE Walter, 114, 126.
- DÉAT Marcel, 26.
- DEDIC Mustapha, 217, 218.
- DE MAN Hendrik, 40.
- DESCARTES René, 74.
- DESNOTS Marcel Jean, dit Jacques, dit LE RICARD, 199, 223.
- DIMITROV Gueorgui, 129, 185.
- DOLLFUSS Engelbert, 159.
- DORIOT Jacques, 119, 151, 152, 199, 223, 228, 229.
- DOSTOIEVSKY Fiodor, 121.
- DOUMERGNE Gaston, 28, 92.
- DRAGIC Stanka, 217, 218.
- DUCLOS Jacques, 53, 54, 217.
- DUNOIS Amédée, 243.
- DURAND, cf. Léon SÉDOV.
- DZERJINSKY Félix E., 121.
- EASTMAN Max, 19, 105, 168, 169.
- EBERT Friedrich, 91, 143.
- EDEN Anthony, 18.
- EICHLER Willi, dit Martin HARDT, 205.
- ENGELS, Friedrich, 45, 93.
- EPE Heinz, dit Walter HELD, 19, 225.
- ERCOLI Ercole, cf. Palmiro TOLLIATI.
- ERDE Karl, cf. Karl GRÖHL.
- FALK Erling, 118.
- FAURE Paul, 98.
- FERRAT André, 41.
- FIELD B. J., cf. David GOULD.
- FISCHER Ruth, 23, 26, 115, 202.
- FLANDIN Pierre-Etienne, 28, 29, 92.
- FOL Robert, 216.
- FOSTER William Zebulon, 109.
- FRANK Pierre, 22, 23, 128, 173, 189, 190, 197-199, 224, 227, 228, 237.
- FRANKEL Jan, 17, 18, 20, 21, 206, 213, 221, 232, 235, 247.
- FRIED Eugen, dit CLEMENT, 27.
- FRIEDBERG Hans, cf. Karl GROHL.
- FUCHS Joseph, 150.
- GALLACHER William, 141.
- GANDHI Mohandas, 52, 56, 57.
- GEORGES II, 18.
- GHERLERTER Léon, 150.
- GILBERT Boris, cf. Boris GOLDENBERG.
- GLOTZER Albert, 109.
- GODEFROID Fernand, 211, 212, 241.
- GOLDENBERG Boris, dit GILBERT, 44, 49, 129, 153.
- GOMPERS Samuel, 100.
- GORKIN Julian, Garcia GOMEZ dit, 152.
- GORKY Maxim, PECHKOV dit, 66, 125.
- GORTER Hermann, 69.
- GOULD David, dit B. J. FIELD, 42, 43, 44, 117.
- GREEN William, 100.
- GROENER Wilhelm, 210.
- GRÖHL Karl, dit Karl ERDE, dit Hans FRIEDBERG, 203, 204, 205.
- GROVES Reg, 142.
- GRYLEWICZ Anton, dit ZEMANN, 213.
- GUESDE Jules, BAZILE dit, 91.
- GUYOT Raymond, 219, 234.
- HAILÉ SELASSIÉ, 196.
- HARBER Denzil D., 144, 145.
- HARDT, cf. Willi EICHLER.
- HEIJENOORT Jean van, 22, 131-133, 171.
- HELD Walter, cf. Heinz EPE.
- HENDERSON Arthur, 92, 94.
- HENNAUT Adhémar, 119.
- HERRIOT Edouard, 57, 58, 71, 72-88, 181, 187.
- HITLER Adolf, 85, 100, 107, 119, 158, 159, 166, 202, 210, 229.
- HIRO HITO, 166.
- HOARE Samuel, 18, 159.
- HOHENZOLLERN (dynastie des), 64-66.
- IAGODA Henrikh G., 54, 219.
- ILLITCH, cf. LÉNINE.
- IZARD Georges, 199, 223.

- Jaurès Jean, 72, 73.
 JOHNSTONE Kenneth, dit Ken
 ALEXANDER, 21, 23, 134,
 161.
 JOUHAUX Léon, 93, 95, 100, 230.
- KAGAN Georges, 41.
 KAGANOVITCH Lazare, 102.
 KAMENEV, Lev B. ROSENFELD dit,
 52, 53, 54, 59, 102, 103, 125,
 192, 218, 235.
 KAMENEV Sergei S., 87.
 KANT Emmanuel, 85.
 KHINTCHOUK Lev M., 99.
 KHROUCHTCHEV Nikita, 219.
 KIRCHHOFF Paul, dit EIFFEL, 44,
 45.
 KIROV, Sergei M. KOSTRIKOV,
 dit, 52-54, 219, 235.
 KLEMENT Rudolf, dit Adolphe,
 dit Théodore, 128, 170, 239
 240.
 KNUDSEN H. Jordis, 20.
 KNUDSEN Konrad, 18, 19, 23.
 KORNER David, dit BARTA, 150.
 KOZLECKI Wenzel, dit JULIK,
 213.
 KRUK Josef, 150.
 KRUPSKAIA Nadejda, 105, 106.
- LAGORGETTE Louis, 227.
 LAMARTINE Alphonse de, 80, 81.
 LAMED Stefan, 243.
 LANDAU Kurt, 41, 199.
 LANSBURY George, 92, 94, 138,
 140.
 LA ROCQUE François, dit Casimir
 de, 81, 184, 214, 215, 230.
 LASTÉRADE DE CHAVIGNY Jean
 de, 42.
 LAVAL Pierre, 18, 29, 57, 72, 86,
 88, 92, 95, 152, 159, 182,
 185, 187, 210, 214, 215.
 LEBAS Jean-Baptiste, 90, 227.
 LEGIEN Carl, 100.
 LEIPART Théodor, 100.
 LÉNINE Vladimir Illitch, OULIA-
 NOV dit, 39, 40, 54-56, 66,
 93-95, 98, 102, 104-107, 121,
 125, 137, 147, 160, 168, 177,
 216, 229, 237.
- LESOIL Léon, 111, 114.
 LEWIS John, 17.
 LHUILLIER René, 42, 117.
 LIEBKNECHT Karl, 91, 143.
 LITVINOV, Maksim M. WALLACH,
 dit, 58, 88.
 LOUIS XV, 81.
 LOUIS XVI, 78, 81.
 LOUZON Robert, 218.
 LOVESTONE Jay, Jacob LIEBSTEIN
 dit, 153, 160.
 LUTERAAN Barend, 69.
 LUXEMBURG Rosa, 91, 143.
- MACDONALD Jack, 154.
 MACDONALD James Ramsay, 57,
 82, 83, 94, 138, 139.
 MACGOVERN John, 135, 136.
 MAISKY Yvan M., LIAKHOVET-
 SKY, dit, 99.
 MALAPARTE Curzio, Kurt SU-
 CKERT, dit, 104.
 MARKINE, cf. Léon SEDOV.
 MARKINE Nikolai G., 247.
 MARQUET Adrien, 26.
 MARTINET Marcel, 58, 218.
 MARX KARL, 45, 93, 94, 169,
 177, 229, 237.
 MASLOW Arkadi, 23, 202.
 MAURIN JULLIA Joaquim, 33,
 149, 152.
 MAXTON James, 135.
 MASARYK Tomas, 18.
 MEYER Hakon, 19.
 MIKADO, cf. HIRO HITO.
 MIRBACH comte von, 147.
 MOLENAAR Johannes, dit Jan, 21,
 32, 44.
 MOLINIER Henri, dit H. AUDIN,
 130, 195.
 MOLINIER Raymond, dit, R.
 REY, 18, 22, 23, 47, 125, 126,
 128-130, 170, 171, 173, 178,
 179, 189, 190, 191, 193, 194,
 196, 199, 200, 209, 213-215,
 217, 218, 224, 226-228, 230,
 237, 239, 240, 242-244.
 MOLOTOV Viatcheslav M., SKRIA-
 BINE dit, 102.
 MONATTE Pierre, 218.
 MONMOUSSEAU Gaston, 93, 95.
 MORIZET André, 182.

- MORRISON Herbert, 138-140.
 MURPHY James T., 142.
 MUSSOLINI Benito, 45, 46, 58, 85, 88, 138, 158, 159.
 MUSTE Abraham Johannes, 68, 69, 109, 116, 161, 197.
- NAPOLÉON I^{er}, 84, 166.
 NAVILLE Pierre, 125, 128, 130, 190, 237, 239, 240.
 NECKER Jacques, 77.
 NÉGUS, cf. HAILLÊ SELASSIË.
 NIKOLAIEV Léonid, 235.
 NIN PEREZ Andrés, 149, 199.
 NOSKE Gustav, 91.
- OEHLER Hugo, 44, 45, 109, 116, 117, 161, 162.
 OURITSKY Moïse M., 54, 121.
- PASCAL Blaise, 74.
 PAUL-BONCOUR Joseph, 27, 28.
 PAZ Magdeleine, née MARX, 176, 177, 217, 218.
 PAZ Maurice, 176, 209, 226.
 PEDROSA Mario, 21.
 PERRONE Ottorino, dit VERCESI, 119.
 PIVERT Marceau, 48, 49, 69, 90, 93, 117, 120, 128-130, 132, 152, 153, 175, 177, 178, 188, 189, 191, 198, 211, 213, 226, 227, 230, 243.
 PLATON, 79, 80, 84.
 PLEKHANOV Gueorgui, 218.
 POINCARÉ Raymond, 74, 77, 87.
 POLLITT Harry, 141.
 POPOVICI, 150.
 PONSONBY Arthur, 139.
 POTEMKINE Vladimir M., 99.
- RAKOVSKY Christian, 192.
 RAYMOND, cf. Raymond MOLINIER.
 RENAUDEL Pierre, 26.
 RIGAL, cf. Louis RIGAUDIAS.
 RIGAUDIAS Louis, dit Rigal, 127, 209.
 RILKE, cf. Vladislav BURIAN.
 RIMBERT Pierre, 41.
- ROBESPIERRE Maximilien de, 80, 81.
 RÖHM Ernst, 210.
 ROLLAND Romain, 52-59, 176, 218, 219.
 ROSENFELD Kurt, 54.
 ROSENTHAL Gérard, 178.
 ROSMER Alfred, GRIOT dit, 190, 217, 218.
 ROUS Jean, 60, 128, 149, 172, 173, 190, 237, 239, 240.
 ROUSSET David, 127, 128, 238, 239.
- SAINT-JUST Louis Antoine, 80.
 SCHEFLO Olav, 19, 234.
 SCHEIDEMANN Philipp, 143.
 SCHLAMM Willi, 232, 233.
 SCHLEICHER Kurt von, 210.
 SCHMIDT P. J., 21, 68, 197.
 SCHWAB Jim, cf. Jacob WALCHER.
 SEDOV Léon, dit Durand, dit MARKINE, 44, 222, 239, 246.
 SEGALL Rudolf, 205.
 SEIPOLD Oskar, dit WEISS, 202, 232.
 SHACHTMAN Max, 108, 109, 110, 116, 161.
 SMERDIAKOV, 121-123.
 SNEEVLIET Henricus, 21, 32, 68, 111, 115.
 SOCRATE, 79.
 SOURITZ Iakov, 99.
 SOUVARINE Boris, LIFCHITZ dit, 217.
 SPAAK Paul-Henri, 40.
 SPECTOR Maurice, 134, 154.
 SPOULBER Nicolas, dit BRUN, 150.
 STALINE Joseph, 22-24, 29, 37, 52-57, 59, 90, 97-99, 102, 103-107, 121, 122, 155, 166, 205, 216, 219, 233, 235.
 STAKHANOV Alexei G., 246.
 STAMM Tom, 116.
 STEPHEN Campbell, 135.
 SVERDLOV Yakov, 121.
- TARDIEU André, 74, 77, 80.
 TAROV A., Arpen TAVITIAN ou DAVITIAN, 21, 217, 221.

- THÉODORE, cf. Rudolf KLEMENT, 239, 240.
 THOREZ Maurice, 27, 187, 214, 230, 235.
 TOGLIATTI Palimiro, dit ERCOLI, 29.
 TRANMAEL Martin, 238.
 TREINT Albert, 206, 224.
 TROIANOVSKY Alexandre A., 99.
 TSALDARIS Panagos, 79.
- VAILLANT-COUTURIER Paul, 182.
 VAN, cf. Jean VAN HEIJENOORT.
 VAN DER GOES Frank, 21, 44.
 VANDERVELDE Emile, 40, 49, 54, 55.
 VAN DRIESTEN Théo, 21, 32, 48.
 VAN GELDEREN Charles, 144.
 VAN ZEELAND Paul, 40.
 VARGAS Getulio, 21.
 VENIZELOS Eleutherios, 79.
 VEREEKEN Georges, 31, 38, 39, 41, 111-115, 239.
 VICTORIA, 139.
 VOLODARSKY, 54.
- WAGNER Ludwig, 150.
 WALCHER Jacob, dit Jim SCHWAB, 25, 43, 48, 49, 131.
 WEBER Jack, 109.
 WEISBORD Albert, 42, 43, 113.
 WEISS, cf. Oskar SEIPOLD.
 WOLF Erwin, dit BRAUN, 17, 20, 26, 206, 213, 240.
 WOLLENBERG Erich, 205.
- YBARNEGARAY Jean, 214.
- ZBOROWSKI Mordka, dit ETIENNE, dit MARC, 246.
 ZELLER Fred, 17, 20, 23, 24, 50, 62, 69, 70, 89, 92, 96, 97, 127-130, 171, 172, 179, 216-219, 234, 235, 247.
 ZINOVIEV, Grigori Y. RADOMYSKY dit, 52, 53, 54, 59, 102-104, 125, 192, 205, 206, 218, 235.
 ZYROMSKI Jean, 90, 91, 93, 117, 125, 129, 152, 153, 175, 178, 187, 188, 211, 226, 243.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS,
INSTITUTIONS, etc. (*)
DES INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, etc. (**)

- | | |
|--|--|
| <p>Action Révolutionnaire du 19^e arrondissement, 226.</p> <p>Action socialiste révolutionnaire, A.S.R., cf. Parti ouvrier belge.</p> <p>Alliance démocratique, 28.</p> <p>American Federation of Labor, A.F.L., cf. Fédération américaine du travail.</p> <p>American Workers Party, A.W.P., cf. Parti américain des travailleurs.</p> <p>Amis de l'unité ouvrière (Doriot), 151.</p> <p>Anarchistes russes, 162.</p> <p>Association républicaine des anciens combattants, A.R.A.C., 54.</p> <p>Bataille socialiste (La), cf. Parti socialiste S.F.I.O.</p> <p>Bloc ouvrier et paysan, Bloc ouvrier i camperol, (Catalogne), 33, 149.</p> | <p>Bolcheviks, bolseviki, cf. aussi P.O.S.D.R. et Parti bolchevique, 40, 54, 63, 65, 66, 86, 87, 99, 147, 158, 162, 183, 192.</p> <p>Bolchevik-léniniste, cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste.</p> <p>Bond van Revolutionaire Socialisten, B.R.S., cf. Ligue socialiste révolutionnaire.</p> <p>Bordiguistes, cf. Fraction communiste de gauche.</p> <p>British Socialist Party, cf. Parti socialiste britannique.</p> <p>Bund, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne, « Bund ».</p> <p>Bureau d'Amsterdam (suite du bureau de Londres, fin 1934), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.</p> |
|--|--|

* **En caractère gras.** Pour faciliter l'utilisation de cet index, nous avons rassemblé, sous la traduction française de leur dénomination, les organisations ou partis, sections des II^e et III^e Internationales. Quant aux « Oppositions », fraction des P. C., étant donné leur complexité et le caractère souvent informel de leur organisation ou dénomination, elles ont été rassemblées, d'une part, à Opposition brandlérienne ou K.P.O., et à Opposition de gauche de l'autre, mais ont été traitées différemment : les Oppositions brandlériennes renvoient aux appellations précises (en général, K.P.O.), alors que les références des Oppositions de gauche sont toutes regroupées sous ce vocable ou, à partir du 21 août 1933, sous celui de Ligue communiste internationaliste.

** *En italique* et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, B.I.-U.S.R.**, (nouveau nom de l'internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.) cf. I.A.G.
- Bureau de Londres**, cf. I.A.G.
- Cercle communiste démocratique**, 217.
- Comintern**, cf. Internationale, troisième.
- Comités d'action**, 60, 61, 181, 188, 209.
- Comité mondial contre la guerre et le fascisme**, ancien mouvement Amsterdam-Pleyel, 140, 223.
- Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A.**, 68.
- Communistes de gauche**, cf. P.C.U.S.
- Communist League of America, C.L.A.**, cf. Opposition de gauche et Ligue communiste internationaliste, section américaine.
- Communist League of Struggle**, 43.
- Communist Party of America**, cf. Parti communiste d'Amérique.
- Communist Party (Opposition)**, (Groupe Lovestone, opposition brandlérienne), 153, 160.
- Confédération générale du travail, C.G.T.**, 93, 95, 100 ; fédération des cheminots, 93.
- Confédération générale du travail unitaire, C.G.T.U.**, 93, 95, 189.
- Confédération nationale du travail**, (Espagne), C.N.T., 149.
- Congrès national indien**, 52.
- Crédit social (Canada)**, 154.
- Croix de feu**, 81, 184, 185, 214.
- Det Norske Arbeiderparti, D.N.A.**, cf. Parti ouvrier norvégien.
- Effort communiste (L')**, 206.
- Entente des jeunesses socialistes, fédération de la Seine**, cf. Jeunesses socialistes françaises.
- Fédération américaine du travail, American Federation of Labor, A.F.L.**, 100.
- Fédération de Charleroi**, cf. Parti communiste de Belgique.
- Fraction communiste de gauche**, cf. P.C. italien, et Opposition de gauche internationale.
- Front commun**, 223.
- Front rouge autrichien**, 150.
- Front social**, 199, 223 ; minorité, 173, 199, 223.
- Girondins**, 81.
- G.P.U. ou Guépéou, Gosoudarstvennoie polititcheskoie Oupravlenie (Administration politique d'Etat)**, 22, 53, 54, 216, 217, 219, 221, 222, 247, 248.
- Grand Orient de France**, 20.
- Groupes d'Action révolutionnaire, G.A.R.**, 131, 173, 199, 209.
- Groupe d'Anvers**, 111-113, 115.
- Groupe de Charleroi**, 111, cf. aussi Parti ouvrier belge.
- Groupe de La Commune**, 173, 175, 177-180, 189, 190, 191, 199, 201, 229.
- Groupe Hennaut**, 119.
- Groupe L'Internationale**, 42.
- Groupe Mot Dag (Norvège)**, 118, 151.
- Groupe Oehler**, 115.
- Groupe Le Prolétaire**, 42.
- Groupe Que Faire ?**, 42.
- Groupe socialiste de gauche, Left socialist group (Bulgarie)**, 151.
- Groupe Spartakus (Belgique)**, 38, 39, 48-50, 111-115, 117.
- Groupe La Vérité**, cf. L.C.I., section française.
- Gilde de la jeunesse, Guild of Youth**, 144.

- Independent Labor League of America** (Lovestone), I.L.L.A., cf. Ligue ouvrière indépendante d'Amérique.
- Independent Labor Party, I.L.P.**, cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
- Industrial Workers of the World, I.W.W.**, cf. Travailleurs industriels du monde.
- Première Internationale**, ou Association internationale des travailleurs, 1864-1872, 237, section allemande, 237.
- Deuxième Internationale** ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale socialiste après 1923, 32, 38, 40, 50, 94-96, 117, 149, 150, 198, 229.
- Troisième Internationale** ou Internationale communiste ou Comintern, 19, 21, 22, 25, 29, 32, 41, 48, 50, 95, 96, 104, 106, 107, 118, 119, 129, 135, 144, 148, 150, 183, 198, 203, 206, 217, 218, 224, 229, 234, 235, 238, 242 ; 2^e congrès, juillet-août 1920, 234 ; 3^e congrès, juin-juillet 1921, 234 ; 4^e congrès, novembre-décembre 1922, 234 ; 5^e congrès, juin-juillet 1924, 109 ; 6^e congrès, juillet-septembre 1928, 152, 7^e congrès, 25 juillet-21 août 1935, 28, 50, 60, 90, 183, 184 ; Comité exécutif, Petite commission chinoise, 224 ; Secrétariat balkanique, 235.
- Quatrième Internationale**, cf. aussi dans l'index des sujets nationale, 21, 28, 31-35, 38, et thèmes à Nouvelle Internationale, 21, 28, 31-35, 38, 41, 42, 44-46, 51, 60, 68, 69, 95, 96, 107, 113, 114, 117-119, 125, 126, 128-130, 132, 135, 144, 148-150, 152, 153, 157, 161, 165, 171-176, 180, 191, 192, 198, 205, 207, 229, 230, 237-239, 245.
- Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.** (Communauté internationale du travail), 33, 44, 68, 118, 119, 131, 135, 148, 150-152, 198, 204 ; ou Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, 33. Comité mondial de travail pour la Paix, 152.
- Internationale communiste**, cf. Internationale, troisième.
- Internationale communiste de la Jeunesse, I.C.J.**, 234, 235.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Internationale syndicale rouge, I.S.R.**, ou Profintern, 149.
- Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, I.V.K.O.** (Union internationale d'opposition communiste) ou courant brandlérien international, 153.
- Internationalen Socialistischen Kampfbundes, I.S.K.**, 205.
- Izquierda comunista de España, I.C.E.**, cf. Opposition de gauche espagnole, ou Ligue communiste internationaliste, section espagnole.
- Jeunes Gardes Léninistes, Leninstische Jugendgarde**, 32.
- Jeunes Gardes socialistes** (Belgique), 49, 126, 211, 212, 242.
- Jeunesses communistes d'Allemagne**, 91.
- Jeunesses communistes d'Autriche**, 232.
- Jeunesses communistes françaises**, 119, 127, 190, 216, 219, 234, 235.
- Jeunesses communistes russes**, 52.
- Jeunesses léninistes françaises**, 209.
- Jeunesses socialistes françaises**, 23, 48-50, 89, 91, 179, 199, 210, 227, 238.

- Entente des jeunesses socialistes de la Seine**, 49, 62, 69, 89, 91, 96, 107, 125, 128, 130, 172, 173, 185, 191, 209, 210, 219 ; *Conférence nationale de Lille, 30 juillet 1935*, 62, 245.
- Jeunesses socialistes révolutionnaires, J.S.R.**, 62, 171, 179.
- K.D. (Cadets)**, cf. Parti constitutionnel démocrate.
- Kommunistische Arbeiterpartei, K.A.P.**, cf. Parti ouvrier communiste.
- Kommunistische Partei Osterreichs (Opposition), K.P.O. (O)**, (Opposition brandlérienne autrichienne), 232.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition, K.P.O. (Opposition brandlérienne)**, 25, 44.
- Kuomintang (Parti du peuple du pays)**, 28, 225, 226.
- Labour Party**, cf. Parti travailliste.
- Labour League of Youth, L.L.Y.**, cf. Ligue ouvrière de la jeunesse.
- Leninistische jeugd Garde, L.J.-G.**, cf. Jeunes Gardes Léninistes.
- Left Socialist group, L.S.G.**, cf. groupe socialiste de gauche.
- Ligue des chômeurs**, 68.
- Ligue communiste internationaliste (B.L.) ou internationale, L.C.I.** (nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 21 août 1933), cf. aussi à l'Opposition de gauche internationale, 38, 39, 68, 109, 113, 149, 161, 164, 197, 209, 221, 247 ; plénum, 194 ; secrétariat international, S.I., 25, 26, 31, 43, 108, 109, 111-113, 115, 116, 131, 132, 149, 170, 173, 190, 194, 203, 205, 213, 216, 222.
- Ligue communiste internationaliste ou internationale (b.l.)**, sections, cf. aussi Opposition de gauche, sections :
 - allemande, **Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, 43 ; comité de l'I.K.D. à l'étranger, 45, 206.
 - américaine, **Communist League of America, C.L.A.**, 68, 109, 116, 161, 162.
 - belge, ou groupe de Charleroi, 31, 38, 111-114, 119, 126.
 - espagnole, **Izquierda comunista de Espana, I.C.E.**, 33, 149.
 - polonaise, groupe bolchevik-léniniste du P.P.S. et du Bund, 246.
 - roumaine, 150.
 - française, **Ligue communiste**, 22-24, 38, 41, 42, 47, 49, 89 ; groupe juif, 42 ; groupe bolchevik-léniniste, **G.B.L.**, de la S.F.I.O., 22, 23, 26, 29, 30, 31, 38, 41, 42, 47-50, 60, 91, 92, 117, 118, 120, 124-126, 128, 130, 153, 171-174, 177-179, 184, 189-191, 197, 198, 201, 209, 210, 212, 214, 223, 227-229, 231, 237, 238, 243-245 ; comité central, 22, 23, 47, 125, 127, 129, 171, 173, 190, 192, 197, 201, 209, 240.
- Ligue des communistes internationalistes de Belgique**, 119.
- Ligue ouvrière indépendante d'Amérique, Independent Labor League of America, I.L.L.A.**, 160.
- Ligue ouvrière de la jeunesse, Labour League of Youth, L.L.Y.**, 144.
- Ligue socialiste, Socialist League**, 140, 142, 143.
- Ligue socialiste contre la guerre, la Liga**, 212.

- Ligue des socialistes révolutionnaires, Bond van Revolutionaire Socialisten, 21, 44.
- Ligue spartakus, Spartakusbund, 91.
- Ligue des travailleurs révolutionnaires, 116, 162.
- Lutte finale (La), cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Mencheviks, 63-66, 218, 244 ; mencheviks de gauche, 66, 93, 94.
- Montagnards, 81.
- Mot Dag, cf. Groupe Mot Dag.
- Narodniki, cf. Parti populiste russe.
- Narodny Kommissariat Vnou-trennikh Del, N.K.V.D., 54.
- Nationaal Arbeids-Secretariaat, N.A.S., 32, 68.
- Niezalezna socjalistyczna partia pracy, N.S.P.P., cf. Parti ouvrier socialiste indépendant (Pologne).
- Nouvelle Opposition, cf. Parti communiste d'Union soviétique.
- Onafhankelijk socialistische Partij, O.S.P., cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).
- Opposition de gauche internationale, 22, 44, 68, 107, 109, 117, 119, secrétariat international, S.I., 189.
- Opposition de gauche, section de l'Opposition internationale ou groupes d'opposition de gauche :
- allemande ou Opposition de gauche unifiée (fusion d'une partie de Leninbund et de l'opposition de Wedding, printemps 1930) éditant Die Permanente Révolution, 43, 202, 203, 225 ; Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 1933 (éditant Unser Wort), 131.
 - américaine, Communist League of America, C.L.A., 43.
 - belge, 31, 111.
 - canadienne, 134.
 - espagnole, Izquierda comunista de Espana, 33.
 - française, Ligue communiste, 190 ; aile marxiste, 189, 190, 217, 237.
 - italienne, fraction communiste de gauche (bordiguiste), 119.
 - tchécoslovaque, fraction sudète, 213.
 - yougoslave, 235.
- Parti américain des travailleurs, American Workers Party, A.W.P., 68, 109, 116, 161, 162, 197.
- Parti bolchevique, cf. aussi P.O.S.D.R., P.C. russe et P.C.U.S., 99, 102, 121, 146.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 25, 44, 49, 202, 203.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, 109, 116, 153, 160.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Osterreichs, K.P.O., 232.
- Parti communiste de Belgique, 31, 111 ; fédération de Charleroi, 111.
- Parti communiste du Brésil, Partido comunista brasileiro, 21.
- Parti communiste de Bulgarie, Balgarska Kommunisticeska Partija, 184.
- Parti communiste du Canada, Communist Party of Canada, 134, 154.
- Parti communiste de Chine, 225, 226.
- Parti communiste d'Espagne, Partido Comunista de Espana, 149, 152 ; fédération catalano-baléare, 149.
- Parti communiste, section française de P.I.C., P.C., S.F.I.C.,

- 30, 41, 54, 72, 93, 95, 117, 119, 176, 181, 182, 188, 189, 190, 199, 206, 214, 217-219, 223, 225, 228, 229 ; comité central (C.C.), 224 ; rayon de Saint-Denis, 119.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great-Britain**, 136, 138, 142-153, 207.
- Parti communiste italien, Partito comunista italiano, P.C.I.**, 24, 29, 119 ; fraction communiste de gauche (bordiguiste), 119.
- Parti communiste de Norvège**, 216, 234.
- Parti communiste de Suède ou Parti communiste indépendant, ou groupe de Kilbom, devenu Parti socialiste suédois en 1934**, 118, 119, 151.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie, Kommunistická strana Československa**, 222.
- Parti communiste de l'Union soviétique, P.C.U.S., ou Parti communiste russe, Rossijskaja Kommunističeskaja partija, (b), R.K.P., de 1918 à 1925, Vserossijskaja Kommunističeskaja partija, V.K.P., après 1925, cf. aussi Parti bolchevique**, 153 ; 12^e congrès, avril 1923, 105 ; comité central, 121, 122 ; centre militaire, 121, 122 ; comité militaire révolutionnaire, 121, 122 ; communistes de gauche, 146 ; droite, 106 ; **Opposition de gauche**, 122, 149, 157, 192 ; **Nouvelle Opposition**, 106, 192 ; 235 ; **Opposition de gauche unifiée**, 97, 98, 103, 104, 106, 107 ; 176, 189, 192, 206, 235.
- Parti communiste yougoslave**, 22, 217, 235.
- Parti conservateur, (Grande-Bretagne)**, 57, 94, 140.
- Parti constitutionnel démocrate, Konstitusionii Demokratičeskii, K.D.**, 64-66.
- Parti menchevique**, 99.
- Parti national-socialiste allemand des travailleurs (parti nazi), Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei, N.S.D.A.P.**, 210.
- Parti ouvrier belge, P.O.B.**, 31, 38-41, 111, 113, 212, 242 ; groupe b.l. ou groupe de Charleroi, 111-113 ; **Action socialiste révolutionnaire**, 40, 41, 126, 212, 242.
- Parti ouvrier communiste (Pays-Bas), Communistische Arbeiders Partij**, 69.
- Parti ouvrier français, P.O.F.**, 91, 98.
- Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne), Independent Labour Party, I.L.P.**, 51, 119, 134-153, 167, 207.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A.**, 19, 118, 151, 234, 238.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozial-demokratische Arbeiter Partei Osterreich, S.D.A.P.O.**, 150 ; **Opposition de gauche**, 150.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie, Balgarska Rabotniceska social-demokraticeska Partija, Tesnjaki (« étroits »)**, 183.
- Parti ouvrier socialiste indépendant, Niezalezna socjalistyczna partia pracy, N.S.P.P.**, 150.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P.**, 17, 21, 23, 32-34, 44, 50, 68, 111, 115, 119, 135, 149, 150, 161, 197, 204.
- Parti ouvrier d'unification marxiste, Partido obrero de Unificación marxista, P.O.U.M. (Espagne)**, 23, 33, 34, 149, 152.

- Partis paysans indépendants**, 154.
Parti populiste, Narodniki, 155, 162.
Parti radical Camille Pelletan, 181.
Parti radical et radical-socialiste, 57, 72, 75, 77, 88, 181, 182, 225 ; radicaux de gauche, 92.
Parti républicain socialiste, 28.
Parti social-démocrate d'Allemagne, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., 25, 44, 45, 91, 143.
Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., 202.
Parti social-démocrate d'Autriche, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
Parti social-démocrate danois, cf. Union démocratique socialiste du Danemark.
Parti social-démocrate de Hollande, Sociaal democratische Partij in Nederland, S.D.P., 44, 69.
Parti social-démocrate de Lettonie, 53.
Parti social-démocrate de Lituanie, 121.
Parti social-démocrate polonais, Socialdemokracja Krosletswa Polskiego i Litwy, S.D.K.P.L., 121.
Parti social-démocrate roumain, 150.
Parti social-démocrate de Suède, 118, 119, 151.
Parti socialiste britannique, British Socialist Party, B.S.P., 141.
Parti socialiste de Croatie, 235.
Parti socialiste de France, 27.
Parti socialiste, S.F.I.O., ou **Parti socialiste unifié**, 23, 27, 28, 43, 49, 74, 77, 91, 94, 95, 98, 115-117, 120, 124-126, 128-130, 152, 153, 176-178, 181, 185, 187, 188, 190, 206, 214, 224, 225, 237, 243-246 ; *congrès de Mulhouse*, 9 juin 1935, 124, 130, 244 ; *conseil national du 17 novembre 1935*, 120, 125, 130, 187 ; *congrès fédéral*, 26-27 octobre 1935, 60, 124 ; commission administrative permanente, C.A.P., 128, 190, 227 ; fédération de la Seine, 48, 90 ; *étudiants socialistes*, 209 ; *néos socialistes*, 26, 27, 181 ; *Bataille socialiste*, 49, 50, 117, 130, 152, 153, 188 ; *groupe bolchevik-léniniste*, G.B.L., cf. *Ligue communiste section française* ; *Lutte finale*, 206 ; *la Gauche révolutionnaire*, 49, 126, 128-132, 153, 175, 179, 187-189, 191, 198, 211, 223, 224, 226, 227, 244 ; *Toujours prêts pour servir*, T.P.P.S., 130, 227.
Parti socialiste indépendant (Pays-Bas), Onafhankelijk socialistische partij, O.S.P., 33, 68, 161, 197.
Parti socialiste indépendant de Roumanie, 150.
Parti socialiste italien (maximaliste), 150.
Parti socialiste ouvrier, S.A.P., 21, 25, 28, 29, 32, 34, 42-44, 48-51, 55, 68, 94, 117-119, 130, 131, 135, 148-150, 152, 153, 175, 179, 189, 198, 203-205, 208, 230, 244, 246.
Parti socialiste polonais, Polska Partja Socjalistyczna, P.P.S., 246.
Parti socialiste suédois (Kilbom), 118, 119, 151.
Parti socialiste révolutionnaire, *Revolutionair Socialistische Partij*, R.S.P., 32, 33, 115, 161.
Parti socialiste révolutionnaire de Russie, *Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii*, S.R., 54, 55, 63-66 ; *S.R. de gauche*, 147.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, OCTOBRE-DECEMBRE 1935

Radicaux, radicalisme, 26, 27, 71, 77, 80, 182.	Thermidor, 206.
Roumanie, 78, 85.	U.R.S.S., 19, 22, 52, 55, 67, 72, 86, 87, 91, 102, 104, 106, 107, 163, 164, 165, 166, 195, 196, 206, 207, 232, 233, 235, 247.
Société des nations, 57, 85, 94, 141.	
Staliniens, 27, 143, 144.	